

BRUNO FREI

LES HOMMES DU VERNET

TRADUCTION DE GEORGES DIMON

DU TRADUCTEUR AU LECTEUR.

Mon but n'est pas d'alourdir ce livre par des commentaires destinés à souligner le talent de l'auteur. Si je n'ai pas été trop inférieur à ma tâche, chaque lecteur peut apprécier par ses propres moyens le caractère dramatique d'un récit, qui, jusqu'à la fin, nous tient en haleine ; le réalisme et l'impartialité d'une chronique des années noires ; la finesse de l'observation psychologique ou sociologique, la verve et l'humour d'un reportage de haute qualité.

En dehors de tout esprit partisan et d'après l'expérience que j'ai vécue d'octobre 1930 à juillet 1931 à Traiskirchen (Autriche) et de septembre 1931 à juillet 1932 à Bonn, je me bornerai à illustrer ce passage de Bruno Frei au sujet des hommes du Vernet : « Beaucoup d'entre eux avaient défendu la liberté de l'Espagne dans les brigades internationales, animés par la conviction qu'ils combattaient en même temps pour la liberté de leur propre patrie. Parmi eux il y avait beaucoup d'Allemands qui avaient dû quitter leur pays lorsqu'Hitler menaça du pénitencier et de la hache du bourreau les meilleurs fils du peuple allemand. »

o
o o

Depuis 1929, la crise était mondiale, mais elle sévissait en Allemagne avec une particulière rigueur. Six millions de chômeurs formaient une redoutable armée de mécontents, auxquels s'ajoutait un septième million de chômeurs partiels.

À la veille de l'avènement d'Adolf Hitler, j'eus l'occasion de fréquenter à Sinzig et à Cologne les catholiques, à Düsseldorf les socialistes, à Solingen et à Remscheid les communistes et les syndicalistes. Je pus aussi passer de longs moments auprès des ouvriers de la vallée de la Wupper et me rendre compte de l'immense courage qui animait le monde des travailleurs. Les salaires ne cessaient de diminuer. Le minimum vital était à peine assuré. Pendant trois mois, les chômeurs percevaient une allocation qui représentait environ la moitié de leur dernier salaire, entre quinze et vingt marks par semaine. Pour les trois mois suivants, ce n'était plus qu'un quart du salaire. Ensuite, tout se réduisait à l'allocation de l'Assistance publique : un mark par jour.

Dans ces conditions, les travailleurs se durcissaient, quand ils ne se laissaient pas « acheter ». Ceux qui entraient dans les Sections d'Assaut recevaient des organisations nazies un uniforme, deux ou trois marks par jour et deux repas chauds. Les célibataires bénéficiaient en outre d'un gîte à la caserne. Il fallait évidemment avoir le caractère bien trempé pour résister à l'embrigadement dans les Sections d'Assaut, qui devinrent bientôt une véritable armée privée, entretenue par le grand capital.

o
o o

Parmi les Allemands qui refusèrent la servitude, beaucoup s'exilèrent, en Amérique, en Angleterre, en Suisse et en France. C'est ainsi que mon ami, Markus Fendel, un catholique, partit pour Sao Paulo, en compagnie de ses cousins, étudiants de Sinzig. En septembre 1932, je fis venir chez moi, dans les Pyrénées Orientales, deux chômeurs de Solingen, Karl Kirschenmann et Alfred Löhmer, qui s'embauchèrent comme vendangeurs pour gagner quelque argent. Ils repartirent à bicyclette et passèrent par l'Autriche pour y échanger deux mille shillings autrichiens que je leur avais donnés. De cette somme, dont je ne pouvais rien faire puisque cette monnaie n'était acceptée qu'en Autriche, ils m'envoyèrent l'équivalent exact en monnaie française, geste significatif que je ne suis pas près d'oublier. Retournés chez eux Karl et Alfred militèrent de nouveau dans la clandestinité, puis quittèrent la Rhénanie. D'exil en exil, ils se retrouvèrent en Autriche au moment de la Libération, après maintes aventures qu'il serait trop long de rapporter ici. Le plus heureux de mes amis de Solingen fut Ulrich Wohlbold, qui ne cessa de participer à la résistance de gauche et ne fut jamais arrêté. Beaucoup d'autres m'ont laissé sans nouvelles : ils sont morts lentement dans un camp de concentration, à moins qu'ils n'aient été fusillés ou décapités. J'ai été partiellement informé de leurs malheurs par Alfred Löhmer qui, avec sa modestie coutumière, me disait dans une de ses lettres : « Ma contribution à la lutte contre le fascisme n'a pas été supérieure à celle de centaines de milliers d'honnêtes gens, qui ont combattu dans le monde entier ».

o
o o

Si le nazisme a longuement, trop longuement triomphé en Europe et ailleurs, c'est pour des raisons diverses qu'il n'est pas question d'analyser ici. La faiblesse des gouvernements français y fut certainement pour quelque chose. Une brève récapitulation des faits essentiels pourrait suffire à le montrer.

La victoire du Front Populaire est acquise en 1936 sur les troupes du sinistre Laval, mais bientôt Léon Blum, solidaire de l'Angleterre, décrète la « non-intervention » dans les affaires d'Espagne. Cette mesure unilatérale facilite grandement la rébellion des Phalangistes, soutenus sans vergogne par l'Italie, le Portugal et les nazis de la Légion Condor. Les quelques soixante mille hommes des Brigades Internationales sont loin de suffire à rétablir l'équilibre entre le camp de la République espagnole et celui des factieux.

Plus nombreux que nos élus radicaux, nos élus socialistes de 1936 restent affaiblis depuis 1933 par la scission « néo-socialiste » de Marcel Déat, Marquet, Renaudel et bien d'autres. Depuis 1934, toute la gauche souffre aussi de la trahison du néo-nazi Doriot, qui bientôt fonde à Saint-Denis le Parti Populaire Français (Juin 1936).

Léon Blum, se souvenant sans doute des prouesses verbales de son camarade Vincent Auriol : « Les banques, je les ferme ; les banquiers je les enferme » demande les pleins pouvoirs financiers. Les radicaux du Sénat les lui refusent et il donne sa démission (Juin 1937).

Bientôt l'Autriche est absorbée par le Reich. Ce « rattachement » est resté célèbre sous son nom allemand, l'« Anschluss » (13 Mars 1938).

À l'impuissant Blum a succédé l'impuissant Daladier, otage de Neville Chamberlain et de la finance internationale. C'est la conférence de Munich (Novembre 1938). La Tchécoslovaquie doit céder au Reich le territoire des Sudètes. Malgré son tout récent « bellicisme », Blum accepte cette capitulation avec un « lâche soulagement », tandis que les « munichois » tels que le socialiste Paul Faure, collaborent plus ou moins consciemment au triomphe hitlérien.

La belle rhétorique de la gauche est restée lettre morte. Le Front Populaire a irrémédiablement échoué devant « le mur d'argent » auquel s'est vainement heurté Daladier, « le taureau de Camargue aux cornes gélatineuses », selon le mot d'Henri

Jeanson. Comme dit Jean Lacouture, le socialisme n'aura connu en France qu'un « bref été ».

Écrasée au début de 1939, la Catalogne se vide de ses combattants républicains, dont la plupart n'ont pas cependant perdu tout espoir de continuer la lutte pour libérer l'Espagne et l'Europe. C'est le moment que nous choisissons pour reconnaître le gouvernement du Général Franco. Le franquisme est en effet reconnu par l'Angleterre et la France le 27 Février 1939, puis par les États-Unis le 1er Avril 1939. C'est sur ces entrefaites que l'ex-socialiste et néo-hitlérien Marcel Déat publie dans L'Œuvre l'article fameux où il se demande s'il vaut la peine de « Mourir pour Dantzig » (4 Mai 1939).

Pendant ce temps, les antifranquistes sont emprisonnés aux camps d'Argelès, de Saint-Cyprien, de Gurs et du Vernet pour y subir les mille vexations qu'a si bien relatées Bruno Frei.

« Ce que j'ai vu en Espagne, dit alors Bernanos, m'a donné un avant-goût très précis de ce qui se passera sous peu ici ». On ne pouvait mieux dire. Et pourtant cette sombre prédiction n'empêche pas Guéhenno de plaider, dans Europe Nouvelle, pour le « pacifisme intégral », ni Herriot d'évoquer le calvaire de la Pologne devant le public distingué de l'Université des Annales. L'an quarante s'ouvre en vérité sous de bien mauvais auspices.

o
o o

Je souhaite, ami lecteur, que tu revives par la pensée l'inégale épopée de notre Front Populaire et l'odyssée des antifranquistes d'Espagne, tels que les a vus leur camarade Carrasco dans son Album-souvenir de l'exil républicain espagnol en France, 1939-1945 : La odisea de los republicanos españoles en Francia.

Alléguant les dangers de la « cinquième colonne », dont les membres s'étaient depuis longtemps déjà mis en place dans tous les rouages de nos administrations, ceux qui nous gouvernaient emprisonnèrent les résistants pour qu'ils fussent ensuite plus facilement livrés à l'ogre nazi.

Quand vint la Libération, les quelques rescapés des camps d'extermination crurent entrevoir la fin de leur cauchemar, mais hélas ! ils n'avaient pas encore vidé leur calice « jusqu'à la lie » ! Les outrages que leur avait infligés le gouvernement de Vichy ne furent nullement réparés. Dans bien des cas plutôt que d'octroyer le droit de vote à ces « apatrides » qui étaient pourtant d'authentiques résistants, on préféra dédouaner des « collabos » en quête de « virginité ».

En Allemagne, du moins, les victimes du fascisme furent gratifiées d'une pension à vie indexée évidemment, assortie d'un capital variable selon la composition de leur famille et les charges qui leur incombaient. Un de nos amis, ancien de Mauthausen, perçut en prime un pécule de 3 000 F. et sa pension mensuelle s'élevait au départ à 7 000 F. Mais l'établissement des dossiers donna lieu à d'in vraisemblables et sordides marchandages. Une vraie mafia de la basoche exploita cyniquement la situation. C'est ainsi que les honoraires prélevés sur toute somme allouée aux rescapés étaient de l'ordre de 30%. Un jour, après avoir traduit pour un de mes amis l'extrait du jugement qui le concernait, j'eus la chance de pouvoir m'adresser à trois avocats associés de Düsseldorf, évitant ainsi les « ponctions » que des Toulousains et des Parisiens n'auraient pas manqué de pratiquer.

o
o o

Pour en revenir au camp du Vernet, signalons que l'état d'abandon où il se trouve donne l'exacte mesure de l'indifférence des pouvoirs publics à son égard. Une clôture et un certain entretien seraient nécessaires pour dégager cet espace, abandonné aux bêtes et aux herbes folles. Il serait temps d'offrir une sépulture décente à chacun des malheureux qui reposent là et d'entretenir ces tombes, vaguement délimitées par quelques galets issus de l'Ariège voisine.

Espérons que l'ouvrage de Bruno Frei rencontrera le succès qu'il mérite et que le produit de sa vente permettra de réaliser ces humbles travaux. Peut-être aussi pourrions-nous, par la même occasion, soulager un certain nombre de misères et accomplir enfin les gestes que le respect, la reconnaissance et la pitié nous commandent depuis longtemps.



Encore un mot. Si j'ai entrepris de traduire en français Les hommes du Vernet, c'est pour rendre hommage à tous les antifascistes dont Bruno Frei a partagé les espoirs et les luttes, les joies et les peines. Je n'oublie pas, non plus, ces républicains espagnols qui devinrent bûcherons ou bergers dans nos montagnes d'Ariège pour mieux défier la police et la milice de Vichy au cours des années funestes où l'on pouvait parler de la déliquescence et même de la faillite des démocraties.

On l'a dit de mille façons, mais il ne faut pas se lasser de le redire : « Malheur à ceux qui oublient ce tragique passé, car ils se condamnent à le revivre ».

Georges DIMON

Ancien Combattant 1939-1940

Citation à l'Ordre de Marine Oran Mers-el-kebir

Croix du combattant volontaire de la Résistance

Membre du Comité de Libération de l'Ariège

Notice biographique

Issu d'une famille de Juifs sans fortune, Bruno FREI naquit le 11 juin 1897 à Bratislava (Tchécoslovaquie). De nationalité autrichienne, il fit ses études à l'Université de Vienne, où il obtint le grade de Docteur ès-sciences en 1920.

Pendant la période agitée de la première après-guerre, il se mit, en tant que journaliste, au service du mouvement ouvrier. Il milita dans les rangs du Parti Socialiste jusqu'à la tuerie qui ensanglanta le Ring de Vienne (15 juillet 1927).

On sait que la Justice autrichienne de la Première République était truffée de fascistes et que les tribunaux acquittaient les assassins d'extrême-droite, ce qui exaspérait les travailleurs. Tout acquittement de meurtriers nazis déclenchait immédiatement des contre-manifestations ouvrières. Or, le 15 juillet 1927 furent acquittés deux tueurs qui, dans le Burgenland, avaient tiré sur le cortège du 1^{er} mai,

faisant deux morts. Le monde ouvrier fut pris d'une telle colère que les entreprises viennoises chômèrent et que les travailleurs en grève défilèrent sur le Ring. Le Palais de Justice fut tout à coup la proie des flammes, sans qu'on pût savoir qui avait allumé cet incendie. La Police envoya des commandos qui tirèrent à l'aveuglette sur les manifestants. Il y eut mille morts. Une grève des transports éclata qui paralysa toutes les voies ferrées. Vingt-quatre heures plus tard, la direction réformiste du Parti Socialiste brisait la grève et remettait à une date ultérieure sa protestation auprès du Parlement. Ému par cette capitulation, qui avait ébranlé sa confiance en la Social-démocratie, Bruno Frei devint communiste.

o
o o

Parmi les principaux ouvrages de Bruno Frei, citons le compte-rendu de la mutinerie qui, en 1918, affecta l'un des ports les plus fameux de l'Adriatique, Die Matrosen von Cattaro (Les marins de Cattaro).

En 1928, après son voyage en Union Soviétique, qui venait d'avoir 10 ans d'existence, Bruno Frei fait paraître à Berlin Im Lande der Roten Macht (Au Pays de la Puissance Rouge).

Un an plus tard, il fondait à Berlin un quotidien proche du Parti Communiste et dont il fut le rédacteur en chef : Berlin am Morgen (Berlin-Matin)

Après l'incendie du Reichstag par les nazis, qui accusèrent les communistes pour mieux les persécuter (1933), Bruno Frei s'exila successivement en Tchécoslovaquie, en France et au Mexique, sans jamais cesser d'éditer des journaux, des tracts, des pamphlets et des livres antifascistes, en accord avec l'émigration allemande et autrichienne : d'une plume acerbe il lutta sans désespérer contre Adolf Hitler à Prague, à Paris, à Mexico.

Bruno Frei passa vingt mois de sa vie dans les cachots ou derrière les barbelés. Il travaillait à ses Nouvelles d'Allemagne à Paris quand on l'arrêta pour le conduire à la prison de la Santé, puis au camp du Vernet, auquel est consacré le présent ouvrage : Die Männer von Vernet (Les Hommes du Vernet).

En 1941, transféré au camp des Milles, près de Marseille, il reçut le visa du Mexique, où il se rendit avec ses deux enfants, sa femme ayant été tuée lors du bombardement de Paris en juin 1940.



Au Mexique, Bruno Frei appartient au cercle littéraire qui groupait des écrivains tels qu'Alexander Abusch, Egon Erwin Kisch, Anna Seghers, Ludwig Renn et Bodo Uhse, autour de la revue Freies Deutschland (L'Allemagne Libre)

En 1946, il retourne à Vienne où il continue ses activités de journaliste au service du Parti Communiste Autrichien. On lui confie alors la direction du journal viennois Der Abend (Le Soir) du Parti Communiste Autrichien, la Volksstimme (La Voix du Peuple).

Jusqu'en 1965, il dirige en qualité de rédacteur en chef la revue mensuelle Tagebuch (Journal). Depuis lors, renonçant au journalisme, il se consacre exclusivement à des travaux littéraires et scientifiques.

En 1972, il obtient, de la République Démocratique Allemande, le Prix Henri Heine.



Parmi les nombreux ouvrages de Bruno Frei, citons à titre documentaire :

Die Matrosen von Cattaro (Les marins de Cattaro), histoire de la mutinerie de la flotte impériale austro-hongroise en 1918.

Hanussen, récit de la vie et de l'assassinat du mage d'Hitler.

Im Lande der Roten Macht (Au Pays de la Puissance Rouge), reportage sur les premières années de l'URSS.

Die Stafette (L'estafette), petites chroniques au sujet des luttes pour la Paix.

Der Grosse Sprung (Le Grand saut) reportage sur la Chine.

Frühling in Vietnam (Printemps au Vietnam) reportages sur le Vietnam.

Biographie de Carl von Ossietzky, prix Nobel de la Paix.

Biographie de Josef Propper-Lynkeus, illustre utopiste autrichien.

Die anarchistische Utopie (L'Utopie anarchiste), critique de l'anarchie moderne.

Zur Kritik der Sozialutopie, histoire critique de l'Utopie sociale.

Der Papiersäbel (Le sabre de Papier), autobiographie.

Certains de ces ouvrages ont été traduits en russe, bulgare, tchèque, hongrois, danois, anglais. Mais le premier livre de Bruno Frei qui ait été publié en français est Die Männer von Vernet (Les Hommes du Vernet).

Préface pour l'édition française

C'est dans mon exil mexicain, il y a plus de trente ans, que j'ai écrit l'histoire des hommes du Vernet. Le fait que cet ouvrage est aujourd'hui à la portée du lecteur français me remplit d'une vive satisfaction.

Une nouvelle génération a grandi pour qui la seconde guerre mondiale et la plupart de ses conséquences sont devenues matière historique, à peu près comme les guerres napoléoniennes.

Et cependant, le mot « Résistance » n'a pas besoin d'être expliqué aux Français. Les écoliers eux-mêmes en connaissent le sens. Ce qui est moins connu c'est qu'on fit aussi de la résistance dans les camps de concentration, en particulier au camp du Vernet, que la Sûreté avait installé au début de la guerre dans le département de l'Ariège, à mi-chemin entre Toulouse et Foix.

Il s'agissait d'exclure de la société française les étrangers « indésirables », et ce ne fut pas l'effet du hasard si au camp du Vernet se trouvèrent rassemblés des

communistes, des socialistes, les antifascistes les plus courageux que l'on mit dans l'obligation de côtoyer les pires aventuriers politiques, les pires criminels.

o
o o

Il est également inutile d'expliquer à des Français le mot « Unité », dont la force indestructible anime ceux qui luttent pour le socialisme et le progrès. Au Vernet comme ailleurs, c'est dans la réalisation de l'unité que la Résistance plaçait toutes ses chances de succès.

Plus de trente ans se sont écoulés depuis la fin de la guerre sans que le triomphe et la débâcle du fascisme aient cessé de constituer une importante leçon. Fascisme et antifascisme restent des phénomènes sociaux actuels, comme le prouvent les récents événements du Chili.

Dans la préface de la troisième édition de cet ouvrage en langue allemande, je parlais des procédés que les forces rétrogrades ont mis en œuvre pour faire « avaler » au peuple le fascisme : « Qui prêche l'anticommunisme, disais-je, a beau parler de liberté ; il ne peut faire que le lit du fascisme. » Cette règle a conservé toute sa valeur. Elle est partout d'actualité. En France comme ailleurs.

La lutte contre le fascisme est la condition première du développement de l'humanité vers des formes de civilisation plus hautes, vers le socialisme et vers la paix. Les hommes du Vernet ont montré que ce combat antifasciste peut être mené en toutes circonstances, même dans un camp de concentration.

o
o o

Le livre que voici a connu trois éditions depuis 1950. Je le dédie aux camarades dont l'activité assidue maintient en honneur le souvenir des combattants de la Résistance du Vernet. Je le dédie à l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Vernet d'Ariège, dans l'espoir qu'il servira la noble idée de la solidarité internationale des antifascistes.

Bruno Frei
Vienne, mai 1975

LES HOMMES DU VERNET

Bruno FREI

1^{er} septembre-11 octobre 1939

Cellule n°15

Le train roule dans la nuit. La lumière bleue camouflée du plafonnier répand sa lueur blafarde sur le visage fatigué des voyageurs. Étranges voyageurs, en fait il ne leur est pas permis de quitter le wagon. Des gendarmes en uniforme noir, casque d'acier, baïonnette au canon, sont debout dans le couloir central, fatigués eux aussi. Les compartiments sont bondés d'hommes. Huit longs wagons d'un train rapide. Six cent quarante prisonniers qui filent à vive allure dans un vacarme assourdissant. Ils vont de Paris vers le Midi. Pour aller où ? Pourquoi ? Pour quoi faire ?

Le martèlement des roues endort mon cerveau fatigué. Pour aller où ? Pourquoi ? Pour quoi faire ? Pour aller où ? Pourquoi ? Pour quoi faire ?

C'était le 12 octobre 1939, et au pays c'était la guerre. Depuis la nuit où ils m'avaient tiré du lit, je n'étais plus « branché » sur le temps. J'étais habitué à suivre les

événements chronomètre en main, du journal du matin jusqu'à celui de midi, de l'édition de 17 heures jusqu'à celle de 20 heures. Et à présent s'ouvrait un trou béant de plusieurs semaines. Mais à l'intérieur de cet espace de temps vide passait la ligne de démarcation entre paix et guerre.

Cette nuit là avait encore été une nuit de paix. Le vendredi 31 août, la mobilisation générale avait été proclamée en France. Les flics de Paris portaient en bandoulière une sacoche gris-verdâtre renfermant leur masque à gaz. D'importants attroupements se formaient au coin des rues devant des affiches imprimées en noir. À minuit, la mobilisation générale devait entrer en vigueur. Les douze coups venaient juste de sonner et j'avais arrêté la Radio pour m'endormir lorsqu'on sonna violemment. Trois hommes se tenaient dans l'encadrement de la porte. « Police. Habillez-vous. Venez avec nous. »

Tandis que je m'habillais, le chef, un gars au nez camus, détaillait du regard les rayons supérieurs des étagères à livres de mon bureau de travail. « Tiens, tiens, vous avez là des journaux allemands, et même reliés... »

Je ne comprenais pas bien. « Naturellement, allemands, quels autres sinon ? »

- « C'est un point que nous verrons plus tard. Très intéressant. »

- « Si c'est si intéressant, jetez-y donc un coup d'œil. » Dans mon irritation je cassai mes lacets et fus obligé de farfouiller dans le tiroir pour en trouver de neufs. Sur les étagères supérieures du rayonnage à livres il y avait, recouvertes de poussière, des années entières de journaux antifascistes d'avant et d'après la prise du pouvoir par Hitler, fruit d'innombrables jours et nuits de travail. Vingt-deux années de labeur, tu as fait tout ce que tu pouvais, et maintenant ils te prennent pour un nazi ! L'homme au nez camus grimaça ironiquement, prit un livre sur un rayon et, comme un acteur de cinéma de troisième ordre qui joue au juge d'instruction, il me demanda : « Tiens, et qu'est-ce que cela ? »

Je ne pus m'empêcher d'éclater de rire. « Ça, c'est une mauvaise biographie de Staline. »

Le pauvre homme, voyant le nom qui s'étalait au dos, en grosses lettres, s'était précipité dessus, affamé. « Le nid communiste est déniché », dit-il en s'adressant à ses compagnons.

Sur la table, il y avait le manuscrit d'une conférence que je venais d'achever ; le lendemain, elle devait être radiodiffusée à destination de l'Autriche. Ils s'en emparèrent. Ces messieurs commencent bizarrement leur guerre contre Hitler, me dis-je en montant dans l'auto de la police. Reverrais-je jamais cet appartement, ces livres qui affectivement m'étaient chers, cette cuisine claire et propre ? Chance que Mizzi soit encore à la campagne avec les enfants !

Quand le fourgon lourd et poussif, dont j'étais l'unique passager, entra dans la cour de la Préfecture de Police, mon dernier doute avait disparu. De nouveaux camions arrivaient sans cesse et déchargeaient leur fret humain, silhouettes fatiguées d'insomnie, hommes et femmes, butin de la nocturne chasse à courre.

On nous emmena dans une salle de théâtre, dont les rangées de sièges se garnirent peu à peu. S'il n'y avait pas eu, postés le long des murs et entre les rangées, ces policiers en tenue de combat, tout droit sortie de fabrique, on aurait pu croire que nous étions convoqués à quelque gala ou à quelque solennité. La représentation pouvait commencer d'un moment à l'autre. Beaucoup se connaissaient entre eux. On dénombrait ceux qui étaient là et on s'en réjouissait, on dénombrait ceux qui n'y étaient pas et on comprenait. Personne n'avait vu Willi. « C'est sûrement lui qui a dressé la liste », siffla entre ses dents le vieux D., s'adressant à moi, ses lèvres minces empreintes de mépris.

- « Taisez-vous... ou on vous fourre au trou », gueula un policier à côté de moi.

Maintenant j'étais tout à fait calme, comme quelqu'un qui, par force, va dans un milieu inconnu et a l'agréable surprise d'y trouver de vieux amis. J'embrassai d'un coup d'œil les rangées de bancs : étaient assis là, souriant silencieusement, des hommes et des femmes qui depuis de nombreuses années, menaient le combat contre Hitler. Beaucoup d'entre eux s'étaient évadés des camps de concentration et des geôles d'Allemagne pour trouver asile en France. Pas le moindre nazi. Je pensais avec effroi qu'on aurait pu m'oublier.

Monsieur LOUITE, chef de la police des étrangers, passait en courant, affairé, des listes dans la main. Pas plus tard que la semaine précédente, posant sur moi des yeux

ravis, il m'avait exprimé des félicitations pour la publication du matériel sur Otto Abatz, l'émissaire de Hitler. Maintenant, il s'efforçait de regarder dans le vide et de ne voir personne.

- « Bonjour, Monsieur LOUITE ! », criai-je au directeur affairé « vous avez imaginé là une belle comédie ». Monsieur LOUITE avait couru plus loin sans tourner son regard. Menaçant, le policier à côté de moi brandit sa matraque en caoutchouc.

La nuit du samedi s'était passée dans l'attente. La lumière d'un jour inconnu pénétrait de la cour dans la salle, où les ampoules électriques étaient encore allumées. Au cours de ces quelques heures, la vie avait changé. On était devenu un objet ballotté de-ci de-là. Dans l'intervalle occupé par la station policière, où l'homme est aboli et transformé en un dossier, où la réalité quotidienne s'évanouit et où la conscience n'a plus de prise sur les points d'appui que l'habitude lui a permis de mettre à l'épreuve, alors le corps se rappelle à vous, brutalement, épargné par le changement. J'eus faim.

Monsieur LOUITE se mit à lire à haute voix des listes. En un assortiment incompréhensible, les détenus furent peu à peu embarqués sur les camions de police. Personne ne savait où on allait. Le confrère W. Th. fut congédié avec des excuses, M. LOUITE lui tendit une main exagérément amicale. Cela existait donc aussi. Une mince lueur d'espoir s'imposa à mon cerveau fatigué.

Sans cesse, de nouveaux camions vides s'avançaient ; sans cesse, ils repartaient bondés. À la quatrième ou cinquième fournée, j'en étais.

C'est en vain que j'essayais, en passant, de lire à la dérobée les titres des journaux. Est-ce la paix ou la guerre ? Le camion filait trop vite. Bientôt nous fûmes arrivés. Derrière nous se referma le lourd portail de la « Santé » : ainsi s'appelle, ironiquement, la prison centrale de Paris. Nous nous trouvâmes dans une cour vitrée, entourée de hauts murs. « Serrez ! », hurla une voix. Les policiers avaient disparu, des gardiens de prison les avaient relayés. On ouvrit une porte ; un réduit sans fenêtre s'offrit à la vue : deux mètres de long sur un mètre de large. Nous nous tenions maintenant serrés l'un contre l'autre, à huit, haletants. Au bout d'une heure, un Arménien à barbe blanche s'affala, mais il n'avait pas assez de place pour tomber, seule sa tête s'affaissa sur ses épaules et ses bras ballotaient sans vie, à l'articulation de l'épaule. Faim, émotion, essoufflement - moi

aussi je sentis que mes sens s'évanouissaient. Alors la porte s'ouvrit et l'on nous conduisit à l'interrogatoire.

En attendant que l'on procédât à la prise d'empreintes digitales, je lus derrière une vitre nos mandats d'arrêt.

Gouvernement militaire de Paris
2ème bureau - État Major
ORDRE D'INCARCÉRATION

L'employé qui rangeait les papiers expliquait le processus à un jeune homme qui prenait des notes. Étaient-ils nombreux ? « Des milliers, monsieur le rédacteur. Ce travail est inhumain. Nous devons faire des heures supplémentaires. La 5^{ème} colonne, monsieur le rédacteur. »

Je fus bousculé de-ci de-là. Je ne compris pas assez vite ce qu'on voulait de moi. Je me laissai engueuler, mettre le visage contre un mur, et, finalement, une bourrade me fit passer par une porte ouverte. Je me trouvai de nouveau dans une cellule spacieuse, où gisait sur le plancher, outre le châlit, une paille. Rapidement, l'un après l'autre, trois autres détenus entrèrent en trébuchant dans la cellule, puis la porte fut fermée de l'extérieur. Chacun de nous quatre tenait à la main la moitié d'une miche. Nous mâchions goulûment. C'était notre première bouchée depuis la veille au soir.

Les heures glissaient interminablement et aucun bruit ne trahissait à proximité la présence d'êtres humains. Avec des miettes nous jouions à la « marelle assise » et, pour échapper à un insensible assoupissement, nous entreprîmes des conversations en anglais.

Ainsi s'écoulèrent le dimanche et le lundi. Que s'était-il passé « dehors » ? Nous envisagions toutes sortes de possibilités, mais personne parmi nous ne pensait à la guerre. Le dernier compte-rendu que j'avais lu était une note discrètement laconique, donnant à comprendre que la paix européenne pouvait être sauvée, du moment que Mussolini se tenait de nouveau prêt comme il y avait un an, à proposer sa médiation pour le règlement de la question polonaise. Par l'intermédiaire de l'ambassadeur François Poncet, le Ministre des Affaires Étrangères, Georges Bonnet, se tenait en relation étroite

et constante avec Rome d'une part, et d'autre part avec Londres. Nous ne croyions pas à la guerre mais à un nouveau Munich.

Le mardi à midi, on ouvrit enfin la porte de la cellule et l'on nous fit descendre à travers des escaliers et des couloirs qui n'en finissaient plus. Peut-être allait-on nous libérer, et tout cela n'aurait été qu'un mauvais rêve ? Mais de nouveau les clés des matons cliquetèrent. Nous étions dans une salle d'attente. Une voix nous ordonna de nous déshabiller. Nu comme un ver, j'étais debout en présence de trois employés de la prison. Ils avaient devant eux de gros registres ouverts et ils essuyaient la sueur qui trempait le col de leur uniforme. Derrière eux, il y avait un homme en tenue de prisonnier qui me prit mon baluchon de linge et le jeta sur un tas d'autres balluchons semblables. Je chuchotai une question : « La guerre est-elle déclarée ? » Refusant de répondre, l'homme de corvée porta son index à ses lèvres, mais hocha la tête : oui. C'était donc la guerre. À cet instant mille questions m'assaillirent et j'y répondis à tort et à travers. Comment se développe le front ? De quel côté est l'Italie ? Que fait l'Union Soviétique ? Quelle est l'attitude des communistes français ? Où se bat-on ? Paris a-t-il été bombardé ce matin ? Mais l'homme de corvée portait son index à ses lèvres. Défense de dire un mot. Ça, c'est la maison du silence. On me poussa ensuite à la douche. En silence encore, on me mit dans les mains quelques effets, et cela continua, toujours sans un mot. La parade des muets nus. À chaque coin du corridor se tenait un employé qui, de la main, indiquait la direction. J'arrivai ainsi à un large corridor dont la voûte d'entrée était surmontée de l'inscription : Division 1. Là aussi se tenait un gardien en uniforme. « Mais ils vont crever, là en bas » cria-t-il à un autre. C'étaient les premiers mots que j'entendais dans cette maison ; leur résonance n'était pas très encourageante.

La porte de la cellule portait le N° 15. La serrure grinça deux fois, puis ce fut de nouveau le silence. J'étais seul.

La première impression était plutôt comique. C'est ainsi que les décorateurs peignent « prison » sur les décors de théâtre, ne pouvais-je m'empêcher de penser. Cette lumière venant d'en haut à travers les barreaux, ces épaisses toiles d'araignées, cette crasse recouvrant les murs, ce trou de cabinet rouillé, cette cruche en terre, cette épaisse couche de poussière sur la table, ces traces sanglantes de punaises, cet escabeau entravé de chaînes, ce bois de lit rabattu contre le mur - qui n'a déjà vu ça ? Dans les illustrations de romans à bon marché, dans des journaux humoristiques, dans

des opéras de province ? Cela existe donc aussi dans la réalité ? Quelque part au dehors, de la place de la Concorde, des harmonies de pierre doivent continuer de s'élancer dans l'air violet de Paris.

L'horloge du temps a-t-elle été retardée de cent ans ? Une lithographie de l'époque de Blanqui s'est-elle brusquement animée ? Suis-je entré dans quelque musée de cire où l'on donne le frisson aux innocents du village ?

Sans bruit, le guichet de la porte s'ouvrit sur le larbin de tout à l'heure. Clin d'œil complice à travers l'ouverture. Avais-je des cigarettes ? J'en aurais acheté volontiers, dis-je, mais on m'a pris mon argent. Il me passa par le trou une cigarette ; on réglerait ça plus tard. À partir de demain, nous pourrions commander à la cantine ce que nous voudrions, à concurrence du montant qu'on avait confisqué sur nous ; ce serait payé par la comptabilité. Mais il voulait me donner un conseil amical : il était recommandé de placer pendant la nuit la cruche sur le couvercle des cabinets pour que les rats ne sortent pas. Les cellules du rez-de-chaussée étaient, depuis longtemps déjà, déclarées inhabitables, mais la maison était archicomble et c'est pourquoi il fallait utiliser jusqu'au moindre trou.

Quelque temps auparavant, les rats auraient en cet endroit tué un prisonnier...

Mon vis-à-vis dans le compartiment du chemin de fer m'éclata de rire au nez.

- « Vous étiez bien aussi à la Division 1, dit-il, je vous ai vu chez le coiffeur.

- C'est possible, dis-je.

- Sans indiscrétion, qu'avez-vous fait contre les rats ?

- J'ai placé la cruche sur le couvercle des cabinets.

- Tiens, vous aussi ?

- Comment « aussi » ?

- Oui, l'homme de corvée m'a donné ce conseil, dit-il, je lui ai souvent glissé quelques cigarettes.

- Tiens, vous aussi ?

- Pourquoi « aussi » ?

- Parce que moi aussi je l'ai fait. »

Alors nous éclatâmes tous les deux. Tout cela nous semblait comique : les rats et l'homme de corvée, et le couvercle des cabinets, et le coiffeur...

Le train file à travers la nuit, qui nous paraît plus sombre que n'importe quelle nuit ordinaire. Les roues fredonnent leur berceuse aux oreilles des prisonniers qui voyagent : Pour quelle destination ? Pourquoi ? Pour quoi faire ? Pour quelle destination ? Pourquoi ? Pour quoi faire ?

Dans ma cellule individuelle, durant ces trente-sept jours, les soirées avaient été encore plus sombres que les nuits. La journée se passait à aller et venir. Deux mètres et demi de la fenêtre à la porte, deux mètres et demi de la porte à la fenêtre. Il faut se fatiguer à marcher, des heures durant, me disais-je. Le matin, à neuf heures, il y avait ça et là un oblique rayon de soleil que je pouvais tout juste capter en me serrant tout contre le mur. Les rayons me parvenaient à travers une épaisse poussière à laquelle ils donnaient des lueurs argentées ; mais cela faisait du bien de sentir contre sa figure la chaleur du soleil. Puis c'était le vide. Il n'était rien arrivé, pas de lettre, pas de visite. Mizzi et les enfants étaient à la montagne, en Savoie, surpris par la guerre. Qui savait où ils se trouvaient ? Peut-être avaient-ils essayé d'aller à Paris ; peut-être la gare avait-elle été bombardée, là où, en cours de route, ils devaient attendre. Peut-être étaient-ils morts. Un trou sombre s'ouvrait chaque soir quand le crépuscule tombait et que la cellule se remplissait d'ombres allongées. Plus sombres que la nuit.

De temps à autre, les soirées étaient plongées dans une lumière rose. Enfin la décision était prise : Hitler avait osé la fuite en avant, la guerre. Il serait battu, cela me paraissait certain, sinon tout de suite, du moins plus tard, bientôt peut-être. C'était là le commencement de la fin, le dernier acte du drame. Quelque part, loin dans un futur nébuleux, il y avait la liberté, la vraie, non le faux-semblant d'une liberté vécue dans l'exil. Si seulement on savait si l'on s'en tirerait vivant ! Il fallait s'en tirer.

Tous les deux jours, je me faisais inscrire pour aller chez le coiffeur ; poussé non par un souci exagéré de mon apparence extérieure, mais par l'espoir d'apprendre

quelque chose par cette voie. J'achetais des cigarettes et ne les fumais pas, pour les offrir à l'homme de corvée et au coiffeur. Le coiffeur, lui-même prisonnier, mais avec plus de liberté de mouvements qu'un détenu de cellule, prenait les cigarettes, et tout en me rasant, gravement, il me chuchotait à l'oreille une demi-phrase. Sarrebruck avait été pris par les troupes françaises, à Prague la révolution avait éclaté, les Russes avaient déclaré la guerre à la France. Plus je lui donnais de cigarettes, plus épaisse était la mousse de mensonges dont il « m'ensavonnait ».

Après trois semaines d'isolement complet, on nous fit savoir que nous aurions le droit, pour cinq francs, de commander le magazine L'Illustration. Pendant quatre jours, je tremblai dans l'attente de ce grand événement. Lorsque finalement la revue arriva, elle était vieille de quinze jours, mais pour moi, aussi récente qu'une édition spéciale ; mon premier journal depuis le début de la guerre.

La première chose qui me tomba sous les yeux, ce fut une carte géographique où était indiquée la position des troupes à l'Est : l'armée rouge était sur la frontière slovaque.

À cet instant, les sirènes se mirent à hurler. Chacun devait mettre son masque à gaz et, dans la cellule, fermée à double tour, attendre l'impact des bombes, tandis qu'entre temps les gardiens cherchaient refuge sous la voûte de la cave. C'est ce que prescrivait le règlement de la prison. J'étais assis sur ma chaise entravée, le masque à gaz fixé au visage, et, à travers les verres protecteurs, je lisais les premiers communiqués de guerre, vieux de quelques semaines.

Ce soir-là était plus que rose. Quelque part, quelqu'un sifflait l'Internationale. Bientôt après, il y eut alerte. Sifflets stridents dans les corridors. J'étais debout derrière la porte de la cellule, l'oreille tout contre le guichet, et j'étais heureux. Ils n'avaient pas découvert le siffleur.

Le train file à travers la nuit. Encore et toujours les roues chantent leur monotone berceuse : Pour où ? Pourquoi ? Pour quoi faire ?

Mais il ne saurait être question de dormir. Où nous amène-t-on ? Pourquoi nous garde-t-on prisonniers, nous, ennemis de Hitler ? N'est-ce pas à Hitler que l'on fait la guerre ? À longueur de journée, dans la cellule, je m'étais torturé le cerveau sur le sens de ce non-sens. La majeure partie de la journée, je la passais dans l'état d'esprit de

quelqu'un qui écoute aux portes, l'oreille collée contre la porte de la cellule, dans le problématique espoir de pouvoir me construire une image du monde en guerre, avec les informations aléatoires fournies par les rumeurs de corridor. Je saisisais donc un lambeau de conversation des gardiens, je savais qui était convoqué pour recevoir une visite, qui avait reçu une lettre ; alors, je manœuvrais de telle sorte qu'à la prochaine promenade je me trouvais à côté de l'heureux élu. Un minuscule fragment d'information venait s'ajouter à l'autre. Il y avait des lacunes, des lacunes énormes, qu'il fallait combler avec ses propres déductions. C'étaient là les pensées, noires et roses, qui venaient colorer les ombres lorsque, dans la cellule, s'installait le crépuscule.

Faisaient-ils la guerre à Hitler ou aux ennemis de Hitler ? Aux deux à la fois paraissait inconcevable. S'ils faisaient la guerre contre Hitler, je l'ignorais ; mais qu'ils la faisaient contre les ennemis de Hitler, je ne le savais que trop bien. Qui, « ils » ? Le peuple de France ? Il était désarmé, vaincu même avant que la guerre eût vraiment commencé. Le sens de la guerre, n'était-il pas en définitive celui-ci ? Un peuple français victime de ses classes dirigeantes, comme le peuple allemand l'était des siennes, et « la guerre contre Hitler », de Daladier, un monstrueux mensonge imaginé par les amis français de Hitler : des traîtres à leur Nation. Tout ce qui s'était passé durant ces dernières années paraissait ainsi trouver son explication nécessaire et suffisante. Non, le fait que je me trouvais dans cette cellule n'était pas une « erreur ».

Ce qui était mauvais, c'était de ne recevoir rien à lire pour remplir les longues, les interminables journées, pour soumettre à la discipline d'un travail quotidien un cerveau sans repos et travaillant sans but. Les heures se traînaient, interrompues seulement par les coups qui sonnaient à l'horloge de la cour de la prison. Quand enfin on me permit d'acheter un livre par semaine, je commandai une grammaire française, mais ne la reçus pas. Avec le sens des affaires, on vendait aux prévenus des reliquats. Je reçus, donc un Montherlant, L'île des bienheureux, exemplaire numéroté en papier à la cuve pour vingt francs. Je pestai quand je vis combien ce petit volume était mince ; même en le divisant très parcimonieusement, je ne pouvais le faire durer plus d'un après-midi. Et puis, de nouveau, de toute une semaine, plus rien.

Enfin Mizzi était revenue à Paris avec les enfants. Les pages bleues de la lettre étaient remplies des gros caractères de cette même écriture sereine qui était la sienne

depuis plus de vingt ans. « Ce fut pénible de faire ce voyage, mais maintenant je suis là pour t'aider. »

Je reçus du linge propre et des vêtements chauds, de sorte que je ne devais plus avoir à me geler. Il commençait à faire froid. Par les lettres de ma femme, j'appris pour la première fois que la libération de la « Santé » ne pouvait signifier que le transfert dans un camp.

Le 9 octobre, à une heure très matinale, la lourde porte de la prison se ferma derrière le camion de la police, où j'étais assis à côté d'autres camarades, ma petite valise sur les genoux. La prison devait être évacuée par les étrangers, étant donné qu'on avait besoin de ses cellules inhospitalières pour un nombre, tous les jours croissant, de déserteurs français.

Dix minutes plus tard, j'étais à la porte de mon domicile, accompagné de trois détectives.

- « Vous disposez d'un quart d'heure, dit l'un des fonctionnaires. Faites votre valise avec des effets d'hiver. »

Ensuite commença la perquisition de la maison. Dans l'encadrement de la fenêtre se tenait Lisa, la fillette, les yeux écarquillés, les lèvres serrées. Aucun son ne sortait de sa bouche, glacée de frayeur. Le garçon, lui, s'employait à faire le paquet, d'un air détaché, réfléchi. Durant des semaines, je m'étais préparé à cet instant, mais maintenant je ne débitais que propos futiles. On me proposait une tasse de café. - Oui, certainement, une excellente idée. Mais par là je n'obtenais rien d'autre que de voir Mizzi se décider à quitter la pièce pour préparer le café. - Non, pas de café, je crois. Je n'ai aucun appétit. Mais la chose n'était pas si facile à annuler, car Mizzi s'accrochait à la bonne idée d'une tasse de café chaud. Ce sont les dernières minutes, pensai-je angoissé ; qui sait pour combien de temps... Et cependant je ne pouvais prendre aucune décision. Dans mon embarras, je mis sens dessus dessous la valise que le gamin venait de ranger avec soin. Les intrus ne quittaient pas la chambre. Ils avaient découvert un numéro de la revue « La Pensée » où était imprimé mon essai concernant l'influence de la Révolution française sur l'Allemagne contemporaine. Était-ce un document à charge ou à décharge ?

« Hâtez-vous », pressaient les fonctionnaires. En m'étouffant, j'avalai tout de même la tasse de café et regardai encore une fois dans les yeux de la femme qui, pendant vingt ans, avait partagé ma vie. Encore une fois la chaleur de ses joues, puis la porte se ferma brusquement derrière moi. Qui pouvait deviner que c'était la porte qui sépare les morts des vivants ?

Nous descendîmes l'escalier, les trois fonctionnaires avec leur petit paquet de papiers saisis, et moi, avec valise et couverture. Dans le vestibule, il y avait Madame Philippine, qui s'occupait de la maison, elle s'essuyait les yeux avec son tablier.

- « N'en parlons plus, Madame, on s'apercevra sans doute qu'il s'agit d'une erreur. » Je donnai le signal du départ.

- « Ah, Monsieur, tout est une erreur, dit Madame Philippine, tout, toute la guerre est une erreur. »

Sur ces entrefaites, les détectives me poussèrent plus loin, me firent franchir le portail, vite dans la voiture. Mais la rue était pleine de femmes. Madame Philippine avait-elle informé les voisins ? Quelqu'un m'avait fourré une poignée de pommes dans la poche du manteau avant qu'on fermât la porte du fourgon de police. Quelques fonctionnaires sautèrent de l'auto en menaçant ; silencieusement la foule se dispersa.

C'était raté. Ce devait être un spectacle beau et édifiant pour la population. Voyez comme la police veille sur la sécurité des citoyens. Les dangereux fauteurs de désordre, les espions, saboteurs, traîtres, sont mis derrière serrure et verrou : raté. Les braves ménagères de Vanves, dans la banlieue parisienne, connaissaient depuis de nombreuses années le dangereux fauteur de désordre et jamais il n'avait troublé leur calme. Elles savaient ce qu'il mangeait le soir, car elles avaient échangé avec sa femme de savoureux commentaires sur la montée des prix, en allant faire avec elle au marché les provisions matinales. On s'était également entretenu de politique et on s'était trouvé d'accord pour penser qu'Hitler était une crapule. Lorsque, le 30 novembre - c'était l'année précédente - les ouvriers des usines d'avions, en bas, au terrain de manœuvre, commencèrent la grande grève, la femme du fauteur de désordre, comme toutes les femmes bien, dans l'arrondissement, avait collecté pour les grévistes, et après que la grève eut été brisée, on se trouva de nouveau tout à fait d'accord pour penser que Daladier aussi était une crapule. Et tous les ans, lors de la distribution solennelle des prix

dans la grande salle des fêtes du Lycée Michelet, on s'était congratulé mutuellement, avec une petite pointe d'envie, pour le « premier Prix » des fils et des filles, avec moins d'envie pour les nombreux « deuxième Prix » et avec un peu d'ironie pour les « mentions honorables », qui étaient aussi communes que les métaphores du discours solennel débité par le Proviseur en toge violette, chaîne d'argent autour du cou. Caroline et Pierre, ce jour-là, en pimpants petits habits plissés et gants blancs, avaient passé toute l'année scolaire tantôt à se bagarrer tantôt à jouer à la balle avec Hans et Lisa, sans se préoccuper des différences de nationalité. Et ainsi toute la vie s'était déroulée sous les yeux des voisins, et c'était une vie comme celle de tous les autres habitants de la rue Gabrielle d'Estrée qui, malgré les réminiscences amoureuses de son nom, était une honorable ruelle de banlieue, habitée par des ouvriers et des petits bourgeois comme toutes les autres d'alentour dans les quartiers d'Issy et de Vanves, qui descendaient jusqu'à la porte de Versailles, où commençait la grande ville de Paris, avec deux cafés d'angle à l'éclairage éblouissant. Ce peuple n'était pas aussi sot que le croyait la police ; il ne savait peut-être pas encore où se trouvait la cinquième colonne, mais il pressentait qu'elle n'était pas dans les geôles de la police politique.

Vigoureusement, je mordais dans la pomme offerte par la main amie. Quand tout cela était-il arrivé ? N'y avait-il vraiment que trois jours ? Hier soir, à la gare, j'aurais pu en toute tranquillité descendre à la station de métro et rentrer à la maison. La confusion était si grande qu'aucun des gendarmes n'aurait remarqué quoi que ce fût. Pourquoi, en fait, personne ne s'était enfui ? L'amour de l'ordre est de temps à autre une faiblesse politique. Aurais-je pu me maintenir à Paris illégalement ? Sûrement pas longtemps. Mais je n'avais même pas essayé. Il est vrai que je n'avais pas la moindre idée de ce qui m'attendait. Le mot et l'idée du Vernet étaient encore sans contenu.

Quand le fourgon s'engagea dans la cour de la Préfecture de Police, chacun pensait qu'on allait procéder immédiatement à un interrogatoire. Mais nous étions jugés sans même avoir été entendus. On nous fit attendre dans la cellule de rassemblement, rien d'autre qu'attendre.

Comme la prison de police était archicomble, les détenus excédentaires furent, le soir, conduits avec valise et couverture, sous escorte guerrière, à travers les rues jusqu'à l'édifice appelé Conciergerie, situé au Quai des Orfèvres, à trois cent mètres environ.

C'est là qu'en son temps Marie-Antoinette avait été gardée, avant d'être conduite à la guillotine. La cave de la Conciergerie servait de soute à charbon pour le chauffage de la Préfecture. Nous descendîmes les escaliers de la cave, un policier nous guidant avec une lampe de poche. Puis, on déclara que nous étions arrivés.

C'était une vaste pièce au milieu de laquelle s'entassait une énorme montagne de coke ; tout ce que l'on saisissait était noir de poussière de charbon. C'était le quartier de nuit pour soixante détenus, hommes et femmes. Bientôt nous crachions, comme de vieux mineurs, de la salive noire. Une femme se mit à hurler, un jeune gamin demandait du pain. Hébété, je supportai le tout, patiemment. J'étais fatigué. Du plafond humide de la cave, une ampoule électrique répandait une lumière sale sur les silhouettes abattues de cet asile de nuit.

- « La ville lumière », dis-je au gros K., pour dire quelque chose qui devait résonner comme une astuce.

- « Que voulez-vous ? C'est une guerre anglo-russe », repartait-il, répliquant à mon tir avec son artillerie la plus lourde, « et les Français sont victimes aussi bien que les Allemands. »

- « Quels Français ? » demandai-je, « ceux qui nous enferment ? ». Il ne donna pas de réponse.

« Les pisseurs ! » aboya, de l'entrée, une voix de dogue. Ceux qui en avaient besoin et ceux qui n'en avaient pas besoin se placèrent au bas de l'escalier. Chacun éprouvait la nécessité de faire surface pour quelques minutes et de happer quelques bouffées d'air. Des puces nous sautaient dessus par centaines. Nous pensions avec autant de fièvre que de curiosité au camp de concentration : pourra-t-on s'y étendre, dormir ?

Une autre nuit passa. De nouveau, escortés par des policiers armés de pied en cap, nous nous traînions avec valise et couvertures au quatrième étage de la Préfecture. Bouche bée, les passants regardaient en badauds la marche des prisonniers. C'étaient d'autres visages qu'à Vanves. Que peuvent-ils bien penser ? Et pensent-ils quelque chose au fond ? Ils nous prennent sûrement pour des criminels qui font sauter des ponts ou qui voulaient assassiner Daladier. Dans un élan d'enthousiasme, un agent de la circulation, à un carrefour, s'écria : « Voilà les prisonniers ! » Satisfait, un petit bourgeois assura à sa femme que, dans une guerre, il fallait qu'il y eût des prisonniers. Dans son zèle chauvin,

l'idée que ceux-ci n'avaient pas été capturés au combat, mais dans leur sommeil, ne pouvait lui effleurer l'esprit. Mieux vaut des prisonniers civils que pas de prisonniers du tout pensaient ceux qui menaient la guerre. Il faut bien vaincre quelque part, si ce n'est pas sur la ligne Siegfried, ce sera du moins dans la banlieue.

Est-ce là encore notre chère ville de Paris ? Les bus verts sont bondés, les commerçants sont pressés comme toujours. De belles femmes sont adossées dans des taxis décapotés. Sur le quai de la Seine est assis un couple d'amoureux ; il lui enserre la taille, elle cligne des yeux au soleil, semblable à un chat qui s'abandonne au repos. Dans le lointain, les contours de Notre-Dame s'estompent dans l'air violet.

Cela me procure une sensation de douleur brève et poignante, coup unique mais intense, comme l'atteinte, au plus profond du cœur, d'une longue aiguille d'acier.

De nouveau nous montâmes dans un car ouvert de la police ; chaque rangée de bancs était encadrée de deux détectives. On passe à la hauteur de la Concorde, puis c'est la Porte d'Auteuil, les allées du Bois de Boulogne, parées de couleurs automnales. J'entends tout à coup une voix fluette crier « papa » juste au moment où la voiture tourne dans la cour du stade Roland Garros. Au portail d'entrée, un grand panneau indique « Camp des Indésirables ». Hans, le gamin, est là et fait signe de la main. Contre lui est appuyé son vélo. Je me lève d'un bond mais une lourde poigne me rabat sur mon siège. « Restez assis ». - « Maman est... », criait encore le gamin, tandis que la voiture franchissait la large grille du portail, mais je ne compris pas le reste de la phrase.

Quittant la solitude de la cellule qui n'a qu'une place et transporté dans le tourbillon du camp de rassemblement, je me sentais comme un malade qui sort du lit pour la première fois. Appels, saluts, des connaissances de tous côtés, comme à un meeting au Palais des Sports. Gustav passa devant moi à la hâte, écartant une foule de gens dont chacun voulait savoir quelque chose. Homme de confiance du commandant, lors du repas de midi, il prononçait une allocution à l'intention des nouveaux, leur faisait part des dispositions réglementaires les plus importantes, était très occupé. Hugo se chargea de moi avec une rude cordialité, me montra comment on peut, avec des planches, protéger contre l'humidité du sol le sac de couchage, et comment on conserve la paille propre.

Le fait qu'on avait de nouveau la permission de parler, c'était là le grand événement. Tout le monde parlait, et tout le monde à la fois. Tous avaient quelque chose de particulier à raconter : de quelle façon ils avaient été arrêtés, ce qu'ils avaient vécu. Mais dans ce brouhaha je ne pouvais rien retenir. Le collègue Arthur, qui se prenait pour un grand homme, déambulait sur le stade immense, le visage sourdement irrité. C'était une injustice de l'enfermer, une erreur administrative à coup sûr, et qu'on réparerait bientôt. Manifestement les listes de la police ne se modifient pas aussi vite que les opinions de maint écrivain.

Quelque part, il s'était produit une bagarre.

Toute la nuit, une seule idée me taraudait le cerveau. « Maman est... » Mère est quoi ? Est-elle malade ? Est-elle arrêtée ? Ce doit être cela. Elle est sûrement arrêtée. Que va-t-il advenir des enfants ? Je dois les aider, mais comment ? J'avais essayé de savoir ce qu'il avait pu advenir de Hans, mais tout ce que j'avais appris, c'est que le gamin blond avait traîné pendant deux jours devant le portail du camp et avait finalement été chassé par la garde. *Je cherchais quelqu'un qui puisse me conseiller ce que je devais faire, mais tous étaient occupés. Le nombre important de visages après le vide de la cellule, me troublait.* Gustav⁽¹⁾ me promet d'expédier à l'extérieur une lettre, mais quelques heures après, il l'avait oublié. Il m'était difficile de penser calmement. « Maman est quoi... ? ».

Alors j'aperçus Gerhart⁽²⁾ à proximité. *L'homme trapu et baraqué faisait les cent pas dans l'ovale du stade, les mains dans les poches du pantalon, un large sourire en coin. Je fonçai vers lui.*

Gerhart trouva des paroles douces, apaisantes : si la femme était vraiment arrêtée, des amis et voisins s'occuperaient des enfants. Mais cela même n'était pas encore du tout certain. Peut-être l'enfant n'était venu que pour voir une dernière fois son père avant qu'il ne disparût derrière la grille du camp. Dans tous les cas il fallait écrire aussitôt une lettre à Anna Seghers⁽³⁾ *Elle s'occuperait des enfants.*

La nuit même, le camp devait être vidé. Les ordres affluaient, se contredisaient, s'annulaient. On lisait des listes et au même instant elles étaient déclarées non valides. Alors qu'il se disait que rien ne changeait, que le départ était repoussé, on commença à restituer les objets qui avaient été confisqués lors de l'incarcération. Le mot français

pagaille est intraduisible, puisque ça n'existe qu'en France. Tout ce qui paraissait solide se décomposait, s'effaçait, devenait inconsistant. Ce qui hier encore était un dortoir était maintenant un trou sous les sièges de tribune du stade. Entre temps, il avait commencé à faire sombre ; une pluie dense d'automne coulait à flots dans les couloirs ouverts et dégoulinait dans tous les locaux où les prisonniers étaient accroupis sur leurs affaires emballées, attendant sans but, secoués par l'humidité et par une tristesse profonde comme un abîme, tandis que le colonel aux cheveux blancs rôdait, perplexe, parmi les ruines de « son » camp.

Ce furent là mes adieux à Paris.

Quand cela était-il arrivé ? N'était-ce réellement qu'hier soir ? Non, aujourd'hui. C'était à peine quelques heures plus tôt que, sous la pluie battante, chargés de valises, de couvertures et de sacs tyroliens, nous avons été embarqués dans des autobus qui, à travers la ville qu'on avait plongée dans le noir, nous avaient amenés à la gare.

Les roues continuaient à chanter leur berceuse monotone. Pour où ? Pourquoi ? Pour quoi faire ?

-----oOo-----

12 octobre-13 novembre 1939

Quartier A

Quelqu'un me donna une bourrade. « Du café, il n'y en a pas, mais tu peux avoir une tartine de pain avec sardines ». Le soleil rayonnait vigoureusement au-dessus des champs paisibles. J'essayais d'étirer mes membres raidis ; le sommeil avait donc été plus fort que la volonté de rester conscient. La campagne était un jardin ; la vigne poussait dans les champs, comme chez nous, en Autriche, les céréales. Tout verdissait d'un vert encore estival ; par places seulement, sur les collines qui défilaient à toute allure, brillaient ça et là des taches d'un jaune automnal.

Le train s'arrêta dans une minuscule gare d'évitement. Sur la voie opposée stationnait un train de marchandises, bourré d'ouvriers que l'on transbahutait d'un lieu quelconque vers un autre. Ces hommes, plus très jeunes, étaient accroupis, grincheux, sur le plancher des wagons de marchandises ; « 40 hommes ou 8 chevaux » pouvait-on lire sur les poutrelles métalliques. Les hommes étaient en tenue de travail, mais des brassards bleu-blanc-rouge avec la lettre M indiquaient qu'ils étaient sous commandement militaire.

Les deux trains stationnaient côte à côte, et les hommes d'ici et de l'autre côté se regardaient dans les yeux.

Ceux de l'autre côté avaient l'aspect qu'ont tous les ouvriers, seulement un peu trop fatigués pour l'heure matinale : ils rentraient probablement d'un travail de nuit. Est-ce qu'ils peuvent nous procurer de l'eau ? demanda l'un d'entre nous. Mais les ouvriers désignaient d'un air maussade les hommes de la Garde Mobile qui allaient et venaient entre les deux trains. Nous avons soif, expliquaient les nôtres, et notre voyage devait durer Dieu sait combien de temps encore. Un homme assez âgé répondit qu'ils ne voulaient rien avoir à faire avec des espions allemands : les gendarmes leur avaient expliqué quels voyageurs nous étions.

Des espions allemands ? En un clin d'œil quelques douzaines de conversations s'établirent de train à train. Ici cet « espion allemand » avait été pendant trois ans dans un cachot de Hitler, cet Autrichien avait lutté en Espagne pour la sécurité de la France ; cet Italien avait vécu depuis quinze ans à Paris ; ce Tchèque avait perdu son œil dans les chambres de torture de la Gestapo.

Donc, cela aussi n'était que mensonge. Ils sautèrent des wagons. Les uns allèrent chercher des seaux et apportèrent des cruches d'eau, d'autres coururent dans les champs et apportèrent des grappes de raisin, beaucoup offrirent des cigarettes. Affairés, les hommes de la Garde Mobile couraient de-ci, de-là. « Fermez les fenêtres », commanda-t-on. Mais c'était trop tard. Nous nous étions déjà fait comprendre ; nous nous étions déjà compris. La locomotive siffla et le train, par saccades, se mit en mouvement. Les ouvriers mobilisés saluèrent le poing fermé, les « espions allemands ».

Dans les premières heures de l'après-midi, la locomotive s'arrêta définitivement. Sur l'édifice bas de la gare, il y avait écrit, en lettres rouges sur fond blanc : LE VERNET.

Le quai était barré par un détachement de soldats, baïonnette au canon. Des officiers, stick au poignet, donnaient nonchalamment des ordres. Les soldats se déployèrent, entourèrent les prisonniers ; puis, en colonne par deux, nous sortîmes, et il fallut marcher sur la grand-route poussiéreuse. J'avais à traîner une valise et un balluchon de couvertures. La sueur coulait de mon front dans mes yeux, et je fus obligé de me reposer un instant. Fréquemment, le long convoi s'arrêtait. « En avant, marche ! » pressaient les soldats. Nous nous traînions, quelques mètres de plus, puis de nouveau nous déposions nos bagages.

Malgré l'heure tardive de l'après-midi, le soleil brillait avec une vigueur méridionale. Dans le lointain se dressait majestueusement la chaîne des Pyrénées. Devant nous, dans une désespérante solitude, le camp, les baraquements.

Une porte de bois, large et haute, s'élevait au-dessus d'une chaussée qui, de la grand-route, bifurquait à gauche. À un mât flottaient gaiement les trois couleurs. Devant, se dressait une petite guérite aux couleurs de la République. Sur la partie centrale de la porte formant arceau, on pouvait lire en grosses lettres : CAMP DU VERNET - ARIEGE.

On aligna les prisonniers en plein air ; on tendit un cordon autour des files. Puis, on nous enjoignit d'attendre. Accroupis sur valises et sacs tyroliens, nous attendîmes.

Le jour avançait et nous bayions aux corneilles lorsque, dans le ciel, des nuages commencèrent à s'amonceler. La fouille des paquets, à laquelle on procédait maintenant, semblait cette fois sérieuse. Les valises furent ouvertes dans la poussière de la route et les poches vidées sous la pluie qui commençait à tomber. On me prit tout ce qui était papier, indifféremment, qu'il fût imprimé, écrit ou vierge. Parmi mes pièces d'identité se trouvait une carte de l'« Association des Amis de la République Française », dont j'avais fondé la section de langue allemande avec Rudolf Leonhard⁽⁴⁾. Cette carte, je la tins sous le nez de l'employé. Il la considéra avec étonnement puis, sans dire un mot, il la plaça parmi les papiers saisis. *Le sol était couvert de papiers, de cravates enlevées à leur propriétaire, de bouteilles d'eau de dentifrice cassées. Dans la précipitation, beaucoup ne pouvaient pas refermer leur valise et durent trainer leur barda à la vue de tous.*

Alors, on alla au fichier, qui était installé dans un hangar. Les employés avaient des listes sous les yeux et rayaient les noms. Puis ils disaient B ou C. Par suite de quoi se

formaient deux sections, la section B et la section C qui, au fur et à mesure, étaient emmenées par groupes de trente.

Pour moi, l'employé dit : A. De fait, je pouvais voir qu'à la suite de mon nom, sur la liste tapée à la machine, il y avait la lettre A. Après que j'eus attendu seul quelque temps, un gros ventru, qui paraissait délaissé, se joignit à moi. À nous deux nous formions désormais la section A. Mon voisin m'adressa la parole - il ne savait que le russe et quelques bribes de français. Il était vagabond, me déclara-t-il sans vergogne, et vivait en raclant du violon, en qualité de musicien mendiant. Il voulut savoir quelle était ma profession. Ce n'était pas bien encourageant.

Entre temps, le crépuscule était tombé. Nous deux, les A, étions debout, attendant toujours du renfort pour notre groupe. Enfin un gendarme vint. Après nous avoir dévisagés d'un air de pitié il dit : « Garde à vous ! Allez, hop !... »

J'eus assez de temps pour regarder autour de moi. Les baraques se dressaient en longues files, les unes en bois, les autres en briques passées à la chaux. On ne pouvait absolument pas en voir le bout. Tout autour du camp était tendu un barbelé triple, comme on en utilise dans les champs. Il semblait qu'à l'intérieur on avait également tendu des réseaux de barbelés qui partageaient le camp. A, B, C, étaient manifestement des appellations désignant les divers secteurs. Cette discrimination était aussi surprenante qu'inquiétante. Cela pouvait signifier un avantage ou un inconvénient. Sur le chemin du quartier, j'essayai de décider le gendarme qui nous accompagnait à nous fournir un renseignement : Que signifiait quartier A ? Il haussa les épaules. Ne le savait-il pas ou lui était-il interdit d'en parler ?

Nous tournâmes à gauche et, après avoir franchi un autre portail grillagé qui était situé plus loin, nous nous trouvâmes en face d'un sergent qui se mit à hurler : où nous étions-nous attardés si longtemps ? Les autres étaient déjà tous là ! Comment m'appelais-je ? Avais-je des signes distinctifs ? Il remplit un formulaire jaune et me conduisit enfin à une baraque de bois dont la porte, grossièrement charpentée, était ouverte. « Annonce-toi au chef de baraque, il t'indiquera une place. »

Au premier contact j'étais aveugle et sourd, incapable de reconnaître quoi que ce fût. J'avais le sentiment d'être tombé dans un trou profond, sombre, rempli d'une épaisse poussière de paille et d'un vacarme infernal. Ce n'étaient que cris perçants et

braillements, coups de marteau et tapements comme dans une galerie de mine. Avançant lentement, en tâtonnant dans la demi-obscurité, je me trouvai engagé dans un étroit corridor, que bordaient de part et d'autre, sur deux étages, des loges en planches. Quelques hommes étaient occupés à poser des traverses contre les montants pour construire une sorte d'échelle de poulailier afin d'accéder à l'étage supérieur ; ce faisant, ils utilisaient, au lieu de marteaux, des cailloux grossiers. Dans l'étroit couloir central se tenait un gendarme qui débitait une botte de paille, tandis que de téméraires créatures à forme humaine, pestant et le visage grimaçant, se disputaient chaque poignée que le gendarme arrachait. Si je voulais encore avoir ma paille, je devais me dépêcher, me cria quelqu'un à l'oreille. Je ne savais que faire. Au fond, je ne voulais rien, sinon m'allonger et attendre patiemment la suite des événements.

À cet instant, quelqu'un m'embrassa et une voix basse mais ferme me chuchota à l'oreille : « Tu es là, camarade !... » Je regardai Mario⁽⁵⁾ dans les yeux. Des larmes brouillaient ses lunettes et coulaient tout le long des rides de son visage plissé. Je sentais que toute maîtrise de moi-même *disparaissait*. *Nous nous serrâmes fort*. « *C'est le quartier des criminels* » murmura Mario. « *Je croyais être seul, mais ainsi, tout sera plus facile à supporter.* »

Je pressai l'ami contre moi. La voix rauque du gendarme occupé à la répartition de la paille me tira de cet attendrissement.

- « Là, prenez ça », brailla la voix.

La botte de paille fut reçue par un jeune homme blond, large d'épaules, que je n'avais pas remarqué jusque là.

- « Votre place est en haut ! », cria le gendarme dans ce brouhaha. En un clin d'œil, le jeune homme blond avait disparu avec la paille.

- « Vas-tu te dépêcher ? », dit l'homme en à l'uniforme, s'adressant à moi. « Allez, marche, hop ! en haut ! » La matraque en bambou se dressait dans sa main, prête à frapper. Je grimpais aussi vite que je pouvais, m'efforçant de me mettre hors de portée de la matraque.

Par une large ouverture dans la paroi pénétrait un peu de lumière. Je vis le blond éparpiller la paille sur ses planches. « Et moi ? » demandai-je. Il n'y avait justement que

ce peu de paille-là, répondit-il en un baragouin français, et ce faisant, il en jeta vers moi une poignée. Dans un accès de rage, je me saisis de la paille répandue et me mis à la tirer vers ma place. Lui la retirait de son côté. En un clin d'œil, nous nous trouvâmes rampant à quatre pattes, emmêlés dans un corps à corps et couverts de paille. « Maudit chien ! », hurla le blond en allemand. Je m'arrêtai. C'était trop comique, cette chamaillerie là-haut sur les planches, par suite de quoi les précieuses tiges ne cessaient de dégringoler dans le couloir central.

« Ah, tiens ! dis-je, nous pouvons alors continuer la conversation en allemand ». Lui aussi lâcha prise. Alors ? La paix ? Je lui tendis la main. Nous étions encore couchés sur le parquet, tenant chacun une poignée de paille à la main, et puis tous deux nous éclatâmes de rire. À partir de cet instant, il fut conclu entre nous une sorte de pacte de non-agression. L'homme était un Sarrois qui se faisait passer pour social-démocrate, mais sur qui pesait la suspicion d'avoir travaillé en Espagne pour la Gestapo. Ce qui était certain, c'est qu'il avait déserté. Je plaçai ma valise sur le bat-flanc, côté tête, moyennant quoi, il devenait difficile de l'empêcher de tomber par le trou de la fenêtre. Sur la paille, j'étais ma couverture. Ainsi, l'aménagement se trouvait terminé. Sur ces entrefaites, mon voisin fixa quelques traverses au montant, pour que nous puissions descendre de nos hauteurs aériennes. Pour empêcher la paille de tomber, il cloua une planche à notre couche, côté pieds. À ma droite s'était installé un gros Italien, qui ne m'accorda pas la moindre marque d'attention. J'étais si brisé de fatigue que je renonçais pour l'instant à m'informer plus avant. Je voulais dormir, rien que dormir.

Ce ne fut pas le bruit qui m'en empêcha, mais le froid qui montait par les fentes des planches, pénétrait sous la couverture et, malgré mon manteau d'hiver et mon costume, se glissait le long de mon corps. Hostile et sombre, la baraque menaçait comme une grande tombe. Des rats passaient sur la couverture, des puces sautaient en quantités inimaginables. Tandis que le froid me faisait claquer des dents, une question me taraudait : aurais-je la force de supporter cette vie ?

Les jours suivants m'apprirent que la nature humaine est faite pour vaincre les obstacles et s'adapter à des conditions nouvelles. Une autre expérience, d'un prix infini, s'ajouta : dans cette lutte pour l'affirmation de soi-même, il n'y avait pas d'arme plus robuste que la camaraderie, qui multiplie les forces de l'homme isolé.

Le matin, je me levai tôt, alors que les autres dormaient encore, fermement décidé à vaincre ma faiblesse de la veille. Je me mis sous l'eau glacée qui coulait dans les auges de bois dressées entre les baraques, et tandis que ma peau fumait sous le froid, je sentais revenir mes forces.

La baraque portait le N° 10. Mario avait constaté que parmi les cent hommes qui vivaient là, il y avait quelques braves types. Le mot « criminels » était une désignation collective pour les repris de justice. Était également considéré comme puni celui qui, faute de passeport ou pour non-observance d'un arrêté d'expulsion, avait eu affaire aux tribunaux. Pourquoi avais-je échoué là ? Cela resta pour moi une énigme, étant donné que mes papiers étaient en règle et que je ne me connaissais pas de condamnation antérieure. Mais, pour l'instant, ce n'était pas important. Il fallait s'installer ; il fallait s'affirmer face aux souteneurs, aux pickpockets, aux meurtriers, aux assassins, aux espions, aux fraudeurs, aux fourbes qui s'étaient organisés en bandes. Malheur aux solitaires !

Mario s'était associé avec quelques Italiens. À quatre ils vivaient dans l'une des loges inférieures et formaient une collectivité pour le logement et la nourriture. Giuseppe était aussi du nombre.

Au premier coup d'œil, Giuseppe trahissait l'officier : il ne parlait pas, il donnait des ordres. Son regard, toutefois, était incertain. Sans répit, ses yeux humides et clairs scintillaient ; sans répit, il suçait une cigarette et les paroles sortaient de sa large bouche sur un ton trop ferme. Il parlait de sa famille, qui jouissait d'une bonne réputation en Italie, de son père, qui avait été contre-amiral, et de sa sœur, qui aurait épousé un comte. Officier de la célèbre division « Garibaldi » pendant la guerre mondiale, il devint anarchiste au cours des années de la guerre civile ; à son sens, communistes et fascistes étaient également méprisables : n'admettaient-ils pas, les uns et les autres, cette même discipline qu'il exécrait ? Homme d'aventure, il se précipita dans la guerre civile espagnole et devint officier aviateur. C'est là que commença à poindre en lui l'idée que dans la lutte contre les fascistes la discipline était aussi nécessaire que les tanks et les bombardiers. Tout cela jaillissait de lui à gros bouillons, avec un feu qui le faisait apparaître tantôt gentil et vif, tantôt vaniteux et bavard. Sa marque essentielle était l'exagération. Il était tour à tour trop aimable ou trop agressif, trop impétueux ou trop abattu, vivant continuellement dans un monde de superlatifs. Tout était le plus beau ou

le plus sot, le plus magnifique ou le plus honteux. Il était quasiment impossible de décider cet homme à un jugement serein. Il s'emballait tout de suite et se décidait pour un oui passionné ou pour un non également passionné. Après quoi il persistait dans son opinion avec le rigide entêtement d'un taureau dans l'arène. Tel était Giuseppe. Je lui fus à peine présenté qu'il m'appela déjà son meilleur ami, me montra les photos de sa femme et de son enfant, m'offrit des sardines et des grappes de raisin. Impossible de se défendre, de prendre ses distances : il aurait été aussitôt prêt à me haïr comme son pire ennemi.

Il fut décidé que je devais émigrer auprès des Italiens dès que l'occasion s'en présenterait.

À huit heures du matin, on siffla pour l'appel. Notre chef de baraque était un légionnaire d'origine allemande qui, après quinze ans de services en Afrique en qualité de caporal, était rentré dans ses foyers et avait tué sa femme : il avait charge, maintenant, de nous inculquer les rudiments de la discipline militaire. À huit heures moins le quart, nous devions, formés en sections, être prêts devant la baraque. À huit heures pile arrivait, entrant par le portail du camp, stick au poignet, le sergent qui détenait le pouvoir de commandement sur la baraque, un « général » en somme, qui reçoit le rapport. La cérémonie qui suivait était copiée sur les règlements de l'armée française : garde-à-vous, fixe, faire le rapport, l'appel, réception des ordres. Le comique, c'était justement que nous n'étions pas des soldats, mais des internés déguenillés : revêtus chacun d'une tenue fantaisiste, différente, miteuse, nous ressemblions plutôt à une bande de brigands qu'à une troupe.

Le sergent, un Breton aux cheveux noirs et foncé de peau, fit une brève allocution dont le contenu pouvait se résumer à ceci, qu'il lui appartenait de commander et à nous d'obéir. Le premier ordre concret qui nous fut donné était : il faut qu'à midi toutes les têtes soient tondues au double zéro. Mais auparavant, le travail était réparti, les « corvées » constituées. La plus redoutée était le nettoyage des latrines. Chaque jour, une section différente devait fournir huit hommes qui devaient ôter de leur cachette, sous les trous surélevés des latrines, les énormes tinettes de tôle, puis les trimbaler sur de longs bâtons jusqu'à la station de déchargement de la voie des latrines, sur une distance d'environ cinq cents mètres. Si puante que fût cette besogne, c'étaient, après tout, nos propres excréments que nous enlevions. Mais il y avait bien pire : chaque jour,

alternativement, une baraque du camp devait fournir de quarante à cinquante hommes pour nettoyer les tinettes du personnel de garde, des officiers, des cuisines, de l'infirmerie, de la prison. Ces latrines, dites de l'extérieur, nous faisaient faire beaucoup de mauvais sang, car nettoyer les saletés de nos gardiens nous paraissait être un travail non seulement sale, mais encore déshonorant.

La voie des latrines se composait de petites voitures à bras qui roulaient le précieux chargement sur une distance de deux kilomètres jusqu'au bord de l'Ariège, où les tinettes lourdement chargées devaient être vidées dans une immense fosse à purin de plusieurs mètres de profondeur, puis lavées dans la rivière aux flots torrentueux.

En rangs par quatre, on sortait pour se rendre aux baraques-ateliers qui étaient à l'extérieur du quartier. Après avoir mis sur l'épaule la bêche ou la pioche, nous revenions de la même façon au quartier, une, deux, une deux, « Moorsoldaten⁽⁶⁾ » de la III^{ème} République. Répartis en groupes de travail, nous nous dispersions sur le vaste terrain pour creuser des abris, établir des canaux, élever des talus.

Travailler la terre avec une pioche, lancer de lourdes pierres d'un endroit à un autre ou les casser à coup de masse, c'était un travail pour lequel j'avais peu de force et d'habileté. Je saisisais le manche de la pioche, trop haut ou trop bas, je n'avais pas assez d'élan, et quand je devais transporter la terre avec une pelle, j'en avais perdu la majeure partie avant d'arriver à destination. Tenaillé par la fierté, je m'efforçais de dissimuler ma maladresse mais avec un succès limité. Je récoltais la plupart du temps la moquerie, plus rarement la pitié, de mes camarades mieux préparés à ces tâches. À dix heures du matin, le soleil atteignait une force inhabituelle, et à midi, il était déjà aussi ardent qu'en Afrique. Je travaillais dans un vieux costume d'entraînement bleu clair, mais, dès que j'étais en sueur, je finissais par tout enlever et je baguenaudais comme tous les autres, à moitié nu.

L'adjudant m'avait finalement désigné pour faire passer des pierres aux maçons qui pavaient le fossé du canal. Je faisais cela pendant six heures, trois heures dans la matinée, trois heures l'après-midi, avec une pause de chaque fois cinq minutes pour fumer. Quelques sergents sous les ordres de l'adjudant avaient pour consigne de surveiller notre travail. Avec des yeux méchants à fleur de tête et une trogne toujours rubiconde d'ivrogne, l'adjudant se glissait entre les baraques et les fossés, dans

l'intention de surprendre les tire-au-flanc. Il avait pour habitude d'épier de derrière une baraque, pour se précipiter ensuite, tel un chien de chasse, sur sa victime.

Dans notre code d'honneur, il y avait pour premier commandement : travailler aussi peu que possible et consacrer au doux farniente toute seconde non surveillée. Ce qui passait pour particulièrement digne d'éloges, c'était de tromper les sergents par un semblant d'activité et d'accomplir tout travail aussi lentement que possible. Comme j'avais à faire passer des pierres aux maçons, je devais faire en sorte qu'il n'y en eût jamais assez de prêtes. Le devoir était d'organiser le travail de telle façon que les maçons dussent attendre les pierres. Ce n'était pas simple du tout ! Il y avait suffisamment de pierres alentour, on n'avait qu'à les approcher du chantier, et le bouledogue veillait ferme à ce que la chaîne des porteurs ne fût pas interrompue entre les tas de pierres et les lieux de travail. Ainsi, il ne nous restait d'autre solution que d'apporter des petites pierres là où l'on en utilisait de grosses et d'en entasser de grosses là où on en attendait de petites. On parvenait ainsi à rendre plus amusant le stupide travail de traîner des pierres.

Giuseppe se tenait à l'entrée de la baraque ; dans sa dextre levée étincelait une tondeuse qui, en un tournemain, transformait des têtes bouclées en crânes chauves. À l'appel du soir, nous enlevions nos casquettes pour le garde-à-vous. L'adjudant passait à travers les rangs pour se livrer à une inspection minutieuse, mais il semblait qu'il était satisfait du travail de Giuseppe : nous ressemblions à des bagnards.

C'est à l'heure de midi du premier jour qu'une sonnerie remplit l'air, comme si les sphères célestes s'étaient abattues sur les misérables baraques de bois de notre camp. Tout le monde courut dans la cour. Dans les autres quartiers aussi nous vîmes les gens courir pêle-mêle. En face du quartier des criminels, séparé de lui par une simple ruelle, s'étendait le quartier B, où étaient hébergés la plupart des amis qui étaient venus avec moi. Séparé de nous simplement par un grillage, un coin éloigné de notre quartier était attenant à une extrémité du quartier C, où vivaient également de bons amis à moi. Au centre de chacun des trois quartiers étaient installés sur des mâts élevés les noirs pavillons de haut-parleurs ; c'est de là que venaient ces tintements des sphères célestes.

Les hommes du Vernet étaient dans les cours des trois quartiers et ils écoutaient : « Attention, attention. À tous les internés. Le bureau de renseignements du camp du Vernet vous parle. » Puis émanait des pavillons ce discours qui mêlait la menace à la

séduction : « Au Vernet ce sont les autorités militaires qui commandent. Les internés relèvent de la loi martiale. Une obéissance militaire est exigée d'eux. Ceux qui refusent d'exécuter les ordres comparaissent devant la cour martiale. Les tentatives de fuite sont vaines. La garde extérieure tirera sans sommation sur quiconque s'approchera, après le crépuscule, à dix mètres du réseau de barbelés intérieur. »

C'étaient là les menaces ; les promesses suivaient : le gouvernement avait pris soin de soumettre chaque cas à l'examen de commissions spéciales.

C'est en français, en espagnol, en italien, en allemand, en russe, en polonais que nous entendîmes la déclaration, fondement juridique de notre nouvelle vie. Nous apprîmes que nous aurions le droit d'écrire et de recevoir des lettres dans toutes ces langues ; toutefois le nombre des lettres que nous aurions le droit d'expédier serait limité à deux par semaine. Les colis seraient autorisés. Les visites interdites sans exception.

Entre temps, la soupe de la popote installée dans le quartier avait été apportée dans de vieux bidons à essence. Les bidons étaient alignés dans la cour. Nous prenions un litre de liquide chaud, brunâtre, qui était annoncé comme une soupe de lentilles.

Après avoir subi le dernier appel - nous nous rassemblions pour l'appel quatre fois par jour - nous étions livrés à nous-mêmes. Les sergents quittaient le quartier, fermaient le portail, devant lequel ils plaçaient des chevaux de frise et dès lors, seules les sentinelles extérieures faisaient les cent pas, lourdement, dans l'obscurité qui tombait.

Ce que je craignais plus que tout, c'était la nuit dans la baraque, avec son froid, avec ses bruits et odeurs effroyables. J'avais réfléchi au moyen d'indiquer à Mizzi, malgré la censure, l'endroit où je me trouvais et l'aspect que cela avait. Je décrivais les environs merveilleux, les montagnes (malheureusement inaccessibles) dans le lointain, je racontais comment l'air frais et le travail physique auquel on n'était pas habitué ouvraient l'appétit, et après avoir rendu compte de l'emploi du temps de la journée, je signalais que tous les matins les camarades des deux autres quartiers étaient tour à tour conduits à l'extérieur pour le salut aux couleurs, pour rendre les honneurs devant le portail du camp, en compagnie d'un détachement de soldats. « Nous, dans ce quartier, nous sommes exclus de cet honneur », écrivais-je. Je me moquais bien de cet honneur, mais je devais me frayer un passage vers mes camarades. Sortir au moins de ce quartier, c'est cela qui devenait pour moi le plus important.

Je me faufilais jusqu'à ce coin éloigné, frontière entre le quartier C et le nôtre. Par-dessus le barbelé, des conversations animées allaient bon train de quartier à quartier, d'ami à ami. Des paquets de tabac volaient de part et d'autre, et aussi, à l'occasion, un pain ou un livre. Je priais l'un des hommes de C d'appeler à la haie Rudi ou Gerhart. Quelques minutes plus tard ils apparaissaient. L'un à côté de l'autre on eût dit Pat et Patachon, le grand et le petit. La première parole que m'adressait Rudi était : « As-tu faim ? »

- « Oui », disais-je.

- « Prends ceci pour aujourd'hui. Nous avons tout réuni et tu appartiens à notre groupe ; la haie ne compte pas. » C'était une boîte de sardines.

- « Que signifie cette haie ? » demandais-je.

« Nous n'avons pas bien pu le tirer au clair. Mais à ce sujet tu n'as pas te faire des cheveux ; c'est sans doute quelque astuce de flic. Raconte vite l'aspect que ça a de l'autre côté, chez vous, et dis ce qui te tient le plus à cœur. »

Je décrivis en quelques mots la situation chez nous et j'appris que nulle part elle n'était vraiment meilleure. L'information selon laquelle A était le camp des repris de justice fut confirmée ; mais on ne pouvait pas dire avec précision quelle différence il y avait entre B et C. Le petit s'approcha de la haie : « Ouvrir les oreilles, cria-t-il, et bien graver dans sa mémoire ». L'essentiel est de briser l'isolement que la Sûreté a l'intention de créer autour de ce camp. Écrire des lettres partout, pas seulement à la famille. Profiter de toute occasion de lettres. Il faut que Le Vernet coûte aussi cher à la Troisième République que La Bastille à la Royauté. Le Vernet entrera dans l'Histoire en tant que Dachau français. Mais Le Vernet démasquera aussi le vrai caractère de cette guerre. Les plus durs, les plus acharnés, les plus irréconciliables ennemis d'Hitler, écrivains et publicistes qui se sont dressés courageusement contre Hitler, médecins, juristes, hommes de science, ingénieurs, poètes sont parqués dans des écuries sombres et traités comme des criminels. Il faut discuter de ces questions avec tous les camarades, qu'ils soient repris de justice ou non. Il faut donner une direction et un sens à leur mécontentement.

Je n'étais donc pas seul, malgré la haie infamante. J'étais intégré dans une communauté. Il y avait une tâche à accomplir, ici aussi, ici sûrement en tout cas. Il y avait

une perspective de résistance contre la force qui croyait nous avoir désarmés. Et, avant tout, il y avait un devoir.

« Je vous demande une chose », dis-je en guise d'adieu. « Venez chaque jour à six heures à cette haie et nous discuterons de choses sérieuses, chaque jour une demi-heure. »

« D'accord », cria le grand. Et le petit se contenta d'opiner du bonnet.

Et tous les deux tinrent parole. Qu'il ait plu, qu'il ait neigé, qu'il ait gelé, qu'il y ait eu tempête, qu'il y ait eu des patrouilles extraordinaires ou des interdictions exceptionnelles, ils vinrent chaque jour à six heures à la haie et nous parlâmes de choses sérieuses pendant une demi-heure.

Mort de fatigue mais de bonne humeur, je m'allongeai sur ma couche de paille. Un camarade m'avait appris à faire, avec la couverture et une courroie un sac de couchage qui retînt la chaleur du corps. De petites flammes d'huile, nageant dans de vieilles boîtes de conserves, vacillaient et fumaient au-dessus des chiffons. D'étranges silhouettes étaient accroupies, groupées autour de la mince lueur d'une bougie. Je m'endormis, avant même que retentît la sonnerie du couvre-feu.

Quatre coups de fusil, tirés l'un après l'autre, m'éveillèrent. J'entendis un cri de l'extérieur puis un brouhaha. Retenant mon haleine je prêtai l'oreille. Comme moi, mon voisin sarrois s'était mis sur son séant : « Les chiens ont l'air de prendre la chose au sérieux. » Quelqu'un avait allumé une allumette ; il était trois heures du matin. À en juger d'après la direction des voix, ce devait être quelqu'un de notre baraque sur qui on avait tiré lors d'une tentative de fuite. Était-il mort ? Tout à coup on ouvre violemment la porte, des lampes de poche projettent leurs éclairs, casque d'acier et carabine se détachent de profil.

« Qui a allumé ici ? » hurla une voix. « Nous saurons vous mettre au pas, allez ». Les gendarmes s'arrêtèrent dans la partie antérieure du couloir central. « Gare à toi, chien, tu as fumé, c'est là qu'était la lueur. » Bruits sourds, claques, cris.

« Laisse courir, c'est assez pour aujourd'hui », dit une autre voix, et à grands fracas ils se retirèrent.

Pendant un instant, il y eut dans la baraque un silence de mort. Il n'était plus question de songer à dormir. Je me roulai plus profondément dans ma couverture et tendis l'oreille aux bruits effrayants de la nuit. Cent hommes étaient couchés, parqués l'un contre l'autre, comme dans une fosse commune. Mais ils vivaient. Et toutes les manifestations de la vie, bruits et odeurs, étaient atroces. C'étaient des gémissements et des pleurs, des ronflements et des plaintes, des pets et des imprécations sans fin. On pouvait entendre et sentir dans l'obscurité qu'il y avait des hommes en train de satisfaire leurs besoins dans la baraque, parce qu'ils redoutaient de faire, dans la nuit froide, le chemin qui, dehors, mène aux latrines. À la lueur vacillante d'une bougie, quelqu'un tirait d'un sac de la graisse, du pain, de la viande, et des clients émergeaient de l'obscurité pour ces commerces nocturnes. Comment osaient-ils allumer de la lumière ? La patrouille ne pouvait-elle pas revenir à tout instant ? La baraque était pleine d'énigmes, pleine de dangers inconnus.

Il fallait émigrer aussi vite que possible auprès de Mario, reprendre en commun le combat contre les gardiens qui rossaient, contre les cochons qui faisaient leurs besoins dans la baraque, contre les chefs de bande qui vendaient à leurs camarades les victuailles volées à la cuisine.

J'avais reconnu l'un des trafiquants de ce ténébreux marché noir : c'était mon « chef de groupe ».

Dans le civil, il était pickpocket. On ne savait pas à quelle nation il appartenait. Ses amis les plus intimes, qui étaient en cheville avec lui, l'appelaient « le roi des pickpockets ». Les souteneurs de la place Pigalle, qui avaient formé une équipe rivale, pensaient avec dédain que ce titre était de pure réclame et présomption et qu'il ne cachait aucun pouvoir réel.

Louis avait à peine trente ans, plutôt plus jeune, mais il n'avait pas son pareil pour la promptitude et la justesse du jugement. Il avait le don de saisir toute situation avec la rapidité de l'éclair, d'en tirer avec autorité le maximum d'avantages. Dès le premier jour, il rôdait avec un calot : d'où il l'avait tiré restait un secret, mais il lui conférait une apparence d'autorité, de sorte que rien n'était plus naturel que son élévation au rang de chef de groupe. Il tutoyait quelques uns des gardiens. On racontait qu'au retour d'un

voyage d'affaires à Londres, aux fêtes du couronnement, il était tombé dans les bras d'un détective qui le connaissait. On ne put retenir grand-chose contre lui, mais ses antécédents suffirent à le faire envoyer au Vernet au début de la guerre.

Louis avait aussitôt créé une bande autour de lui. Le but de l'entreprise était de guetter les occasions et de les exploiter au mieux. La bande à Louis occupa tout d'abord la cuisine. Du peu que donnait l'Intendance, elle volait la moitié. Parmi les Gardes Mobiles également, Louis détecta bientôt ceux qui n'avaient pas d'aversion pour un avantageux trafic de contrebande. D'autres quantités de marchandises frauduleuses arrivaient au quartier par l'hôpital contigu. Enfin, des soldats espagnols du voisinage, qui certes étaient internés mais ne relevaient pas du camp disciplinaire du Vernet, livraient des marchandises en plus petites quantités. Après avoir exploré toutes les possibilités, la bande à Louis se mit à organiser le réseau de marché noir. Celui qui n'avait pas d'argent pouvait y laisser également sa montre ou un stylo ou une paire de souliers.

Au grand dam de Louis et pour le bonheur des consommateurs, sa bande ne parvint pas à conserver le monopole du marché ; l'existence d'une sérieuse concurrence créa des conditions plus ou moins « normales » de marché. Entre les diverses bandes s'était développée une lutte féroce. Et tout d'abord pour occuper la position stratégique clé : la cuisine. Chaque semaine, c'était le tour d'une nouvelle équipe qui, après avoir accusé la précédente d'avoir volé ignominieusement les camarades s'attelaient, sans perdre une seconde, à voler de la viande, des légumes secs, des matières grasses, du sucre, du café, prévoyant que dans huit jours au plus tard, il se trouverait de nouveaux candidats qui seraient prêts à combattre - au couteau s'il le fallait - pour une gestion « honnête » de la cuisine.

Il y avait aussi quelques notabilités dans notre asile de nuit. Aucun baron authentique n'eut jamais l'air plus baron que notre « baron » qui, même en déblayant à la pelle, ne se défaisait pas de son monocle, tout comme s'il avait fait corps avec lui. Silhouette haute, large d'épaules, même lors du nettoyage des latrines il restait gentilhomme depuis le sommet du crâne jusqu'à la plante des pieds. Le titre de noblesse qu'il s'était lui-même accordé était celui de « baron d'Andorre ». Avec fierté il montrait les coupures de journaux qui relataient ses exploits. Bien qu'il n'eût pas d'argent, il ne manquait de rien. Il correspondait avec quinze fiancées qui, de l'extérieur, entretenaient leur unique bien-aimé.

Pour ces gens-là, la politique était la besogne la plus méprisable, la plus malpropre, la plus déshonorante, celle qu'à bon droit les autorités punissaient sévèrement. À un nouvel arrivé, Louis dit en guise de consolation : « Réjouis-toi d'être en A, imagine ce qui aurait pu te *tomber* dessus s'ils t'avaient mis en B ; il y a là-bas les « politiques ».

J'avais abandonné ma place à côté du Sarrois suspect et j'étais descendu dans la loge basse de Mario où l'on ne pouvait rester que couché, non assis. Avec quatre personnes, elle était totalement occupée, et il fallut se serrer de la largeur d'un corps pour me procurer une cinquième place.

La première chose que je regardai avec étonnement, la bouche ouverte, ce fut ce que nous avions en face. Cette place à étage était occupée par trois soldats russes de la Garde Blanche : un ingénieur, un médecin (condamné antérieurement pour avortement) et un commerçant en objets d'art (condamné antérieurement pour fraude sur les tableaux). Les trois hommes étaient assis autour d'une petite table ronde ; dans la niche de droite pendait un saint, dans celle de gauche une femme nue, les deux en chromotypie ; au plafond pendillait une petite lampe à huile. Ces messieurs jouaient aux cartes pendant que, sur le plancher, le valet était accroupi et servait le thé du samovar. Lui aussi était un soldat interné de la Garde Blanche russe. Les vieux rapports sociaux avaient été rétablis fidèlement sur le plancher de la baraque, et tout avait retrouvé sa place, comme il convenait.

Mais il y avait aussi, dans cette baraque, quelques antifascistes, qui devaient leur affectation à la colonie de criminels au seul fait d'avoir vécu sans papiers après avoir été l'objet d'une mesure d'expulsion. Il y avait là Léo, tailleur juif, qui avait quitté sa famille à Lodz pour aller défendre la République espagnole. Son compatriote chrétien Jan, menuisier, connaissait sa petite patrie surtout de l'intérieur de ses prisons ; c'est lui qui me sculpta une cuiller de bois et me montra comment on se protège de la gelée nocturne.

Notre plan était très simple : nous voulions rassembler autour de nous les bons éléments de la baraque. À la cuisine, occupée par la bande à Louis, nous allions prendre tous les soirs un peu d'eau chaude ; c'était une question de prix, il oscillait suivant la hauteur du coefficient de risques. Puis nous invitions à prendre une tasse de thé tantôt l'un tantôt l'autre des internés non embrigadés. Peu à peu se rassembla tous les soirs,

devant le trou où nous dormions, un cercle de camarades avec lesquels nous pouvions discuter des questions qui nous concernaient tous : la nourriture insuffisante, les vols manifestes, les abus des gendarmes, la discipline de travail du commando. Nous étions assis sur notre paille et laissions balancer les jambes par-dessus le bord des planches, tandis que nos hôtes restaient debout dans le couloir latéral, devant notre loge, qui avait aussi maintenant son éclairage à huile.

Louis avait perçu le *danger* : une autre bande était en train de se former. Non point une bande concurrente, mais une bande opposée à l'idée même de bandes. Avec les chefs de bandes qu'il y avait eu jusqu'à ce jour, on pouvait s'entendre, après liquidation des luttes d'usage pour les terrains de chasse et pour le butin, mais, avec celui-ci, ce n'était qu'une question de vie ou de mort.

Louis n'était pas homme à hésiter longtemps quand il s'agissait de choses sérieuses. Nous remarquâmes bientôt, que les sergents et l'adjudant surtout, nous traitaient plus brutalement que les autres. Un beau matin apparut le lieutenant, qui d'habitude était invisible, bien qu'il fût commandant de quartier. Il fit rassembler la baraque. C'était un tout jeune petit gars dans un uniforme élégant aux molletières claires. Tout en considérant amoureusement son stick, il nasilla quelque chose concernant la « propagande communiste », qui serait punie de façon exemplaire. Pour de tels cas était prévu un trou particulier et lui, personnellement, ne conseillerait à personne de faire plus ample connaissance avec cette institution.

C'était là l'œuvre de Louis. Il était toute la journée dans le bureau du lieutenant ; ceux de sa coterie ne nous laissaient pas douter que quelque chose se préparait. Il s'agissait d'être prudent. C'était mon journal qui me causait le plus de cassements de tête. J'avais pris la décision de consigner dans un cahier d'écolier les événements de chaque jour, mais j'avais la prudence d'utiliser une langue que j'étais seul à comprendre. C'était un système de mots de passe qui figuraient pour le lecteur non initié un texte en partie sans signification, en partie inoffensif.

Trois jours s'étaient à peine écoulés que le lieutenant nous fit de nouveau rassembler : perquisition. Nous nous rangeâmes devant la baraque, tandis que le lieutenant et l'adjudant fouillaient les places où nous dormions. Nos valises furent vidées, la paille jetée pêle-mêle, manteaux et couvertures éparpillés. On ne put pas découvrir ce qu'on recherchait ; rien ne fut trouvé. Seule victime de la perquisition ma

lampe de poche, avec verre bleu et rouge interchangeable, comme on en vendait à Paris dans les journées fiévreuses d'août.

Furieux de cette gaffe, le lieutenant fit confisquer toutes les petites lampes à huile ainsi que tout « l'appareillage » fabriqué en bois par les internés. Dans le genre, il y avait de petites tables, de petits bancs, de petites chaises, des porte-manteaux. Motif : tout cela ne pouvait avoir été fabriqué qu'avec du bois volé. Tout notre « confort », acquis à grand peine, tout ce qui avait différencié notre vie de celle des bêtes et qui procédait de l'aspiration irrépressible en l'homme à se créer des outils pour alléger la vie, tout ce qui était notre part de civilisation, conquise par nous-mêmes de haute lutte, fut jeté en tas. Puis le lieutenant ordonna de mettre tout cela en morceaux et de le *rendre inutilisable*. L'*entreprise de destruction dura une heure* entière ; nous dûmes regarder, impuissants, comment cela craquait et volait en éclats, comment chaises, tables, lampes étaient transformées en un tas de débris. À ce moment-là, pour la première fois, monta en moi une haine noire, amère. Le lieutenant s'appelait Poirier, c'était le fils d'un gros industriel lorrain.

Nous étions de nouveau couchés sur la paille sale, dans l'obscurité de notre écurie, et nous rangions nos affaires bouleversées. Bientôt, toute la baraque sut qu'une dénonciation de Louis avait été à l'origine de la perquisition. Ce soir-là, nous n'eûmes pas de thé, pas de lumière, mais il nous sembla que des camarades plus nombreux que d'habitude passaient devant nous pour nous souhaiter « bonne nuit » et que leur poignée de main était plus ferme que d'habitude.

La nuit était noire comme de la poix et des douleurs au ventre m'obligèrent à descendre et à traverser le long boyau du couloir central en tâtonnant jusqu'à la porte. La cour était déserte sous la lueur terne d'une lampe-tempête bleue qui, au sommet du mât, luisait dans le brouillard de la nuit. Le chemin jusqu'aux latrines me parut interminable, je dus sauter par-dessus le fossé d'un canal sur lequel on n'avait pas encore jeté de pont. À peine étais-je revenu à ma place en grelottant et m'étais-je enveloppé dans la chaleur de ma couverture, que je dus redescendre, repris par de nouvelles contractions. Je ne sais combien de fois je redescendis du châlit, paralysé par une faiblesse qui devenait de plus en plus grande, torturé par les douleurs, frissonnant de froid. La petite lampe bleue, en haut du mât, au-dessus des latrines, me paraissait appartenir à une

gigantesque lampe de poche, et je m'efforçais de comprendre d'où elle provenait, puisque toutes les lampes de poche avaient été confisquées par le lieutenant, un méchant homme, responsable de tout. Quelqu'un me souleva, mais sa lampe de poche n'était pas camouflée ; au contraire, elle m'éclairait brutalement les yeux, de sorte que je dus les fermer. - « Diable ! Qu'est-ce qui te prend ? » Mais je ne pouvais pas répondre. Je ne pouvais que bramer intérieurement. Je m'étais écroulé sur le chemin des latrines à la baraque. Mario et Giuseppe vinrent à moi et me couchèrent dans la baraque, en un coin isolé, encore inoccupé. Le matin, on me porta à l'hôpital, car j'avais plus de 40° de fièvre et la dysenterie se propageait dans le camp.

Indescriptiblement agréable était la sensation d'être à nouveau couché dans un lit, d'étirer son corps sur des coussins et des draps plutôt que dans de la paille sale. Lorsque je me mis au lit, un rat qui semblait s'y être bien trouvé était justement en train de sauter hors de la paillasse ; moi, cela ne me dérangeait pas le moins du monde. *Toute créature veut vivre*, comme je voulais moi-même tant vivre, hélas ! Je pris avec mon médicament le thé et l'opium que le garde-malade me vendit. C'est à peine si le médecin m'examina : le cas était trop ordinaire. La presque totalité des trente patients de la salle souffraient de dysenterie fébrile. En face de moi était couché un jeune Allemand du quartier C, qui ne cessa de vomir que le troisième jour, où il mourut. Le médecin avait prescrit de la belladone, mais en ce temps-là il n'y avait aucun médicament à l'hôpital, seulement de l'opium. Lorsque, le cinquième jour, le médecin examina ma courbe de température marquée sur une planche, il bougonna « sortant », et je fus de nouveau congédié. Le même jour encore, je revenais au quartier en chancelant, sans avoir pris un seul repas à l'hôpital militaire.

Au quartier régnait une agitation joyeuse. On avait, entre temps, ouvert une cantine et celui qui avait de l'argent pouvait maintenant faire des achats : du beurre, des sardines, du chocolat, des fruits, des biscuits. On faisait bombance, on se rattrapait. Si nous cinq avions, jusqu'ici, mis en commun les paquets, nous mettions maintenant en commun aussi l'argent. Mizzi avait envoyé de bonnes nouvelles. La phrase inachevée lancée par le gosse devant le portail du camp, qui m'avait donné tant de souci, s'expliquait : « Maman a été laissée libre », voulait-il dire à son père, rien d'autre. Ma femme avait commencé ses démarches pour obtenir mon transfert dans le quartier des politiques. Les perspectives étaient favorables, écrivait-elle. Il ne s'agissait plus que de

patienter encore un peu. Les enfants pouvaient continuer à aller à l'école, et un petit secours du Comité d'Aide permettait de vivre.

C'était un jour ensoleillé de fin d'automne, les cimes des arbres étaient colorées d'un jaune foncé, les nuages présentaient des formes étranges, plongées dans des couleurs violentes : bleu indigo, violet, jaune cuivre.

J'étais exempté de travail pour quelques jours encore et avais la permission d'aller me promener dans la cour du camp. On cherchait des volontaires pour ramasser des branches de saule avec lesquelles on faisait des balais. Colonne par deux, nous franchissions le portail, six hommes et deux gendarmes, l'un devant, l'autre derrière. Après avoir traversé au pas cadencé le village du Vernet, misérable bourgade dont les habitants, en majorité des femmes et des enfants, nous dévisageaient avec curiosité mais pas du tout avec hostilité, nous empruntions le pont métallique qui enjambe l'Ariège, vive et tourbillonnante. Puis nous gravissions la large croupe de la colline que nous avons coutume de contempler avec nostalgie, de loin, de derrière nos barbelés. La vue embrassait la vallée de la rivière, surplombait la vaste plaine avec ses villages et ses *fermes et se heurtait dans le lointain* à la chaîne des Pyrénées dont les sommets étincelaient déjà sous la neige. Tout se passait aussi paisiblement qu'un séjour en guinguette au cours d'une villégiature estivale en Carinthie, en ces années révolues, où avaler une tartine de beurre apparaissait comme un phénomène naturel, aussi naturel que la présence du pommier, de la paix, de la liberté.

Avec le sergent s'était engagée une conversation sur le paysage et la petite patrie. Il en ressortait que ces fils de paysans faisaient leur service et rien de plus, sans foi, sans conviction, sans haine, sans amour. Le seul sentiment qui les agitait et les unissait, c'était la peur de leurs officiers. Arrivés sur la hauteur, nous vîmes, dans un jardin à l'abandon, nous sourire une accueillante maison rustique. Quand nous eûmes solennellement promis de ne pas nous disperser, nos gardiens levèrent joyeusement les yeux et acceptèrent l'invitation à boire un verre de vin rouge. Avec de telles méthodes de surveillance, la coupe de l'osier et sa mise en fagots marchèrent allègrement, et nous rentrâmes en chantant, avec notre récolte sur le dos, tout comme des paysans qui, le travail des champs terminé, retournent au village.

Les jours sans travail passèrent bien trop vite. Les stocks de cailloux avaient fini par s'épuiser. Mais ce n'était pas encore un motif suffisant pour que les maçons fussent inactifs. Nous, les traîneurs de pierres, nous fûmes chargés sur un camion qui nous déposa devant une vieille digue dont les flancs éventrés béaient comme des plaies ouvertes. Nous étions chargés de ramasser les pierres, des pièces de dix à vingt kilos chacune, et de les jeter sur le véhicule. Résultat : de nouveaux stocks de pierres pour les maçons, et pour moi, une hernie inguinale. Après mes expériences de la dysenterie que je venais d'avoir, je préférais éviter les médecins du camp et consulter plutôt l'un des médecins prisonniers. Je connaissais, de Paris, le docteur H. : je savais qu'il se trouvait au quartier C. C'est à la clôture, devant une foule de gens bienveillants qui regardaient par-dessus la barrière de barbelés large de deux mètres, que s'accomplit l'auscultation, qui se limita nécessairement à un rapport optique. Selon mon ami médecin, j'avais besoin d'un bandage - mais où le prendre ? Avant qu'un tel instrument fût arrivé de Paris, quinze jours pouvaient s'écouler. Mais on trouva un subterfuge. Nous fabriquâmes un pseudo-bandage, composé d'une serviette et d'un caillou ; ainsi la matière coupable fut obligée de réparer provisoirement le dommage qu'elle avait causé. Si comique que ce fût, le bidule tint parfaitement. Bien entendu, au lieu de voir son invention présentée à l'*Académie des Sciences* le bon docteur alla en prison il était venu en aide à de trop nombreuses gens et c'était défendu.

Ainsi cessa pour moi la corvée de traîner des pierres mais non celle de tuer le temps pendant six heures. Sous le regard implacable de l'adjudant, avec ses yeux à fleur de tête, la troupe des éclopés, tout à la fois méprisés et enviés, devait balayer la cour. Mais quoi qu'on inventât pour faire durer le travail, ralentir les mouvements, l'entrecouper de pauses considérables, chercher des chemins écartés pour y vider les baquets d'ordures, tout cela ne servait à rien. En une heure la cour était aussi propre que devait l'être une cour de caserne. Si les places où nous dormions avaient été à moitié seulement aussi propres que la cour, nous aurions été bien contents. Nous étions trop nombreux pour ce travail, trop d'inaptes au travail, trop de tire-au-flanc. Mais le gros adjudant, avec ses yeux à fleur de tête, ne prêtait pas du tout attention à la propreté de la cour ; il ne regardait que nos jambes et nos mains, imbu qu'il était du préjugé que des jambes, et aussi des mains, étaient là pour se mouvoir sans répit. C'est pourquoi nous devions balayer toute la matinée et toute l'après-midi, balayer pendant six heures, sans rime ni raison, simplement pour pousser le balai de-ci de-là et, avec un peu de

veine, ramasser un mégot et le porter solennellement au seau. C'était pire que de traîner des pierres.

Naturellement, nous ne balayions pas, car il n'y avait rien à balayer. Nous musions, nous bayions aux corneilles, balai et seau prêts à intervenir, dans l'attitude de balayeurs qui viennent juste de commencer, et nous évoquions tantôt d'anciennes escalopes de veau avec salade de concombres, tantôt de futures fiancées ; parfois aussi d'anciennes fiancées et de futures escalopes de veau, avec salade de concombres. L'un d'entre nous devait faire le guet et observer les mouvements de l'ennemi. Malheur si la manœuvre échouait ! Tapi dans un coin, le gros adjudant épiait ; il tombait sur le malheureux qui se laissait prendre et le trainait au bureau : huit jours de trou ; c'était payer cher quelques minutes volées.

Plus tard nous vint en aide le vent d'automne, qui secouait les feuilles sèches ; nous disions qu'il nous procurait du travail. Nous en avions maintenant à ne plus savoir où donner de la tête, à courir après les feuilles qui voltigeaient gaiement au gré du vent, et pour les ramasser, une à une, toute la sainte journée. Comme des enfants courent après des papillons, nous courions après les feuilles sèches et jaunes. Un inventeur parmi nous fabriqua un instrument, une perche se terminant en pointe, avec quoi on pouvait ramasser les feuilles sans se baisser.

Un jour, un général vint en inspection pour visiter les travaux du camp. En apprenant que ledit général percevait huit cents francs d'indemnités supplémentaires par jour pour une inspection dans l'arrière-pays, nous mesurâmes à *quel point nous étions importants, car finalement c'est nous qui étions* l'objet de la tournée d'inspection et si nous n'avions pas été là pour être inspectés, qu'aurait fait le général et comment aurait-il gagné ses huit cents francs par jour ?

Notre lieutenant s'était martialement coiffé d'un casque d'acier ; avec cela, il portait des bandes molletières blanches. Visiblement, il avait l'air de considérer ce mélange entre tenue d'apparat et tenue de campagne pour ce qui convenait à la réception d'un général. Vingt-quatre heures auparavant nous fûmes obligés de pelleter des tas de sable, d'un endroit à un autre, uniquement pour les repeller vers le point de départ une fois ce travail terminé. Fébrilement, notre sergent courait de-ci de-là, car le lieutenant l'engueulait. Le lieutenant courait aussi çà et là d'un air affairé, bien que personne ne l'engueulait, lui. Mais il n'était pas difficile de deviner pourquoi le lieutenant

aussi était affairé ; il avait peur d'être envoyé au front et si calme que fût la ligne Maginot, on dormait mieux dans la ferme, aménagée en quartier des officiers, que dans l'abri le plus paisible.

Une heure avant l'arrivée de l'auguste visiteur, tous les malades et inaptes au travail furent enfermés dans une baraque vide qui se trouvait à l'écart, pour ne pas offenser la vue du général en inspection. Quand Son Excellence fut là, elle ne vit que des travailleurs alertes, brandissant qui la pioche, qui le balai. Il n'était pas venu à l'idée du général de vérifier l'effectif de la troupe.

Et puis, on ne pouvait pas vivre indéfiniment au service unique des feuilles. Un jour, l'adjudant ordonna de former une compagnie de travail dont la tâche était d'arracher l'herbe entre les pieux des barbelés, tout autour du quartier.

Le groupe des arracheurs d'herbe se composait de Mario, de moi, et de deux anciens commerçants qui avaient été condamnés antérieurement pour banqueroute frauduleuse. Notre tour était pour l'après-midi. Fatigués par cette corvée monotone, nous regardions l'heure toutes les cinq minutes pour savoir si notre temps de travail n'était pas enfin passé et si le coup de sifflet libérateur ne retentirait pas bientôt. Comme notre activité nous avait menés assez loin, près des baraques qui se trouvaient à l'arrière, nous nous croyions en relative sûreté, le temps et le lieu corroborant notre impression que l'adjudant n'était pas à portée.

Tout à coup, Giuseppe accourut en toute hâte. Son visage exprimait la joie. Nous savions que, ces jours-ci, il avait attendu des nouvelles de sa femme, une Française, avec qui il n'était marié que depuis peu. On l'avait appelé au bureau pour lui montrer un télégramme adressé par sa femme au commandant et dans lequel, inquiète, elle s'informait sur son mari. Rayonnant de *bonheur Giuseppe raconta, à nous, ses amis, l'histoire du télégramme* et satisfaits, appuyés sur nos bêches et pioches, nous écoutions.

Subitement, je vis le visage écarlate et épanoui de l'adjudant qui épiait de derrière le coin de la baraque vide, à l'ombre de laquelle nous nous tenions. Déjà il quittait sa cachette, propulsant son corps replet, lourd, pas à pas, comme un bouledogue gras qui a du mal à se mouvoir. Il tenait sa tête inclinée sur le côté, comme s'il voulait tout d'abord examiner de plus près sa victime.

- « Voilà ce que j'appelle travailler ! » dit-il presque doucement. « Et toi, interpella-t-il Giuseppe qui était figé au garde-à-vous, que cherches-tu là ? Considères-tu comme une occupation suffisante que de distraire les autres de leur travail ? » À chaque seconde l'intensité de sa voix augmentait, de sorte qu'aux dernières paroles, il était déjà parvenu aux hurlements.

- « J'ai été appelé au bureau » commença Giuseppe.

- « Ici, ce n'est pas le bureau, ne mens pas », l'interrompit l'adjudant. Ses yeux à fleur de tête jaillissaient de leur orbite, les muscles du cou se tendaient et toute sa personne prenait une attitude ramassée, prête à bondir.

- « Je ne mens pas, je dis la vérité, Monsieur l'adjudant », fit entendre Giuseppe, accentuant chaque mot fortement.

- « Mufle culotté », émit la voix rauque de l'adjudant. Le haut du corps penché en avant, la brute massive se précipita sur l'Italien et le frappa du poing en plein visage, une fois, deux fois, trois fois ! Je me tenais deux pas en avant, immobile. Tous étaient debout comme moi, même Giuseppe bien que le sang coulât de son nez et de sa bouche, lui non plus ne bougeait pas.

Le gros déchaîné éructait rauquement : « Je t'apprendrai comment on parle à un supérieur. »

Je vis Giuseppe s'apprêter à lui répondre et je voulais lui crier : « Tais-toi, bigre ! » J'avais une peur bleue que l'irascible Italien ne se laissât entraîner et rendît les coups ; c'eût été alors le conseil de guerre. Dans une cette demi-seconde c'était une question de vie ou de mort.

Mais Giuseppe, au garde-à-vous, dit d'une voix forte, martelant bien chaque parole : « Je suis pour le moins aussi soldat que vous, monsieur l'adjudant ; vous êtes armé, je suis prisonnier. » Les mains solidement plaquées à la couture du pantalon, il présenta son visage : « Eh bien, continuez donc à frapper ; pour cela, il ne faut pas beaucoup de courage. »

Avec un hurlement rauque, l'adjudant se précipita sur Giuseppe, l'empoigna à la gorge, le lança contre la paroi de bois de la baraque, puis *il lança des coups de pied et de poing sur le prisonnier* qui gisait sur le sol, brailant, geignant, sans parole.

Puis il se retira lentement.

Nous nous penchâmes au-dessus de notre camarade. Sa figure était inondée de sang mais il pouvait marcher. Quand Giuseppe ouvrit les yeux et me reconnut, sa première parole fut : « Comment me suis-je comporté, Bruno ? »

Il était impossible de ne pas rire de tant de candeur. - « Tu t'es très bien comporté, Giuseppe, rétorquai-je, tu t'es comporté comme un combattant discipliné. » Je tirai de ma poche mon stylo en argent et ajoutai : « C'est un souvenir qui m'est cher, Giuseppe, tu dois l'accepter. » Nous nous embrassâmes. (Giuseppe ne devait pas, malheureusement, rester un combattant discipliné, comme il paraissait l'être devenu ces jours-là. Il voulut persuader ses camarades anarchistes que l'unité de tous les antifascistes était une nécessité, mais ses amis anarchistes finirent par le persuader qu'il était en train de devenir « communiste ». Un jour, brutalement, il se détourna de ses « nouveaux amis ».)

Quand nous revînmes dans la baraque nous fûmes entourés d'une foule excitée. « Qu'est-il arrivé ? » Dans le visage de Louis, je vis briller une étincelle de raillerie : « Le Vernet n'est pas le Palais des Sports », dit-il entre ses dents, et il se mit à siffloter : « Tout va très bien Madame la Marquise... »

- « Ta gueule ! crièrent quelques-uns qui n'avaient rien à faire avec nous, ne vois-tu pas que Giuseppe saigne ? »

Quand, ce soir-là, nous offrîmes le thé, notre loge était assiégée par une foule dense. Beaucoup voulaient serrer la main à Giuseppe. Nous allumâmes une autre petite lampe à huile, à la lueur de laquelle nous rédigeâmes une lettre adressée au Commandant du camp ; nous racontâmes ce qui s'était passé et demandâmes si les mauvais traitements étaient prévus par le règlement du camp. Les quatre témoins oculaires, y compris les deux banqueroutiers, qui d'habitude, ne se distinguaient pas précisément par leur courage, mirent leur signature à côté de celle de Giuseppe.

Écrire des lettres au Commandant du Camp était encore défendu à cette époque-là. De toute façon, la lettre devait suivre la voie hiérarchique, c'est-à-dire qu'elle devait être donnée ouverte au sergent lors de l'appel du matin, devant le personnel rassemblé. Le sergent devait à son tour la remettre au lieutenant après en avoir fait rapport à l'adjudant. Seul le lieutenant avait accès auprès du colonel qui commandait le quartier.

- « Qu'y a-t-il ?, demanda le sergent étonné lorsque, pendant l'appel matinal, après l'appel de son nom, Giuseppe sortit des rangs.

- « Une lettre au colonel, monsieur le sergent »

Le Breton prit l'enveloppe, l'ouvrit, lut posément, remit lentement la lettre dans l'enveloppe, la glissa dans le revers de la manche de sa tunique et dit finalement avec une certaine gaieté dans l'expression : « Eh bien, c'est bon ; il n'en sortira rien d'autre qu'une punition pour toi. »

De toute la journée il ne se passa rien. Le bouledogue se propulsa à travers la cour, comme d'habitude. Le lieutenant ne se fit pas voir. Nous attendions la convocation chez le colonel, mais rien ne se passa. Qu'était-il advenu de la lettre ? Giuseppe pensait : « Maintenant que nous avons commencé, nous devons aller jusqu'au bout. » Le surlendemain il alla au bureau et demanda l'autorisation de parler au lieutenant. « Ah oui, la lettre de plainte, dit le lieutenant ennuyé ; c'est exact, je l'avais oubliée. » Il prit la lettre qui était devant lui, sur la table, et la déchira sous les yeux de Giuseppe.

- « Tu invoques le règlement du camp, scanda le lieutenant, je vais te dire ce qu'est le règlement du camp. Le règlement du camp, c'est moi ; compris ? Rompez ! »

Toutefois, l'événement eut des conséquences importantes. Notre isolement était rompu, le respect pour les politiques accru. Louis pour le moment battu.

Dans mon journal, je me contentai d'écrire ces mots : « Jeudi, 2 novembre : offert stylo à Giuseppe ».

Le 7 novembre, pendant la pause de midi, nous étions assis, cinq politiques, à l'ombre d'une baraque située à l'écart. Nous n'avions pas à craindre de dénonciation car nous étions entourés d'un puissant rempart de sympathie. Mario pouvait tranquillement achever de prononcer son discours commémoratif sur la révolution d'octobre.

Quelques jours après cet événement je fus appelé chez l'officier des renseignements. Dans un bureau minuscule était assis un capitaine en uniforme impeccable, lunettes à monture noire, visage aux traits nets d'intellectuel. Capitaine des Renseignements cela voulait dire la Sûreté, l'autorité dont nous étions les prisonniers. Pour la première fois depuis que j'étais en captivité, j'entendais de nouveau qu'on m'adressait la parole en me disant « vous ». Un interrogatoire commença qui reprit les choses de fort loin : il remonta jusqu'à mon activité à Vienne en l'année 1920. De temps en temps le capitaine disait, d'un ton mesuré : « C'est exact. ». Quelquefois il me rappelait des détails que j'avais omis de citer, parce que je ne les tenais pas pour essentiels.

- « Puisque vous connaissez si bien mon histoire, dis-je, c'est donc qu'il ne vous est pas inconnu que je suis un ennemi de Hitler. »

- « Certainement, répondit-il poliment, c'est seulement dans la façon d'interpréter ce qu'est un ennemi de Hitler que nos opinions diffèrent. » Étais-je repris de justice ? Jamais. En étais-je bien certain ? Tout à fait certain. Peut-être avais-je un homonyme, avec lequel une confusion aurait pu se produire ? Je répondis qu'élucider ce point n'était pas dans mes attributions. Il ferma la chemise du dossier. - « Laissez-moi tout vérifier. À Paris, il y a eu une intervention en votre faveur. Peut-être y a-t-il erreur. Nous verrons. » On me donna congé.

« Mizzi ! » Voilà que m'envahissait un flot de chaleur.

Dès le lendemain, je reçus l'ordre d'émigrer au quartier B. Papiers et livres me furent rendus. L'interrogatoire n'avait été qu'une feinte. Les ordres étaient déjà donnés quand le capitaine parlait encore de « vérification ».

Il s'agissait de prendre congé de la baraque 10, du quartier A, de tout ce qui, pour quelques semaines riches en événements, avait été ma vie. Ce qui m'angoissait surtout, c'était de penser à Mario. Pourquoi moi, et non lui aussi ? J'avais probablement fait preuve de faiblesse devant l'officier des Renseignements. Mon devoir n'aurait-il pas été d'attirer son attention sur Mario ? N'aurais-je pas dû profiter de l'occasion pour parler de la situation au quartier, des sévices subis par Giuseppe ? J'avais honte, et de toute la journée je n'osai pas dire la vérité à mes amis.

Autre chose vint s'ajouter. Pour insupportable que m'apparût cette vie dans les premiers jours, je m'y étais peu à peu habitué : aux camarades, à ce Breton aux cheveux noirs, à mon coin de planches, à l'heure du thé le soir, aux conversations éclairées par la petite lampe à huile, qui parfois n'avaient d'autre sujet que la question de savoir à laquelle des deux il fallait donner la préférence, à la province de Bergame ou à la ville de Turin. Mario et Giuseppe pouvaient se disputer à ce sujet des heures entières.

En trente-deux jours, la baraque était devenue pour moi une sorte de petite patrie, traverser la route du camp sur une largeur de cinq mètres pour aller jusqu'au portail du quartier d'en face me faisait l'effet d'un voyage vers un monde étranger, inconnu.

J'obtins pour mon émigration un délai de vingt-quatre heures. Le sergent ne fut pas peu étonné de mon désir mais, devant une telle décision, il finit par prononcer le mot rituel : « Je m'en fous. »

J'achetai à la cantine quelques bouteilles de bière, et ce dernier soir, l'heure du thé devint la fête du départ. On serra d'innombrables mains et on promit de se revoir à la clôture.

Cette nuit, je restai volontairement au quartier A.

Mario et Giuseppe *furent aussi* transférés au quartier B, *mais ceci* se produisit de nombreux mois plus tard. Mes prévisions devaient se révéler justes. Avec ses cinq mètres de large, la rue du camp séparait deux mondes.

-----oOo-----

14 novembre - 31 décembre 1939

Victoire sur Napoléon

Devant l'entrée de la baraque 6, il y avait un petit vieux ridé, barbu, un béret basque sans forme sur le crâne gris. - « Nous vous avons attendu déjà hier. », dit-il avec une certaine gêne, tandis qu'il me serrait la main d'une façon particulière. - « Alors, vous êtes donc le camarade de A ». Un homme grand, large d'épaules, au visage de lune se

joignit à nous et me secoua la main de la même façon particulière. Comme je le remarquai à leur prononciation du français, les deux hommes étaient espagnols. - « Votre place n'est pas précisément la meilleure, mais la baraque est presque pleine. Provisoirement, vous serez obligé de loger en bas. Avec le temps, on trouvera quelque chose. » Je bredouillai des paroles de remerciement et me mis à étaler mes hardes sur la place qui m'avait été attribuée. C'était une place d'en bas, comme celle que j'avais jusque-là occupée, à côté de Mario. La baraque était construite en briques crépies, mais distribuée pour le reste comme la baraque en bois de A.

Pendant que je fourrais de la paille dans le sac que Mizzi m'avait envoyé, je vis s'affairer près de moi un jeune homme dont le visage, parcouru d'innombrables petites veines, n'était pas beau.

Autant que je pouvais m'en rendre compte dans la demi-obscurité, il travaillait à une boîte de conserve qui, dans sa main, se transformait peu à peu en une petite lampe à huile. Il ne se laissait pas déranger par les efforts maladroits que je faisais pour enfoncer les clous. Quand la petite lampe fut terminée, il contempla son œuvre avec amour puis, s'adressant à moi : « Je dois te remettre cette lampe. »

- Comment à moi ? » demandai-je étonné.

- « Tu es bien le camarade Bruno, n'est-ce pas ? Mon nom est Filippo, je suis Italien »

C'est tout le cas qu'il fit de mes paroles de remerciement. « J'espère que Villa et le vieux Ponz t'ont reçu comme il faut » poursuivit Filippo. Villa, le grand Espagnol au visage de lune, était chef de baraque. Il avait été interné avec son fils de dix-huit ans, Pedro, après avoir vécu vingt ans comme ouvrier métallurgiste à Lille, s'être marié et y avoir fait des enfants. Ponz, le vieux ridé, était notre « chef de section ». Les ouvriers du bâtiment de Lyon en avaient fait le président de *leur syndicat*. Comme il vivait *depuis trente-six ans* dans le pays, personne n'avait pensé qu'il était à vrai dire étranger, et lui moins que tout autre, *jusqu'à* ce que la Sûreté, à la déclaration de la guerre, lui mit la main dessus. Quel crime avaient-ils commis tous les deux ? Eh bien, ils n'étaient très certainement pas pour Franco.

Je m'apprêtais à demander à mon nouvel ami Filippo comment on avait appris mon arrivée, et pourquoi les deux « chefs » m'avaient serré la main d'une façon

particulière, lorsque m'aborda un petit homme élégant, avec des yeux rieurs pétillants de ruse et une grande barbe insensée : « Vous ne pouvez pas manger là-dessous, Frei. Vous mangerez avec nous. Nous habitons en effet ensemble, Otto⁽⁷⁾, Paul⁽⁸⁾ et moi. Ah ! tiens, vous voulez savoir qui je suis. Eh bien, je suis Cesare⁽⁹⁾. À propos, comment va Mario ? » J'avais envie de me jeter au cou de tous ces hommes, mais c'eût été stupide : ils agissaient aussi naturellement et avec aussi peu d'affectation que si la rencontre s'était déroulée dans le corridor d'une maison de rapport, à Paris.

Ce qui m'étonna avant tout, c'était que la baraque, dans la journée, fût si pleine de monde, et de gens qui donnaient l'impression de n'avoir rien d'autre à faire que de bavarder. Je demandai prudemment s'il n'y avait pas d'adjudants, là. Cesare m'expliqua en riant que les occupants du quartier politique n'étaient conduits à aucun travail extérieur : *« Nous sommes trop dangereux pour cela. On ne fait que quelques travaux à l'intérieur et seulement par les volontaires. À l'exception des corvées de latrine, il n'y avait qu'un seul travail régulier: le balayage. Mon Dieu, m'écriai-je, ici aussi. »* Cesare me rassura, cela ne durait qu'un quart d'heure, après chacun pouvait faire ce qu'il voulait.

- « On a donc pratiquement toute la journée pour soi ? »

- « Toute la journée » confirma Cesare.

Entre temps c'était l'heure de la soupe. Avec mon écuelle brûlante à la main, je fus conduit en haut dans « l'habitation ». Cesare, Otto et Paul étaient assis à une table carrée, à l'étage supérieur. Là, on pouvait se dresser à hauteur d'homme. La table était un bâti de planches grossièrement taillé, mais on pouvait cependant s'y asseoir comme à une vraie table. Il y avait même là une fenêtre, trou carré pratiqué dans le mur et fermé par une vitre. Contre le mur était fixée une étagère à livres et je lisais dans la demi-obscurité les titres de quelques dictionnaires, volumes d'histoire et romans de Balzac. Otto semblait être le maître de maison, car c'est lui qui me salua sur le ton le plus amical dont il était capable : « Assieds-toi et mange ». En même temps il me serra la main si fort que je craignis sérieusement de ne jamais plus pouvoir m'en resservir. C'était un Hongrois de dimensions gigantesques, bottes de cuir et blouson de cuir, cheveux clairsemés, et même sans longues moustaches, officier de cavalerie du sommet du crâne à la pointe des pieds. En Espagne, il avait commandé la 11ème Brigade des Internationaux. Paul, compagnon d'armes d'Otto pendant la guerre et la captivité, était

un Saxon blond aux yeux bleu clair qui, malgré ses quatre perforations et ses quarante cinq ans, grimpait en l'air comme un écolier à l'heure de gymnastique. Lui non plus n'était pas un amateur de longs discours. Le seul adjectif dont il se servait avec quelque régularité était « pouilleux ». Ce mot signifiait aussi bien très fort que très faible, très gentil que très méchant, très intelligent que très bête, très beau que très vilain. « Pouilleux » était tout simplement son vocable pour exprimer le superlatif.

Otto et Paul avaient fait ensemble le passage de l'Èbre ; ils avaient franchi ensemble la frontière, ils avaient été internés ensemble au camp d'Argelès-sur-Mer, ils avaient été enfermés ensemble dans la forteresse de Collioure comme éléments particulièrement dangereux, avant le début de la guerre. C'est ensemble qu'ils avaient été rossés jusqu'au sang par la Garde Mobile, et finalement, c'est ensemble, menottes aux poignets, qu'ils avaient été conduits au Vernet.

Avec eux, dans le même compartiment de chemin de fer, voyagea un autre dangereux personnage que les gendarmes conduisaient de Gurs au Vernet. Les deux géants considéraient avec dédain le petit homme élégant à qui on avait passé les menottes. « C'est sûrement un intellectuel » dit Otto, d'un ton réprobateur. En descendant, il advint que le petit homme était incapable de porter ses valises sur les deux kilomètres de la grand-route. Déconcerté, il regardait autour de lui. Alors, Paul dit à Otto : « Tu prends la valise marron et moi la noire ». Quand ils arrivèrent au camp, le petit homme dit : « Merci, camarades ».

Quant à Paul, il grogna méchamment : « Tes valises pèsent pouilleusement. »

- « Ce sont des livres », s'excusa le propriétaire des valises.

- « Je viens de le dire, c'est un intellectuel », grogna Otto.

- « Tout le monde n'a pas le privilège d'être soldat », sourit l'étranger humblement. Bientôt après, lors de la fouille, tous les trois durent fournir leurs papiers. L'un après l'autre posa sur la table, en dernier lieu, la lettre de remerciement solennelle de la République Espagnole aux membres des Brigades Internationales.

Cesare avait été speaker italien à la radio de Barcelone, après avoir vécu cinq ans dans les prisons et dans des îles de déportation. Maison paternelle, études, illégalité, captivité, émigration et guerre civile, tout cela ne faisait que vingt-huit ans. Une gaieté

ironique était la marque la plus saillante de cet homme ; il aimait la sagesse des livres et tenait en réserve pour les heures les plus noires, la beauté des vers de Dante. Cesare n'était pas cependant un rat de bibliothèque. Humble et non pathétique, toujours prêt à rendre service, il s'entendait à gagner la sympathie des gens.

Otto, le Hongrois, Paul, l'Allemand, Cesare l'Italien, vivaient ensemble au camp ; ils formaient une famille, image de cette troupe de volontaires dont la gloire se perpétuera comme une légende dans la mémoire de tous les peuples. Ils étaient accourus de pays lointains au secours du peuple espagnol quand, trahi par ses généraux, il combattit contre des armées allemandes et italiennes.

Risquer sa vie, obéir quand c'est nécessaire, quand c'est nécessaire commander, apprendre à se taire, tenir bon, croire - croire inébranlablement à la victoire de la bonne et juste cause, en riant, en polissonnant, en pestant, soldats du peuple, chevaliers de la liberté, c'est ainsi qu'ils voulaient continuer à vivre encore de nombreuses années. La baraque continuait pour eux l'univers de la tranchée, étrangement changé, mais au fond, toujours le même. Ils ne modifièrent en rien leurs habitudes de pensée et de vie. Il fallait vaincre des difficultés matérielles, s'accommoder du manque d'aiguille, de fil, d'outil, d'étoffe et, par des inspirations subites, remplacer ce qui manquait au point de vue technique. Il s'agissait d'accueillir les amis avec fidélité, les ennemis avec dureté. S'il venait des périodes de captivité, il fallait les accepter comme des interruptions de la guerre, dont la durée était incertaine, mais dont l'issue, cependant, était certaine. Puis il s'agissait de mettre le temps à profit et de maintenir unis l'esprit et le corps en vue de la prochaine intervention. Peut-être demain, peut-être seulement dans des années. Mais chaque jour, à chaque heure, il fallait être prêt. Ne pas craindre la mort, aimer la vie, bien manger quand il y avait quelque chose, serrer les dents quand il n'y avait rien, rire beaucoup, veiller à avoir une bonne digestion, ne pas trop penser aux femmes, voilà quelle était la recette d'existence de ces hommes, pour qui la vie sur le plancher ne différait de la vie du front que par le fait qu'ici on ne tirait pas : « Un soldat prisonnier n'est pas un prisonnier, c'est un soldat », avait coutume de dire Otto. Ils logeaient à l'étage supérieur, au centre droit de la baraque 6, et ce qu'ils avaient, ils le partageaient fraternellement : argent, tabac, paquets, bonne et mauvaise humeur, faim, froid, joie, espérance.

Ils m'admirent comme quatrième dans leur communauté de vie. C'était particulièrement solennel d'être de nouveau assis à une table. Le plafond, coupé en biseau, circonscrivait l'espace que nous avions à notre disposition, de telle façon qu'il fallait s'asseoir sur des escabeaux dont la petite taille déterminait la hauteur de la table. On n'était pas assis, on était accroupi. Cependant, après le séjour d'écurie dans la baraque 10, ce cercle de personnes attablées dans la baraque 6 représentait, pour moi, une vie de bien-être. Chacun avait un couvert, *on pouvait couper la viande et on n'avait pas à la déchirer avec les dents*. Otto distribuait des oignons crus que nous nous coupions dans la soupe. « C'est bon pour la digestion », disait-il, allant même jusqu'à être loquace. Sur le pain, nous étalions de la graisse, et puis, il y avait un bout de fromage. Paul courait à la cuisine et en revenait avec du thé chaud. Quand Cesare distribuait des peaux d'orange séchées et que la fumée des pipes et celle des cigarettes s'emmêlaient en volutes, c'était carrément du confort.

- « Bébé Éléphant continue à s'obstiner », riait Cesare.

- « Laisse-le s'obstiner, répliquait Paul, il finira par un pouilleux changement. »

- « Putzi, retentissait la voix de basse d'Otto, l'oncle a-t-il écrit ? »

Dans la loge d'à côté, un homme encore jeune était assis sur sa valise ; en manteau et chapeau, il se beurrant une tartine avec un canif. Il tenait le beurre dans sa main, ce qui ne facilitait pas l'opération de tartinage. Sa place était vide ; ni table, ni chaise, ni fenêtre, pas même un clou. Dans son visage bouffi, de petits yeux porcins regardaient mélancoliquement la tartine beurrée. Cet homme lourdaud, d'une taille disproportionnée, était vêtu comme si, partant pour une visite dominicale, il avait fait une pause, costume bleu, cravate à la mode, souliers nets. Un nouvel arrivé, pensai-je. Mais Putzi était au camp depuis déjà dix jours. Obstinément, il se refusait à déballer sa valise, et même à ôter seulement son chapeau et son manteau. D'une heure à l'autre, l'oncle pouvait venir pour emmener Putzi ; aussi ne valait-il pas la peine de défaire la valise. L'oncle était un homme riche, un Français naturalisé qui avait fait venir son neveu d'Allemagne lorsque, là-bas, les pogroms de novembre 1938 avaient rendu la vie impossible aux Juifs. Arrivé en France, le bon oncle avait acheté une ferme tout près de Paris pour y élever des volailles : il fit de son neveu, âgé de dix-neuf ans, le directeur de l'entreprise. Quand la guerre éclata, les gendarmes vinrent de Melun et demandèrent à voir les papiers de Putzi. Un quelconque détail leur ayant déplu, ils le conduisirent à

Roland Garros, au camp de rassemblement pour « Indésirables ». Dès le lendemain l'oncle vint, montra ses bons et beaux papiers et, après qu'on eût échangé avec le commandant quelques politesses, le neveu, accompagné de son oncle, passa le portail devant lequel l'auto attendait. Quelques semaines plus tard, les gendarmes revinrent à la ferme aux volailles et demandèrent de nouveau à voir les papiers de Putzi. Comme de nouveau un quelconque détail leur déplut, ils l'emmenèrent encore à Roland Garros, au camp de rassemblement des « Indésirables ». L'oncle vint de nouveau, et de nouveau il conduisit le neveu par le portail devant lequel l'auto attendait. Lorsque les gendarmes vinrent une troisième fois pour l'emmener à Roland Garros, *Putzi*, dans un violent sursaut de *fougue juvénile* et en méconnaissance complète des rapports de force, se laissa entraîner à l'exclamation : « Monsieur le Préfet de Seine-et-Oise peut aller se faire f... » Cette façon de s'exprimer, pas tout à fait irréprochable, marqua un tournant dans la vie du jeune homme de dix-neuf ans. Car Monsieur le Préfet de Seine-et-Oise, à qui les propos du jeune coupable avaient été rapportés de façon officielle, ordonna l'internement de l'étranger pour la durée de la guerre. En sa qualité « d'extrémiste particulièrement dangereux » qui s'était élevé contre la puissance de l'État, Putzi, alias Bébé Éléphant, se trouvait maintenant au quartier politique du camp disciplinaire du Vernet et attendait l'oncle qui le conduirait à travers le portail à l'auto qui attendrait.

Mais l'oncle ne vint pas. Putzi s'était obstiné pendant dix jours, n'avait pas touché à la nourriture du camp, n'avait pas ôté manteau et chapeau, ni déballé la valise. Il se nourrissait exclusivement de tartines beurrées et s'occupait à écrire des lettres. Ce qu'on lui écrivait de la maison n'était pas encourageant. Le Préfet avait déclaré que, tant que la guerre et les pleins pouvoirs extraordinaires dureraient, il veillerait à ce que le drôle impertinent ne fût pas relâché du Vernet. L'oncle, la tante et la mère étaient enclins à donner raison à Monsieur le Préfet. Ne représentait-il pas l'autorité de l'État ? Le fait qu'entre l'autorité de l'État et un membre de la famille pourrait survenir un désaccord sérieux n'était pas prévu dans la tradition familiale. « À la fin, nous aurons encore tous les désagréments à cause de ta grande gueule » écrivait l'oncle, furieux. C'est ainsi que Putzi était le prisonnier privé de M. le Préfet de Seine-et-Oise, dont le commandant du camp devait exécuter les ordres, sans en vérifier le bien-fondé. Il ne saurait être question d'interjeter appel. Rejeté, quoique seulement sur le plan moral, par sa famille, Putzi, le onzième jour après son internement, n'eut plus qu'à déballer la valise.

À cette occasion, je l'aidai un peu. Cela suffit pour faire naître chez le jeune homme le désir de gagner l'amitié de l'étranger aux cheveux gris. Il advint que le voisin de literie de Putzi quitta la baraque. Après peu de jours d'une existence à ras de terre, qui faisait ressentir comme une provocation gratuite l'usuelle formule épistolaire « tiens-toi debout », j'avais définitivement accès à l'aristocratie du premier étage, où logeaient également Villa, le chef de baraque espagnol, et son fils Pedro.

Le lendemain de mon émigration, le grand August et Willi B., deux Allemands des Brigades Internationales, s'amenèrent de la baraque 8, munis d'un marteau, d'une tenaille, d'un *fermoir* et, chose plus étonnante encore, d'un *assortiment* de planches. Sans parler beaucoup, ils se mirent à *aménager* ma nouvelle « place à coucher ». Dans la charpente de la baraque, *au travers* de quelques planches porteuses, ils établirent une case pour valise. Dans la journée, nous enroulions les sacs de couchage et nous dressions tables et escabeaux. La nuit, les « meubles » étaient descendus et remisés pour ainsi dire dans le souterrain, sous le plancher du parterre. Ainsi, nous pouvions étaler les sacs de couchage. Bientôt, nous eûmes également une fenêtre qui fut tout d'abord recouverte de papier cellophane, et plus tard avec du vrai verre. Un dispositif particulier permettait même d'aérer. C'est le grand August et Willi B. qui composaient l'équipe de menuiserie. Il n'y avait pas beaucoup d'outils dans l'atelier ; les menuisiers montraient en riant une scie de chirurgien nickelée, provenant de l'hôpital et qu'on employait pour scier les planches.

Il aurait suffi de parler de rétribution ou même seulement de service rendu en échange, pour vexer d'irrémissible façon les deux compères. Être ainsi blotti dans un lit d'amitié et de camaraderie était pour moi un événement nouveau qui me tenait lieu de foyer, de femme et d'enfants.

Des nationalistes serbes, des communistes allemands, des antifascistes italiens, des commandants d'unité espagnols, des anarchistes catalans, des monarchistes russes, des chefs de paysans roumains, des combattants d'Espagne hongrois, autrichiens, tchèques, polonais, des républicains grecs, des chefs de bande albanais, des écrivains et journalistes libéraux de toutes langues - et, répandus parmi eux, des nazis isolés, des espions professionnels, des chevaliers d'industrie, des trotskistes, des provocateurs, tout le mécanisme politique de l'Europe concentré dans un minuscule

espace, compressé dans quelques baraques - tel était le quartier B. Aucun groupement par affinité nationale ou politique n'était permis. Au gré du hasard, un communiste ukrainien était couché à côté d'un baron tsariste, un poète allemand à côté d'un révolutionnaire macédonien, un colporteur juif à côté d'un ministre catalan. La concentration de toute cette matière politico-explosive en un espace étroit devait bientôt se révéler une bourde des autorités, qui s'étaient crues particulièrement futées. Avec des baïonnettes et des mitrailleuses, on pouvait par la force obtenir une apparente discipline dans le camp, aussi longtemps que la puissance de l'État était intacte ; mais il fallait être aveugle pour ne pas voir que, sous ce calme de surface obtenu par la force, s'allumerait dans l'obscurité des baraques un combat dont l'enjeu était l'âme des hommes. Qui saura exprimer le plus efficacement son aspiration spontanée à une vie digne de l'homme, sa *volonté de se maintenir en vie* ?

La Sûreté, qui avait inventé le camp du Vernet, avait peut-être espéré que justement la diversité de ses adversaires lui faciliterait leur maintien en état de soumission. Exciter nationalités et groupes politiques les uns contre les autres semblait être une idée subtile. Et d'abord, les communistes devaient être isolés et placés sous la pression morale de tous les autres prisonniers. À la question de savoir pourquoi il n'y avait pas ou presque pas de nazis au camp du Vernet, la direction du Camp répondait par un cliché : les communistes, en tout cas, étaient bien là. Quiconque aidait à les mettre hors d'état de nuire, pouvait compter sur la magnanimité des autorités. Quelques internés se firent les porte-parole de ces directives officielles. Leur mission consistait à marquer politiquement les internés dont l'appartenance à un parti était inconnue, à dépister parmi eux les communistes et à maintenir vivace la flamme de l'anticommunisme.

Ces hommes ne faisaient aucun mystère du fait qu'ils étaient mandatés par l'officier des renseignements. Ils possédaient des laissez-passer officiels qui leur permettaient à tout moment de quitter le quartier. Plus tard, on leur attribua des logements particuliers. Avec leurs hommes de confiance, ils occupaient tous les services du camp : interprétariat, bibliothèque, censure, baraque de la culture, hôpital, station sanitaire. Les internés appelaient l'organisation de l'officier de renseignements : B.I.M.⁽¹⁰⁾, bureau international de mouchardage. Le « Rat » en était le chef.

Quinze cents « politiques » se promenaient le soir sur le « Boulevard International », l'espace entre les baraques où bourdonnaient toutes les langues du monde. Il y avait toujours une rumeur à vérifier, à prendre position par rapport à une nouvelle. Le B.I.M. veillait à fournir matière. Un jour il se disait que les communistes allaient être emmenés ailleurs, puis venait une information complémentaire selon laquelle une commission serait en marche pour séparer les purs des impurs. En un flux et reflux continuels, l'opinion publique oscillait tantôt de-ci tantôt de-là, suivant le rapport des forces qui s'opposaient les unes aux autres. Un cinquième des occupants de B étaient des partisans du B.I.M. : résidus de groupes anti-communistes, gardes russes blancs, criminels. On pouvait considérer un autre cinquième comme non politique ou non intéressé ; commerçants dénoncés par leurs concurrents, tailleurs et fourreurs juifs, des types comme Putzi, des hommes qui étaient tombés plus ou moins par hasard dans les mailles de la Sûreté. Pour ces gens-là, le Vernet était une école, et pas mal d'entre eux devinrent ici ce qu'on leur rapprochait d'être : antifascistes. Enfin, les trois autres cinquièmes des habitants du quartier avaient fourni les preuves de leur combattivité, dans l'illégalité, dans l'émigration, dans la guerre civile espagnole. Les communistes formaient une minorité.

Sans aucun doute, la personnalité la plus importante du quartier était « Napoléon »

Quelque part dans le ciel trônait un colonel, mais personne ne l'avait encore vu, peut-être aussi n'était-il présent que sous la forme d'un timbre en caoutchouc qui conférait aux ordres leur force. Il y avait un lieutenant, commandant du quartier, qui avait son bureau derrière la baraque de la cuisine. Le lieutenant existait sans aucun doute, car certains l'avaient vu en personne. Il fallait naturellement une occasion importante pour attirer dans le quartier le lieutenant Clerc. De toute évidence, nous étions trop sales pour lui et trop ennuyeux. Toutes les fois qu'il apparaissait, l'ennui bâillait dans son visage fatigué. Présenter au lieutenant Clerc quoi que ce fût concernant la vie de ces quinze cents hommes eût été pris pour un assaut téméraire contre l'ordre divin de la nature. Il était le lieutenant et nous étions les internés ; l'unique rapport qui pouvait exister entre nous était le devoir de saluer. Tous les huit jours, un ordre particulier stipulait que nous devions saluer les officiers en enlevant notre casquette. La plupart, cependant,

préféraient éviter le lieutenant en décrivant une immense courbe. Il finit par renoncer et passa le commandement à « Napoléon ».

Dans la hiérarchie militaire, « Napoléon » n'était que brigadier de gendarmerie, mais pour nous, il était l'officier le plus élevé en grade. Comment s'appelait en réalité « Napoléon », personne ne le savait. Français d'origine italienne, grand, blond, d'aspect tout à fait germanique, tel était « Napoléon », caricature vivante de la théorie des races. Unique homme dans les forces armées françaises et en même temps seul fonctionnaire de la République qui n'eût jamais dit « je m'en fous », il était, au contraire, empressé, appliqué, débordant d'activité, toujours en mouvement, se hâtant à grandes enjambées, pour corriger une quelconque anomalie. Ce qui caractérisait « Napoléon », c'était qu'il vivait dans la conviction que la victoire de la France dépendait justement de l'accomplissement de l'ordre en cours d'exécution, même si cet ordre ne concernait que le tour de la corvée des latrines. Moins réjouissant était le fait qu'il supposait comme allant de soi la même conviction chez autrui. Dès l'instant où il prenait une affaire en main, elle devenait partie intégrante de la campagne dont il devait porter la responsabilité devant l'histoire mondiale.

Nous lui donnâmes le surnom de « Napoléon ». Bientôt ses compagnons d'armes ne l'appelèrent pas autrement et, finalement, il s'appela lui-même ainsi. Il aurait été très vexé si quelqu'un lui avait dit qu'il faisait fonction de gardien de prison. Les internés, pour lui, n'étaient pas des internés mais une équipe : ils devaient accomplir - *qui pouvait savoir pourquoi ?* - leurs obligations militaires derrière des barbelés. Le « *pourquoi* » n'intéressait pas le moins du monde Napoléon. Pour cela il y avait les ministres. Ce qui surtout l'enivrait, c'était de commander quinze cents hommes, *chance* inaccessible pour lui dans toute autre branche du service. Passant en revue les troupes des quatre baraques de devant, où six cents à huit cents hommes étaient en position, distribués en sections, il croyait mener à la bataille une armée, et il guettait d'un regard d'aigle la moindre irrégularité. Un jour que je représentais provisoirement un chef de détachement de notre baraque et que j'étais à la tête de mon petit groupe, « Napoléon », inspectant, me demanda : « Combien d'hommes ? » Je débitai la formule : « Trente six dans les rangs, quatre à l'infirmerie, deux à la cuisine, effectif total : quarante deux ». Il me fit avancer, et s'adressant à la troupe tout entière, il dit en élevant la voix : « Vous voyez là comment il faut faire le rapport. Pas d'hésitation, pas d'erreur, vite et sûrement. Voilà qui est bien.

Cet homme sait ce qu'est le service militaire. » Puis, s'adressant à moi : « Où avez-vous servi ? »

- « Je n'ai jamais été à l'armée, monsieur le sergent », répondis-je.

- « Ça ne fait rien, poursuivit-il inébranlablement, vous ferez carrière au régiment. »

« Napoléon » aimait nous adresser des harangues bien senties. C'était l'unique raison pour laquelle il nous arrivait de lui en vouloir, car ces harangues-là prolongeaient l'appel que nous détestions. Dès qu'il s'apprêtait à répartir les travaux de la journée, il rassemblait autour de lui les chefs de baraque et aussi, dans des occasions particulièrement solennelles, les chefs de détachement, pour leur expliquer ses plans, appuyés par des gestes qui s'étendaient au loin sur le terrain. Nous disions alors : « Napoléon » sur la colline du général en chef. S'il arrivait avec son vélo et qu'il passât le long des rangs, nous disions : « Napoléon » sur son cheval blanc. Mais il faut dire, à la gloire de « Napoléon », que jamais il n'abusait du pouvoir qu'il avait sur nous ; au contraire, comme il convient à un grand chef d'armée, il était pour nous un père soldat. « Napoléon » était certainement le seul homme heureux du Vernet. Il avait trouvé une mission militaire digne de lui ; comme cette mission eût été impossible sans nous, il nous en était reconnaissant.

Par une claire matinée ensoleillée de décembre, « Napoléon » passait plus solennellement que d'habitude tout le long du front des détachements rassemblés, visiblement préoccupé par une grande idée. Après s'être placé de manière à pouvoir être vu de tous, il commanda : « Garde à vous ! » *De nouveau une harangue, pensions-nous, mais ce fut un discours. Les travaux en vue de l'achèvement de la canalisation n'avançaient pas d'un pouce, somme toute, on ne pouvait pas dire que depuis octobre un progrès quelconque ait pu être enregistré. Il comprenait que l'ardeur des hommes ne fût pas excessive, mais nous devions comprendre aussi quelle responsabilité pesait sur lui, « Napoléon ». Le colonel lui avait intimé l'ordre d'achever tous les travaux du camp d'ici à la Noël. Il pouvait se contenter de transmettre simplement l'ordre ; mais il savait pertinemment, lui, qu'un chef militaire obtenait davantage quand il s'adressait à la raison de la troupe. Il faisait appel à la bonne volonté des internés, à leur esprit de sacrifice - il allait dire à leur patriotisme mais vite il rectifia, - pour qu'ils accomplissent la tâche en mettant en œuvre toutes leurs forces. Dans cette période difficile, chacun devait faire pour le mieux. Après une pause intentionnelle qu'il mit à profit pour se persuader de*

l'effet de ses paroles, il continua : « Je suis à même d'ajouter quelques informations particulièrement importantes qui concernent tout le monde. » Le commandant avait décidé d'aménager pour des réunions une baraque spéciale, où auraient lieu des représentations théâtrales, des concerts et des conférences. On avait même prévu des projections cinématographiques et des retransmissions de radio. La vie mondaine serait inaugurée par une fête de Noël artistique où paraîtrait le colonel, accompagné du corps des officiers au complet. Maintenant, chacun comprendrait pourquoi tous les travaux du camp devaient absolument être achevés d'ici à la Noël. « Tout le monde au boulot ; rompez les rangs ! »

C'était un peu maladroit mais sympathique, présenté avec une touchante fierté de la grandeur du devoir militaire. Touchante était aussi la naïveté, qu'on pourrait, à coup de cinéma et de visites du colonel, décider les hommes du Vernet à l'abandon de leur résistance passive.

Baraque aux divertissements de société, fête de Noël, conférences - ces paroles éveillèrent sans doute notre curiosité. Dès le jour même fut transmise par haut-parleur l'invitation de présenter des sujets de conférences qui seraient examinés par l'officier des renseignements. Les sujets politiques, ainsi que toute propagande idéologique, étaient naturellement exclus. « Il semble toutefois y avoir quelque chose de positif là-dedans », dit Cesare. Cependant, la méfiance était grande. L'expérience avait appris que, de la Sûreté et de ses organismes, il ne pouvait rien venir de bon, et l'officier des renseignements était le mandataire de la Sûreté. L'invitation à proposer des sujets de conférence était-elle un piège ? Jusqu'à présent, on avait traité les intellectuels avec moins d'amabilité ; on se contentait de leur arracher des déclarations d'attachement à la politique de Daladier et des condamnations du pacte germano-soviétique. La marchandise qu'offrait le B.I.M. était de même acabit : quiconque reniait les communistes pouvait compter sur *un jugement plus doux, peut-être sur une amélioration matérielle*, voire sur une libération à bref délai. Celui qui persisterait à maintenir ses opinions hostiles à l'État crèverait. Toute la récolte du B.I.M jusqu'à ce jour-là ne dépassait pas un transfuge.

Bientôt nous apprîmes que « Le Rat » était l'auteur du plan culturel. On voyait le petit homme fripé rôder, affairé, entre les divers postes de commandement. Les rares aménagements culturels étaient placés sous l'autorité du B.I.M. : jeux et livres qu'avaient

offerts la Croix Rouge Internationale et les quakers. Le B.I.M. devait également établir le programme de la fête de Noël ; désigner des artistes exécutants, contrôler les projets de conférences. Ainsi, il était clair que baraque de la culture et série de conférences, cinéma et radio n'étaient rien d'autre que la tentative d'introduire clandestinement dans le camp la propagande de guerre de Daladier. Ce plan, s'il réussissait, compromettait la signification politique de cette captivité, et même lui en donnait une exactement opposée. Nous étions là parce que nous avons combattu contre Hitler et que nous voulions continuer à combattre contre Hitler. Mais la réaction française sabotait le combat contre Hitler ; elle préparait le pays à une capitulation. Ce qui nous rendait supportable cette captivité, c'était la conviction que Le Vernet, lui aussi, constituait un secteur de la lutte universelle contre le fascisme.

Le prétendu plan culturel du B.I.M. était une action de désarmement spirituel. Je m'entretins de ces perspectives avec les écrivains allemands Friedrich Wolf⁽¹¹⁾ et Rudolf Leonhard. Nous décidâmes de contrecarrer le projet du B.I.M. : une fête de Noël au Vernet ? Pourquoi pas ? Mais nous voulions en déterminer nous-mêmes le contenu spirituel. Une fête de Noël organisée par la direction du camp, par le détour du B.I.M., en vue d'effacer l'état de *guerre qui existe entre elle et nous - non !*

Que ces messieurs fêtent Noël entre eux.

Un grave message nous parvint ce jour-là. Gustav R., qui était le chef antifasciste des internés de la baraque 33 du quartier C, était passé au B.I.M. Comment avait-il pu faire cela, il avait pourtant été en Espagne ? » dit Paul, le Saxon, et ses yeux d'enfant bleu-clair étincelaient de colère.

La canalisation faisait des progrès à peine sensibles. On trébuchait par-dessus des fossés ouverts et on se heurtait à d'énormes tas de pierres. La baraque aux divertissements restait un rêve de « Napoléon ». Les menuisiers n'avaient tantôt pas de bois, tantôt pas de pointes ; s'il se trouvait du bois et des pointes, alors il faisait trop froid pour faire de la menuiserie. Le lieutenant Clerc *sautillait quelques fois dans le quartier mais on l'évitait. Dans la salle vide* où il se mouvait, il faisait mélancoliquement osciller son stick. « Napoléon » passait à toute allure à travers les fossés, donnait des ordres sans répit sans se heurter à aucune résistance ; mais sans non plus rencontrer de zèle ; ce qu'il trouvait devant lui, c'était l'indifférence.

La baraque aux divertissements n'était pas notre affaire, comme le lui donna une fois à comprendre Rudolf Leonhard. « Et pourquoi pas ? » demanda « Napoléon », franchement étonné. - « Parce que les internés ne l'administrent pas eux-mêmes. » - « Qui donc alors ? » répliqua « Napoléon ». « Le Rat » n'est-il pas le chef de la baraque aux divertissements ? » - « Justement ! » répliqua Rudolf - « Le Rat » est bien interné comme tous les autres », s'étonnait de bonne foi « Napoléon » - « Pas du tout », insistait Rudolf. « Le Rat » et ses compagnons étaient certes internés, mais pas du tout comme tous les autres. Leur occupation consistait plutôt à dénoncer les camarades auprès de l'officier de renseignements ; en sa qualité de soldat, « Napoléon » devait reconnaître qu'il n'y avait pas de plus sale métier que celui de dénonciateur.

Ce jour-là, cette conversation n'eut pas de suite ; « Napoléon » était parti sans un mot.

Le B.I.M. avait inventé un nouveau mot d'ordre à faire circuler à voix basse : les communistes seraient envoyés en Afrique pour la construction d'une voie ferrée dans le désert. Seul celui qui, par des faits, prouverait qu'il était contre les communistes, pourrait compter sur la libération. Aux repentants s'offrait une occasion particulière d'action expiatoire : se porter volontaire pour la guerre de Finlande. Quelqu'un demanda railleusement au « Rat » : « Cela fait-il partie du programme des réjouissances ?... Vous ne sauriez trouver meilleure astuce. »

Le programme pour la fête de Noël ne comportait provisoirement qu'un seul point. Les chefs du B.I.M. avaient accouché d'une revue au titre mystérieux « le livre brun du Vernet ». Les chœurs qui devaient réciter un programme de chansons folkloriques se refusèrent à répéter. « Tout cela manque d'élan », dit le lieutenant Clerc dont le stick était en perpétuel mouvement. Au tableau noir parut une annonce d'après laquelle le commandant, le 24 au soir, à l'occasion d'une fête de Noël organisée par les internés rendrait une visite officielle au quartier. Ce jour-là, « Napoléon » passa à travers les fossés ouverts, comme l'avait fait son grand prédécesseur après avoir perdu la « Bataille des Nations⁽¹²⁾ ».

La sentinelle de jour avait déjà quitté le quartier. L'obscurité régnait dans les cavernes habitées ; ça et là, de minces petites lampes à huile, faites de vieilles boîtes de sardines, tremblaient misérablement ; là quelques-uns jouaient aux cartes, là-bas un autre était assis penché sur un livre. Presque sans se faire remarquer, « Napoléon » était

entré par la porte de la baraque 8. « Où habite Leonhard ? demanda-t-il au premier sur qui il tomba. Chacun pensa : une arrestation. L'appelé lui-même s'attendait au pire. « Je voudrais m'entretenir avec vous, descendez. » Rudolf s'enveloppa dans tous les pull-overs et bonnets de neige qu'il possédait et descendit avec prudence l'échelle de poulailler. « Napoléon », énérvé, répéta : « J'aimerais vous parler, mais en tête à tête » Rudolf indiqua la porte. Dehors ils firent les cent pas dans la sombre nuit hivernale, le sous-officier français donnant des ordres et le prisonnier antifasciste plongés tous deux dans une conversation mystérieuse.

« Vous êtes poète ? » demanda « Napoléon ». « Je ne saurais le nier » confirma le prisonnier. - « Êtes-vous prêt à m'aider ? » - « Vous personnellement, volontiers. » L'homme en uniforme souffla, allégé. Embarrassé, presque bégayant, il présenta sa demande : que le poète veuille bien rédiger un discours, qu'en sa qualité de sous-officier le plus ancien dans le grade il devait prononcer à la Noël en présence notamment du colonel. Ce n'était pas difficile, pensa Rudolf, souriant avec douceur. Oui, mais pour l'amour de Dieu, personne ne devait savoir que « Napoléon » s'était adressé à un prisonnier, et qui plus est à Rudolf Leonhard. Pourquoi ne devait-il pas s'adresser à Rudolf Leonhard précisément ? Dans un embarras croissant, il accoucha : lui, « Napoléon » s'était renseigné au sujet des mouchards et de ce que Leonhard avait raconté sur « Le Rat », et alors, il était bien tombé ! « C'est ce que répandent les communistes », lui fut-il répondu, et ne savait-il pas que les communistes en commun avec Hitler avaient commencé la guerre contre la France ? Il ne savait pas ce qu'il devait penser de tout cela. Au fond, cela le laissait froid, car qui avait réellement raison, on ne le saurait que plus tard. Mais, ma foi, il avait tellement hâte d'en finir avec la baraque aux divertissements et les autres travaux du camp ! Il comprenait fort bien que les internés avaient leur fierté, et même, à vrai dire, il trouvait cela digne de soldats. Peut-être était-ce une injustice d'enfermer des soldats qui, en Espagne, avaient combattu pour la France.

Le lendemain, Rudolf Leonhard et Friedrich Wolf furent appelés chez le lieutenant. La direction du camp, leur fut-il communiqué, désirerait organiser la fête de Noël aussi harmonieusement que possible. Sous le signe de la naissance du Sauveur qui annonce la paix à tous les hommes de bonne volonté, la fête de Noël devait devenir une fête de fraternisation. On se représentait la chose ainsi : chacune des plus grandes nationalités s'exhiberait avec un programme particulier, si les deux écrivains étaient prêts à remettre un tel programme, toute propagande politique étant naturellement exclue.

Ce soir-là, les artistes et écrivains de langue allemande se réunirent et mirent sur pied leur programme. Laissons « Le Rat » chanter *les latrines, nous, nous parlerons de la liberté ! Notre chœur retentira.*

Liberté que je connais, qui remplis mon cœur,
Viens avec ton éclat, douce image angélique.
Ne te montreras-tu jamais au monde opprimé ?
Ne mènes-tu ta ronde que dans la voûte étoilée⁽¹³⁾ ?

Puis Günther parlera de la vision de Heine dans son conte d'hiver (Wintermärchen). Pour célébrer le présent comme il se doit, Rudolf récitera son poème : « Noël au Vernet ». Ensuite nous chanterons des chants populaires et des airs comme ceux de Schubert, de la petite rose et du petit ruisseau, pour nous bien réchauffer le cœur.

Mais en final, nous chanterons comme dans les forêts de chez nous :

Car mes pensées
renversent les barrières
et les murs.
Les pensées sont libres⁽¹⁴⁾ !

Ce programme nous plut ; qu'il plût au commandement nous paraissait douteux. Il fut transmis à l'officier des renseignements et, dès le même jour, accepté.

C'était une victoire.

Entouré de tous les chefs de baraque et des chefs de détachements, « Napoléon » fit le lendemain matin une harangue *d'une demi-heure à propos de la « prise d'assaut » des fossés ouverts de la canalisation.* Si tout le camp prêtait son concours, y compris les vieux et les débiles, on pourrait terminer encore à temps le gros de la besogne. Pour

l'accomplissement de cette tâche difficile, mais militairement exécutable, il comptait sur les hommes du Vernet, dont l'élan avait fait ses preuves au cours de nombreux assauts.

Cette fois-ci, tout alla comme dans les contes. Des troupes de volontaires se formèrent, qui prirent sur elles d'achever tels secteurs des fossés dans un délai fixé. Les vieux, les infirmes et ceux qui n'étaient pas habitués au travail formèrent de longues chaînes pour transporter les pierres d'un bout du camp à l'autre. Avec des « hop-là ! » ils se faisaient passer les pierres l'un à l'autre ; prendre à droite, passer à gauche, en vitesse, en vitesse ; il faut que « Napoléon » s'étonne de ce que peuvent les hommes du Vernet quand ils veulent.

Lui, il courait ça et là, radieux, entre les chaînes d'hommes et les groupes de travail. Le chantier devenait pour lui un champ de bataille. Il inspectait le front, sans oublier les renforts et les vivres. L'Intendance, pressée par « Napoléon », fournissait boîtes de conserve et miches de pain, que l'on distribuait aux travailleurs de force.

Le grand jour était arrivé. La canalisation n'était certes pas finie mais il n'en manquait plus beaucoup. La baraque aux divertissements resplendissait dans sa parure de Noël. Une scène avait été dressée, munie de vraies coulisses, sur lesquelles on pouvait admirer le camp dans un embellissement en perspective, avec au premier plan des sapins enneigés comme à la Noël, et à l'arrière-plan un paysage de montagne idéalisé.

Il régnait une ambiance de fête et d'impatience. Beaucoup avaient reçu, de parents ou d'organisations, des paquets de Noël. On distribua des couvertures et des effets qui avaient été donnés par les quakers. La paix ne régnait pas sur terre, tout le monde le savait, mais cependant cela faisait du bien de savoir que les prisonniers antifascistes avaient des amis à l'extérieur. Cela renforçait le courage. Au soleil hivernal, les champs de neige des sommets pyrénéens étincelaient d'argent, presque aussi beaux que sur les coulisses de notre théâtre.

La représentation, dans l'espace dépouillé de la baraque, m'offrit une vive jouissance artistique. La célèbre montée d'escalier du grand Opéra de Paris et le solennel hémicycle des loges du Burgtheater de Vienne ne pouvaient rivaliser avec cette baraque de planches, dont l'obscurité était en quelque sorte rendue visible par trois

petites lampes à huile. Seule une partie des internés pouvait y trouver place, mais il était convenu qu'on redonnerait la représentation jusqu'à ce que tous l'aient vue. On parlait même de tournées dans les autres quartiers. On avait aménagé deux rangs de chaises pour les officiers et les sous-officiers. Nous emportâmes nos tabourets mais, pour mieux voir, nous ne nous en servions pas comme sièges, nous montions dessus.

Qu'est-ce qui m'émouvait ? Mes pensées étaient naturellement pour la table ronde autour de laquelle Mizzi exercerait « malgré tout » pour les enfants sa magie de Noël de guerre. J'étais également obligé de penser à des étrennes, distribuées jadis sous le riche éclat des lumières. Mais tout cela était indistinct et flou dans un lointain irréel, comme un récit provenant d'un pays étranger. L'unique réalité qui m'emplissait, c'était ce camp et ses hommes. Les camarades, le colonel, la Garde Mobile, « Napoléon ». J'étais coupé du circuit de la vie bourgeoise. Quoi qu'il pût arriver à la maison, je ne pouvais rien y faire ; somme toute, cela ne me concernait pas, comme si j'étais parti en voyage dans des lointains inaccessibles ou comme si j'étais mort. Par contre, ici, il y allait de ma propre vie. Cela dépendait également de voir quelle issue aurait le drame ? Surmonterions-nous l'hiver ? Comment prévenir la torpeur croissante ? Comment se terminerait la terrible *lutte contre le B.I.M.* ? Comment le Colonel réagirait-il à notre *programme* ? Pendant cette représentation, je ne me sentais pas spectateur, mais acteur. C'était ma propre cause qu'on jouait, et chaque mot qui venait de la scène pouvait devenir d'une importance incalculable pour la pièce, où je collaborais avec les autres. Car en réalité ce spectacle était plus une pièce de combat réel qu'une réelle pièce-combat. Nous ne chantions pas pour amuser les autres ou nous-mêmes, mais pour exprimer que nous étions des hommes et voulions le rester, et des combattants pour une cause qui nous paraissait juste. Ainsi, le fait même de chanter devenait action de combat, le chant devenait arme au sens originel du terme. Une autre arme nous était refusée ; celle-là était la dernière qui nous restait... Et ainsi, nous brandissions nos chants contre les ennemis, comme les soldats leurs grenades.

Tout le monde se leva quand « Napoléon » commanda « garde à vous ! ». De dehors, on entendait des commandements hurlés. Maintenant, le colonel entrait dans la baraque ; derrière lui, une douzaine d'officiers. C'était donc là le colonel Duin ! Un homme courtaud, assez gros, aux yeux intelligents qui regardaient lestement à la ronde, en dépit de la lourdeur de son corps. Il tenait à la main une sorte de fouet à chiens. À sa droite marchait le capitaine Nougayrol, du Service de renseignements ; à sa gauche le

lieutenant Clerc, commandant du quartier. « Napoléon » était debout devant la scène, appuyé à la paroi, le visage rubicond. Tout, en lui, était victoire.

Deux chefs du B.I.M. montèrent sur l'estrade. Salutations au colonel, servilité de lèche-bottes. Silence glacial dans la salle. La revue « Le livre brun du Vernet » se déroulait truffée de facéties sur les latrines et les puces, sur le criblage promis et sur les allocutions de « Napoléon ». Des problèmes de digestion constituaient le thème primordial, et la teneur en eau de la soupe représentait l'extrême limite de la critique. On riait ; quelques-uns applaudissaient, ça et là un sifflet. Le tout exprimait : nous sommes prisonniers, on ne peut rien là contre - mais la soupe pourrait être meilleure.

Quant à nous, nous sommes cependant prisonniers à tort ; qui le dira au colonel ?

Ce fut ensuite le tour des Espagnols. Leur chœur retentissait comme si les légions célestes étaient descendues pour ouvrir à tous le humiliés et offensés les portes du paradis. Ces chants conduisaient à un paysage lointain, inondé de soleil. Des pâtres et des pêcheurs y vaquent paisiblement à leurs occupations. Chaud est l'amour, comme le soleil d'Andalousie, et dans une suave mélodie douloureuse, plaintive, farouche, retentit le serment que le combat ne cessera jamais pour toi, Patrie, Espagne.

España madre,
Que ahora agonizas,
Resurgirás cristalina.
Y la huella
Que a tu campo hace sangrar
Se disipará.
Y entonces, madre, cantarás.

Espagne mère,
Qui maintenant agonise.
Tu ressurgiras cristalline,
Et la plaie
Qui fait saigner ton terroir
S'effacera.
Et alors, Mère, tu chanteras.

Les applaudissements menaçaient de faire s'écrouler la baraque. Ils enivraient ceux qui applaudissaient et allumaient de nouveaux applaudissements, comme si l'on applaudissait aussi aux applaudissements. Car les applaudissements en présence du colonel étaient des applaudissements particuliers ; ils ne s'adressaient pas seulement à l'exposé des chanteurs ; ils s'adressaient à leur courage, à leur amour de la petite patrie, ils allaient au pays lui-même, pour lequel beaucoup avaient donné de leur sang, ils s'adressaient à l'idée représentée par ce pays et par ses fils qui chantaient. Puisse le colonel seulement savoir ce que nous pensons, ce que nous aimons, ce que nous haïssons.

Les applaudissements étaient une manifestation politique.

Puis virent les Allemands et les Autrichiens : « Nous allons commencer par le chœur de la liberté. »

Chaque numéro était annoncé en français, non pour que les messieurs du premier rang se fâchent, mais pour que les Espagnols, les Italiens, les Hongrois, les Bulgares, les Russes comprennent de quoi il s'agissait.

À chaque mot, à chaque son, mon intérêt actif augmentait. Certes, je ne suis que dans la salle des spectateurs et ne puis en rien contribuer au succès, mais il me semble que je parle et que je chante, et que tout, succès ou échec, dépend aussi de moi. Je me vois en manteau de loden marcher à travers la claire verdure du Wiener Wald⁽¹⁵⁾, à mes côtés une jeune femme. À gorge déployée, elle claironnait :

Les pensées sont libres.

Qui peut les deviner ?⁽¹⁶⁾

Puis, en riant de ses yeux glauques, elle me regardait : « Et pourquoi monsieur le docteur ne chante-il pas ? » Il est interdit à *Monsieur le docteur* de chanter ; il ne peut que rester dans son coin sombre et fiévreux, souhaiter que réussisse le combat évoqué par les chansons et les chants.

En dernier lieu vinrent les Russes : « Une vieille chanson de soldats du XVII^{ème} siècle », annonça le speaker. Et quand s'éleva le « vieux chant de soldats du XVII^{ème} siècle », nous nous regardâmes, à peine capables de nous contenir. C'est le vieux, le nouveau chant des partisans de l'Amour, de la division hardie qui franchit les montagnes et les steppes. Personne, certes, ne pouvait s'empêcher d'accompagner le chant en fredonnant :

« Et ainsi, nous chassâmes la racaille au diable,
Général et ataman.
Notre expédition ne prit fin
Qu'à l'Océan Pacifique⁽¹⁷⁾. »

Les applaudissements étaient aussi puissants que si les partisans du XVII^{ème} siècle devaient être nos libérateurs de demain.

- « On aurait également pu chanter les soldats du marais », dit ensuite Friedrich Wolf. Aussitôt, on dressa un nouveau programme pour la Saint-Sylvestre, cette fois avec « les soldats du marais ».

Rudolf Leonhard offrit à « Napoléon » l'une de ses poésies françaises sur Le Vernet, avec une dédicace qui ne le compromettait pas mais qui exprimait les sentiments amicaux que nous avions pour lui. Rudolf avait acquis de l'influence sur « Napoléon ». Après que son discours pour le mess des sous-officiers avait été applaudi, personne ne pensait que ce petit geste pourrait avoir des conséquences considérables.

Le deuxième matin de Noël, on voyait resplendir sur le panneau d'affichage de la baraque 8, où logeait Rudolf Leonhard et qui, par le grand nombre des combattants d'Espagne qu'elle abritait, avait acquis la réputation d'être la plus combative du quartier, une affiche écrite à la machine :

Je remercie la baraque 8 et tous les autres internés pour leurs salutations. Je sais, et beaucoup de mes camarades partagent avec moi cette conviction, que la majorité des internés du quartier B sont des amis du peuple français. Nous ne sommes pas vos ennemis.

Aucune signature n'était visible, pas même l'initiale impériale N. La lutte pour la fête de Noël s'était terminée par un geste de fraternisation entre la Garde Mobile et les internés.

-----oOo-----

1^{er} janvier - 10 mai 1940

Bienfaisante est la puissance du feu....⁽¹⁸⁾

Deux cars militaires gris-verdâtre virèrent pour entrer dans la cour du camp. « Napoléon », en uniforme noir, était debout devant la baraque de l'État-major, prêt à partir à la tête de sa colonne. Serait-ce maintenant sérieux, avec plan de marche et attaque de flanc ? Part-on pour le front ? D'un visage inexpressif, l'homme élancé regardait dehors sur la grand-route. Connaissait-il la raison de son remplacement subit ? Sans un mot d'adieu, il était parti simplement et une nouvelle garde avait pris le service intérieur, hommes que nous ne connaissions pas.

Le successeur de « Napoléon » était un sergent grand, maigre, à visage de cheval. Il se présenta avec une allocution : « Je n'aime pas les longs discours, dit-il, chez moi il s'agit d'obéir ou... » Le complément muet de la phrase était un léger soulèvement de l'avant-bras, geste qui ne laissait aucun doute sur ses intentions.

À la nouvelle garde appartenait aussi un Noir. À vrai dire, il n'était pas du tout noir, plutôt brun-café, car il était de la race des Martiniquais. De même qu'à partir du premier moment l'appellation « Face de cheval » était restée, de même le sergent à peau sombre et aux yeux de gazelle fut irrévocablement nommé « Négro ». Le « Négro » s'était donné comme devoir de rétablir la discipline, un peu relâchée sous la domination de « Napoléon ». C'était devenu une habitude pour les internés de rigoler pendant les longues allocutions de « Napoléon », comme des élèves quand le professeur ne fait pas attention. Souvent, surtout dans les derniers rangs, cela se passait peu militairement.

Mais un camp de concentration n'est pas une cour d'école, ni l'appel une récréation de dix heures et, somme toute, les internés ne sont pas des écoliers. Si la place qui s'étendait devant les baraques devait déjà être absolument comparée à une cour, il fallait plutôt la considérer comme une cour de caserne. Partant de ces réflexions, le « Négro » fit la chasse à ceux qui arrivaient trop tard à l'appel, ou qui bavardaient après le garde-à-vous, ou qui sournoisement se tiraient l'un l'autre par la manche, ou même s'éparpillaient lentement après le dernier appel. Il eut bientôt découvert que plus le chasseur s'approchait du gibier à l'improviste, plus importante était la proie. Dès qu'il avait attrapé quelqu'un, il ne criait pas, non, mais poliment, posément, il consignait le nom du délinquant, tout à fait insensible à toutes les tentatives que faisait l'autre pour se disculper. Celui qui, lors du *garde à vous* laissait les mains dans les poches de son pantalon et n'ôtait pas sa casquette conformément aux prescriptions, celui qui était même surpris à lire, à jouer, à causer du désordre, à arriver trop tard, venait impitoyablement s'inscrire dans son bloc-notes. La taxe était huit jours de corvée de latrines ou quatre jours de taule. Tout cela nous contrariait, non par l'importance de la punition, mais parce qu'il nous semblait devoir tout reprendre au début, et que les jours revenaient où l'on nous faisait travailler avec le dégradant « allez, hop », comme des moutons.

Plus intelligent que ses camarades, le « Négro » faisait la guerre aux briseurs de discipline en montrant de l'initiative et de la persévérance, comme s'il suivait une impulsion intérieure. Certains pensaient qu'il ne voulait rien d'autre que se faire valoir auprès de ses supérieurs, et pour cela nous faisions juste à point son affaire. Chaque fois que j'observais son visage sombre, je trouvais aux commissures de ses lèvres une indolence ironique, et un feu secret dans ses yeux humides et brillants. Il me semblait que cet homme de couleur jouait avec satisfaction le rôle de gardien des Blancs. Il pensait probablement à une enfance sans joie, dans son village natal, quand le maître, du haut de son cheval, cinglait de sa cravache les jeunes nègres. Peut-être que le maître blanc portait l'uniforme qui était aujourd'hui le sien. Combien d'humiliations avait-il dû subir avant de devenir sergent de la Garde Mobile, le stick autour du poignet, avant de pouvoir commander à des hommes blancs et leur distribuer des punitions allant de huit jours de corvée de latrines à quatre jours de taule.

Pour nous mettre à l'abri de lui, nous placions des sentinelles qui n'avaient rien d'autre à faire que de signaler son approche. Les internés, eux aussi, avaient leur orgueil.

Il arrivait que le « Négro » déambulât des jours entiers, le bloc-notes à la main, sans trouver de victime ; mais sa bouche continuait à sourire poliment, ses dents éclataient de blancheur, ses yeux brillaient humidement, et tout son corps évoquait l'affût du chasseur, toujours prêt à se précipiter sur l'imprudent gibier qui se sent en sûreté.

Mordant, le vent des Pyrénées soufflait des cimes, éveillant le désir d'avoir une chambre chaude où pouvoir dégeler ses doigts gourds. Mais jusqu'en plein janvier nos sombres cavernes-habitations restèrent sans chauffage. Finalement, quand fut placé dans la baraque un poêle de tôle et que les hommes du service de l'Intendance apportèrent le matin quelques bûches, juste de quoi alimenter l'appareil pour quelques heures, alors le bienfait du feu réchauffant fut minime, mais grand, au contraire, le tourment de la *fumée* piquante. Tout autour du corps noir et arrondi du poêle étaient rassemblés dix à vingt hommes qui, pour rien au monde, n'étaient prêts d'abandonner leur place dans le rayonnement de la tôle. Sur la plaque, certains préparaient du thé ; *d'autres faisaient griller des harengs ou des pommes de terre*. Le poêle ne réchauffait que les environs immédiats, mais la fumée empestait toute la baraque. C'était presque comique de voir les inébranlables protéger le poêle froid, même lorsque le feu était éteint, comme si la seule vue de la paroi de tôle *maculée* de suie répandait de la chaleur.

Grippe et rhume se propageaient. Le matin, les malades étaient alignés en longues files grises pour être conduits chez le médecin. Des heures durant, des malades fiévreux tremblaient dans le vent glacial, en attendant leur tour. Il y a plusieurs façons de tuer des hommes ; il n'est pas toujours nécessaire que ce soit une balle ou le glaive de la justice. Jules, le voisin fidèle et dévoué de Friedrich, mourut à l'hôpital. Dans son village natal de Galicie, il avait négligé d'apprendre l'usage du savon. Mais après quelques semaines de cohabitation avec le médecin, le poète et le philanthrope, Jules déclara fièrement : « le savon ne m'effraie pas ». Il ne lui fut pas longtemps permis de jouir des bénédictions de la civilisation, car ses faibles poumons ne furent pas à la hauteur du traitement qui leur fut imposé cet hiver-là. Jules, le petit Juif de l'Est de la Galicie, préféra partir pour un monde où l'on n'a pas besoin de savon et où il n'existe pas de camps de concentration. En même temps mourut de pneumonie un journaliste allemand émigré. Nous dûmes : les premiers morts.

Les affres de l'hiver commencèrent. Quelques-uns seulement avaient la force de se laver en plein air par 12° au-dessous de zéro, par suite de quoi, sur le champ, les

doigts gelaient tout bleus. La plupart capitulèrent devant le froid. Il est difficile d'aérer les couvertures, de capturer des puces, de laver la vaisselle avec des doigts gourds. En proie à la fièvre et à la toux, les hommes gisaient sur leur paille, recroquevillés dans leurs couvertures sales, incapables de remuer et n'en ayant pas la volonté. Puces et poux devenaient tout-puissants, la gale sévissait, des bandes de rats affamés couraient sur les planches et le long des montants.

L'unique protection contre le froid démoralisant était une longue marche forcée. Quand on avait fait le tour des baraques pendant une heure au pas cadencé, alors le sang se remettait à circuler, chaud, dans les artères, et l'on pouvait de nouveau tenir le coup un moment.

La seule volonté de lutte contre le froid était déjà un préventif efficace contre les maladies. Ceux qui se lavaient dans la glace et la neige, ceux qui faisaient de la gymnastique en plein air, ceux qui marchaient dans le vent gelaient moins que ceux qui, se terraient, immobiles, sous leurs couvertures pourrissantes.

Mais ce n'était pas seulement les os et les muscles qu'il fallait maintenir en mouvement, la tête aussi devait travailler. Raison, sentiment, *volonté devaient remplacer le charbon* qui manquait et *réchauffer le corps*. Un zèle ardent s'était emparé des prisonniers transis et affamés : *apprendre*, lire. « L'Académie du Vernet » était née spontanément ; personne ne songea à demander l'autorisation au commandant, encore moins au B.I.M., car c'eût été mauvais pour nous si nos geôliers avaient appris ce que nous enseignions et apprenions. Ils interdirent même les cours de langue - si grande était leur peur. Par petits groupes, nous étions accroupis ensemble ; l'un exposait, les autres écrivaient. Une heure plus tard, le conférencier était assis dans un autre cercle et il écrivait ce qu'exposait l'un de ceux qui auparavant avaient écrit. Tous étaient à la fois professeurs et élèves, et tout comme à l'école le temps était entièrement mis à profit. Pendant les récréations, nous courions autour des baraques pour ranimer nos pieds et mains gelés.

Kant et Hegel, Marx et Engels n'avaient pas songé qu'ils serviraient d'étuve spirituelle à des prisonniers transis.

Le combat contre le froid était rendu difficile par la nécessité de le combiner avec le combat contre le manque de lumière. Car la lumière du jour ne suffisait que pour peu d'heures ; la nuit était deux fois plus longue que le jour, et c'était une nuit sans lumière. Encore et toujours l'éclairage manquait dans les baraques. Il n'y avait aucun moyen légal d'y faire face ; le seul recours était l'indocilité. Malgré l'interdiction d'éclairer, presque chaque loge avait sa petite lampe à huile. « Napoléon » et sa troupe avaient déjà pris connaissance de cette rébellion silencieuse ; oui, « Napoléon » avait légalisé à sa façon les petites lampes à huile. Nous avions des sentinelles apostées, dont c'était le devoir, à l'approche d'un homme de la Garde Mobile, de crier vigoureusement : « Éteignez les lumières ». À ce cri, comme par enchantement, l'obscurité se faisait. Un soir, après que son arrivée eut été signalée, conformément au devoir, par notre sentinelle, « Napoléon » pénétra dans la baraque, où il faisait nuit noire. À l'aide de sa lampe de poche il éclairait à la ronde, comme s'il cherchait quelque chose. Finalement, il s'approcha d'une loge où justement une partie d'échecs était en train, lorsque le cri d'alarme immobilisa le jeu. « Vous êtes vraiment des types étonnants, dit « Napoléon », vous jouez aux échecs sans y voir ». Puis il quitta la baraque en riant. Depuis ce jour-là, nous n'éteignîmes plus les lumières et retirâmes nos sentinelles.

Cela, c'était du temps de « Napoléon ». Mais le « Négro » prit l'interdiction des lumières aussi au sérieux que toutes les autres interdictions. Tout à fait subitement, il apparaissait à la porte. Après que quelques propriétaires de lampes eurent été envoyés en taule pour quinze jours, nous replaçâmes les sentinelles. Il n'y eut plus une heure calme. Quatre et cinq fois *au cours de la soirée retentissait le cri d'alarme : « éteignez la lumière »*.

Mon fidèle journal ne me trompe pas. C'était le 19 janvier 1940 que se produisirent les événements suivants :

Dans les heures de l'après-midi, j'avais dû interrompre ma lecture pour me précipiter dans le tumulte de la lutte pour la paille. C'était assez rarement que les prisonniers recevaient de la paille nouvelle pour l'échanger contre la vieille qui pourrissait. Ils portaient les sacs à l'entrée du quartier pour l'y vider. Un tas de vieille paille, qui en partie s'émiettait déjà sous forme de poussière, s'entassait le long de la haie. On en recevait ensuite de la fraîche à raison d'une balle pour neuf hommes. Jamais

la procédure du partage n'allait sans imprécations ni discours infinis. Dès que j'avais ma botte à la main, je pouvais me consacrer au bourrage de ma paillasse. La baraque était enveloppée d'épais nuages de poussière et il n'était plus question de penser à travailler.

Ce soir-là, fatigué et vide de pensées, je fixais la flamme jaune et fuligineuse de ma petite lampe. C'était déjà la cinquième combinaison que j'essayais, mais elle non plus ne valait pas lourd. Le problème était de trouver un dispositif qui permît à la mèche de nager régulièrement dans l'huile malgré le processus de la combustion, et non de plonger dans l'huile, ni d'en interrompre l'arrivée. Vu l'aménagement technique de nos fabricants de lampes, le problème était apparemment insoluble.

Tout à coup j'entendis des cris. Quelques lumières s'éteignirent. Mais je n'avais entendu aucun signal d'alerte. Je continuais à fixer ma lumière. « Éteignez », ordonna une voix d'en bas. En face de moi, le vieux Daniel, à cet instant, se précipita sur sa place et après avoir brisé avec des coups violents le revêtement de bois, il se mit à jeter ses affaires dehors dans la nuit obscure. Alors, moi aussi j'éteignis la lumière et me précipitai dehors.

Au feu !

Le ciel est rouge comme du sang, ce n'est pas la chaleur du jour.

Du toit de la baraque 10, au quartier A, s'élèvent de puissantes flammes. Elles croissent et se propagent sans rencontrer de résistance et en un clin d'œil toute la baraque n'est plus qu'une colonne de feu de la hauteur d'une maison. Devant, à peine à cinq mètres, de notre côté de la clôture est entassée sur plusieurs mètres d'épaisseur la vieille paille sèche que l'après-midi nous avons vidée de nos sacs. Le long de la clôture les hommes, debout et flegmatiques, regardent fixement cet océan de flammes, dont ils ne sont séparés que par la rue du camp. De l'autre côté, on voit des ombres errer, perplexes, à travers les ruelles pleines de monde. Nous ne pouvons pas aider, nous devons nous contenter de contempler les flammes, car le grillage nous sépare du foyer de l'incendie. Déjà des colonnes de Gardes Mobiles s'approchent *mais ils n'accordent aucune importance au feu. Ils ont plus important à faire*. Excités, les officiers donnent des ordres. On poste des mitrailleuses et un dense cordon est mis en place autour du quartier qui brûle. Qui aurait pensé à prendre une telle précaution ! Ce n'est que

maintenant, une fois prises les « mesures de sécurité », qu'approche en roulant du magasin aux ustensiles un tuyau pour lequel on cherche le branchement d'eau.

Sans attendre toutes ces manœuvres, les flammes, entre temps, ont saisi la deuxième baraque. Déjà se consomment les chevrons du toit et les cadres des fenêtres mais il ne faut que quelques minutes pour que les parois de la baraque au revêtement de carton goudronné forment un nouveau foyer d'incendie. Calmement, le vieux Daniel, à côté de moi, constate que le vent ne souffle pas en direction de notre quartier, mais bien au contraire à partir de nous, de sorte que nous avons quelque espoir d'être épargnés. Quelques hommes décidés formèrent une chaîne pour ôter la paille ; d'autres s'occupaient d'anéantir sur-le-champ chaque étincelle qui volait jusqu'ici. De cette façon, on réussit à éteindre avant toute propagation les nombreux petits foyers qui s'étaient formés dans la paille. Nous devons craindre d'être pris sous le feu de la sentinelle, car l'ordre stipulait : loin de la clôture ! Irrésistiblement, la montagne de paille aurait été la proie des flammes et tout le camp aurait irrésistiblement brûlé si nous avions obtempéré.

Entre temps, le colonel est apparu. Déjà le tuyau verse de l'eau, un mince petit filet qui, impuissant, siffle et se réduit soudain en vapeur. La troisième baraque est la proie des flammes tandis que la première est déjà réduite en cendres jusqu'au fond et bientôt la quatrième brûle aussi, entièrement embrasée. Voici que s'amènent deux motopompes, venant sans doute de Pamiers, tout proche. Et maintenant, de plusieurs côtés, des gerbes d'eau s'abattent sur les baraques qui ne brûlent pas encore, afin de les protéger des étincelles. Les pompiers, sans demander la permission aux officiers, ont mis dans les mains des internés, debout tout autour, de longues barres de fer avec lesquelles ils abattent les poutres et les montants, qui maintenant se consomment, pour que le feu soit ainsi privé de nourriture.

Peu à peu s'était calmée la rage des éléments qui, avec nous, haïssent cette création de la main de l'homme. La cinquième baraque fut abattue avant que ses parois se fussent enflammées : ainsi fut empêchée la propagation du feu sur la baraque-hôpital, qui était contiguë et dont l'évacuation avait déjà commencé.

De l'autre côté, on emportait des blessés sur des civières. Les brûlés furent enfermés dans des baraques jusque-là inoccupées. Parmi eux se trouvaient Mario et Giuseppe, dépouillés de leur dernière chemise et de leur unique couverture - cette nuit-là il me sembla que le froid était encore plus froid. *Mais, à côté de moi, un jeune*

espagnol qui, au lieu de chaussures avait des chiffons autour des pieds, disait en ce moment : « Depuis fort longtemps je n'ai pas eu aussi agréablement chaud que ce soir. »

Le feu était né dans la baraque 10 et il n'était pas difficile de comprendre comment. L'une des petites lampes interdites s'était renversée, la flamme avait pris à la paille sèche et au même instant brûlait aussi déjà le carton du toit imprégné de goudron. La petite lampe qui avait causé la catastrophe était celle de Mario et de Giuseppe.

Le moins que l'on pût faire était de collecter quelques effets pour les brûlés. Au commando, le problème parut beaucoup plus simple. Contre les « coupables » Mario et Giuseppe fut introduite par le Procureur de la République de Pamiers une procédure criminelle pour incendie volontaire par négligence. Ainsi la justice était satisfaite. Mais pour que de tels délits fussent rendus impossibles à l'avenir, il fut enjoint à la Garde de poursuivre désormais avec une sévérité sans défaillance toute infraction à l'interdiction de lumière. On fit savoir aux internés, par voie d'affiche, que désormais quinze jours d'arrêts de rigueur seraient la punition minimum pour la possession d'une petite lampe, et cela indifféremment, qu'elle soit éteinte ou allumée.

Dans les nuits suivantes, quelques camarades ayant été, de fait, conduits en prison, nous renonçâmes à ce combat inégal.

L'obscurité régna.

Je fus à deux reprises repoussé par la garde quand, avec un paquet d'effets collectés, je m'annonçai au portail avec le désir d'être introduit dans le quartier brûlé où j'avais vécu des semaines inoubliables. Des surfaces noircies par la fumée bâillaient là où se dressait jadis la baraque où j'avais ressenti les premières impressions du Vernet.

Un visage se détacha de l'équipe de surveillance nouvellement arrivée. Un vieux, trapu, aux cheveux gris et aux lunettes sombres sur des yeux qui clignotaient gauchement quand ils étaient exposés sans protection à la lumière du jour. On aurait parié qu'il s'agissait d'un professeur de collège à qui les vers d'Horace suffisaient pour remplir sa vie. Pour un adjudant de gendarmerie, tout en lui était trop débonnaire, trop digne de confiance, son visage était celui d'un homme qui se sent malheureux et qui essaie de ne pas le laisser paraître.

Je m'adressai au monsieur à lunettes en le priant de m'accorder la permission d'apporter à Mario et à Giuseppe les effets collectés. Celui à qui j'adressais la parole me regarda de ses yeux tristes comme s'il voulait dire : et pour cela ma protection est nécessaire ? Sans un mot nous passâmes au quartier A ; les deux portails grillagés s'ouvrirent obligeamment *devant l'adjudant. On alla chercher Mario et Giuseppe, d'autres* vinrent avec eux, plusieurs que je connaissais et beaucoup de nouveaux qui m'étaient étrangers. Je dis intelligiblement pour tous : « Ceci, les camarades du quartier B l'envoient aux victimes de l'incendie. Ils prient Mario de procéder à la distribution ». Pour la première fois depuis des mois, nous nous tendions de nouveau la main.

L'obscurité avait aussi ses avantages. Personne ne pouvait remarquer que chaque matin, à cinq heures, je me glissais hors de mes couvertures. Il faisait nuit noire dans la baraque. Le grand August attendait déjà aux latrines. Nous n'avions que quelques minutes à rester immobiles, puis la ronde passait. S'ils éclairaient à l'intérieur avec leur lampe de poche, nous étions accroupis, passifs, comme si nous n'avions rien à faire de plus urgent. Carabine à l'épaule, protégés du casque d'acier, les gendarmes allaient loin, dans la direction de la cuisine. Nous nous glissions derrière eux, en relative sûreté, jusqu'à la baraque 20 encore inoccupée à cette époque-là. Vite à l'intérieur dans le vide béant. Tout près de la sortie de derrière qui menait à la clôture intermédiaire, nous nous mettions à agiter avec empressement les bras comme des ailes de moulin. D'abord, c'était agréable et cela réchauffait nos os, car il faisait « pouilleusement » froid, comme aurait dit Paul. Mais deuxièmement les exercices de gymnastique étaient un alibi passablement digne d'être cru pour justifier notre présence, par ailleurs suspecte à cet endroit et à ce moment. Avant que la ronde ne reprît le chemin du retour, nous avions au moins dix minutes sûres. Alors, de l'autre côté, en C, au-delà du barbelé brillait une allumette ; quelqu'un allumait une cigarette. Gerhart se tenait prêt. Si bien choisi que fût l'endroit, il avait un défaut : du haut d'un grand mât, une ampoule électrique éclairait le fossé qui, parallèlement à la clôture, séparait les deux quartiers. J'attendais à l'ombre de la baraque. Le grand August devait avoir l'œil sur la ronde et nous mettre à l'abri des curieux. Alors... de l'autre côté, dans l'obscurité, la cigarette rougeoyait trois fois, trois aspirations profondes. L'air était pur. Il s'agissait encore de franchir le fossé qui se trouvait dans le cône lumineux de l'ampoule électrique et déjà j'étais à la clôture, dans l'obscurité protectrice. Pressé tout contre la grille, le grand Rudi se tenait là-bas. Les

phrases, fermement arrêtées d'avance, étaient vite échangées ; parfois un petit billet, lesté d'un caillou, volait par-dessus la grille. Cinq minutes, pas plus. À cinq heures et demie j'étais de nouveau couché dans mes couvertures. La liaison avait été *concluante malgré « Face de cheval » et « Négro »*.

Cela n'était pas sans importance. Ces jours-ci était apparu au Vernet un commissaire spécial de la Sûreté qui s'était établi dans un bureau de police particulier, à côté du secrétariat du lieutenant. Bientôt nous avons découvert ce que voulait l'homme en civil. Le gouvernement l'avait envoyé pour inciter les prisonniers à témoigner par leur signature leur acceptation de l'internement. Oui, certes, ni plus ni moins que leur acceptation. La genèse de cette idée ne nous resta pas, non plus, inconnue. Le Conseil des ministres avait été saisi de la discussion qui s'était instaurée dans la presse étrangère au sujet des conditions d'existence au Vernet. Le ministre de l'Intérieur devait entreprendre quelque chose pour mettre fin à cette pénible campagne qui nuisait à la considération de la France. Le plus simple eût été de dissoudre le camp de répression du Vernet et de libérer ses occupants. Mais cela parut bien trop simple au ministre de l'Intérieur - il s'appelait Albert Sarraut. Il avait une autre idée moins simple, mais peut-être, si tout allait bien, aussi efficace. L'objection principale de la presse étrangère contre l'internement ne reposait-elle pas sur son illégalité beaucoup trop criante ? Si l'on réussissait à trouver un motif légal pour l'internement, fût-ce après le fait accompli, alors, aussitôt, l'objection légale était sans fondement. C'est pourquoi monsieur le ministre de l'Intérieur décréta que toutes les personnes qui, sur motivation des lettres de cachet de la Troisième République, avaient été amenées au Vernet et enfermées dans ce camp devaient être considérées comme expulsées. Le camp du Vernet fut déclaré zone neutre, pays des expulsés, désormais légalement hors de France. À droite c'est la France, à gauche c'est la France ; là seulement où l'interné met le pied, ce n'est pas la France.

Ce plan était malin, mais avait un défaut. D'après la loi, l'expulsion devait être notifiée en bonne et due forme à l'expulsé, qui devait en ratifier la notification par signature. Ainsi l'exigeait la loi, et non sans raison. Sinon, comment un tribunal pouvait-il, d'après les dispositions légales, punir l'expulsé qui était arrivé au pays, s'il ne pouvait être prouvé que l'expulsé avait su qu'il était un expulsé ?

Quant aux internés du Vernet, ils étaient expulsés depuis déjà sept mois, sans que personne ne le leur eût dit. C'est pourquoi le commissaire spécial en civil venait

maintenant, envoyé par monsieur le ministre de l'Intérieur, pour tenir compte de la loi et notifier aux internés du Vernet que déjà depuis le 12 octobre 1939 ils étaient expulsés de France et qu'au fond ils n'étaient plus en France.

C'est ainsi que le commissaire spécial commença son activité *qui consistait à convoquer chaque jour dans son bureau quarante à cinquante internés* et à leur faire savoir que depuis *telle ou telle date* ils étaient expulsés et s'exposaient à une punition pour être restés en France, au sujet de quoi il fallait seulement observer que Le Vernet se trouvait, pour ainsi dire, hors du pays. Mais si l'un d'eux voulait quitter ce libre asile qui leur était généreusement - quoiqu'aussi par contrainte - attribué par le gouvernement, il contreviendrait à la loi sur les expulsions et serait condamné à six mois de prison. « Je vous en prie ; signez. »

Les internés du Vernet écoutèrent attentivement le discours du commissaire, puis firent demi-tour et rentrèrent « à la maison ». Signer ? Ils rirent à l'idée naïve que, par leur propre signature, ils devaient sanctionner leur maintien en captivité illégale. À quel degré de sottise devait les estimer ce ministre de l'Intérieur ! À l'exception des gens du B.I.M., toujours volontaires, tous les internés refusèrent d'apposer la signature qu'on leur réclamait.

Cela avait été convenu dans l'obscurité protectrice de l'heure matinale, à côté de la clôture interdite, entre les deux quartiers politiques. À trois reprises la cigarette de Rudi avait rougeoyé ; il fit trois profondes inspirations et la liaison réussit. Bienfaisante est la puissance du feu, quand l'homme la dompte, la surveille.

Monsieur le Commissaire Spécial se trouva empêtré dans des conversations pénibles qui lui faisaient perler la sueur au front et ne servaient nullement l'autorité de l'État. Le fait que le représentant du pouvoir était en civil y fut pour beaucoup : cela réduisait visiblement la distance entre autorités et prisonniers.

L. était l'un de ces petits bourgeois à qui l'injustice affine l'ouïe. Propriétaire d'une grande imprimerie à Paris, il fut, le soir de la mobilisation générale, arrêté avec les mille « premiers » et enfermé dans une cellule de la Santé. Son dossier mentionnait que « des brochures communistes » avaient été fabriquées dans son imprimerie. Jusqu'à ce jour-là, des « brochures communistes » étaient pour L. des imprimés comme d'autres ; il

importait techniquement de les fabriquer de manière impeccable et de calculer pour cela un profit approprié. Le contenu concernait l'auteur, et aussi, à la rigueur, le correcteur.

Ayant quitté son bien-être bourgeois pour la cellule infestée de rats, arraché à sa femme et à ses enfants, l'imprimeur sentit s'éveiller en lui la question courroucée : « Pourquoi ? » Les fatales brochures, il ne pouvait plus les consulter car, en qualité de « corpus delicti » elles *étaient dans son dossier de la sûreté. Mais à côté de lui il vit les hommes qui les avaient rédigées. C'étaient des gens calmes qui assumaient* les paroles qu'ils avaient *prononcées et écrites*. Les auteurs de ces brochures qui avaient amené au camp de concentration le bourgeois aisé, rencontrant le bourgeois aisé lui-même, voilà un sujet pour auteurs dramatiques. On attend un conflit, des reproches, des controverses sur la question de la culpabilité. Mais en l'occurrence la rencontre se déroula tout autrement. L'imprimeur devint l'ami des auteurs. Au lieu de leur faire des reproches, il leur fit des cadeaux, partagea ses colis et son argent avec eux. Car au cours de cette longue coexistence dans la nuit, le froid et la saleté, il avait appris à comprendre qu'ils avaient raison.

Quand le Commissaire Spécial eut terminé son allocution - il se contentait de débiter les phrases sur un ton monocorde, sachant bien déjà par une expérience de plusieurs semaines que sa mission était inexécutable. - L. se racla la gorge à deux reprises : « Excusez, Monsieur le Commissaire, puis-je poser une question ? » Fatigué, le fonctionnaire dit oui. « Ne disiez-vous pas à l'instant que depuis le 12 octobre 1939 je suis expulsé de France ? »

- Oui, certes, j'ai dit cela. »

- « Eh bien, répondit tranquillement l'imprimeur obéissant, alors laissez-moi obtempérer à l'ordre. »

- « Que voulez-vous dire ? »

- « Je veux dire qu'un expulsé doit quitter le pays. Voici mon visa américain. Voici mon billet. Je signe aussitôt l'ordre d'expulsion si vous me donnez la possibilité d'obtempérer. »

Le commissaire perdit un instant la parole. Les internés étaient dans l'étroit bureau, se réjouissant des malheurs de l'autre, et comme la réponse ne venait pas,

quelques-uns se mirent à rire, d'autres approuvèrent l'imprimeur qui regardait, triomphant, autour de lui. « L'homme a raison, pourquoi ne le laisse-t-on pas libre ? »

Le moment me parut favorable pour tenter ma chance. « Je n'ai certes pas de visa, dis-je au commissaire, qui essuyait la sueur de son front, mais moi aussi je voudrais poser une question. Vous avez des camps pour Autrichiens et vous avez Le Vernet. D'après quel principe envoyez-vous l'un ici, l'autre là-bas ? Je suis autrichien et je voudrais savoir pourquoi vous m'attribuez comme séjour forcé Le Vernet et non l'un des autres camps où mes compatriotes sont ensemble ? »

- « Vous n'êtes quand même pas un enfant, commença-t-il, vous comprenez bien la différence. »

- « Je ne comprends rien, je vous pose la question. »

- « Soit ! Vous ne voulez pas comprendre. » Il prit dans la poche de son *manteau* « *La Dépêche* » de Toulouse. « Voyez, c'est un collègue et compatriote à vous qui écrit l'article de fond. Si vous vouliez, vous pourriez également écrire des éditoriaux. Maintenant, vous savez la différence. »

- « Excusez, Monsieur le Commissaire, mais je ne vous ai pas demandé la permission d'écrire des éditoriaux ; je vous ai seulement demandé un lieu de séjour digne d'un homme. »

- « Vous jouez avec le feu », menaça le commissaire.

- « Nous ne jouons pas, nous défendons notre vie et notre honneur. »

Alors, impatient, il éclata : « J'en ai assez ! Alors, personne ne signe ? »

Personne ne signa.

Cette époque épouvantable, sans lumière, dura jusqu'à la mi-mars. Tout à coup les ampoules électriques brûlèrent dans les baraques ; c'était comme un miracle ; croire à cela, les sens s'y refusaient. Pendant des heures nous restions debout sous les ampoules qui éclairaient le long boyau à trois endroits et nous fixions la lumière blanche. Elle ne pénétrait pas au-delà d'un secteur relativement étroit, car la charpente était

encombrée de valises et d'habits suspendus. Mais c'était de la lumière, une lumière électrique, rayonnante, blanche. Je poussai ma petite table au bord de l'étage de planches et j'étais alors assis comme à une tribune, à la lueur de la lampe centrale.

Naturellement nous ne pûmes pas arborer des œillets rouge-feu lors de ce premier mai, mais l'humeur de bravade qui nous remplissait nous fit, bien des jours à l'avance, machiner des plans, de manière à pouvoir montrer avec le plus de vigueur que notre foi en la victoire de la cause juste n'était pas brisée.

C'était plus qu'une attitude de défi ; c'était l'exploration de la mentalité de nos gardiens. Nous essayions moins d'obtenir leur bienveillance que de tenir en éveil leur respect. Par légitime défense, car nous savions qu'ils ne comprenaient pas un autre langage.

Le premier mai 1940 fut, au Vernet, un jour riche en événements. Lorsque, à cinq heures, la ronde de nuit traversa la cour pour la dernière fois, elle brancha les sirènes d'alarme. Le spectacle qui s'offrit à elle était inhabituel. Quelques centaines d'internés, en étranges vêtements de nuit, tels qu'ils venaient de sauter du châlit, s'étaient rassemblés en colonnes par deux. Après avoir, pendant quelque temps, parcouru la cour au pas de marche, ramenant les bras à la poitrine, ils se mirent à courir à fond de train. « On doit bien avoir le droit de faire des exercices d'assouplissement » *dit l'un des « meneurs » pour rassurer les gendarmes désemparés qui regardaient la scène.*

L'étrange défilé de Mai était à peine terminé que le lieutenant apparut. Personne ne l'avait encore jamais vu à une heure si matinale. Il nous regarda, nous le regardâmes, et les regards n'exprimaient pas une profonde amitié. Qu'apporterait bien encore le jour, en fait de surprises ?

Il n'arriva rien d'autre, si ce n'est qu'à l'appel du matin beaucoup d'internés avaient revêtu leurs habits d'été conservés avec soin. Des boules de naphtaline avaient protégé mon costume contre les mites en vue du jour inimaginable du départ. Quand je le tirai de la valise, il avait l'aspect un peu affaissé. Étrange, de se retrouver en veste et pantalon long, col et cravate autour du cou. Bien plus étrange encore était le fait que la somme de ces étrangetés changeait complètement l'aspect du camp. D'un seul coup, devant les baraques, c'était l'atmosphère qui règne le dimanche devant l'église du village

quand les hommes, après l'office, se réunissent pour échanger des idées sur les affaires de la commune. Des voisins se saluent solennellement, comme s'ils se rencontraient pour la première fois : « Tiens, voilà Erich..., je ne l'aurais pas du tout reconnu. »

Le lieutenant aussi aperçut ce changement et il ne cachait pas son mécontentement. Mais quelle prise avait-t-il pour réagir contre cet étalage d'euphorie, dont l'esprit rebelle sautait pourtant aux yeux ?

Pour toi, lieutenant, c'est un jour de travail, mais pour nous, c'est un jour de fête !

Les hommes, devant les baraques, n'avaient que cette pensée, conçue sans mots dans leur tête, quand ils voyaient passer la mine sombre du lieutenant. Mais le grand August et toute l'équipe de menuiserie le lui avaient lancé en plein visage. Le matin, ils n'avaient pas paru au travail et quand pour cette raison, le lieutenant les convoqua, ils lui dirent la vérité : le 1^{er} Mai, on ne travaille pas.

Alors, on les conduisit en prison. Ils défilèrent très droits, presque raides, cinq hommes dans de beaux habits du dimanche. « Quinze jours d'arrêts de rigueur pour refus de travail », avait hurlé le lieutenant, qui fit dire aux internés : « Au cas où quelqu'un désirerait participer à des démonstrations communistes, il y a encore de la place en taule ». Attends, lieutenant, le jour n'est pas encore fini !

Ce jour-là, les porteurs de tinettes durent s'acquitter d'un devoir particulièrement important. La mission qu'on leur avait assignée était de rapporter des fleurs, beaucoup de fleurs du bord de la rivière et des champs que longeait la voie des immondices ! Et ils arrivèrent avec de gros bouquets de marguerites et de pâquerettes. Jamais encore des fleurs de Mai n'avaient brillé plus rouges que ces blanches fleurs des champs aux boutonnières dominicales des hommes.

Vers midi un corso de fleurs passa au nez du lieutenant qui s'était posté au portail devant le corps de garde. Il n'était permis ni d'aller se promener ni de porter des marguerites à la boutonnière. Le lieutenant aussi le savait. Son visage était rouge comme les œillets que nous n'avions pas quand il se fit ouvrir le portail pour disparaître à grands pas dans la direction de l'État-major.

Les fêtes de Mai « officielles » étaient fixées aux premières heures de l'après-midi. Les hommes étaient assis ensemble dans les loges, Autrichiens, Espagnols, Italiens,

Ukrainiens, Bulgares, Tchèques, Hongrois, Polonais et Allemands. S'il n'y avait rien d'autre, alors une serviette était étalée sur la table, et un verre de thé était là pour trinquer. Ils parlaient de leur petite patrie et disaient comment y était organisé le jour de Mai interdit, soit à Berlin, soit à Turin, soit à Varsovie, soit à Vienne, comment la police venait pour empêcher ce qu'il était impossible d'empêcher.

Des sifflets venus du dehors firent alors dresser l'oreille aux hommes. Tout le monde courut dans la cour, que bloquait une Garde Mobile étrangère. Les gendarmes donnaient la chasse aux internés qui portaient des fleurs à la boutonnière. Ils allaient de baraque en baraque pour attraper les délinquants. Mais, d'une façon étonnante, les recherchés venaient à leur rencontre, à mi-chemin. Ils vinrent si nombreux que les gendarmes renoncèrent bientôt à leur arracher les fleurs de la boutonnière. C'était pour eux trop ennuyeux : « Alignez-vous tous devant le corps de garde », commanda-t-on. Alors seulement je compris pourquoi le lieutenant avait amené les gendarmes du quartier A pour exécuter cette action. Cette chasse aux fleurs eût été à peine exécutable avec ceux du quartier B qui avaient la pratique des politiques. Les gendarmes étrangers au quartier étaient éméchés : dans cet état, ils considéraient comme une victoire que la colonne des « arrêtés » devint de plus en plus longue devant le poste de garde. Toujours d'autres hommes arrivaient en masse et entraient dans le rang. Ce qu'on n'avait encore jamais vu était arrivé ici : des volontaires pour les arrêts. Alors, pour que la mesure fût comble, on alla jusqu'à dire que tous ceux qui, pour des raisons démonstratives, avaient mis leur costume des dimanches devaient aller en prison. Maintenant, déjà la majorité du quartier était dans le rang, qui s'allongeait depuis le poste de garde jusqu'au loin derrière ; des gens y étaient entraînés qui jamais de leur vie n'avaient participé à une manifestation de Mai - et qui n'y auraient jamais participé si la sottise de cette répression ne les avait étiquetés manifestants de Mai, contraints et forcés.

Le vieux Daniel attendait également d'être amené au cachot. Le colporteur juif de Metz, qui se vantait de n'avoir jamais rien fait contre les autorités, était subitement devenu manifestant de Mai. Son beau costume lui fut fatal, car le chef du quartier de C était saoul et son œil à fleur de tête ne put distinguer *si Daniel portait son costume du dimanche pour des raisons subversives ou parce qu'il n'avait pas besoin d'économiser ses costumes*. En tout cas, lui aussi était dans la colonne des internés qui devaient aller en prison pour « menées communistes » et, semblait-il, cela ne l'effrayait même pas.

En réalité il n'y avait aucune raison de pleurer. Environ sept cents hommes se pressaient pour être emmenés dans la prison qui n'avait de place que pour vingt détenus. Perplexe, le chef de la troupe rejeta sa casquette en arrière et du dos de la main essuya la sueur de son front. Pendant une demi-heure encore, en colonne, les hommes se tinrent là, bavardant et attendant. Finalement, quand les gendarmes eurent été rappelés, la colonne se désagrégea. Ce jour-là, le lieutenant ne revint plus.

Si les cinq n'avaient pas été en cellule, on aurait pu parler de victoire. Mais dans la nuit, ceux de la baraque 9, qui était la plus rapprochée de la prison, entendirent des cris et des coups.

Ils déchargèrent leur rage sur ceux qui étaient sans défense.

Le matin suivant, tondus au double zéro, les cinq défilèrent le long de la voie des latrines, le regard fixe et dirigé vers le lointain.

Dans mon journal, je me contentais de noter les dates qu'on ne pouvait pas reconnaître ; nous ne pouvions pas savoir ce qui nous attendait. Nul n'avait le droit de se compromettre et de compromettre les autres par des notes écrites. Un seul, qui faisait partie des hommes qui se taisaient et se sentaient responsables de tout ce qui arrivait, consigna par écrit, ouvertement, ce que lui et nous tous nous pensions. Il l'écrivit dans des lettres qui passèrent à la censure. Car il fallait qu'il en eût un qui ne voulût pas se taire mais qui accusât. Ses lettres étaient des traités politiques, des témoignages humains, des documents historiques. Plus tard, on sut que la censure avait transmis chacune de ces lettres au Préfet. Dans l'une d'elles, pleine de sévérité, je lus :

« Aujourd'hui nous sommes muets, mais nous pensons. Nos pensées sont à craindre comme la flamme qui chauffe et nettoie, qui éclaire et anéantit. La vraie guerre n'a pas encore commencé, mais le jour n'est pas loin où la France aussi sera mise dans la balance de l'histoire. Une fois déjà, un régime a dû payer de son existence la Bastille. La Troisième République soutiendra-t-elle mieux l'épreuve du feu ? »

-----oOo-----

10 mai - 1er juillet 1940

Coup d'aile de la Mort.

Nous étions debout devant le haut-parleur et nous écoutions la nouvelle. Ce n'était pas l'un de ces bruits qui émergeaient chaque matin pour être remplacés le soir par un autre. Le grand *quartier général*, lui-même, donna l'information : les armées allemandes sont entrées en Hollande et en Belgique. Des semaines durant les journaux avaient soumis leurs lecteurs à la torture : quand et où les Allemands frapperont-ils ? Tout à coup, elle était là, la grande offensive redoutée.

Béni soit notre haut-parleur. Devant son pavillon noir, nous nous rassemblions tous les soirs à sept heures et nous écoutions attentivement les nouvelles du théâtre des opérations. Maintenant, devaient se décider le sort de la France et, avec lui, notre sort.

Nous étions bien éloignés du théâtre des opérations, mais très bientôt la guerre vint à nous. La grand-route et le ballast de la voie ferrée qui passaient devant notre quartier étaient notre fenêtre sur le monde. La portion de route et de voie ferrée que nous pouvions embrasser du regard étaient pour nous la France ; toujours, ce qui arrivait dans le pays ne devenait réalité perceptible à nos sens qu'en se projetant sur cette distance.

Et il advint que la guerre s'y projeta. De notre fenêtre, nous pûmes l'examiner dans toutes ses phases, indépendamment de tout ce que les journaux et la radio annonçaient ou niaient. Ici était visible, comme sur une scène, ce qui se jouait sur le théâtre sanglant de la guerre.

D'abord, nous nous étonnâmes de voir les autobus vacillants de la ville hollandaise de Leyde, qui choisissaient tout à coup pour leur trafic la route éloignée des Pyrénées. Puis vinrent les autobus d'autres villes de Hollande et de Belgique, que la plupart d'entre nous ne connaissaient que par leur livre de géographie. En un cortège infini, de jour et de nuit, défilaient autos et charrettes, autobus et camions avec matelas et voitures d'enfants, valises et caisses. Aux plaques minéralogiques des autos, on pouvait mesurer la profondeur de la pénétration ennemie. Après la Hollande et la Belgique vint la France, dans la suite de ses départements, du Nord au Sud, comme si

tout le pays était un bas dont les mailles se défaisaient et se déchiraient de plus en plus profondément.

Le crépuscule fantomatique s'était installé depuis déjà quelque temps quand Putzi arriva en courant, hors d'haleine, et s'écria : les Parisiens sont là ! Et en effet ils étaient là, nos verts autobus parisiens qui, souples comme des alligators, avaient serpenté le long des ruelles tortueuses du Faubourg Saint-Germain ou obstrué en masses compactes la largeur des bruyants boulevards. Nos retrouvailles étaient émouvantes. Ils passaient en un long cortège, intérieurement éclairés d'une lumière mate et chargés de femmes et d'enfants. Avec leurs plaques aux noms de rues parisiennes, ces grands monstres semblaient s'être égarés dans le chaos de la débâcle.

Jusqu'ici, sur notre section de voie ferrée, il n'y avait eu rien de particulier à voir. Dans la journée, deux *trains par jour* *faisaient la navette, avec une régularité ennuyeuse, entre Toulouse et Foix, la capitale du département frontière*. Plus loin, au-dessus, vers la frontière, les trains ne circulaient pas depuis que la guerre avait éclaté. Mais maintenant des convois de réfugiés et des transports militaires se succédaient sans arrêt, wagons de marchandises et wagons de rapides lancés pêle-mêle, sans règle, comme cela s'était trouvé, dans la hâte de l'évacuation. Femmes et enfants, sans regard, étaient assis dans les larges ouvertures des wagons de marchandises et laissaient pendiller leurs jambes. Depuis combien de temps déjà étaient-ils en route ? Par séries de rames infiniment longues, des trains de la Croix Rouge roulaient vers le sud, mais étonnamment vides. Des transports de matériel suivaient, artillerie lourde et tanks, tout vers le sud, et nous pensions qu'on se battait dans le nord ! Qui pouvait s'y reconnaître ?

Nous passions toute la journée contre la haie qui était notre fenêtre sur le monde et nous nous efforcions d'observer les files de wagons, nous évertuant à deviner par la composition des trains les événements du front.

À côté de moi se tenait le chef de baraque Villa et son fils Pedro. L'Espagnol avait laissé sa femme dans un village près de Sedan. Cet homme robuste au visage toujours souriant semblait se rétrécir lentement. Ses yeux sans éclat suivaient chaque wagon, chaque train : elle devait passer là, sa femme, si elle vivait encore. Pedro, le fils, ne quittait pas son père. Il avait des yeux plus perçants ; peut-être trouverait-il sa mère. De temps en temps retentissait un cri de joie, mais chaque fois c'était une illusion des sens

fatigués. Elle ne vint pas, la femme, et jamais par la suite on ne sut ce qu'elle était devenue, avec ses quatre enfants.

D'autres, cependant, furent gratifiés d'un sort plus heureux. Des femmes vinrent à pied ou à vélo, avec de petits enfants dans le panier aux bagages et demandaient à voir leur mari. Elles avaient tout abandonné, maison et biens étaient détruits ; il ne restait plus que leur mari derrière les barbelés. Le voir, lui parler était le but d'atroces fatigues, subies pendant des semaines ; seul cet espoir donnait la force de supporter ce qui était insupportable. Mais les sentinelles placées devant la porte du camp avaient reçu des ordres stricts : aucune femme n'avait le droit d'entrer dans le camp. L'homme était là, derrière la grille, et dehors était la femme qu'il n'avait pas vue depuis un an. Il pouvait distinguer nettement sa silhouette et, quand elle criait son nom, il pouvait aussi entendre sa voix. Mais déjà la sentinelle s'approchait avec sa carabine et chassait la femme. Elle ne renonçait pas, revenait, priait, implorait, conjurait, pleurait - cela n'émouvait pas les soldats, qui exécutaient les ordres.

Le pays était en pleine déroute ; la puissance de l'État était en train de s'effondrer ; la moitié du peuple vivait sur les grandes routes. L'ennemi chassait l'armée au-devant de lui, villes et provinces lui tombaient à chaque *heure dans la main*, des *forteresses se rendaient comme si elles* n'avaient jamais existé ; une seule chose restait *inébranlable* : la triple rangée de barbelés autour des Intouchables du Vernet.

Une nouvelle tache de couleur vint s'ajouter à ce sombre tableau. Les files d'autos militaires, l'artillerie, les tanks, le train des équipages, les ambulances poussaient les véhicules des réfugiés. Des convois de soldats roulaient vers le sud. Si les femmes et les enfants n'étaient que fatigués et tristes, on voyait aux soldats l'effroi de la bataille. Mais que signifiaient ces soldats en uniforme sale, en lambeaux, sans armes et sans ordre ? Étaient-ce des parties d'armée dissoute par l'ennemi ou des troupes désarmées par leurs propres officiers ? Que se passait-il dans le pays ? Les journaux publiaient des articles tantôt fanfarons tantôt pleurnichards : si l'on savait seulement ce qui se passait ? Le seul élément qui offrait un point d'appui était le communiqué officiel qui, de plus en plus alarmant, mentionnait chaque jour des localités nouvelles. En frappant de puissants coups, apparemment irrésistibles, l'armée allemande pénétrait profondément à l'intérieur du pays.

Un jour, à midi, des bataillons de l'armée belge entrèrent au Vernet, comme prisonniers. Nous étions justement devant le haut-parleur et nous écoutions attentivement les nouvelles quand tout à coup, devant le poste de commandement, de lourds camions s'arrêtèrent d'où descendirent des soldats belges. En ordre militaire, ils obliquèrent pour prendre la route du camp, compagnie après compagnie, conduits par leurs sous-officiers et escortés par la Garde Mobile française. Tout près du portail du quartier A, qui avait été désigné comme séjour aux Belges, un embouteillage arrêta la colonne. À cet instant, la radio transmettait la séance de la chambre belge qui siégeait quelque part en France. Du haut-parleur retentissaient les paroles du président du Conseil belge, qui assurait au monde que l'armée de son pays, malgré la trahison du roi, continuait à combattre sans défaillance aux côtés de son allié français.

Tous les jours les gendarmes amenaient de nouveaux prisonniers. Les baraques étaient combles jusqu'au dernier recoin. Dans chaque loge, où quatre personnes étaient étroitement collées l'une à l'autre, on en pressa cinq. L'effectif de ma baraque s'éleva à deux cent soixante quatre et il ne restait plus qu'un espace vital de cinquante-cinq centimètres de large. Dans plusieurs baraques, on coucha les nouveaux arrivés à même le sol, au-dessous des planches.

Émus, nous nous précipitâmes à la clôture quand le bruit courut qu'un convoi de gens de Gurs était devant le portail. En un long cortège, huit cents hommes des Brigades Internationales *attendaient leur internement. Ils avaient été transférés de Gurs au Vernet pour motif disciplinaire car ils avaient refusé d'entrer dans les compagnies de travailleurs de l'armée française.* Ils avaient derrière eux trois années de guerre contre Hitler et ils auraient été prêts à risquer leur vie chaque jour dans la lutte contre le fascisme, mais ils refusaient de participer au simulacre de guerre de Daladier. Comme le quartier B était comble, on les envoya au quartier C, où ils occupèrent à eux seuls plusieurs baraques. La barrière entre B et C avait maintenant perdu toute raison d'être, mais plus âprement que jamais « Face de cheval » et le « Négro » étaient chaque nuit aux aguets pour surprendre les gens qui faisaient la liaison entre les deux camps.

À côté des victimes de nouvelles rafles et de mesures punitives, les gendarmes chamarrés d'argent amenaient des convois de prisonniers dont l'état lamentable surprenait même nos yeux, habitués à la misère. Déguenillés, les pieds dans des haillons, les yeux chassieux, les joues creuses non rasées, ils employaient leurs dernières

forces à se traîner au bureau de réception. Ils avaient été internés dans des camps situés dans le nord, racontèrent-ils par-dessus la clôture, mais lorsque les Allemands arrivèrent, la Garde Mobile détala et comme personne n'avait pensé à une évacuation opportune, tout le monde se dispersa dans le désordre et la fuite. Parfois les Allemands furent là avant que personne n'eût pu se sauver, et plusieurs camps tombèrent dans leurs mains avec gardiens et détenus. Sur les grand-routes embouteillées, en fuite devant les nazis, ils avaient ensuite été de nouveau arrêtés par les gendarmes.

Ce récit éveilla en chacun de nous les mêmes pensées : qu'adviendrait-il de nous, si l'avance allemande persistait ?

C'est pendant ces jours-là qu'une partie des Espagnols s'en alla. Pedro, mon ami et disciple, fut parmi les heureux qui purent prendre le bateau de la liberté. Ils iraient à Cuba, Saint-Domingue et le Mexique, dans des pays chauds et colorés, où il n'y a ni guerre ni fascisme, où des palmiers fleurissent et où règne la liberté. Un rayon de chaude lumière solaire avait pénétré dans les ténèbres de notre captivité. Alors cela existait, des organisations qui frètent des bateaux, des pays qui ouvrent leurs frontières, des frères qui aident... J'embrassai Pedro : « Nous nous reverrons, dit-il, nous parlerons de vous et nous activerons l'œuvre d'assistance. » Un rayonnement était sur tous les visages, comme un reflet de la liberté. Avec leurs balluchons, ils partirent en riant, chantant et plaisantant... « Au revoir ! Au revoir ! »

Dans les dernières lettres de ma femme s'exprimait la grande détresse de la ville de Paris, sur laquelle se refermait *le cercle de la mort*.

12 mai : « Sinon, ma situation est un peu difficile. On m'a à nouveau supprimé les aides. Je vais chercher la nourriture au " Foyer des œuvres de St-Paul " ; dommage que ce soit si loin. Pour des raisons pécuniaires, je ne m'inclinerai jamais. D'une façon ou d'une autre, ça ira. Même si je suis persuadée que pour nous les difficultés ne font que commencer. »

16 mai : « La pensée que cet esprit malfaisant pourrait vaincre suffirait pour moi à ôter tout charme à la vie. Si je suis prête, malgré l'horreur de la guerre, à en assumer

toutes les conséquences et même à sacrifier ma vie, par contre la perspective de devoir laisser les enfants dans un monde où les canons font la loi et où la liberté est asservie, je ne puis le supporter. Mais non, tout cela ne peut arriver. J'espère que nous vivrons encore de beaux jours, nos enfants sûrement. »

21 mai : « Nous ne savons rien du tout de notre prochain sort. Les enfants sont auprès de moi. Je ne les ai pas donnés à la crèche parce qu'elle est au nord de Paris et risque d'être bombardée plus tôt que Paris. Si j'en avais la permission, je partirais en province ; peut-être alors trouverais-je aussi du travail aux champs. Pour les bombes, je suis fataliste. Je redouterais bien plus l'entrée des troupes allemandes dans Paris, ce serait ma mort à coup sûr. Mais nous n'en arriverons pas là. Cela ne peut pas être, si l'histoire du monde a, somme toute, un sens. »

28 mai : « Où que je sois, je ferai toujours de mon mieux. Peut-être réussirai-je à sauver les enfants en vue d'un avenir plus beau. Tiens la tête haute ; un jour on dira aussi de cette guerre : elle a été. Et, dans le livre de l'histoire, tout ce malheur remplira dix lignes. »

30 mai : « J'ai vu le premier transport de blessés devant le lycée qui, depuis le début de la guerre, a été aménagé en hôpital militaire. J'ai dû détourner les yeux pour ne pas être prise d'un accès de pacifisme intégral, sentiment qui par ailleurs est loin d'être le mien. On prétend ici qu'Hitler a commis une grave erreur en ne marchant pas directement sur Paris. Quant à moi, je ne puis me débarrasser d'un sentiment d'angoisse... »

Il semblait ne plus y avoir de force en France qui fût capable d'empêcher l'effondrement. Le peuple n'avait pas pu s'enthousiasmer pour cette guerre ; à l'homme simple, tout paraissait bien trop plein de contradictions. Hitler était l'ennemi qui menaçait la liberté, disait-on. Mais quiconque osait dire un mot pour la liberté dans son propre pays était chassé de l'armée. Dans notre quartier, il y en avait beaucoup sous l'uniforme de l'armée. Dans la lointaine Afrique *des dizaines de milliers de fils, les meilleurs, se languissaient dans le sable chaud du désert. Quelle était leur faute ? s'interrogeait le petit bulletin qui après un long voyage dangereux, avait trouvé accès dans le camp.* On lisait dessus, en titre : « Humanité ». Le cœur battant, je traduisais les articles pour nos

camarades qui ne comprenaient pas le français. Imprimée en lettres minuscules, la vérité était encore plus percutante que dans la riche présentation de l'époque où nous lisions encore ce journal le matin, dans le métro. Au cours des années qui avaient précédé la catastrophe, ce journal avait averti et exhorté : seul un peuple libre qui sait pourquoi il combat peut avoir la force de repousser l'invasion. L'indépendance nationale est une condition de la liberté, avait enseigné ce journal. Il avait attiré l'attention sur l'exemple du puissant pays de l'Est et préconisé un pacte solide contre « l'ennemi du genre humain » installé au cœur de l'Europe. Mais on ne l'avait pas écouté. On disait au peuple que ses informateurs étaient alliés à l'ennemi et c'est contre eux qu'on faisait la guerre, au lieu de la faire contre Hitler. Tout cela, les soldats le voyaient aussi, car ils étaient le peuple ; ils voyaient la trahison des dirigeants ; ils voyaient l'ennemi derrière leur dos.

Mais il n'était pas encore trop tard. Au dernier moment, le miracle se produira-t-il ? Trempé par trois révolutions, le peuple de Paris se lèvera-t-il au dernier moment et tirera-t-il à lui la direction de la guerre ? Les petits-fils des communards sauveront-ils la patrie ?

La Seine deviendra-t-elle le Manzanarès⁽¹⁹⁾ de la France ?

Pleins d'angoisse, nous prêtions une oreille attentive à la voix métallique qui parlait dans le pavillon noir. Les Allemands avaient traversé la Seine et ils marchaient sur la Loire. Ce matin-là, il n'y eut pas de journaux ; le premier train de Toulouse n'était pas passé. Les idées qu'on caressait prenaient consistance aux bruits de grève, de combats de rue et de drapeaux rouges. Mais le train du soir passa de nouveau et apporta les journaux, qui contenaient des nouvelles noires. Paris avait été déclaré ville ouverte. La capitale de la France ne sera pas défendue. Les ouvriers seront évacués de force. Paris est désarmé et abandonné par son propre gouvernement.

Nous nous regardions les uns les autres. Qu'advient-il de nous ? Les Allemands avancent. Le gouvernement parle de continuer la résistance mais néglige de jeter sur le front toutes les troupes disponibles, alors que de nouveaux renforts arrivent toujours au Vernet. En longues files, les voitures gris-verdâtre sont devant le portail. Tout autour du camp, on installe des nids de mitrailleuses. Nos spécialistes militaires sont d'accord : on est en train de fortifier le camp contre ceux qui sont à l'intérieur.

De grands murmures commencèrent à se propager. Ces sentinelles ne sont-elles pas une partie de l'armée qui fuit devant l'ennemi *sans combattre* ? Mais contre les prisonniers antifascistes, ils redeviennent forts. Sur les *rives* de l'Ariège, ils se préparent au combat, et là non plus ce n'est pas contre les nazis, mais contre les antinazis. Veulent-ils, par l'échange, obtenir de l'ennemi de meilleures conditions ? En lui livrant ses adversaires les plus acharnés, veulent-ils sauver leur propre peau ? Ont-ils l'ordre de livrer les prisonniers ? Sommes-nous des otages de la mort ? Que notre sort fût scellé si les troupes allemandes nous trouvaient là, personne n'en doutait.

3 juin : Paris a été bombardé. Le bombardement a fait vingt-quatre victimes, publia au pavillon noir le communiqué de midi. Un nouveau souci m'assaillit, une angoisse indicible qui me serrait la gorge. « Absurdité, dit Cesare, vingt-quatre sur quatre millions, le trafic des congés de Pâques fait autant de victimes. » - « Certes, mais on a dit cependant que c'étaient les faubourgs sud qui avaient été frappés », répliquai-je, saisi d'une inquiétude intérieure. Si seulement ils avaient donné à ma femme l'autorisation de partir, pour qu'elle puisse aller à la campagne, comme tant d'autres. J'aurais peut-être dû insister là-dessus plus tôt. À la grille de la baraque des vieux, les chasseurs de nouvelles se rassemblaient encore la nuit, car les vieux avaient pour eux dans leur baraque un poste récepteur et si l'on tendait bien l'oreille, on pouvait saisir quelques phrases. Après l'émission de dix heures, l'un des occupants venait à la grille, où quelques inébranlables attendaient les dernières nouvelles. « Plus de deux cents morts à Paris. Les usines d'avions d'Issy-les-Moulineaux étaient l'objectif de l'attaque aérienne. » - « Et quoi d'autre ? » s'écria quelqu'un par-dessus la grille - « À part ça, rien de particulier », toussota le vieux.

Il y avait aussi d'autres réactions dans la foule qui, tous les soirs, attendait devant le pavillon noir la retransmission des nouvelles. Kraft et Schmidt paraissaient être contents du cours des événements militaires. Ils ne s'imposaient aucune contrainte quand ils calculaient la vitesse de l'avance et annonçaient sur un ton d'une intensité perceptible : dans huit jours au plus tard, ils sont là.

Kraft et Schmidt étaient des amis inséparables. Garçons robustes, musclés, ils différaient cependant par l'expression du visage. Kraft était malice et ruse, Schmidt grossièreté et brutalité. D'où, en réalité, venait Kraft, personne ne le savait. Il parlait

aussi bien l'allemand que le russe, c'est pourquoi beaucoup croyaient qu'il était un Allemand de la Volga ; sa patrie était probablement dans les provinces baltiques. Tous les deux avaient appartenu, en Espagne, aux Brigades Internationales. Personne ne pouvait les surpasser en radicalisme ; quand le front populaire rendit aux paysans la terre confisquée par les anarchistes, ils parlèrent de trahison des « staliniens ». Lors de la révolte du P.O.U.M. à Barcelone, en Mai, ils étaient en tête ; après *la répression du putsch, ils furent arrêtés. Comme beaucoup d'autres, ils surent s'arranger pour recouvrer la liberté.* Les députés libéraux anglais les fêtèrent comme martyrs de la « terreur communiste ». Avec l'armée qui refluit, ils vinrent en France. Internés à Gurs avec le gros des Brigades, ils furent les chefs mécontents, des déçus. Les troupes habituées à la discipline avaient choisi au camp leur propre direction : Hermann, le communiste du premier bataillon de la onzième Brigade, fut désigné comme chef de camp. Les Internationaux se mirent à organiser leur vie qui, dans la captivité également, devait rester une vie de combattant. Il y en avait quelques-uns à qui cela ne convenait pas. Ils se rassemblèrent dans ce qu'on appelait la neuvième compagnie. Leurs chefs furent Kraft et Schmidt.

Les autres se demandèrent : à qui profite ce tir de harcèlement continu ? Il y avait bien trop de preuves que cette indocilité, déjà en Espagne également, avait été l'œuvre d'agents de la Gestapo, les mêmes qui à Barcelone, avaient organisé le putsch pour frapper dans le dos les combattants de première ligne. Le terrible mot de sabotage avait été prononcé. Il fut répété dans des discours et des articles. Il resta. Mais il éveilla aussitôt une vive irritation chez les « modérés », les « objectifs ». « De nouveau une calomnie communiste, dirent-ils ; on voit là de nouveau que quiconque n'approuve pas la ligne du parti est aussitôt traité d'agent de la Gestapo. Où sont les preuves ? »

Quand la guerre éclata, Kraft et Schmidt devinrent les défenseurs les plus zélés du gouvernement français et les plus bruyants porte-parole contre « la trahison de Staline ». Malgré cela, ils n'échappèrent pas au sort des « Extrémistes » qui, au Vernet, furent isolés du monde extérieur. Kraft et Schmidt devinrent là des personnalités dirigeantes du B.I.M., organisation dans laquelle le capitaine du Deuxième Bureau mettait son espoir pour la lutte commune contre « les agents nazis communistes ».

Un jour de printemps, par une matinée ensoleillée, nous étions partis, une bonne vingtaine d'hommes et quatre gendarmes, pour couper des osiers à balais sur la croupe

de la montagne, de l'autre côté de la rivière. Il arriva pour la première fois que Kraft et Schmidt vinrent avec nous. Le travail terminé, chacun ramassa son fagot d'osier coupé, l'un aidant l'autre à placer le fardeau sur ses épaules. Après nous avoir fait former les rangs, les gendarmes se mirent à compter. Il en manquait un.

Kraft s'était enfui.

Indifférent, Schmidt regardait vers le bas de la vallée au-delà du versant, là où se dressait une ferme, paisible, comme s'il n'y avait ni guerre ni camp de concentration. Seuls les chiens aboyaient furieusement. Les *gendarmes avec des propos orduriers nous insultèrent, eux qui avaient peur de leurs officiers*. Mais à nous, la fuite de Kraft nous était, en fait, indifférente. En silence, nous revînmes au quartier. « Face de cheval » fit rassembler toutes les baraques ; il voulait faire un exemple, disait-il. Qui allait en faire les frais ? Les motocyclistes qui avaient filé sur les routes et par les champs n'avaient pu rattraper le fugitif. « Face de cheval » ordonna à Schmidt de sortir des rangs : « Chien, hurla-t-il, tu as aidé Kraft à s'évader ; veux-tu peut-être déguerpir, toi aussi ? ». De l'extrémité épaisse de sa matraque en bambou, il frappa le robuste gars en pleine figure. La victime chancela, mais se releva. Son œil droit semblait jaillir en dehors et un profond sillon sanglant marquait obliquement son visage.

Quelques-uns se réjouirent. « Face de cheval » avait frappé le nazi. Mais les raisonnables dirent : aujourd'hui c'est le nazi, demain ce sera toi. Nous sommes contre les coups, quelles qu'en soient les victimes. « Face de cheval » bat Schmidt, mais le capitaine en fait son homme de confiance.

Cela s'était produit vers la fin du mois d'avril. Mais lorsque le mois de mai fut venu, ils ramenèrent Kraft enchaîné au camp. En haut, dans la montagne, couverte encore d'une forte couche de neige, ils avaient découvert l'évadé épuisé. Évitant villages et hameaux, il avait rôdé, sans trouver le chemin du col qui devait l'amener chez ses amis, les carabiniers du Général Franco. Quand il fut en face du capitaine, il dit : « Je suis officier de l'armée allemande et voulais aller rejoindre ma troupe ». D'un air entendu, le collègue français fit un signe de tête. « Je dois vous infliger quatre semaines ; c'est le règlement. »

Ces quatre semaines, Kraft n'eut pas à les purger, car le commandant l'avait prématurément gracié. Maintenant, pénétré de son importance, il traversait la cour

poussiéreuse, bras dessus bras dessous avec son ami Schmidt, dont le visage laissait encore voir la cicatrice du coup que lui avait porté « Face de cheval ». Maintenant, on les appelait tous les deux les « gauleiters »⁽²⁰⁾; autour d'eux s'était formée une cour de ces hommes qui ne manquent jamais de passer du côté du vainqueur. Tel avait été, jusqu'à hier, l'empressement de « Son Altesse le médecin-chef d'État- Major » Weber à parler en faveur de la victoire de la France, telle était, maintenant, la force avec laquelle il déclarait avoir toujours souffert pour la cause du N.S.D.A.P.⁽²¹⁾ Kraft et Schmidt acceptaient les hommages de leurs amis anciens ou nouveaux et, comme des « seigneurs », ils promirent la liberté et la joie à leur suite, la mort et l'anéantissement aux juifs et aux rouges.

L'avancée de l'armée allemande rendait, dans le camp, le groupe de nazis visible et même sensible à cause du nombre croissant de Hongrois, Slovaques, et Roumains devenus soudain « Volksdeutschen⁽²²⁾ ». Le noyau de ce groupe constituait les hommes du B.I.M., l'organisation de la Sûreté. Les meilleurs hommes de confiance du capitaine se révélèrent être les nazis les plus zélés.

Cela ne contribua pas à augmenter notre sentiment de sécurité, tellement cela nous étonnait peu. La police de campagne s'approchait depuis l'extérieur, à l'intérieur la Gestapo se préparait pour le jour de la reddition et les mitrailleuses françaises étaient postées, prêtes à l'emploi dans tous les coins. « C'est comme ça qu'on attrape les rats chez nous », dit Otto un soir au cours d'une promenade.

Les armées allemandes avançaient en trois colonnes. L'une fonçait vers le sud le long de la côte ; son but était Bordeaux et la frontière espagnole à Biarritz. L'autre descendait le long de la vallée du Rhône, direction sud ; elle devait atteindre la Méditerranée à Marseille. Quant au centre, une colonne partait d'Orléans par le Massif Central vers le Midi et sa tête se dirigeait vers Toulouse. C'est de cette armée-là que, les nerfs tendus, nous suivions les mouvements ; c'est elle qui devait décider de notre sort. Où s'arrêterait-elle, au cas où, de toute façon, elle aurait l'intention d'arrêter sa marche avant les Pyrénées ? Les Allemands à Toulouse, cela ne pouvait signifier pour nous que le peloton d'exécution ou, dans le cas le plus favorable, Dachau.

Il fallait tirer au clair les intentions du commandement, avant de pouvoir prendre une décision quelconque. L'un des hommes silencieux qui se sentaient responsables pour tout ce qui arrivait demanda à être reçu par le commandant. Rudolf Leonhard

l'accompagna. Le colonel reçut la délégation en présence de l'officier de renseignements.

- « Vous nous avez enfermés en qualité d'amis des nazis ; maintenez-vous encore aujourd'hui cette thèse ? » Le capitaine sourit.

- « Vous n'avez pas besoin de faire des discours politiques. Nous sommes français, c'est-à-dire entre hommes, même en service commandé. Nous comprenons fort bien qu'il y en a parmi vous qui sont en danger, certes, même en danger de mort, si les Allemands les trouvent là. »

Le colonel prit la parole. « Nous attendons des instructions. Elles sont déjà annoncées, vu que le Gouvernement, lui aussi, se rend très exactement compte de votre situation. Tout le nécessaire sera fait. Vos dossiers seront brûlés à temps. Vous pouvez tranquilliser les internés. »

Impassibles, sceptiques, les délégués écoutèrent les paroles du commandant. Bien trop souvent, ils avaient entendu de la bouche d'officiers français, de belles paroles qui n'avaient pas été suivies d'effet. Ils insistèrent, voulurent en savoir plus, demandèrent à voir les détails.

Finalement : *« Je vous donne ma parole d'honneur d'officier, dit le colonel impatient. Tant que je serai là, il ne se passera rien qui soit incompatible avec l'honneur de la France. »*

Ces paroles retentirent solennellement. « Parole d'honneur d'officier », il n'y avait plus qu'à se retirer en silence.

- « Nous vous remercions, monsieur le colonel. »

Chaque jour pouvait être le dernier, chaque heure pouvait amener la fin. Mais les heures et les jours s'écoulèrent, sans que rien ne se produisît qui pût faire comprendre que le colonel préparait l'évacuation du camp. Au contraire : il ne se passait pas de jour que les gendarmes chamarrés d'argent n'eussent amené des nouveaux. Les rouages de l'administration fonctionnaient comme si fonctionnait encore la machine à laquelle ils appartenaient.

Le matin, Rudolf me salua. Il avait le visage pâle, mais il se força à sourire tranquillement. « Ce doit être ainsi dans la cellule de la mort. » Sans se troubler, Gerhart répondit : « Stupidité ; j'estime que nous avons encore et toujours vingt chances sur cent de nous en tirer vivants. »

- « Sur quoi bases-tu ce calcul ? » demandai-je.

- « Ils ne sont certes pas encore là, répondit-il, et tant qu'ils ne seront pas là il y aura encore diverses possibilités. Et quand ils seront là, il y aura encore quelques possibilités, quoique moins nombreuses. Et même dans la cellule de la mort, la mort n'a pas encore cent pour cent de chances. Seule la mort est sans espoir. »

« Les derniers jours », tel est le titre de la poésie que Rudolf me montra après que Gerhard fut parti. Il l'avait écrite dans la nuit qu'il avait passée sans dormir. Qui pouvait savoir ? C'était peut-être sa dernière nuit.

- « La France ne peut pas périr », disait Rudolf. J'étais obligé de penser à ma conversation avec le gros K. dans la soute à charbon de la Préfecture.

- « Quelle France ? » répétai-je. Rudolf se mit à parler de « la France éternelle ». Impatient, je l'interrompis : « La Troisième République périra, et elle l'a mérité. Elle périra comme a péri cette classe de seigneurs qui, pour survivre, ont vainement lutté au moyen de la Bastille et des lettres de cachet. De même, à ceux d'ici, la trahison à l'égard de Paris et la honte du Vernet ne serviront de rien. La chute de la Troisième République est la condition de la résurrection et de la renaissance de la France ».

« Il y a des Français qui le savent, répliqua Rudolf. Il tira de sa poche une lettre. Roger Martin du Gard, l'auteur des Thibault envoyait son œuvre avec son amitié indéfectible à ses collègues prisonniers.

Était-ce un signe de l'hystérie des « derniers jours » le fait que nous lûmes jusqu'au bout, avec une hâte malade, les onze volumes de la série des Thibault ? À ce suspens se mêlait la peur ridicule qu'il aurait pu se passer quelque chose de décisif, avant de terminer le dernier volume de la série. L'histoire de la famille Thibault nous tenait si fort sous son charme qu'il nous paraissait impossible de quitter la vie de ces hommes avant de savoir tout ce que le romancier avait à raconter sur eux. Chez maint écrivain important, il y a, entre la vie de ses héros et le lecteur, la phrase, la langue,

l'auteur. Ici, au contraire, les gens vivaient et mouraient sous nos yeux. Les volumes à brochure blanche passaient de main en main. Ils étaient si nombreux à vouloir les lire qu'on devait s'inscrire sur une liste pour y parvenir à son tour.

Maintenant, les jours étaient remplis des tensions de l'été 1914 ; dans la vision du romancier, nous les vivions si réellement que notre monde environnant nous devenait presque irréel. L'âpre lutte du vieux Thibault contre la mort, le suicide héroïque de Jacques et le lent dépérissement d'Antoine nous délivraient de l'angoisse mortelle qui avait commencé à monter en nous.

Le soleil était haut dans un ciel sans nuages. La chaleur pesait lourdement sur les baraques. Il n'y avait guère plus eu à manger que la traditionnelle soupe de petits pois, en plus de laquelle je m'étais acheté à la cantine quelques tomates crues. Il n'était plus arrivé de paquets, seulement des lettres, et encore rarement. La dernière lettre de Mizzi était datée du 30 mai.

On eût dit que le temps s'arrêtait.

Alors, d'un pas lent, Gerhart s'approcha, son visage était dur. Le soleil brûlait sur la cour poussiéreuse.

- « Je dois te parler. »

Avant que j'eusse pu répondre, étonné que j'étais de la raide solennité de ses paroles, voici ce qui sortit, très fort et très dur, de sa bouche : « Il n'est rien arrivé à tes enfants ».

- « Et ?... »

- « Une bombe de Hitler a abattu ta femme. »

- « Mizzi... »

L'obscurité se fit autour de moi. Je partis en courant, je courus bien loin, dans un coin où personne ne pouvait me voir. Être invisible et sans personne pour me parler, c'était tout ce que je désirais.

Plusieurs jours durant, je fis les cent pas dans la cour, évité par les camarades qui devinèrent mon désir de n'avoir pas à parler. Dans le lointain, j'entendais retentir la voix

métallique du pavillon et je réussis à percevoir que c'était le Président du Conseil des Ministres, Raynaud, qui annonçait la déclaration de guerre de l'Italie et la continuation de la résistance.

Cette nuit-là, il y eut la première alerte aérienne au Vernet. Toutes les lumières s'éteignirent et l'obscurité enveloppa le camp.

Le lendemain, le courrier m'apporta une épaisse enveloppe. J'y reconnus l'écriture de mon gamin et l'ouvris en tremblant. Il racontait objectivement comment le malheur était arrivé, comment il prenait soin de sa sœur et puis comment, malgré sa propre blessure, il était revenu dans la maison à moitié détruite pour sauver du logement habits et papiers. Le fait que sa mère était morte, il ne le soupçonnait pas. Plein d'espoir, il écrivait un au revoir à bientôt.

Rayonnant, le soleil de juin brillait sur la campagne. Aussi loin que portait le regard au-delà de la grille, il y avait de la verdure bourgeonnante. Je m'étais mis dans un coin, à l'écart de la clôture de barbelés. C'était fini et on ne pouvait plus rien y changer. Il n'y avait plus rien à arranger. À cette heure, ils descendaient un cercueil dans la terre argileuse d'un cimetière de faubourg parisien. À travers le voile de mes pleurs, les plates-bandes de légumes, avec leurs longues rangées régulières, de l'autre côté de la grille hérissée de barbelés, m'apparaissaient comme des tombes. Hors des mottes un peu soulevées, les jeunes choux bourgeonnaient dans leur tendre verdure. Sans bruit, mes lèvres tremblantes formèrent en signe d'adieu le nom aimé. Puis je revins dans le cercle des camarades.

Entre temps, les Allemands avaient fait leur entrée dans Paris.

Le grand August me prit à part : « Nous n'attendrons pas ici, comme les lapins attendent le couteau du boucher. »

- « Et tu penses que ça ira ? »

- « Que ça aille ou non, nous verrons bien, il faut le tenter, coûte que coûte. »

Il me fourra un papier dans la main : « Prends-en connaissance. » C'était une carte des environs du Vernet, dessinée à la main, sur laquelle étaient indiqués avec soin les ruisseaux, ponts, fermes et localités.

- « Bigre ! D'où as-tu tiré cela ? »

- « Ne pose pas de questions si niaises. Tous les cinq hommes recevront une carte semblable et une deuxième qui fait suite immédiate à celle-ci. Avec ça, on pourra bien se défiler. Connais-tu bien le français ? »

- « Oui, ça va. »

- « Bien, tu viendras avec moi. Chez nous, il en manque un qui sache dire comme il faut « *mesjö* » (messieurs). À partir de cette nuit, être prêt ! Sac tyrolien bouclé. Pas trop lourd ; seulement l'essentiel. Je viendrai plus tard vérifier. »

Dans les derniers jours, raconta le grand August, le bruit s'était répandu que le gouvernement projetait d'emmener en Andorre les hommes du Vernet. Nous étions à 80 kms de la petite République montagnaise dont le peuple, nanti d'une souveraineté qu'il ne fallait pas prendre très au sérieux, menait une existence paisible de bergers.

- « Une idée folle », conclut le grand August.

Non, si l'évasion réussit, en aucune façon dans la souricière d'Andorre. Savoir si elle réussira ? C'est là un problème militaire, et il y a ici assez de militaires qui pourront étudier les détails. Sans doute faudrait-il compter avec quelques victimes, à cause des sacrés nids de mitrailleuses. Mais l'immense majorité pourrait probablement s'échapper. Par petits groupes de cinq, on essaiera de se faufiler, ou bien pour aller dans les grands ports de Bordeaux ou Marseille qui ont des consulats étrangers et de vastes faubourgs, ou bien, - et ce projet agréa au plus grand nombre - pour passer derrière les lignes allemandes, vers Paris, et là, disparaître.

Cette nuit-là, nous avons placé des sentinelles pour être à l'abri des surprises. Ce pourrait être les Allemands qui mettraient subitement leur nez dans les baraques. Il se pourrait que la Garde Mobile s'en aille pendant la nuit et nous laisse seuls avec le commandant. Il se pourrait que les nazis du quartier préparent un adieu corsé. De toute façon, il fallait avoir l'œil.

À trois heures du matin, Paul, le Saxon, me réveilla d'une main ferme : « Il est pouilleusement temps. »

Mon tour pour la garde de nuit était arrivé. Je me levai d'un bond et pris mon manteau au crochet. La nuit était fraîche. Bouclé, le sac pendait au clou. Presque irrésistible était mon envie d'ouvrir l'une des deux boîtes de sardines que je m'étais mises de côté pour la fuite. Mais il fallait vaincre la sensation de faim et obéir à la raison. Demain, la réserve pouvait nous sauver la vie.

Le grand ne disait-il pas qu'il y aurait des victimes ? Qui passera au travers ? Il est possible que je sois atteint et alors les boîtes de sardines ne me seront d'aucun secours. Mais si je passe au travers, dans quelle région parviendrons-nous à déboucher ? Les nazis ne nous auront-ils pas bientôt rattrapés : les chances étaient faibles. Savoir si Gerhart nous donne encore et toujours vingt chances sur cent ?

Je n'avais plus peur. Le seul souci qui me dévorait était de penser à mes enfants. « Il faudra qu'ils fassent seuls leur chemin dans la vie ». La lune était ronde et claire dans le ciel. Je me blottissais dans *l'ombre de la baraque*. *Dehors, sur la route du camp la sentinelle* allait et venait, le fusil à l'épaule, emmitouflée dans sa longue capote.

Au fait, ici, qui garde qui ? Il fallait cependant songer à l'avertissement du grand August : eux sont armés, tandis que nous, il faut d'abord que nous allions chercher des armes.

Je pris mon bloc-notes dans la poche de mon manteau et j'écrivis une lettre aux enfants. C'était une lettre d'adieu. Les mots sortaient difficilement de mon cerveau fatigué et se formaient en phrases parlées, comme si les enfants, placés devant moi, écoutaient : « Il faut que vous viviez. Une vie nouvelle viendra pour vous. Des amis vous aideront. Plus tard, quand vous serez grands, vous comprendrez que c'est pour cette vie que votre mère est morte. Mais si j'en sors vivant, je veux que ce soit moi qui vous conduise d'une main ferme à cette vie nouvelle. »

24 juin : « Tu peux de nouveau déballer ton sac, dit le grand August. Si l'armistice est signé aujourd'hui, alors nous avons de nouveau le calme pour un moment et nous pouvons voir venir. »

Machinalement, je vidai mon sac tyrolien. Les événements des dernières semaines m'avaient hébété. Au lieu de l'incertitude aventureuse s'établira de nouveau la routine de tous les jours : appel, « Face de cheval », soupe de petits pois, cantine, distribution du courrier.

Au déballage du sac tyrolien, les deux boîtes de sardines tombèrent par terre ; je me mis aussitôt à les ouvrir. La « famille » s'assit à table. Nous dévorâmes solennellement la réserve de guerre. Certes, la guerre était finie.

Ce qu'il adviendrait de nous dans le pays vaincu, où la volonté de Hitler avait force de loi, nous ne pouvions le savoir. D'abord, pendant quelque temps, il fallait voir venir, comme disait le grand August.

Le 27 juin, les conditions du traité d'armistice furent connues. Avec une profonde compréhension, nous lisions l'article 19, 2ème alinéa. Hitler n'avait pas oublié les hommes du Vernet.

Par ledit article du traité d'armistice, le gouvernement français s'engageait à livrer tout Allemand (les Autrichiens comptent pour des Allemands) désigné par le vainqueur.

Mais le nouveau Chef de l'État avait annoncé qu'il ne souscrirait jamais à une condition de capitulation qui serait contraire à l'honneur de la France.

Ce devait être alors un nouvel honneur qui désormais avait cours.

Mais devant la porte du camp, encore et toujours flottaient au vent, joyeusement, les trois couleurs : bleu, blanc, rouge.

-----oOo-----

1er juillet – 19 août 1940

L'explosion

La visite du général.

Un général était sur le point de venir examiner l'état du camp. Ce bruit persista avec tant d'opiniâtreté que je me décidai à le croire. Il ne manquait pas d'indices qui arrachèrent même à Otto, le plus invétéré de tous les sceptiques, un hésitant « peut-être » et même un « pourquoi pas ? » mortifié. Le lieutenant Clerc avait en effet ordonné de camoufler déceimment les pissotières de la cour avec un peu de treillis. Cela devait signifier quelque chose. De source absolument sûre, il s'ébruitait que pour cette visite attendue il ne s'agissait pas du tout d'un général, mais d'une délégation de dames de la Croix Rouge Internationale. Auprès des vétérans, cette supposition, camouflée en nouvelle, n'éveilla que ricanements. Compatissants, ils demandaient si quelqu'un croyait sérieusement que le lieutenant Clerc mettrait ne serait-ce que la pointe de son stick en mouvement pour les Dames de la Croix Rouge. À cet argument, on ne pouvait certes rien objecter. Le bruit de l'imminente inspection générale gagna du terrain. Seule la perspective d'un général pouvait expliquer l'activité fiévreuse du lieutenant, dont la fièvre monta au point qu'en un seul jour il fit deux fois la ronde à travers le quartier. Finalement, l'espoir se confirma que ce pourrait être même le ministre de la Guerre en personne qu'on attendait.

Les mouchards du camp donnèrent à entendre que le général venait pour recueillir les doléances des internés. Il y avait des gens qui n'étaient pas opposés à l'idée que même un général de la Troisième République était capable de sentiments philanthropiques. Le vieux Daniel ne savait pas comment il était advenu que le flux des événements mondiaux avait arraché à sa femme et à ses enfants, pour le déposer au Vernet, dans le quartier des extrémistes, un homme qui, sa vie durant, avait obéi aux autorités. La relation profonde qui peut exister entre son commerce de colporteur alsacien et la sûreté de l'État resta toujours pour lui, comme pour nous-mêmes, un secret. Sa bouche édentée répétait plusieurs fois par jour combien la vie avait été agréable en 1917 au camp de prisonniers de guerre de St Pölten. Dans son yiddish, mélange de deux douzaines de ghettos, il m'apprit que des généraux étaient là pour récompenser les braves, punir les méchants et, le plus souvent, pour veiller à la justice.

D'une telle attitude d'esprit à l'espoir que la ration de pain allait augmenter, il n'y avait qu'un pas. Le maître tailleur Mayer, qui avait un magasin à Metz dans la rue principale, *ce qui ne plaisait pas à un concurrent qui avait un bon rapport avec la Sûreté*,

allait encore plus loin. Sur un ton d'initié, il assurait que maintenant la commission de contrôle était enfin arrivée : ce n'était que justice qu'un père de onze enfants qui avait souscrit à l'emprunt de la Défense, de Daladier, fût libéré l'un des premiers.

Au fond, que le gouvernement envoie un général pour veiller à ce que tout marche bien, rien de plus normal, car on ne pouvait pas continuer de vivre ainsi. Dans les discussions nocturnes sous la lampe de la baraque, même ces paisibles Juifs d'Alsace, encore et toujours persuadés que tout cela n'était qu'un malentendu, s'étaient ralliés à l'opinion générale, qu'il fallait faire quelque chose. Vivre de la ration de pain et de la soupe à l'eau signifiait mourir. Acheter du pain par l'intermédiaire de la cantine était interdit : c'était là du marché noir qui nuisait à la population. L'exploration minutieuse des poubelles de la cuisine ne rapportait que rarement quelque chose d'intéressant. Le vieux Pedro de la 8^{ème}, qu'on appelait « le cinglé », eut l'idée de ramasser les pissenlits qui poussaient au bord des chemins les moins fréquentés. Mais la récolte ne suffisait que pour peu d'amateurs.

La faim nous recroquevillait. Nos yeux étaient sans éclat, nos voix mates. La migraine ligotait notre faculté de penser ; rien d'autre que le sourd instinct : manger. Sans cesse, cela creusait comme une vrille : manger. Pas de différence entre intelligents et sots, instruits et incultes : la faim tenait toute conscience sous son charme.

Ce jour de juillet, à l'heure de midi, quand je descendis l'escalier des latrines, je n'eus pas le temps de m'étonner de la subite obscurité dans laquelle la cour entière et ses baraques semblaient s'enfoncer. De très loin, j'entendis la voix de Friedrich, mais savoir ce qu'il disait ne m'intéressait pas. Je percevais un doux bercement. Maintenant je pars bien, en bateau, pour l'Amérique. Mais comme j'en eus bientôt la révélation, ce n'était que le balancement de la civière qui me transportait dans la baraque de l'hôpital militaire.

Je sentais que je pourrais lever la main si je voulais, mais je ne le voulais pas. En face et en travers, à l'étage supérieur, Léo était couché sur son châlit. Dans la demi-obscurité, je vis qu'il me souriait. « Est-ce que cela ne va pas mieux ? » demandai-je à voix basse.

« Ce sont les reins » répondit-il, mais je savais que c'étaient les poumons. Un gendarme s'approcha de mon lit avec crayon et bloc-notes. C'était une nouvelle liste

qu'ils dressaient. Que veulent-ils donc ? Un billet d'une main amie portait avertissement et indication précise : alors, donc, la Gestapo. L'adjudant qui représentait le médecin-chef allait de lit en lit pour voir qui était transportable. Sommes-nous si bas ? Du mur de brouillard émergeaient des images fiévreuses : celle de Mizzi, qui aimait tant la vie et qui, pourtant, avait dû mourir.

L'adjudant-médecin m'avait congédié de l'hôpital. Le médecin-chef n'avait pas une seule fois mis les pieds dans la salle des malades. Ce que j'avais, il le savait tout aussi bien : besoin de manger. J'avais réussi à faire sortir de l'hôpital, en cachette, un peu de pain. Arturo brandissait victorieusement une tablette de chocolat. Nous étions de nouveau assis sur les escabeaux bas, dans la loge, et mangions goulûment. Contrairement à son habitude, Otto était bavard. Le général, disait-il, viendrait, mais il vaudrait mieux qu'il ne vienne pas. Car une visite de général dans un camp de concentration ne pouvait signifier rien de bon.

Que le général dût venir était un bruit qui de nouveau courait. Mais que la commission allemande fût attendue n'était plus un bruit, c'étaient des listes. Toujours de nouvelles listes, toujours plus urgentes : Allemands, « Volksdeutsche⁽²³⁾ », Autrichiens, Juifs, Sarrois, Luxembourgeois, Alsaciens, Hongrois de Transylvanie et Russes de la garde blanche de Paris furent toujours plus nombreux à découvrir qu'ils n'avaient rien à craindre de la Commission allemande, mais au contraire beaucoup à espérer. D'autres, qui au cours des mois passés ne s'étaient pas lassés d'affirmer qu'ils étaient venus au monde avec un cœur bleu blanc rouge découvraient tout à coup que ce cœur avait eu constamment tendance à virer au brun. Le Dr Weber « médecin-chef d'État-major » quitta la prison où il était pour avoir commis des vols au détriment de camarades et parvint directement à figurer sur la liste préférentielle de Kraft. Car Kraft aussi s'était mis à dresser des listes. Il avait été reconnu comme chef des Allemands par le Commandant du camp et se trouvait sous la protection du traité d'armistice. Pleins d'allant, les deux nazis faisaient les fiers dans la cour. N'y avait-il pas belle lurette que « Face de cheval » avait cinglé de son stick le visage de Schmidt, au point que le sang avait giclé du nez et des oreilles ?

Les nazis attendaient leurs libérateurs, c'était compréhensible. Quant à nous, nous étions dans la souricière. S'enfuir ? Pour cela, il était trop tard. Pour une évasion,

toutes les conditions qui avaient existé en juillet faisaient défaut. Les mitrailleuses étaient prêtes à tirer, les sacs tyroliens étaient déballés, les Allemands étaient les maîtres de la France.

Ils avaient tracé une ligne de démarcation au milieu du pays, et sous leur protection était née la nouvelle autorité de l'État.

Ainsi approchait le 14 juillet. Italiens, Allemands, Espagnols, Polonais, Autrichiens, accroupis dans la loge de Mario autour d'un verre de lessive de thé non sucré, nous célébrions à voix basse la fête nationale de nos geôliers. Nous nous rappelions le peuple de Paris qui, il y avait un an encore, avait ouvert un grand cœur à tous les hommes et toutes les femmes aimant la liberté, quelle que fût leur langue. Il nous semblait que la visite douteuse du général devait, cependant, être intimement subordonnée à la visite imminente et indubitable de la Gestapo et qu'il nous appartenait, certes, de nous remémorer l'assaut de la Bastille au moment où les bâtisseurs de nouvelles Bastilles s'unissaient pour anéantir la semence de 1789.

Alors apparut le général ; non, il en apparut deux.

Leur arrivée fut annoncée par la sonnerie de la Générale qu'exécuta la compagnie d'honneur, postée à la porte du camp. Quand ils furent descendus de leur auto, comme nous pûmes le voir de loin, ils passèrent en revue la compagnie d'Honneur, puis disparurent dans le bureau du commandant, pour le vin d'honneur. Cette procédure, certainement indispensable pour raisons militaires, dura toute la matinée. Pendant ce temps, nous étions rassemblés en rangs devant nos baraques, le cœur plein, l'estomac vide - prêts à nous laisser inspecter. On nous avait enjoint de nettoyer nos couches, d'aligner les paillasses pourrissantes, d'enlever valises, souliers, draps, couvertures, manteaux qui pendaient aux solives et de les étaler à la tête du bois de lit. Le linge et les couvertures qui étaient suspendus dans la cour devaient être retirés.

J'étais surpris du nouvel aspect de la baraque, qui tout à coup semblait être devenue plus claire et plus spacieuse ; maintenant, en effet, l'espace où je couchais était si complètement couvert d'objets qu'il ne restait plus de place pour moi-même. Ou bien valise, ou bien homme ; pour les deux, cela ne suffisait pas. J'espérais que cet état de choses géométrico-physique n'échapperait pas au regard militairement formé des

généraux et qu'ils dévoileraient la ridicule tentative de gendarmes subalternes pour simuler place et lumière, là où n'existaient ni l'une ni l'autre.

Sans pitié, le soleil de midi dardait ses feux sur les colonnes grises qui, le visage tourné vers la baraque, attendaient le garde-à-vous libérateur. Les chefs de section fixaient les chefs de baraque, les chefs de baraque les sergents, les sergents l'adjudant, l'adjudant le lieutenant qui commandait. Quant au lieutenant Clerc, il était debout à la porte du quartier, le stick suspendu au petit doigt, et il fixait la porte du bureau pour saisir l'instant où les généraux se mettraient en mouvement dans l'intention d'inspecter.

Enfin...

Longs signaux de sifflets. Commandements hurlés. Le sergent qui est debout à côté de notre chef de baraque fait écho : « Garde à vous ! » Les casquettes s'envolent des têtes, les corps se raidissent, les mains claquent contre la couture du pantalon.

Quelques minutes plus tard le cortège des officiers avait atteint le portail du quartier. Les messieurs se mouvaient lentement, passant en revue les colonnes muettes et figées. En tête, marchant, les généraux en pantalon rayé de rouge ; à côté d'eux, penché en avant, le bloc-notes brandi, le capitaine ; derrière eux, nos commandants, le colonel et le lieutenant.

Quand les généraux furent en vue, Arturo me donna une bourrade dans le flanc ; je vis qu'il avait de la peine à contenir son rire. Les deux généraux étaient très vieux et ils tremblaient bien que, à part les internés qui se tenaient raides, nul ennemi ne fût en vue. L'un était grand et sec, l'autre petit et gonflé comme une éponge. Le grand maintenait convulsivement à son œil un monocle, tandis que ses joues, dont la chair retombait flasque, et une longue moustache d'un jaune sale lui donnaient l'air d'un morse. Visiblement il essayait de conférer à son crâne tremblotant de vieillard une expression de bienveillance consentie.

Le cortège continuait d'avancer lentement, comme si aucune colonne mûre pour l'inspection n'attendait là son général. À notre baraque soigneusement préparée ces messieurs n'accordèrent pas la moindre attention : ils ne daignèrent même pas y entrer. À la hauteur de la baraque 6, les généraux firent demi-tour sans honorer d'un regard celles du bas et leur personnel rassemblé depuis le matin. Pour les officiers-inspecteurs, l'existence d'une cuisine resta aussi cachée que la présence de malades.

En peu de minutes tout fut passé. Signaux au sifflet, commandements vociférés, et déjà c'était : rompez les rangs. Déjà les longues autos noires démarraient quand on apporta « la soupe » ; elle n'avait pas été inspectée et, comme toujours, elle était insipide.

Les Juifs de Metz éclatèrent en lamentations. Otto, aux larges épaules et au moral intact - combien de généraux avait-il déjà vus inspecter ? - arpentait la cour de ses grandes bottes et sa moustache hongroise lorgnait ironiquement les petits bourgeois de bonne foi. Le vieux Daniel se lamentait sur le bon vieux temps, où leurs altesses les généraux se souciaient des prisonniers. Il ne voulait pas comprendre que Le Vernet avait autant de rapport avec St. Pölten qu'Hitler avec le vieux François-Joseph.

J'étais sur le point de suspendre de nouveau mon barda aux solives quand on annonça subitement : les Allemands sont là.

Sur la route de l'entrée, il y avait des autos neuves et sur les plaques minéralogiques resplendissait, nettement visible, le WH⁽²⁴⁾ des véhicules de l'armée. Des chauffeurs en uniforme de campagne vert portaient autour du bras le bandeau blanc avec La Croix Rouge.

Désormais, le secret de l'inspection générale était dévoilé : il fallait que la visite allemande fût préparée. Dans les toutes premières heures de l'après-midi, les nazis qui retournaient au bercail furent convoqués. On entendit bientôt dans la cour du camp militaire la vocifération familière des « Heil ! » qui retentissaient à l'ombre du tricolore comme la Marseillaise dans la Uckermark⁽²⁵⁾. Les fanatiques du « Heil ! », de retour au quartier, avaient les artères du cou gonflées par l'effort et l'enthousiasme ; ils annonçaient tapageusement que dans les prochains jours ils seraient dédouanés.

Quand vint le soir, Kraft et ses gens, prêts au voyage, avec veste et chapeau, certains mêmes nantis d'une cravate, traînant des valises de carton toutes bosselées et de gros ballots ceinturés de courroies, vinrent s'établir dans une baraque particulière qui, le départ se faisant attendre, fut surnommée « la maison brune ».

Le lendemain se produisit quelque chose d'inattendu. Après l'appel, le sergent-chef se mit à lire en public un papier. Encore une fois, les stupides recommandations pour les civilités, pensions-nous, ennuyés. Non, un ordre du jour : « Pour leur attitude modèle pendant l'inspection qui a eu lieu le 23 juillet, le général commandant la 17ème Région militaire exprime aux internés sa particulière reconnaissance ».

J'entendis d'abord un murmure inhabituel venant des rangs de la baraque 9, qui était la première à entendre l'ordre du jour. Dans la baraque 8, la lecture fut interrompue par des cris puissants, qui s'épaissirent en un bruit contraire aux recommandations.

Finalement, lorsque l'adjudant, armé de son papier, apparut devant notre baraque, il fut reçu par les Espagnols des derniers rangs avec des cris ironiques : « La ration de pain est augmentée ! La ration de pain est augmentée ! » L'homme blêmit et se mit à lire en bégayant : « Note de Service ». Lorsque tomba le funeste mot de « reconnaissance », la révolte éclata. « Nous nous moquons des félicitations ! C'est du pain que nous voulons, non de belles paroles ! Nous avons faim ! Assez de phrases ! »

C'est à grand peine que notre chef de baraque réussit à maintenir l'ordre et à terminer la cérémonie de l'appel.

La commission allemande.

Le soir de ce jour-là, le lieutenant Clerc ordonna la dissolution de la baraque 17. Le chef de baraque, un homme du B.I.M, avait saisi l'occasion des incidents qui avaient marqué l'appel du matin pour dénoncer quelques camarades. En cela, il n'avait pas eu de chance, car la majorité de la baraque le hua ; on eût dit, un moment, qu'on en viendrait à une bagarre.

Par la dissolution de la baraque le commando montrait un signe de faiblesse. Ils n'osèrent donc pas procéder à des arrestations. Les internés de la baraque 17 furent répartis dans les autres baraques et aux employés du camp, coiffeurs, plombiers, électriciens, maçons, esclaves de bureau et larbins de censure, qui jusqu'ici logeaient dispersés, on accorda le droit d'occuper la baraque devenue vide. C'est ainsi que la

baraque 17 fut surnommée « la baraque pourboire », gratifiée de petits privilèges qui, d'après le principe de gouvernement vieux-romain « divide et impera » devaient procurer au B.I.M. une espèce de « base de masse »

Tout cela ne servait de rien contre la faim. Me voici de nouveau couché sur ma paille. Depuis quelques jours sévit dans le camp une épidémie de dysenterie et me voici de nouveau saisi, comme en automne, de fièvre et de diarrhée. De nouveau l'atroce descente nocturne par l'échelle de poulailler mal jointe, le long chemin vers les latrines à ciel ouvert : descendre, monter, de nouveau descendre, dix fois, quinze fois, une faiblesse paralysante dans les membres et des douleurs lancinantes dans l'intestin. Notre seule baraque en compte dix-huit qui, gémissants, appellent le médecin. Mais il est stipulé que la fièvre ne donne droit à l'hôpital qu'à partir de 39 degrés. Comment savoir si j'ai 39 ? Le médecin ne vient pas au quartier et il n'y existe pas de thermomètre médical ; et d'ailleurs cela ne servirait également à rien, car la fièvre doit être officiellement constatée par le médecin. Pour cela, je devrais me pointer à la visite, ce qui signifie que je devrais sortir et me rendre à la baraque des consultations, qui est à l'extérieur du quartier, attendre deux ou trois heures pour être présenté au médecin, revenir au quartier et, à supposer que j'aie la chance d'atteindre la graduation 39, me rendre de nouveau, l'après-midi, à l'hôpital, qui est bien plus loin que la baraque des consultations. Pour tout cela, je me sentais trop malade. Friedrich me donna du charbon et du bismuth, et je renonçai au médecin du camp et aux bénédictions de la baraque-hôpital.

Un matin - c'était le 1er août - nous découvrîmes quelque chose d'inquiétant. Les quatre meneurs du B.I.M. avaient disparu. Même « Le Rat » était parti. Le gros L., un Roumain dont il était impossible de savoir l'occupation principale (trafiquait-il sur les devises ou la drogue, trichait-il au jeu ou était-il agent secret ?) raconta l'histoire de l'enlèvement de ses amis. Il était minuit quand la voiture de l'armée s'engagea dans l'allée du camp et emmena les quatre hommes assis sur leurs bagages. Ils avaient attendu le véhicule militaire. Mais lui, on le laissa en plan. De profonds soupirs s'exhalaient du poitrail du « Gros », exprimant une peine sincère à la pensée des avances d'argent volatilisées. Le B.I.M. n'avait-il pas établi une liste de ceux qu'il fallait protéger contre Hitler ? Et il y figurait à la première place, car il avait versé de l'argent pour des *télégrammes* et ce qu'on appelle « *frais généraux* » ; il s'agissait tout de même d'un billet de mille, en arrondissant, et voilà que ce bel argent s'était envolé. Cela s'était passé si

vite qu'il n'avait même pas pu obtenir un reçu. En prononçant ces paroles sentencieuses : « Comment peut-on bien penser à l'argent en un tel moment ? », les quatre acolytes montèrent en voiture et disparurent avec crédits et bagages.

Pour nous, il était clair que l'affaire allait être sérieuse avec la commission allemande ; la Sûreté avait bien commencé par mettre à l'abri ses agents. Bientôt nous apprîmes que dans la même nuit les officiers responsables du camp avaient quitté leur poste. Un nouveau commandant et un nouvel officier des renseignements remplissaient le service au bureau. Le colonel Duin et son bon officier de renseignements, Nougayrol, n'avaient-ils pas, lors de l'avance allemande, donné à la délégation des politiques leur parole d'honneur d'officiers de tout faire, avant l'arrivée des troupes hitlériennes, pour mettre en sûreté ceux qui vraiment étaient en danger ? Le colonel n'avait-il pas ajouté de lui-même, sans que personne n'eût sollicité une telle déclaration, qu'il était incompatible avec l'honneur de la France de livrer les ennemis d'Hitler ? Ce sont donc de nouveaux officiers qui recevront la commission allemande. Ils exécuteront correctement les ordres de leurs supérieurs, sans être freinés par les paroles d'honneur de leurs prédécesseurs. Quant à ceux qui avaient donné leur parole d'honneur, qu'on ne leur avait pas demandée, ils étaient partis à la faveur de la nuit et c'était sans la moindre inconséquence qu'ils avaient pris avec eux leurs larbins.

La perspective de se trouver dans les prochains jours, peut-être demain déjà, en face des fonctionnaires de la Gestapo, n'était pas agréable. Deux perceptions également désagréables s'imposaient à la conscience, indépendantes l'une de l'autre : la faim, qui nous tenaillait aujourd'hui et la trahison, qui nous livrerait demain. Chose assez curieuse : la faim, certaine, était plus atroce que la Gestapo, incertaine.

Les préparatifs qu'on faisait pour recevoir cette police devenaient de plus en plus irritants. La première semaine d'août, l'ordre arriva de nettoyer à fond toutes les baraques et, chose qui soulignait le sérieux de la situation, on vit même arriver, pour la première fois depuis que nous logions dans ces baraques, quelques tonneaux de chaux pour asperger les murs. Je transportai dans la cour tout mon bastringue, je mis un caleçon de bain, et j'entrepris d'astiquer les planches. À coups de seaux d'eau, je me déchaînai contre la saleté. On ne pouvait jamais nettoyer sa place à grande eau car elle coulait vers le bas et inondait la couche du voisin qui était au ras du sol. Le nettoyage superficiel auquel on procédait tous les matins avec un chiffon humide provoquait déjà

de bruyantes protestations. Peu à peu la baraque s'était transformée en un foyer de microbes et en un paradis de puces. C'est ainsi que l'arrivée imminente des Allemands eut, pour commencer, un effet utile.

Dans les rangs qui s'étaient rassemblés pour l'appel, la question fut vivement discutée. Un jeune anarchiste espagnol proclamait, à grand renfort de gestes, qu'au fond, si les Allemands venaient pour voir cette cochonnerie, cela ne pouvait pas être un mal. La peur des Allemands faisait que beaucoup mettaient de l'espoir en eux. On devait prendre position à cet égard. J'avouai que ce serait chose facile pour les nazis, avec l'amour de l'ordre qui caractérise les Allemands et leurs talents d'organiseurs, de rendre supportable la vie au Vernet, pour ceux-là seulement, bien entendu, qu'ils jugeraient dignes d'être maintenus en vie.

Ces discussions sur la valeur de l'ordre en général et sur la préférence accordée au désordre en particulier, étaient assez académiques, vu les circonstances, car nous n'avions pas le choix. Pour nous, les souffrances dues à la pagaille française se mariaient aux dangers mortels de la rigueur allemande. Même si demain ils nous tranchaient la tête, il faut qu'aujourd'hui nous mangions ; inversement, à quoi bon échapper au malheur d'être livrés, si nous mourons ici de faim ?

Vers midi, Putzi, qui présentait tous les signes d'un déséquilibre mental, me prit à part. Sa face de lune était livide comme de la cendre, ses lourdes mains tremblaient. Tout en épiant, angoissé, de tous côtés, il me fourra dans la main un papier froissé. « Quel danger pour l'État ? » demandai-je au jeune homme qui faisait l'important. « Dans dix minutes, il faut que je le rende », dit-il dans un souffle.

J'allai dans une baraque vide et dépliai le papier. C'était un tract écrit au crayon à encre, qui invitait à la grève de la faim. Signé : « Quartier A ». La grève de la faim, était-il dit, commencerait le lendemain matin et aurait pour but la libération immédiate de tous les internés. Sans tarder, mon juvénile voisin me désigna l'homme qui lui avait donné le tract. C'était l'un des anarchistes de la 7ème.

Pouvait-on, par une grève de la faim, arracher la libération ? Pouvait-on seulement obtenir un adoucissement des conditions d'existence ? Pendant la balade du soir, toutes les conversations tournaient autour de cette question. Les gens raisonnables étaient d'accord pour refuser la grève de la faim et ils s'efforçaient de déconseiller cet acte de

désespoir. Dans tous les groupes qui discutaient, en quelque langue que ce fût, il y avait quelqu'un pour refuser la grève. La grève de la faim, c'était la *dernière* des choses ; elle équivalait au dernier moyen de combat du prisonnier *politique*. Elle ne mène au succès que si certaines conditions préalables sont remplies. Ces conditions existent-elles ? Les hommes du Vernet étaient coupés du monde extérieur, personne n'apprendra, ou bien on ne l'apprendra que tard, trop tard, qu'ils font la grève de la faim. N'est-il pas à craindre qu'une grève de la faim ne profite qu'à la direction du camp, ne soit souhaitée par elle, et peut-être même organisée par elle ? Naturellement, il fallait faire quelque chose, mais ce « quelque chose » ne devait pas être une démonstration fragmentaire, inconséquente ; ce devait être une action d'unité ayant un but consistant, à bonne portée. Comme il serait utile d'avoir des délégués de baraque élus qui pourraient, au sujet des plaintes, négocier avec le commandement.

Ainsi parlaient les gens sensés, et nul ne pouvait dire grand-chose là contre. Le lendemain matin, près d'une centaine d'internés de A refusèrent de prendre le café du petit-déjeuner. Sous protection renforcée, au cours de la matinée, les groupes d'intendance sortirent pour prendre le repas. Également ceux de A. Le quartier de ceux qu'on appelait les criminels avait été scindé avec succès ; les conséquences ne devaient pas longtemps se faire attendre. Dans les quartiers politiques B et C, au contraire, personne ne suivit le mot d'ordre de grève. Même pas les anarchistes. C'était bon signe.

Fiévreusement, le secrétaire du lieutenant travaillait à la rédaction de listes : Allemands, Autrichiens, Tchèques, Polonais, déchus de nationalité, apatrides, Juifs, tout cela classé en partie selon l'âge, en partie suivant la couleur des cheveux, et subdivisé d'après le département d'origine et la situation de famille. En trois jours, la masse de papiers était si enflée qu'une douzaine de commissions n'aurait pas pu l'étudier.

La caisse d'affichage, à côté du poste de garde, se remplissait de publications fiévreuses, intitulées « Note de service ». L'une d'elles, en style dynamique, stipulait que dans les journées du 14 au 16 août toutes les baraques devaient être mises en état de parfaite propreté, lits et couvertures en « ordre uniforme ». Le mot « uniforme » avait un ton décidément néo-français. Pour sérieux que fût notre état d'esprit, et malgré la rage qu'à défaut d'aliments nous avions au ventre, cette mode prussienne apportait une note gaie dans les ténèbres de notre morosité.

Une chose était claire : de notre propre mouvement, nous n'irions pas à la commission allemande.

Entre temps, on était venu chercher les nazis, de sorte que tous les efforts du lieutenant pour dresser une liste d'Allemands et d'Autrichiens ayant le désir d'être présentés à la commission restaient vains. La question *fut posée trois fois devant toute l'équipe rassemblée, trois fois elle resta sans écho*. « En qualité d'ennemis de Hitler, nous jouissons du droit d'asile en France. Personne ne se présentera devant la commission, à moins d'y être contraint ».

Alors le lieutenant Clerc commença à se faire insistant. Son stick pendillait négligemment à son poignet, sa cigarette restait au coin de ses lèvres quand il sifflotait sa chansonnette plus pour lui-même que pour nous : il savait bien qu'une propagande de bouche à oreille était en cours contre le fait de se présenter devant la commission ; on exerçait même de la terreur. Il en savait, au total, plus que nous ne pensions, car tout simplement il savait tout, y compris le nom des meneurs, et si cela n'allait pas ainsi, alors cela irait tout autrement.

Le lendemain, le lieutenant Clerc fit rassembler son monde par baraque à un moment inhabituel. L'attitude et la voix étaient nonchalantes comme toujours, seules les paroles étaient d'une espèce nouvelle ; elles ne laissaient plus rien à désirer en fait de netteté.

La commission allemande ferait comparaître tous les Allemands et Autrichiens, ainsi que les déchus de nationalité. Tous sans exception seraient obligés de donner suite aux ordres de cette commission. Un recours au droit d'asile serait inutile, car en France, où l'on a perdu la guerre, il n'y a plus de droit d'asile. République, constitution, droits de l'homme, droit d'asile - autant de mots qui ne signifient rien, en égard à l'unique réalité qui compte : la défaite militaire, qui accorde au vainqueur les droits prévus dans l'accord d'armistice. Aux termes de ce traité, que le gouvernement français a l'intention d'exécuter mot à mot et de l'exécution duquel officiers et fonctionnaires se portent garants, il faut donner suite à tout ordre de la commission allemande.

C'était le 10 août 1940 ; à quelques jours près, cent quarante huit ans s'étaient écoulés depuis la proclamation de la Première République, qui apporta au peuple français les droits de l'homme. Ce fut Cesare qui attira mon attention sur cette

plaisanterie du calendrier ; il était en train d'étudier l'Histoire de la Révolution française de Mathiez, qui perdait ses feuilles.

Le matin du 17 août, voici où l'on en était. La garde mobile, armée jusqu'aux dents, affluait par le portail. Les Allemands et anciens Allemands, y compris tous les nouveaux Allemands, furent placés en colonnes séparées et furent isolés du reste de l'effectif. Nous fûmes d'abord répartis en groupes suivant notre « nationalité » : Allemands, Autrichiens, Sarrois etc... Puis tout recommença de nouveau, cette fois-ci ordonnés par baraques. Puis vint *un nouvel ordre des bureaux* : les adjudants et les sergents, qui transpiraient, *essayèrent un* groupement combiné d'après l'origine et la baraque. Cela donna vingt-quatre groupes et vingt-sept cas limites qui ne rentraient dans aucun des groupes. L'agacement des sergents gagna les adjudants et amena même le lieutenant Clerc à des hochements de tête réprobateurs désapprobateurs et répétés.

Quand le remue-ménage eut atteint son point maximum - onze heures, entre temps, devaient être arrivées - dans la vapeur de l'horizon rougeoyant de soleil apparut un avion argenté, à basse altitude, qui décrivit un cercle autour du camp et s'envola en direction de Foix.

C'étaient eux. Encore un quart d'heure et la colonne d'autos allemandes allait s'engager dans la route du camp.

Baïonnette au canon, on nous poussa dans la cour du camp, un, deux, un, deux, où nous dûmes attendre la décision. Quelle décision ? Personne ne savait rien. Tous seront-ils amenés devant la commission allemande ou seulement quelques-uns ? Chacun se demandait : « Reviendrai-je encore une fois au quartier ? » Je vis que tous les camarades étaient calmes et ainsi j'étais calme, moi aussi. J'avais beau rire, comme tous riaient quand on faisait une plaisanterie douteuse, j'étais quand même sous la fascination du mot Gestapo !

Je fus tiré du fond de mes obsessions terrifiantes par la voix claire de Paul, le Saxon, qui, du rang, cria tout à coup : « Merde alors, regardez-les donc ceux-là ! » Tous regardèrent dans la direction de la pissotière, qui n'était pas du tout la nôtre, mais celle des gardiens, et devant laquelle nous devons toujours passer à distance respectueuse lorsque nous sortions. De la porte de cet édicule hygiénique émergeaient l'une après

l'autre une douzaine de figures connues. Comment ils étaient venus là resta un mystère jusqu'à ce que nous vîmes le lieutenant Clerc sortir le dernier. Quelques secondes plus tard, le petit groupe, visiblement soulagé, se mit en mouvement mais (nous n'en croyions pas nos yeux) pas du tout dans la direction de l'effectif rassemblé, mais dans la direction de la baraque-atelier, qui sommeillait au loin sous l'ardeur du soleil. Et le lieutenant Clerc en tête. Paul ronchonna : « Faut-il qu'ils aient un travail urgent, juste maintenant que le moment historique approche ! » Les colonnes se désordonnèrent par suite des éclats de rire et des tapes qu'on se donnait réciproquement dans les côtes, d'un air entendu : on avait commandé au B.I.M. de sortir. La langue saxonne et bien pendue de Paul laissa tomber ironiquement : « À chacun son dû ». Le lieutenant Clerc qui, hier, officiellement, avait ordonné à tous sans exception de se présenter devant la commission allemande enlevait, maintenant, à demi officiellement, ses protégés. L'événement n'était que la suite logique de l'enlèvement du « Rat » dans la nuit du 1er août.

Tandis que ces gens-là disparaissaient derrière l'arrière-porte suspecte de la loi, nous étions un millier d'hommes environ à attendre, dans le champ de tir des mitrailleuses postées tout autour, l'exécution de l'article 19, alinéa 2, du traité d'armistice.

Le soleil brûlait par-dessus nos têtes. La faim brûlait dans nos entrailles. Mais ce qui brûlait le plus, c'était la honte, quand nous vîmes les officiers français flagorner la commission allemande.

Deux minutes après l'apparition de la Gestapo, on nous reconduisit au quartier. Les listes préparées pendant des jours entiers furent écartées d'un revers de main par les Allemands. Tel un écolier, notre nouveau colonel était debout à côté du commandant allemand, et l'embarras lui faisait bredouiller des excuses.

Les gendarmes virent cela, les internés virent cela, tout le camp vit cela. Sous nos yeux s'émiettait l'autorité des officiers de Vichy. Le plus sot des apolitiques était obligé de constater que leur puissance était empruntée et leur commandement un fief. Au fond, nous étions des prisonniers d'Hitler sous surveillance française.

Les officiers SS vinrent dans le quartier et ordonnèrent d'installer une table à l'ombre de la baraque 9. Puis les hommes de la Garde Mobile, sous la conduite d'un

lieutenant allemand, passèrent de baraque en baraque et firent sortir des rangs tous les internés d'origine allemande ou autrichienne.

Le lieutenant avait environ dix-neuf ans ; il était blond et de haute taille, ses galons d'argent étincelaient au soleil. Dans la main il tenait les listes, et dans les listes il y avait nos noms.

La pression était insupportable. Que vont-ils demander ? Vienne ? Berlin ? Paris ? Que vont-ils faire de nous ?

Tout autour, les visages indifférents des officiers français. À présent, nous sommes de nouveau séparés de nos camarades. Entre eux et nous, la chaîne de la Garde Mobile, le fusil en bandoulière. Si tout cela pouvait être déjà du passé !

Du passé - et ensuite ? - Où serons-nous ce soir ?

À la table de la commission est assis, euphorique, un gros Bavarois à bedon et il clignote perfidement à travers ses verres cerclés d'or. Deux officiers plus jeunes, qui ont posé à côté d'eux, sur la table, leur plate casquette verte, essuient la sueur de leur front. Le soleil brûle par-dessus la cour poussiéreuse. Les baraques ont le même aspect que d'habitude, et je m'en étonne. Est-ce la dernière fois que je les vois ?

Alors, le lieutenant de dix-neuf ans, de haute taille, *galons argentés*, s'approche des hommes et crie : « Écoutez donc, par ici, je vous parle ! » C'était là, sans qu'on pût s'y méprendre, la voix de la Prusse. Et il continua : « Les Juifs, sortez des rangs ! » Nous nous regardions, ahuris. Encore un nouveau tri. Entre temps ceux de la 9^{ème} ont passé devant la commission. En chuchotant, cela circule de bouche à oreille : ils demandent à chacun s'il désire rentrer chez lui. - « Désire ? » questionnai-je incrédule. - « Oui, celui qui ne veut pas rentrer chez lui peut se retirer. »

Toujours arrivaient de nouvelles informations et toujours plus clairs devenaient les visages. Des questions tombaient comme grêle sur la commission. Et les combattants d'Espagne ? Et les émigrés politiques ? Ces messieurs répondaient presque aimablement, laissant tomber mainte plaisanterie. Seuls ceux qui avaient commis des délits soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger, pouvaient craindre des poursuites, disaient-ils. Les autres iraient dans un camp de rééducation. Et ensuite ? Ensuite, ils reprendraient du travail et seraient soldats.

La commission très redoutée se présentait dans le rôle de « libératrice ». La rigueur céda et du mouvement se fit dans les rangs. La commission s'adressa à un groupe de Belges : « Vos alliés vous ont amenés ici ; nous, vos ennemis, nous vous libérons. Dans les prochains jours, vous pourrez rentrer chez vous. »

Longtemps après que la commission eut terminé son premier examen, les solliciteurs entouraient sa table en rangs serrés. Avec de profondes courbettes, au premier rang, les gardes blancs russes. Leur chef, « le baron Najmann, colonel et conseiller secret », souriait de son plus doux sourire et son monocle étincelait, lourd de tradition. Cérémonieusement, il remit à la Commission un mémorandum, où étaient signalés les services que l'émigration russe à Paris avait rendus aux nazis et ceux qu'elle pourrait rendre à l'avenir.

Les officiers SS souriaient avec douceur. Il n'était pas difficile de deviner ce qu'ils pensaient. Dans d'autres camps, ils avaient fait la même expérience : ils connaissaient l'irritation qui, derrière les barbelés des camps de concentration, s'était accumulée contre les autorités de Daladier et de Pétain, et cette irritation, ils n'étaient que trop volontiers disposés à l'exploiter pour servir leurs propres fins. Qu'y avait-il de plus raisonnable que d'écouter les plaintes au sujet des horreurs des camps de concentration français, et de promettre de l'amélioration ? À l'ombre du Vernet devait pâlir le souvenir de Dachau.

Tout d'un coup, le lieutenant aux galons d'argent me fit signe de m'approcher de lui : je devais venir près de la table de la commission.

- « Je suis Juif » dis-je *en me défendant*.

- « Cela ne fait rien à l'affaire. Restez là debout. »

Puis, après un instant : « Vous êtes bien journaliste de métier ? »

- « Certainement », opinai-je de la tête.

Le gros Bavarois clignotait derrière ses lunettes. Sa voix était bonasse, comme si elle voulait atténuer l'impression du regard perfide. Il posa des questions sur Vienne, Berlin et Paris, mais ce que j'avais fait pendant la guerre l'intéressait plus que ce que

j'avais fait pendant la paix. Or, depuis que la guerre avait éclaté, mon activité avait consisté à dévorer le maigre pain de la captivité, et c'est ainsi que l'on me congédia en m'avertissant, non sans une légère menace, que mes allégations seraient vérifiées.

Ce fut tout.

Tandis qu'autour de la table des vainqueurs la queue des solliciteurs ne raccourcissait pas, je vis des lèvres qui chuchotaient, de petits groupes où l'on s'entretenait à voix basse et avec gravité. Je vis quelques camarades s'avancer une deuxième fois et revenir avec un questionnaire à la main. Que faisaient-ils ? Ils demandaient à rentrer chez eux.

Fatigués, nous nous glissions sous nos couvertures. Nous venions de vivre une journée riche en événements. Ce qui était arrivé, personne, à vrai dire, ne l'avait exactement compris. Ce n'est que bien plus tard que nous apprîmes que cette visite avait été celle de la commission que l'on appelait commission Kundt. Bien plus tard, quand commença la lutte pour le visa de départ, la commission Kundt se révéla comme l'instance de contrôle de la commission d'armistice, sans l'agrément de laquelle aucun Allemand ou Autrichien ne pouvait partir. La question de savoir qui devait être livré pour un motif stipulé dans le traité d'armistice devait être tranchée ultérieurement. La commission Kundt devait seulement établir l'identité et le domicile de chacun. De tout cela, nous n'avions, à ce moment là, aucune idée. Qui songeait à partir ? Qui savait quoi que ce fût d'un visa de départ ?

Les autos de la commission allemande étaient encore plus longues que celles des généraux français ; mais les allemands, eux aussi, étaient partis comme les Français. Quant aux hommes du Vernet, ils restèrent avec leurs gardiens en uniforme. Ils étaient plus mornes que d'habitude. Ils avaient senti momentanément la main du vainqueur, ils avaient vu sa tranquille assurance, et l'humiliation de la défaite avait été pour eux un événement vécu.

L'un des jours qui suivirent immédiatement, il fut annoncé qu'un film serait passé dans la baraque aux divertissements de société. C'était une grande nouvelle. C'était presque comme si les grilles devaient disparaître. *Nous ne pouvions pas aller circuler dans le monde, mais le monde venait à nous.*

Le soir, une auto obliqua pour s'engager sur la route intérieure du camp et un homme jeune, en civil, assisté d'un aide, traîna dans la baraque aux divertissements un appareil à projections transportable. On annonça que l'entrée coûtait deux francs. Mais où le public serait-il assis ? Le problème fut résolu simplement. Chaque visiteur devait apporter de sa loge sa petite chaise.

Une étrange procession se mit en mouvement. Des centaines d'internés, chacun élevant son tabouret au-dessus de sa tête, formèrent une longue queue à l'entrée de la baraque, attendant d'être admis.

Les gendarmes qui nous gardaient et qui étaient chargés du service d'ordre se comportèrent autrement qu'ils ne nous y avaient habitués. Peut-être que ce service leur plaisait davantage. C'était un service qui ne différait pas de celui qui s'accomplissait en plein air sur la principale place de Toulouse, où la foule faisait la queue devant le cinéma pour aller voir les actualités. C'était, pour ainsi dire, un service civil et normal ; les internés qui allaient au cinéma et payaient pour cela un prix d'entrée ressemblaient à des civils déguisés.

Nous fûmes obligés d'attendre des heures entières, car il se trouva que la salle ne pouvait contenir qu'une partie des curieux, de sorte qu'il fallut donner plusieurs représentations l'une après l'autre. Nous fûmes ainsi amenés à lier conversation.

Alors il s'avéra que l'amabilité des gendarmes avait des raisons plus profondes. Il y avait là un jeune sergent qui me demanda si je connaissais Filippo. - « L'Italien ? » Naturellement, je le connaissais. C'était lui qui, en septembre dernier, quand j'étais arrivé au quartier B m'avait fait cadeau de ma première lampe à huile. Filippo travaillait actuellement comme aide à la cuisine des sergents.

Filippo avait raison, disait le sergent, qui était entré en conversation avec nous. On ne pouvait pas reconnaître l'ennemi à l'uniforme. Ce disant, il me regardait d'un air interrogateur. Au mess de la troupe avait éclaté à ce sujet une violente dispute. D'une voix encore plus basse, il ajouta : « trahison », voulant signifier par là que la guerre avait été perdue par trahison.

Ironiquement quelqu'un observa que tous les « traitres » avaient pourtant été enfermés, que tout le Vernet en était plein. Mais l'ironie n'était plus à sa place car le soldat savait ce qu'il disait. D'un geste *de la main, il écarta l'objection. Les traitres*

étaient bien ailleurs, on avait bien vu avec quelle assurance les officiers allemands se présentaient.

C'était bien ça. La visite de la commission militaire allemande avait mis sous terre l'autorité des officiers français. Pas seulement auprès des internés. Les commandants tout puissants on les avait vus tout petits, comme ils se tenaient tout autour et, dans leur embarras, ne savaient où se mettre ! Ce jour-là quelque chose s'était brisé qui ne pouvait plus être réparé.

Nous entrâmes dans la salle obscurcie de la baraque aux divertissements. C'était enfin notre tour. Nous étions impatients, accroupis sur nos tabourets bas.

Quand la lumière commença à vibrer sur la toile, les hommes éclatèrent de rire bruyamment. Cet éclat se mit à rouler d'un rang à l'autre et saisit gardiens et surveillés en un rire unique et convulsif. Le malheureux propriétaire du cinéma ambulant, qui avait obtenu l'autorisation de nous distraire, avait apporté des actualités vieilles de huit mois. Nous vîmes les jours glorieux du début de la guerre, nous lûmes les déclarations emphatiques d'une victoire certaine, nous vécûmes les combats d'escarmouche des jours de la « drôle de guerre », nous visitâmes « l'imprenable » ligne Maginot, et tout cela faisait sur nous un effet irrésistiblement comique. À cet égard, internés et soldats, tous étaient d'accord.

Vint ensuite un court métrage qui montrait la vie mondaine dans une station de sports d'hiver des Pyrénées. On voyait de jeunes dames qui glissaient à skis sur la neige en riant ou dansaient au thé de cinq heures et se changeaient pour le dîner, sans avoir le moindre égard pour nous, la foule des spectateurs sans femmes de la baraque aux divertissements. Quand le dîner fut servi dans la grande salle à manger de l'hôtel de montagne, je quittai les lieux. J'en avais assez. Si je voulais voir les Pyrénées, je n'avais qu'à regarder par-dessus le grillage. Elles se dressaient devant moi, majestueuses dans leur beauté immaculée.

« S'ils ne nous donnent rien à manger, nous nous nourrirons nous-mêmes », dit le grand August. Du jour au lendemain, prirent naissance de petites communautés pour faire cuire et pour manger. Paul, grâce à son excellent français un peu fortement saxon barbota à la cuisine une grosse marmite. Avec nos francs péniblement amassés, nous achetâmes à la cantine de la semoule de maïs. Nous savions que toutes les

marchandises rares, telles que nouilles et riz, parfois aussi savon et lait condensé, circulaient à la cantine par des voies détournées : cela provenait en partie des stocks de l'Intendance, en partie des envois expédiés par les quakers, dont nous voyions *décharger les camionnettes*. Il était impossible de *lutter avec succès contre le vol commis par l'administration*, on l'avait bien des fois fait, mais il faisait partie du système et les complices étaient placés bien trop haut. Et c'est ainsi qu'avec nos francs Paul acheta trois kilos de semoule de maïs, de bonne et granuleuse semoule de maïs.

Dans le camp, la cuisine privée était rigoureusement interdite. (Qu'est-ce qui n'était pas interdit ?) Cependant toute interdiction tombait dès l'instant qu'on assumait le risque de la transgresser en masse.

Cet instant était arrivé.

Dans l'après-midi fumaient une douzaine de feux de plein air et des chaudrons noirs exhalaient la vapeur d'épaisses soupes. Avec le maximum de bonne volonté, Paul eût été dans l'impossibilité d'acheter du bois de chauffage, et les autres cuisiniers collectifs également. Le bois qu'ils fendaient était fourni aux uns par les pieux des réseaux de barbelés, aux autres par la charpente de baraques vides, et beaucoup brûlaient leurs tabourets. Après l'officielle soupe du soir, les feux des communautés se mettaient à flamber dans l'abri, le long de la clôture qui séparait le quartier B du quartier C.

Qu'ils viennent avec leurs fusils ! Auront-ils le courage de tirer sur des prisonniers désarmés, eux qui ont capitulé sur le champ de bataille. On les a vus tout petits, ces grands messieurs, et on ne les craint plus.

Alors émergea la grêle silhouette du capitaine Poulain qui, en qualité d'officier le plus ancien dans le grade, avait été nommé commandant. Il jeta un coup d'œil étonné sur les feux joyeux. À son visage ridé, il ajusta d'un air menaçant son monocle, mais quand il vit à la ronde le visage résolu des hommes, les yeux dans les yeux, il laissa tomber ce monocle qui, abandonné, pendillait au cordon noir. Le commandant Poulain se retira lentement, avec un « je m'en fous » à peine audible.

Les feux joyeux des nouvelles communautés pour manger continuèrent à fumer encore plus joyusement.

La nouvelle de cette victoire silencieuse se répandit dans le quartier à la manière d'un éclair et se présenta bientôt sous cette forme dangereusement abusive : le « commandant » a autorisé l'installation de cuisines privées.

C'était là une exagération.

L'étincelle.

Le 19 août était un lundi. J'avais vidé la soupe du soir à la cuiller et j'étais en train de nettoyer mon écuelle dans l'auge, quand j'entendis un cri perçant et sauvage provenant de l'extrémité inférieure de la tranchée qui séparait les deux quartiers. Immédiatement après, ce fut, par-dessus la cour, le grondement déchaîné d'un long « Pouah ! ». Cela retentissait comme le hurlement d'une bande de loups affamés. En *trois bonds je fus* à la tranchée. Ceux qui allaient vers les auges et étaient tout autour des auges coururent dans la même direction.

Ce que je pus voir au premier instant était bouleversant. Entre la tranchée et la clôture, environ au niveau de la baraque habitée qui était située le plus bas, trois hommes de la Garde Mobile se tenaient debout : deux d'entre eux avaient leur fusil épaulé, tandis que le troisième, sans fusil, gesticulait avec les bras. Devant le petit groupe se rassemblaient les internés, plus nombreux de seconde en seconde, recevant du renfort au pas de course de toutes les directions. De l'autre côté de la clôture, dans l'autre quartier, les internés affluaient également en groupes compacts, et ceux qui se trouvaient le plus près appuyaient leur visage mal rasé contre la clôture barbelée. Entre temps, le vacarme s'était accru au point d'assourdir les oreilles. Le pouah du début avait sombré dans un hurlement qui s'intensifiait à vive allure, inarticulé, sauvage, menaçant. Des mots circulaient de bouche en bouche : « Ils ont renversé le manger, les chiens ! » - « Il a jeté une pierre dans la marmite ». - « Non, c'est dans la soupe qu'il a craché ». - « Je l'ai vu de mes propres yeux : du pied, il a renversé la pitance dans la boue ».

J'essayai de m'approcher du groupe qui cherchait à persuader les soldats. C'étaient des Russes blancs à qui je n'avais jamais parlé auparavant. J'appris qu'en effet la patrouille s'était élevée contre la cuisson dans la tranchée ; ils ignoraient tout d'une

autorisation du commandant, avaient dit les soldats. Finalement, un homme de la patrouille avait renversé du pied la marmite pour mettre fin à la discussion stérile.

À la protestation, violente et non réglementaire, du propriétaire de la marmite, le soldat, agacé, avait répondu en épaulant son fusil. Il s'était senti menacé, déclara-t-il plus tard. Par bonheur, le « Négro » faisait partie de la patrouille. C'est lui qui, au moment décisif, avec une rapidité féline arracha le fusil à son collègue devenu furieux et lui épargna ainsi d'être désarmé par la foule follement excitée. Il ne put empêcher ce qui suivit, ce que, maintenant, l'étincelle ayant jailli, aucune force au monde n'aurait pu empêcher.

De toutes les baraques affluaient, déchaînés, les hommes livides, décidés. Les combattants d'Espagne de l'autre quartier, le visage grimaçant, semblaient prêts à arracher les barbelés. Des pierres volaient par-dessus la clôture. De ce hurlement se dégageait, à la manière d'un chœur, une phrase qui claquait comme un coup de fouet : « À la porte ! À la porte ! » Des deux côtés de la grille, le flot humain, à grands cris, exerçait sa pression en avant tandis que les trois soldats se retiraient lentement vers le portail du camp. Quelques-uns essayaient d'apporter l'apaisement, l'homme s'était *enivré* et le Noir l'avait mis en état d'arrestation alors que, dans son ivresse, il voulait tirer sur les internés.

La manœuvre de retraite réussit et les trois hommes arrivèrent sans opposition jusqu'à la porte, avec trois cents prisonniers sur les talons.

Entre temps, devant le corps de garde, des mitrailleuses avaient été mises en position. La grosse alarme était donnée.

Quelques minutes s'écoulèrent sans que rien ne se produisît.

Alors apparut, marchant d'un pas rapide, le colonel Praxtz, le nouveau commandant, entouré d'un peloton de gardes mobiles, carabine à l'épaule. Il fut là tout à coup : l'ahurissement fut si grand que la foule, qui se tenait très compacte derrière la porte, fit place à la troupe. Avec ses soldats, le colonel se dirigea tout droit vers le lieu de l'incident. Ferait-il procéder à des arrestations ? Tous semblaient animés de la même pensée, car soudain les cris de nouveau se multiplièrent et la foule se mit en mouvement, cette fois-ci en sens inverse, de la porte vers les dernières baraques, où la troupe, entre temps, avait pris position.

Pour la première fois, je vois de près le nouveau colonel. Un homme de plus de cinquante ans, stature compacte, tempes grises, visage crevassé de rides et jaune d'irritation. Ses yeux enfoncés lancent des lueurs, comme dans la fièvre.

Maintenant il porte ses mains à sa bouche pour former un entonnoir, et il essaie de dominer le vacarme par ses cris. C'est un mot qu'il hurle, le magique mot militaire : « Rassemblement ! »

Mais de bouche en bouche passe un ordre contraire et personne ne pourrait dire d'où il vient : « Pas de rassemblement ! À la porte la garde ! »

C'était la révolte.

Dans la mêlée indescriptible, le colonel se dressait pâle, tremblant, indécis. Les hommes étaient égarés par la colère. Ils criaient. La souffrance des longs mois d'hiver, les humiliations sans fin, le désespoir des nuits sans sommeil, les tourments de la faim avilissante, l'injustice subie, les soucis causés par l'éloignement des êtres chers, la peur éprouvée, les espoirs déçus, toute la haine accumulée, amoncelée, contenue, tout cela avait rompu les digues de la discipline, et le flot des passions déchaînées roulait avec démesure, submergeant tous les obstacles, par-dessus les rives de la raison modératrice. Sans peur, prête à tout, la masse des prisonniers, torturée jusqu'au sang et qu'on avait exaspérée, se jetait contre les fusils et se montrait terrible à cause de ce sentiment : maintenant tout nous est égal, cela ne peut pas devenir pire.

Alors Daniel, le petit colporteur juif qui, *de toute sa vie n'avait jamais manqué d'obéir à l'autorité, le visage blafard*, les yeux hagards, la bouche largement ouverte, court vers les soldats qui, avec la crosse de leur fusil, tapent de tous côtés, essayant de faire respecter l'ordre du colonel. Il court, et dans sa course, arrache de ses deux mains sa chemise et présente aux soldats sa poitrine couverte de poils gris sale. De sa bouche édentée, les mots sortent en gargouillant : « Ici, ici, tirez, chiens si vous osez ! Au front, vous étiez trop lâches pour tirer mais ici, vous avez du courage. Tirez ! Pourquoi ne tirez-vous pas ? » Le soldat, lui, ne comprend rien. Il écarte rudement Daniel avec la crosse de son fusil et hurle dans le vide : « Ras-sem-ble-ment ! »

Je regarde fixement le colonel en suivant le moindre de ses mouvements. Le cœur me bat jusqu'à la hauteur du cou. Donnera-t-il l'ordre de tirer ? Quelqu'un me chuchote à l'oreille : « S'ils partent, nous ferons le rassemblement ; sinon, non. Faire circuler. » Nous

sommes quelques camarades à nous diriger vers le colonel : « Faites partir la troupe, et nous garantissons que votre ordre sera aussitôt exécuté ».

Encore quelques secondes passent, déchirant les nerfs, lourdes de conséquences.

Le colonel regarde autour de lui, désorienté ; on voit le travail qui s'opère en lui. Enfin sort doucement de sa bouche l'ordre destiné à l'adjudant qui se trouve auprès de lui : « Rassemblement de la garde au portail ».

Déconcertés, les soldats regardent. L'un d'eux passe en courant devant moi, violacé de colère. Lentement, ils se rassemblent, sans souci du bon ordre. Le fusil leur pend mollement à l'épaule, comme si cela voulait dire : « Je m'en fous ».

Ceux qui sont le plus près de la garde libèrent un passage pour son retour.

De même que la tempête ne cesse pas immédiatement après l'orage, mais faiblit de plus en plus par à-coups et finalement se calme tout à fait, de même le fracas de cette mer humaine se calma peu à peu. Le silence se fit dans la cour, et de bouche en bouche circula le mot d'ordre anonyme : « Rassemblement devant le commandant ».

La puissance du commandement était relayée, du moins pour pas mal de temps.

Les rangs se formèrent selon une discipline volontaire. Devant eux se dressait le colonel. Ses mains tremblaient encore et toujours ; ses joues étaient bien plus jaunes qu'auparavant. De profondes rides entouraient ses orbites, d'où jaillissaient maladivement de petites boursouflures. Nous étions là, debout, silencieux, *sans faire de bruit dans un demi-cercle pas tout à fait réglementaire. Il ne semblait pas le remarquer. Son allocution fut brève, les phrases hachées.* Il parlait d'une voix si rauque que ceux du fond le comprenaient à peine. Il était venu au quartier pour enquêter sur l'incident. Par suite des événements regrettables, l'enquête n'avait pu être terminée. S'il apparaissait qu'un membre de la garde était coupable, alors lui, commandant, veillerait à la punition. Mais il devait maintenir l'ordre. Il n'était là que depuis peu. Il faisait appel à la discipline des internés et il espérait que le pire pourrait être évité. Si les prisonniers avaient des désirs ou des plaintes à formuler, ils pouvaient désigner des mandataires, qu'il recevrait le lendemain.

Quelques isolés applaudirent mais un « pst » énergique les réduisit au silence.

Le colonel passa la porte. Sans escorte. Alors seulement je me rendis compte qu'il était nu-tête. Était-il venu sans casquette, ou l'avait-il égarée dans la cohue ?

Nous nous séparâmes. Quelque chose d'extraordinaire s'était produit, quelque chose de décisif pour le reste de notre vie, et qui ne pouvait plus être oublié. Ni par nous, ni non plus par eux.

L'état de guerre régnait en France et nous, les prisonniers du Vernet, nous étions placés sous l'autorité de l'armée.

Et cependant, nous avions affronté une épreuve de force et l'avions franchie avec succès. Le colonel avait cédé. Il n'avait pas fait tirer, quand son ordre s'était heurté à la résistance. Plus encore : notre demande concernant l'élection de délégués avait été agréée à l'improviste. Cela était arrivé d'une façon si inattendue qu'il nous fallut un instant pour nous en rendre compte.

Les internés discutaient en groupes compacts et traversaient la cour à grands pas. Dans toutes les langues du monde, on commentait les événements, dont on évaluait les conséquences. Que pouvait-il arriver d'autre ?

À l'écart, dans l'espace qui séparait deux baraques, trois hommes allaient et venaient. Leur visage exprimait une calme détermination. Ils parlaient à voix basse et assez vite. Dès que quelqu'un passait, ils se taisaient et s'arrêtaient, comme s'ils voulaient réfléchir un peu. En réalité ils réfléchissaient à ce qu'il fallait faire ; ce n'était pas la première fois que, sérieux et décidés, ils réfléchissaient à ce qui intéressait la vie du camp.

L'explosion montrait que le combat était inévitable, mais aussi qu'il était possible. Le plus important était de maintenir l'unanimité des dernières heures qui, pour beaucoup, s'était produite d'une façon surprenante. Seule l'unité pouvait convertir cette *explosion en force motrice*.

C'est de cela que les trois hommes parlaient, et ils n'étaient pas seuls.

Il y avait dans ce camp des représentants de toutes les nations, expérimentés dans la conduite des hommes, sachant que tout n'est pas possible, ayant du coup d'œil pour la réalité, la tête froide, l'œil clair et la volonté ferme.

Il fallait présenter les réclamations minimales que les délégués auraient à soumettre demain au colonel. Il fallait que ce fussent les mêmes dans toutes les baraques, et si possible dans tous les quartiers. Il fallait montrer non seulement aux autorités, mais aussi au camp lui-même, que les hommes du Vernet savaient ce qu'ils voulaient et voulaient ce qu'ils savaient.

Le soir était tombé, un soir d'été foisonnant d'étoiles. La cour était silencieuse, mais l'on entendait çà et là les pas pesants des patrouilles renforcées. On ne pouvait voir personne et rien de suspect n'était annoncé.

Mais dans la demi-obscurité des baraques avaient lieu les premières élections des délégués.

-----oOo-----

20-26 août 1940

Tué en cours d'évasion

L'audience

C'est à la hâte que furent signées les longues feuilles blanches de la pétition. Devant la loge où elles étaient étalées pour la signature, une cohue s'était formée. On devait faire la queue pour en finir plus rapidement : il fallait que la Garde Mobile ne s'aperçût de rien. En quelques minutes, presque tous les occupants des baraques avaient signé. Six seulement, sur cent soixante-huit, se tinrent à l'écart. Un Espagnol extraordinaire, qui ne parlait à personne et avait coutume de manger seul, se refusait à toute action. Depuis qu'il avait quitté son magasin de Valence, il en voulait au monde entier ; il les méprisait tous : communistes, socialistes, anarchistes. Le «baron» Najmann souriait sarcastiquement. Il n'était pas bolchevick ; il ne voulait en rien se mêler à ces choses-là. Deux Trotskystes, un Italien, un Allemand s'exclurent en bougonnant.

Personne ne s'en étonna. Par contre, nous fûmes étonnés d'apprendre que le colonel « catalan » avait signé. Il avait été ministre à Barcelone et les anarchistes l'écoutaient. Comme le gros Roumain, lui aussi, avait mis son nom au bas de la pétition ; les Juifs qui ne voulaient rien savoir de la politique *avaient été gagnés*. *Le vieux Daniel aussi, maintenant*, prenait place dans la queue et, ce faisant, il ne cessait de déclarer à ceux qui le précédaient et à ceux qui le suivaient qu'il n'avait jamais participé à une action contre l'autorité. Qu'il se fût, l'instant d'avant, compromis dans l'émeute, il l'avait oublié. Le maigre colonel russe, qui avait coutume d'aller se promener seul pendant des heures entières et se prenait pour un démocrate francophile, donna sa signature, bien qu'en secouant la tête.

Bientôt, on connut aussi les résultats obtenus dans les autres baraques : 98 pour cent dans la 8^{ème}, 91 pour cent dans la 9^{ème}, et ainsi partout. Un plébiscite. Même dans la 7^{ème} et la 17^{ème}, citadelles de l'organisation des mouchards, 60 pour cent en gros avaient pris part à l'action. Toutes les baraques avaient élu des délégués, tous les hommes avaient remis les mêmes réclamations aux délégués élus : augmentation de la ration de pain, autorisation de visites, suppression de l'interdiction de cuisiner, communication des rations officielles et contrôle de la délivrance des vivres par des mandataires représentant les internés, ouverture des colis en présence des destinataires, diminution des prix de la cantine, traitement humain de la part des gardiens.

Tout à fait subitement j'étais devenu le délégué de la baraque N°6. Quelqu'un avait proposé qu'on me désignât par acclamation. Que tout fût allé si vite, je me l'expliquai par le fait que les trois groupes nationaux, les plus forts en nombre, Espagnols, Italiens et Allemands, s'étaient auparavant mis d'accord sur le candidat.

Lorsque, de ma place, du haut de l'étage, je lus à haute voix la liste des revendications, le silence régna dans la baraque. On pouvait entendre la lourde respiration des hommes qui, pressés les uns contre les autres, étaient debout dans le couloir central en forme de boyau. La lumière de l'ampoule électrique qui était au plafond n'arrivait pas au-delà de la deuxième loge, des deux côtés du centre. Le reste de l'assemblée disparaissait dans l'obscurité et la fumée du tabac. On voyait çà et là flamber une allumette, une cigarette rougeoyer. « Si nous restons unis, nous nous imposerons », dis-je en concluant la courte allocution qui suivit mon élection. Isolément,

les hommes grimpèrent en rampant sur l'échelle de poulailler pour serrer la main à leur délégué.

Délégué- ce mot avait dans toutes les langues un accent solennel, il réveillait de hardis souvenirs et des espérances dangereuses !

Cesare avait transcrit en belle écriture perlée la liste des revendications et maintenant les feuilles étaient couvertes de noms qui résonnaient d'après les nombreux pays d'Europe : Pedro, Garcia, Mario, Herbert, Jorga, Mischa, Flemer, Wladislaw.

L'appel du matin était passé, mais personne ne quitta la place devant la baraque. Tous les visages étaient tendus : le commandant fera-t-il réellement venir les délégués, comme il l'a promis ? Discutera-t-il avec eux ou les mettra-t-il en taule ? Tout cela n'était-t-il qu'une provocation finement imaginée pour trouver les hommes qui jouissaient de la confiance des internés ? Tout paraissait possible.

Luigi Gallo⁽²⁶⁾ avait été élu délégué de la 9^{ème}. C'était bien, car chacun savait que cet homme mince, aux membres fins, avait joué un rôle de premier plan dans les Brigades Internationales. Intelligence et fermeté se reflétaient sur son visage. Naturellement, la direction lui échut. C'est lui qui convoqua les délégués pour discuter de la façon de se présenter devant le commandant, afin que rien ne fût laissé au hasard. On avait convenu qu'à chaque nouvelle revendication un autre délégué parlerait ; on devait persuader le commandant que cela ne pouvait pas durer ainsi. Moi, je fus chargé d'expliquer au colonel comment on en était venu à l'explosion, et qu'on devait distinguer l'occasion fortuite des causes véritables, et combien il était avantageux d'entretenir régulièrement des contacts avec les délégués, à quel point la vie serait ainsi facilitée aux officiers et aux prisonniers.

Les chefs de baraque désignés causèrent aux délégués les plus gros soucis ; eux aussi prendraient certainement part aux délibérations si elles devaient jamais avoir lieu. Comment se comporteraient-ils ? Eux aussi étaient des internés, comme nous, mais n'avait-on pas assez de preuves que quelques-uns d'entre eux étaient les dociles instruments du lieutenant ?

Voilà que des coups de sifflet stridents retentissent dans la cour. Quelqu'un se précipite, hors de lui dans la baraque, et de l'échelle de poulailler déjà, il s'écrie : « On vient chercher les chefs de baraque. Où êtes-vous ? » Devant la porte, c'est une

bousculade et une mêlée. On peut voir la longue stature du commandant Poulain, donnant des ordres à l'adjudant. À la ronde s'élève un hurlement : « Les délégués ! Les délégués ! » Le monocle glisse sur le visage du commandant. Il agite ses longs bras pour obtenir l'apaisement et chuchote encore quelque chose à l'oreille de l'adjudant. Je me sens poussé, bousculé, tiraillé, et je me trouve finalement à côté des autres délégués, près de la porte. Sans attendre un ordre particulier, nous nous joignons au groupe des chefs de baraque, qui s'en vont.

Derrière nous, la porte grillagée se ferma. Nous étions dehors. Un, deux, un, deux. Nous marchions au pas cadencé dans la direction de l'État-major. Poulain voulait-il, au dernier moment, empêcher la réception des délégués ? Tromper le commandant ? Nous n'avions pas le temps de résoudre des problèmes. Dans quelques secondes, nous devions être en face du colonel. En passant, je lus : « Bureau du commandant ».

Disposées en forme de fer à cheval, les trois *tables remplissaient presque tout* l'espace. Un drap vert recouvrait sévèrement leur longue *surface*. Qui aurait pensé qu'il y avait dans ce camp une salle de conférence ? Exactement au milieu, derrière sa table, le colonel était debout. Déjà il nous attendait. La lumière douce qui affluait par l'unique fenêtre éclairait ses cheveux gris. Son képi d'officier était devant lui, sur le drap vert. À côté du colonel se tenait debout le commandant Poulain, les mains dans les poches de ses culottes de cheval, les commissures des lèvres railleusement pointées, les yeux étincelants de méchanceté. Notre sergent restait debout près de la porte ! La pièce était nue et froide, le silence solennel.

D'un mouvement de main, le colonel fit placer les délégués des deux côtés du fer à cheval. Il arriva naturellement que les chefs de baraque se placèrent à une aile de la table alors que les délégués occupèrent celle d'en face. Le colonel s'assit, nous restâmes debout.

- « Nous ne sommes pas ici à la Chambre, messieurs ». Le colonel parle. « Je suis soldat et ne veux pas entendre autre chose que ce qui se rapporte absolument à la question. Vous avez quinze minutes. Parlez, je vous en prie. »

Il avait été convenu que je prendrais la parole le premier. J'avais le sentiment que la voix me faisait défaut, avant même d'avoir commencé. « Monsieur le colonel », commençai-je. Mais je sentais que quelque chose allait sortir, tout à fait différent de ce

que je m'étais proposé de dire. « Ne croyez pas que l'explosion d'hier, à cause du repas renversé... Il y a onze mois que nous sommes ici, sans obtenir d'audience, sans savoir pourquoi. L'agitation qui règne dans le camp a des causes plus profondes qu'une marmite renversée. Certainement. Et vous n'avez pas une seule fois demandé ce qui se passait. Les lettres que nous vous adressons restent sur le bureau du lieutenant. Nous vous avons vu pour la première fois quand une étincelle fit exploser la matière inflammable accumulée. »

Mais j'observe que tout cela sort trop grossièrement, sans aucune espèce de diplomatie. Gallo, à côté de moi, me regarde méchamment. Il faut freiner. « Et nous vous remercions, Monsieur le Colonel, de ce que vous nous donnez l'occasion de parler enfin de notre situation intenable. Il faut que nous parlions ensemble. Tenez, lisez ce que quinze cents internés du quartier B vous écrivent. »

Les feuilles, chargées d'un fouillis de paraphes, recouvraient la table verte, devant le colonel. Les délégués s'avancèrent à tour de rôle et déposèrent délicatement sur la table les pétitions de leurs baraques, comme si, au dernier moment, un malheur pouvait encore surgir de ce dangereux papier.

- « Non, pas de signatures. À quoi cela rime-t-il ? *Mais c'est défendu ! Vous devez parler et non pas collecter des signatures.* » Le colonel feuilletait nerveusement dans les papiers. « Non, de cette façon nous n'avancerons pas. Ici, il est même dit « revendications » Sa voix, soudain, se mit à tonner tout à fait. « Oui, à vrai dire, que pensez-vous ? Sommes-nous ici dans une réunion syndicale ? Les « revendications » ont mené la France à sa perte. C'en est fini, une fois pour toutes. »

Luigi s'avança. Calme, presque persuasif, il laissait sortir les mots de sa bouche étroite. « Vous nous avez invités à vous exposer les désirs et les plaintes des internés. Ne vous formalisez pas d'une expression. Elle peut avoir été choisie maladroitement. Si vous voulez avoir la paix dans le camp, écoutez ce que les délégués veulent vous dire. »

L'un après l'autre, les délégués s'avancèrent et parlèrent. De la faim avant tout. Comment les poubelles étaient visitées. Comment le pissenlit était mangé. Comment l'un des internés dévorait toutes crues les épluchures de pommes de terre. Des cuisines en plein air, dans la tranchée. Des vols dans l'Intendance. Des grossièretés de la part des gendarmes. Du désespoir des prisonniers. De l'exaspération des pères de famille. Sans

artifice et souvent sans cohérence, ils racontaient ; tout sortait pêle-mêle, et de la succession convenue des orateurs rien ne resta. Depuis longtemps les quinze minutes étaient passées. Pendant près d'une heure, le colonel avait écouté les plaintes sans interrompre, prenant des notes et fouillant dans les feuilles étalées devant lui.

Il n'était arrivé ici que depuis peu, dit-il dans son allocution finale. Il n'était pas responsable de ce qui s'était passé auparavant. Il avait la volonté de faciliter la vie aux internés. L'incident qui avait conduit aux regrettables événements de la veille serait examiné ; le coupable serait puni. Il avait donné aux gardiens l'ordre de traiter humainement les internés. Il était naturellement dans l'obligation de faire observer que, de leur côté, les internés ne devaient pas insulter les gardiens, comme cela s'était produit lors des bagarres d'hier. Il comprenait la nervosité qui régnait et qui ne faisait que grandir à cause de la durée incertaine de l'internement. Il ne pouvait rien y changer. Il n'avait pas compétence pour accorder la libération ; son devoir se limitait à la surveillance. Il pouvait cependant annoncer que le ministère préparait de nouvelles instructions pour accélérer l'émigration, le rapatriement et l'éventuelle libération de certaines catégories d'internés. En ce qui concernait les questions matérielles, il avait été autorisé par le Préfet à annoncer une augmentation de la ration de pain à 400 ou peut-être même à 500 grammes. L'autorisation de visites serait réglée de telle façon que les parents les plus proches, femme, enfants, père et mère, pourraient venir deux fois par mois. *Il étudierait les autres questions*, mais il tenait à promettre *qu'il voulait rester en relation avec les « représentants des baraques »*. Des « délégués » *il n'y en aurait pas*. L'ordre serait donné au lieutenant de transmettre sans délai les lettres adressées au commandant. Dès qu'un cas urgent surviendrait, les « représentants » devraient solliciter par écrit un entretien. Bien entendu, à l'avenir comme par le passé, la demande devrait être transmise par la voie hiérarchique, c'est-à-dire passer par le lieutenant, en tant que commandant de quartier.

Nous fûmes congédiés.

Au-dessus des champs, le soleil de fin d'après-midi rayonnait chaudement. Un troupeau de brebis se tenait immobile dans les chaumes. Paix profonde aux alentours. La chaîne des Pyrénées s'élevait majestueuse dans le ciel. La belle chose, maintenant, que de s'étendre dans l'herbe et de respirer l'odeur de la terre ! Comme il serait beau de

s'attarder sans gardiens, sans appel, sans grillage ! Comme il serait beau d'être libre, tel le pâtre qui est devant nous ! Tel un être humain.

Muets, nous marchions l'un à côté de l'autre, chacun suivant le cours de ses pensées. Les chefs de baraque s'étaient tus. Les méchants, non plus, n'avaient pas dit un mot. Le regard du commandant Poulain, quand nous nous retirâmes, était plus perçant que jamais. Il n'avait parlé qu'une fois, pour réfuter âprement les accusations portées contre l'Intendance. Qu'est-ce qui se passait ? Que devons-nous dire aux camarades qui déjà se pressaient à la clôture, attendant impatiemment notre retour. Étions-nous tombés dans un piège ? Le colonel Praxtz pensait-il honnêtement ou préparait-il un mauvais coup ?

La grille se referma derrière nous.

-----oOo-----

Les délégués

Quand les délégués commencèrent à s'entendre sur la façon de présenter le compte-rendu dans les baraques, ils eurent conscience de l'ambiguïté de leur position. Les délégués (ou « représentants », comme les appelait le colonel) étaient-ils des fonctionnaires légaux du camp ? Pouvaient-ils se concerter sans peur de représailles ? Toute espèce d'arrangement collectif n'était-elle pas rigoureusement interdite ? Le colonel les couvrirait-il, si le lieutenant supprimait les séances de délégués ? La prudence était de rigueur.

Quand il fit sombre, les délégués se réunirent dans une baraque vide. Des camarades protégèrent les débats contre les gendarmes et les mouchards. Luigi parla. Froidement et objectivement, il analysa ce qui s'était passé. Le commandant se trouvait visiblement dans une situation difficile. L'explosion avait montré qu'une matière inflammable s'était dangereusement accumulée au Vernet. La brutale répression du mécontentement coûterait beaucoup de sang, ferait du bruit à l'étranger, causerait peut-être des difficultés au gouvernement. *Depuis la défaite, la France était tributaire des*

sympathies de l'Amérique. Le colonel, nouveau venu au poste qu'il occupait, cherchait en tâtonnant jusqu'à quel point il pouvait aller. Il donnait l'impression d'être un homme nerveux, irrité, surmené. Lui aussi *sentait* que la situation était devenue intenable. Manifestement, il attendait du système des délégués un soulagement provisoire, mais vu le tour que prenait alors la politique intérieure de la France, il fallait présumer que cette tentative se heurterait à une violente résistance. Les extrémistes ne manqueraient pas de recommander à Vichy leurs recettes. Pour craindre le pire, on n'avait qu'à regarder dans les yeux ce commandant Poulain. La vie ne sera pas facile. Une lutte éclatera pour le maintien des délégués. Il y aura des délégués aussi longtemps que les internés resteront unis, comme ils l'ont été le soir des élections. L'ennemi n'a qu'une seule chance : s'il réussit à introduire la discorde dans le camp, il aura beau jeu. Alors les officiers se vengeront de la défaite qu'ils semblent avaler maintenant sans piper mot. C'est cela qu'il faut dire aux baraques. Nos geôliers ne peuvent absolument pas faire tout ce qu'ils veulent. En ce moment ils sont trop faibles pour envoyer des pelotons d'exécution et des mitrailleuses contre les hommes du Vernet. Mais à ces hommes non plus, tout n'est pas possible. Si nous exagérons, nous faisons le jeu des Poulain. « Dites aux baraques que nous avons, oui certes, remporté un succès mais que ce succès ne se maintiendra qu'aussi longtemps que nous serons unis. Rien ne nous a été donné en cadeau. Le fascisme ne fait pas de cadeau »

Ce que dit cet homme aux traits durs, quelque peu ironiques, c'était ce que nous sentions tous. Friedrich Wolf, qui représentait la 8^{ème}, me chuchota à l'oreille : « Je ne puis m'empêcher de penser à nos marins de Cattaro⁽²⁷⁾ ». J'avais des pensées trop noires, je ne dis rien.

Dans le compte rendu que je fis devant ma baraque, je me limitai à reprendre point par point les sujets débattus. *Question pain : succès. Question visites : succès. Libération et sortie : vagues promesses. Contrôle du rationnement de l'alimentation : échec. Prix de la cantine : vagues promesses.* « *Nous étions unis et ainsi nous avons obtenu quelques améliorations. Si nous cessons d'être unis et disciplinés, nous perdrons tout et ce sera pire pour nous qu'avant.* »

Après la réunion, Pedro, un jeune Espagnol qui avait la peau basanée, des yeux de braise et une voix qui résonnait comme une trompette de cuivre entonna la chanson du

camp ; Ay ! Carmela⁽²⁸⁾. Avec ferveur, je me joignis à lui pour l'unique strophe que je comprenais : « Resistiendo venceremos » (En résistant, nous vaincrons)

Les délégués, c'était quelque chose de nouveau, de stimulant dans la vie du camp. Avec des milliers de requêtes, petites ou grandes, générales ou privées, les internés venaient trouver leur « délégué » ; il devint le confident de ses camarades. Pour ceux qui n'étaient pas habitués à écrire, il devait rédiger des demandes auprès des autorités ou de la Croix Rouge. Il devait savoir comment on se procure un « certificat d'hébergement » pour justifier une demande de libération. Des plaintes concernant la bureaucratie du camp succédaient à des plaintes contre les prix exorbitants de la cantine. On demandait conseil au délégué quand il s'agissait de donner des consignes de comportement à la femme à la maison. Il constituait la dernière instance dans les contestations ; il enquêtait sur les suspicions et mettait fin à des inimitiés. Il devait tout savoir, être toujours prêt. L'échelle de poulailler qui menait à sa place fonctionnait toute la journée. Beaucoup de délégués réorganisèrent la vie de leur baraque, surveillèrent la distribution du pain. Dans maintes baraques, des commissions d'hygiène furent instituées qui avaient le devoir d'en améliorer la propreté. On vit naître des commissions de cuisine pour la surveillance des victuailles, des commissions de culture pour la préparation d'activités culturelles intellectuelles et sociales. Tout autour des délégués se développa une manière d'opinion publique qui isola les violents, les voleurs, les provocateurs et tenta de préserver la dignité du quartier politique. Les camarades progressistes et les plus conscients de leur responsabilité se groupèrent autour des délégués dans l'intention de discuter en commun des affaires communes - et, dans un camp de concentration, qu'est-ce qui n'est pas une affaire commune ? - pour être responsables en commun, pour diriger en commun. Dès qu'avait retenti la sonnerie du clairon pour l'extinction des feux et que la garde avait franchi la cour pour la ronde de dix heures, les hommes du Vernet étaient sous la lampe centrale, qui n'éclairait plus que par un faible brûleur tenant lieu de veilleuse, et ils bavardaient. Les hommes de la baraque voulaient entendre ce que le délégué avait à dire au sujet des événements, ceux de la vie du camp et les autres, les événements tout court.

Un jour, on mit dans la baraque un homme qui se disait arrêté seulement depuis peu. Dès le premier soir, il se joignit au groupe de discussion, qui était rassemblé sous la

veilleuse. Après avoir raconté son histoire, il se mit à faire des recherches sur les conditions de la vie au camp. On le renseigna. Dehors, dit-il, pour commencer, tout marchait merveilleusement, le parti travaillait d'une façon remarquable ; il pouvait garantir cela comme digne de foi, car il avait les meilleures relations. « Les porcs » (il faisait signe dans la direction de l'État-major) seraient bientôt mis à la raison. « Nous en viendrons bientôt à bout ». Le visage des assistants s'allongea de plus en plus, les discussions cessèrent, l'un après l'autre, ils se retirèrent sans un mot.

Le lendemain, ce fut comme si le gaillard n'existait pas, comme s'il s'était volatilisé. Dès le surlendemain, il fut libéré sous prétexte que son internement avait été une erreur. Peu après, nous apprîmes la vérité comique : l'officier des renseignements avait mis dans le quartier quelques faux internés, des policiers déguisés.

L'incident fit réfléchir. Que voulaient-ils ?

Les chefs de baraque avaient cessé d'être des autorités, surtout ceux qui étaient connus comme familiers du lieutenant. Mais justement ceux-là, le lieutenant Clerc les recevait tous les jours, le matin, à neuf heures pour des entretiens particuliers qui duraient longtemps, après que les chefs de baraque avaient officiellement reçu des ordres. Nous sentions qu'une riposte se préparait.

Un beau matin, quelqu'un m'appela à la baraque dite récréative. Au milieu d'un rassemblement, un homme faisait une allocution. N'était-ce pas « le Perse » ? Il avait étudié à Berlin ; il ne faisait pas mystère de ses opinions pro-hitlériennes. « Le Perse » en tant qu'orateur public dans le quartier politique du Vernet, c'était nouveau. Jusqu'à maintenant, on ne l'avait vu en conversation qu'avec le lieutenant Clerc ; beaucoup le prenaient pour un dénonciateur, beaucoup pour une simple tantouze. Soulignant ses paroles de gestes violents, il racontait à ceux qui l'entouraient que, dans d'autres camps, la ration de pain s'était toujours élevée à 500 grammes et qu'il ne fallait pas se contenter des 400 grammes convenus. Il fallait entreprendre une nouvelle manifestation pour arracher par tous les moyens la ration de 500 grammes. On avait bien vu comment le commandant reculait, pourvu qu'on y allât fort. On ne pouvait pas, en effet, se fier aux délégués car ils s'étaient laissés rouler par le commandant. Peut-être même la trahison était-elle de la partie. Ils parlent d'une concession du commandement, alors qu'en réalité on reçoit encore moins que dans les autres camps.

Ils étaient quarante à cinquante hommes à écouter avec intérêt l'orateur. Je n'en connaissais que quelques-uns. Sans réfléchir, je me frayai un passage jusqu'au milieu du cercle. Je demandai ce que voulait dire « le Perse » en prétendant qu'il fallait, « par tous les moyens », arracher le droit à 500 grammes ? Embarrassé, « le Perse » regarda autour de lui comme s'il attendait de l'aide. Il se disposait à bégayer quelque chose au sujet d'une nouvelle pétition, mais je répliquai : « Si l'on parle en public, il faut être conscient des conséquences de ses paroles. « Le Perse » est-il peut-être de ceux qui murmurent qu'on doit faire brûler les baraques ? Oui, certes, de tels discours sont tenus depuis quelques jours. En même temps, on rapporterait au commandant que les communistes projettent d'incendier les baraques. Visiblement, il y a dans le camp des gens qui sont mécontents que les internés aient des hommes de confiance qui représentent leurs intérêts. « Le Perse », (et alors je m'adressais aux assistants) a eu hier un nouvel entretien avec le lieutenant. De cela on ne peut faire un reproche ni à lui ni au lieutenant ; chacun choisit la société qui lui convient. Mais il faut dire haut et fort que quiconque trouble l'unité du camp, excite contre les délégués, invite à la rupture de la discipline et à la violence est un provocateur et n'agit pas dans l'intérêt des internés, mais au contraire dans l'intérêt de leurs geôliers. »

De la haine brillait dans les yeux du « Perse ». Sans bruit, il s'éclipsa. L'incident qui fut bientôt connu, engendra une nouvelle nervosité. La fièvre se remit à monter.

Le soir, il y eut une surprise : lors de la distribution du pain, il s'avéra que la ration s'élevait à cinq cent grammes. C'était le double de ce qu'on avait eu jusqu'alors. Malgré toute la joie que nous causait ce succès, nous ne pouvions nous défendre d'un sentiment désagréable. C'était trop beau.

En même temps qu'avait été livrée la ration de pain augmentée, une pancarte avait été fixée aux portes des baraques. La feuille était tapée à la machine et au bas resplendissait en traits durs la signature du commandant. Le texte disait :

J'AI CONNAISSANCE QUE, DEPUIS QUELQUE TEMPS, DES MENEURS EXTREMISTES
POUSSENT LES INTERNES A DES ACTES DE VIOLENCE CONTRE L'AUTORITE DU
CAMP. LEURS NOMS, EGALEMENT, ME SONT BIEN CONNUS. JE CONSEILLE A CES
ELEMENTS DE NE POINT CONTINUER LEUR ACTION DANGEREUSE, CAR JE SUIS

DECIDE A PUNIR LES RESPONSABLES AVEC TOUS LES MOYENS DONT JE DISPOSE, ET A LES ISOLER, LE CAS ECHEANT, DANS UNE FORTERESSE.

Maintenant, du moins, nous savions où nous en étions. Comme Gallo l'avait prédit, le colonel avait été travaillé.

Croyait-il vraiment que le mécontentement qui régnait dans le camp était l'œuvre de l'excitation ? Qu'il suffisait, pour rétablir le calme, d'arrêter les délégués en qualité « d'excitateurs » et de les envoyer dans une forteresse ?

L'action

Le 24 août 1940 était un samedi. Il était environ 10 heures du matin. J'avais terminé le service de nettoyage dans la baraque et, guidé par Cesare, j'étais plongé dans la description du supplice de la faim qu'endurent, selon Dante, le comte Ugolin et ses fils dans les oubliettes de la tour. Nous étions assis sur de minuscules tabourets, à nos places de l'étage, et pour mieux déchiffrer le texte, imprimé menu, nous avions le haut du corps *penché vers l'ouverture du bas, en direction du trou de lumière*. Tout à coup, nous entendîmes de cris saccadés venant du dehors : « Assassin ! Assassin ! »

Je me précipitai.

- « Ils ont tiré. Il y a des morts et des blessés. »

Au bord de la clôture se dressait une foule qui discutait nerveusement et regardait de l'autre côté, vers le quartier A. - « Ils viennent de passer en emportant quelqu'un sur une civière. » Diverses versions de l'incident étaient présentées. La garde aurait tiré sur la corvée des latrines de A. Il y aurait eu un heurt. Beaucoup parlaient de deux morts, beaucoup de trois. Depuis l'explosion du 19 août, la garde était munie de carabines quand elle accompagnait des corvées à l'extérieur. Nous n'avions attribué à cela aucune importance, mais maintenant quelque chose d'irréparable était arrivé. Entre le commandement et les internés gisaient ces morts.

Vers midi nous apprîmes ce qui était arrivé de l'autre côté, dans l'autre quartier. La corvée de latrines était en route pour la rivière quand, tout à coup, la garde avait ouvert le feu sur deux internés qui s'étaient quelque peu éloignés du groupe. Les coups avaient été tirés à bout portant. Un jeune polonais nommé Borkievic avait été tué sur le coup ; un autre avait été grièvement blessé. Le blessé avait été amené à l'hôpital de Pamiers ; le cadavre était à la morgue, derrière la baraque-hôpital. La garde prétendait que les deux prisonniers avaient fait une tentative d'évasion ; l'autorisation de tirer avait été rappelée aux gendarmes, depuis quelques jours à peine, et c'est ainsi que, conformément au devoir, ils avaient fait usage de leur arme. Voilà ce que nous pûmes connaître du rapport qu'on avait élaboré au bureau.

Mais « le Paysan » vint au quartier en titubant et se vanta d'avoir tiré le coup mortel. Cette appellation désignait pour nous un gendarme joufflu qui, dans son uniforme, ne cessait pas de ressembler à un idiot de village. Jusqu'ici, il ne s'était distingué que par ses jurons vulgaires et son ivrognerie. Maintenant, de bouche en bouche, le bruit circulait que « le Paysan » aurait tenu le propos suivant : « La chasse est ouverte. »

Du quartier A vint de nouveau le mot d'ordre : grève de la faim. Cette fois-ci, beaucoup étaient prêts à marcher. Il se préparait notoirement de nouveaux heurts, bien plus sérieux.

Il y avait là des milliers de prisonniers qui depuis un an, beaucoup depuis plus longtemps, vivaient non pas comme des êtres humains, mais comme des bêtes parquées. La faim continuelle avait affaibli leurs nerfs, supprimé les freins de la pensée. Chez tous était vivace le souvenir du jour de l'explosion, de l'expulsion de la garde, de la capitulation du colonel. Remués par le sang versé, inaccessibles à tout mobile rationnel, ils semblaient prêts à tout, *ouverts* au plus téméraire conseil.

Ce qui menaçait était clair : refus de toute discipline, actes de désespoir, représailles.

C'était de cela qu'avaient besoin les officiers de Vichy. Ils avaient leur plan. Aussi le jeune Polonais devait-il mourir. Il était né en 1918 et avait une mère quelque part, dans la région de Clermont-Ferrand.

Tous regardaient les délégués. Que décideraient t-ils ?

La responsabilité était grande. Les délégués devaient repousser la provocation et s'opposer au torrent des passions. Ils devaient engager la lutte contre la tentative de briser l'entente et l'unité, conquises de haute lutte. Ils devaient essayer de donner, au besoin de protestation des internés, une direction telle que l'action atteignît l'ennemi et non les internés.

Du succès de cette tentative dépendait l'avenir de nous tous.

Dans le coin de la baraque vide, les délégués étaient de nouveau adossés au mur. Luigi parla à voix basse. La grève de la faim était absurde. Il fallait faire quelque chose qui parût susceptible d'être accepté par la majorité des internés. La grève de la faim diviserait le camp au lieu de l'unir. Toute manifestation bruyante ne ferait que mettre en mouvement les mitrailleuses ; à cela n'est intéressé personne d'autre que les officiers fascistes, qui veulent obliger le commandant à provoquer un bain de sang. Les coups de feu près de la rivière avaient pour cible le nouveau système des délégués.

Sans élever la voix, le président des délégués fit ses propositions. Tenant exactement l'étroit sentier entre trop peu et trop, elles semblaient incarner la raison pratique ! Quelques amendements furent proposés. « Conclu ? » dit Gallo en regardant à la ronde. - « Conclu ! ». Nous nous séparâmes après une poignée de main.

Mon cœur battait. Ce qui devait arriver était la suite logique de la victoire du 19 août. La prochaine démarche, si elle réussissait, devait aboutir à consolider la position des délégués. Si elle échouait...

Cette fois-ci, il n'y eut pas d'assemblée de baraques. Le risque eût été trop grand ; le plan ne pouvait réussir que s'il était exécuté par surprise.

Au cours même de la nuit, dans toutes les baraques, dans toutes les sections, dans tous les groupes nationaux, on se mit à parler de la « minute de silence » en l'honneur du camarade tué. Avant l'appel du matin, je savais déjà que dans notre baraque ne *régnait pas seulement l'unanimité mais aussi l'enthousiasme*. Oui, même le chef de baraque était d'accord.

On se salua comme d'habitude. Personne ne parlait de ce qui les préoccupait tous. Le maigre colonel de la garde blanche, qui avait coutume de se promener seul, m'aborda. « J'ai signé la pétition ; cela non plus n'était pas tout à fait légal, mais ce que

vous faites ici, c'est de la rébellion », dit-il avec une honnête indignation. Je lui répondis fraîchement : « Personne ne vous oblige à en être ; vous n'avez qu'à vous exclure ».

Comme chaque matin, les internés se rassemblèrent devant la baraque attendant le signal de l'appel. Il était huit heures du matin. De la porte, les sergents sifflèrent « rassemblement ». Les colonnes se formèrent par sections. En tête se tenait debout notre chef de baraque. Son visage plissé à barbe grise, paraissait accablé de soucis. Ne pressentant rien, le sergent l'aborda, lui serra la main en collègue, comme chaque matin. « Garde à vous ! » Cela retentissait plus rigide que jamais. Le lieutenant était debout à côté de la porte. Pressentait-il quelque chose ? L'appel des noms se déroulait mécaniquement. Après chaque nom lu, ça crépitait mécaniquement : « Présent ! » La routine cliquetait. « Rompez les rangs ! » Le sergent hurla à plein gosier la formule finale de la cérémonie, salua et se disposait à partir.

Alors, cependant, quelque chose se produisit, quelque chose qui n'avait encore jamais eu lieu dans la pratique d'un sergent de la Garde Mobile. En effet, il ne se produisit rien. Il avait commandé « Rompez les rangs ! », mais rien ne fut rompu. Une révolte de l'immobilité. Déconcerté, le policier fixa les rangs qu'il voyait debout devant lui. À ce moment, notre chef de baraque d'une voix chevrotante et sénile, cria « Garde à vous ! » Nous ôtâmes brusquement notre casquette et restâmes debout, avec raideur. Un mur de silence, de deuil, de révolte, de protestation. Sans bouger la tête, je regardai à droite, dans la direction des baraques voisines. Tous les rangs étaient debout. Toutes les baraques étaient avec nous. Le sang battait à mes tempes. Le camp obéissait à l'autorité qu'il s'était donnée à lui-même.

Perplexe, notre sergent tourne ses regards tantôt vers le chef de baraque, tantôt vers nous. Son visage est devenu rouge pourpre. Le vieux regarde mélancoliquement devant lui, tenant lui aussi sa casquette à la main, au garde-à-vous, le visage tourné vers nous. Sans bouger, il dit par-devers lui, mais assez fort pour que le sergent, à côté de lui, puisse entendre : « En l'honneur du mort ». Un éclair d'intelligence illumine le visage du sergent ; maintenant lui aussi joint vivement ses membres, se met au garde-à-vous et se fige, comme nous, dans l'attitude qu'on a pour saluer.

À la porte du camp, voici le lieutenant : il siffle d'impatience. Le grand adjudant se hâte vers lui au pas de course. On voit encore quelques gardes mobiles se mettre en

mouvement. Enfin, la longue minute est passée. « Rompez les rangs ! » commande notre chef de baraque. La manifestation est terminée.

À cent pour cent, le camp avait suivi le mot d'ordre lancé par les délégués. Même les adversaires de toute discipline, les anarchistes, même les lâches et les tièdes, et même les adversaires et les mouchards, tous avaient marché. Était-ce le respect devant la mort ? C'était encore autre chose : sortir des rangs est plus difficile que d'y entrer ; sortir des rangs signifierait qu'on se désigne soi-même comme ennemi, mouchard, lâche. La pression morale des rangs serrés était si forte que nul ne pouvait s'y soustraire. Quelques sergents eux-mêmes n'avaient-ils pas été entraînés dans son sillage ?

-----oOo-----

De bouche en bouche passa un nouveau mot d'ordre : à neuf heures et demie, claustration volontaire de tout le quartier dans les baraques.

A l'heure dite, la cour se vida. Pas complètement cette fois-ci. Car, entre temps, la riposte du B.I.M. était intervenue : la manifestation était menée par les communistes ; on ne devait pas se laisser abuser par eux. On voyait quelques figures bien connues aller et venir avec empressement dans la cour, pendant que nous étions, nous, en deuil de notre camarade. Certains voulaient intervenir ; mais les raisonnables les en détournèrent.

Dans la demi-obscurité de la baraque régnait un silence solennel. Chacun avait compris qu'il participait à un combat dont les armes étaient imposées par les circonstances. En une brève allocution, le délégué expliqua le sens de la manifestation, exalta l'esprit d'unité, condition première de tout succès. Puis les quêteurs passèrent de loge en loge. Nous voulions acheter une couronne pour la déposer sur la tombe de notre camarade. Vers le béret basque, crasseux, des pièces de monnaie s'envolaient, comme des balles de fusil. Nombreux furent ceux qui, pleins de zèle, donnèrent leur dernier sou, comme s'ils voulaient dire : voyez ma dernière pièce de monnaie ; c'est ainsi que je les déteste, les meurtriers ! Elle devenait presque physiquement sensible la signification de ce mot, de ce grand mot si souvent usité et si rarement vécu : Solidarité.

Dans leurs sales cavernes de planches les hommes étaient assis, unis dans des souffrances communes et une commune volonté. Tout cela était interdit - alors c'était

beau, c'était un bon combat. Cette heure de volontaire *enfermement était pareille à un office dans les profondeurs de catacombes*. Le tintement des pièces de monnaie rassemblées retentissait comme celui de la clochette du desservant qui prépare la communauté à la communion. Ah ! Malheureux ceux qui, là-dehors, ne sentent pas combien il est beau de faire cause commune et de sentir dans son voisin son camarade ! En retournant dans la cour, nous eûmes l'impression de laisser derrière nous la lumière crépusculaire de la nef, de quitter le cercueil de l'ami assassiné, de sortir d'une église où il n'y a pas de prêtre, mais seulement une communauté.

Bientôt après vint la soupe. À coups de cuiller, nous vidions en silence le liquide sale ; nous mâchions le pain sec sans dire un mot et regardions fixement l'azur étincelant de ce midi d'août. Celui qui l'avait pu avait dressé en plein air la petite table qu'il s'était confectionnée lui-même, car on ne pouvait pas tenir dans la baraque à cause des mouches et de la poussière. Qui n'avait pas de tabouret s'asseyait dans le fossé ou s'adossait à la paroi de la baraque. Nul n'avait envie de parler ; les impressions étaient beaucoup trop profondes et les pensées erraient au loin.

Combien de tombes creuserons-nous encore ? Dans le petit cimetière derrière le terrain de sport, ils enterreront le jeune polonais et, en tant que délégué de la baraque 6, je me tiendrai devant le monticule de terre fraîche et j'y déposerai une couronne de perles de verres multicolores. À côté de moi, les autres délégués penseront aux êtres qui leur sont chers, aux vivants et aux morts. Une balle a volé vers nous. Était-elle pour moi ? Était-elle pour toi ? Cela pouvait être aussi une bombe. Cela pouvait être aussi un microbe du typhus. Sur la tombe de l'interné inconnu, nous aurons une pensée pour toutes les victimes. Et une haine terrible emplira nos cœurs, une haine qui rend forts et invulnérables.

-----oOo-----

Un nouveau mot d'ordre passe de bouche en bouche : « À trois heures, à la clôture ». Chacun sait ce que cela veut dire : ce n'est que près de la clôture et plus précisément à tel endroit de la haie que les manifestations communes sont possibles, à l'endroit où les trois quartiers sont contigus. « À trois heures, à la clôture » cela signifie qu'à cette heure-là une cérémonie funèbre collective réunira les trois quartiers.

D'heure en heure, l'assurance des hommes du Vernet s'était affermie ; une action donnait de la force pour la prochaine, et par réciprocité, le courage augmentait. Les forts appuyaient les faibles, et la journée n'était pas encore finie.

Un peu avant trois heures commença la marche vers la haie. Tel un cortège de pèlerins, le flot des internés avançait vers le coin où devait avoir lieu le concert funèbre. Également des quartiers C et A les hommes s'avançaient vers la haie avec des mouvements lourds et lents. Bientôt, la vaste place entre les grilles fut noire de monde. Très denses, des visages durs, des visages gris se pressaient contre le treillis des fils de fer. Entre B et C s'étirait le double réseau de barbelés ; nulle part il n'était possible de tendre la main à quelqu'un qui se trouvait de l'autre côté. On se saluait par des regards.

Alors, d'un seul coup, sous l'effet d'une musique, l'air se mit à vibrer. C'étaient des mesures douces, traînantes, qui retentissaient comme des sanglots contenus. « Victimes immortelles, vous êtes tombées. » La tête nue de chaque homme s'inclina, comme attirée vers le sol par le poids des pensées. Les visages se firent encore plus durs, des plis profonds se creusèrent dans les joues mal rasées ; les commissures des lèvres tressaillaient douloureusement. Il fallait beaucoup de force pour retenir ses larmes ; tous n'y parvenaient pas. Moi, par exemple. Je ne pleurais pas seulement le camarade qu'ils avaient tué ; mes larmes coulaient en même temps pour ma femme, qu'ils m'avaient abattue.

L'orchestre, un accordéon, une guitare, un violon et un harmonica, avait été installé au quartier C, tout près de la grille, pour que chacun pût le voir. Trois mille prisonniers, agglomérés en tas, séparés par du fil de fer barbelé mais unis dans leur volonté, se tenaient debout sous un ciel bleu sans nuages. C'était comme si, tous ensemble, ces trois mille hommes n'avaient qu'un seul cœur, qui s'accordait en un seul battement.

Quand les derniers accents se furent tus, le silence, dans le vaste cercle, fut si profond qu'on percevait la respiration du voisin. Encore une fois l'accordéon se fit entendre. Sur l'air de la chanson populaire « J'avais un camarade⁽²⁹⁾ », le chœur chanta le nouveau texte, qui avait pris naissance devant Madrid :

Je puis t'en donner ma parole

tout en chargeant mon arme :
point de pardon pour l'ennemi :
tu reviens dans notre vie
Hans Beimler, notre camarade⁽³⁰⁾.

Puis, de nouveau, le silence. La foule se tenait immobile, comme ensorcelée. Du quartier des criminels s'éleva un cri rauque ; « À bas les meurtriers ! » Personne ne répondit. Les trois mille hommes se disloquèrent silencieusement.

Où étaient les sentinelles ? Où étaient les officiers ? Ce n'est que maintenant que nous commençons à nous étonner. Dehors à la porte du camp, on les voyait en plein conciliabule. Que pouvaient-ils bien chuchoter ? Chacun avait compris, et eux sans doute mieux que quiconque, que la provocation avait non seulement échoué mais qu'elle avait eu l'effet inverse. Jamais, ni auparavant, ni plus tard, la confiance en soi des hommes du Vernet ne fut aussi forte que ce jour-là, placés du matin jusqu'au soir, sous la loi qu'ils avaient eux-mêmes proclamée.

———oOo———

Ce soir-là, les délégués signèrent la lettre suivante, adressée au Commandant :

« 25 août

Au commandant du camp du Vernet

Forts de la confiance que vous avez eu l'amabilité de nous témoigner au cours de l'entretien du 20 août, nous nous permettons de nous adresser de nouveau à vous.

Après cette entrevue, nous avons pu constater un certain apaisement dans le quartier. Les promesses que nous avons cru pouvoir tirer de vos déclarations, les petites améliorations qui furent réalisées et, avant tout, le fait que vous envisagez des rencontres régulières avec les

représentants des baraques ont largement contribué à calmer les internés, dont l'agitation n'est nullement imputable à l'activité de « meneurs » mais à la situation matérielle et morale de chacun. Ces faits et la conscience que les internés en général ont de leur responsabilité ont empêché jusqu'ici de graves incidents.

Dans la même intention, c'est-à-dire pour contribuer à l'apaisement général, nous vous prions de nous accorder un nouvel entretien. Nous désirons discuter de quelques questions laissées en suspens et vous prier en même temps d'accorder à une délégation de quartier l'autorisation de déposer sur la tombe de la victime des regrettables incidents du 24 de ce mois une couronne acquise avec l'argent collecté parmi les internés.

Veuillez agréer, Monsieur le Commandant, l'expression... etc. »

Le lendemain matin l'adjudant vint chercher les délégués. Cette fois-ci, il n'y avait pas d'artifice. Notamment les signataires de la lettre furent invités à se rassembler à la porte du camp, où déjà les chefs de baraque attendaient.

Cette deuxième entrevue avec le colonel se déroula tout autrement. Il reçut aussitôt la délégation : « Que voulez-vous ? » cria-t-il lorsque nous *entrâmes*. *Il bégayait tant il était énervé.*

« Vous avez promis de débattre avec nous de toutes les questions, au lieu de cela vous affichez de nouvelles menaces, dis-je, habitué à ouvrir le débat. C'est grâce à nous, les délégués, que vous savez que jusqu'ici un plus grand malheur ne se soit pas produit. Nous avons calmé les internés parce que nous avons confiance en vos promesses. Si vous ne tenez pas parole, les camarades ne nous suivront plus. »

- « Taisez-vous, vous ne faites qu'exciter les internés. Je sais tout. Vous tenez des réunions interdites. »

- « Nous sommes obligés de tenir des réunions ; sinon comment pourrions-nous informer les internés de ce que vous nous avez dit ? S'il existe une interdiction de réunion, vous devriez logiquement la lever. »

Le chef de la 9^{ème} commença l'attaque. Dans sa baraque, disait-il, tous avaient toujours été calmes et satisfaits jusqu'au moment où les communistes commencèrent à exciter les gens. Depuis lors, il n'y avait plus rien que mécontentement et dispute. Lui, personnellement, refusait même un simple entretien avec le soi-disant délégué.

Les délégués se défendirent. Ici, il ne s'agit pas de politique. Le fait que les gens voulaient manger n'avait rien à voir avec la profession de foi concernant un programme politique. Chacun savait combien la situation était devenue intenable. Alors les internés, sous l'impulsion du commandant, avaient élu des hommes de confiance pour exposer méthodiquement à la direction du camp leurs vœux et leurs réclamations. Si plusieurs chefs de baraque ne jouissaient pas de la confiance des internés, ils n'avaient rien d'autre à faire que de se retirer ; le calme et la paix seraient rétablis.

Les chefs de baraque qui étaient du côté des officiers s'emportèrent : « Pour les communistes, il n'est pas question des internés, mais de leur influence politique dans le camp. »

L'un des délégués demande en retour : « L'augmentation de la ration de pain que le commandant a accordée est-elle dans l'intérêt des internés ou d'un parti politique ? »

- « Vous voyez où tout cela mène, interrompit le colonel, vous n'êtes pas vous-mêmes d'accord sur ce que vous voulez. Je ne tolérerai pas du tout l'agitation politique dans le camp. C'était là le sens de mon avertissement que vous avez tous lu. »

Nous revenions de nouveau à la charge pour notre défense. Ce n'étaient pas du tout les délégués qui faisaient de l'agitation politique, mais leurs adversaires qui, de cette façon, essayaient de compromettre le système des délégués. Encore une fois, nous adjurâmes le colonel de ne pas se laisser écarter du chemin qu'il avait pris.

En signe de refus, il secouait son crâne gris. L'autorité était ce qu'il y avait de plus important. Il fallait qu'elle fût sauvegardée *en toutes circonstances et par tous les moyens*. Il devait dire et avec fermeté que la garde était chargée de tirer en cas de fuite et continuait d'avoir cette mission. Il était déplorable que la fusillade eût fait une victime, mais on ne pouvait rien y changer. La victime avait déjà été enterrée ce matin à cinq heures. Cela ne s'était tout de même pas produit par crainte de nouvelles manifestations mais parce que le prêtre catholique ne pouvait venir qu'à ce moment-là. Il ne s'opposait

pas à l'achat d'une couronne avec l'argent collecté, mais au dépôt de cette couronne ne pouvait participer qu'un seul représentant de quartier.

C'était là une cinglante saute de vent. Le visage des chefs de baraque hostiles brillait de satisfaction. Moi, ce qui me crispait le plus, c'était cette histoire de prêtre qui ne pouvait venir à l'enterrement qu'à cinq heures du matin.

Accompagné d'un garde mobile, Luigi partit vers la petite ville proche pour y acheter la couronne. C'était une grande couronne à perles de verre multicolores. Sur un ruban blanc resplendissait en or le formule : « À leur camarade tombé, les internés du quartier B. »

Quand Luigi revint avec la couronne, il ne fut pas conduit au quartier, mais directement au cimetière, qui se trouvait bien loin derrière le terrain de sport. Mais nous nous attendions à cela ; ce prêtre qui, disait-on, ne faisait que du service de nuit avait éveillé notre méfiance. Étant donné que la route passait devant notre quartier, il nous suffisait de placer des sentinelles qui nous annonceraient à temps l'arrivée de la couronne.

Quelques secondes plus tard, le long de la haie qui séparait le quartier de la route, se trouvait une épaisse foule de gens qui, tête nue et levant le poing fermé, saluaient le cortège funèbre qui n'existait pas. Isolé, mais accompagné d'un gardien en uniforme, l'homme trébuchait misérablement sur la route poussiéreuse, portant devant lui l'énorme couronne, comme un étendard au cortège de mai. Il marchait lentement, droit devant lui, comme s'il ne voyait rien, comme s'il était tout à fait seul au monde. Lui et sa couronne.

Quant à nous, nous pensions à cette victime qui était notre camarade et aussi à toutes les victimes. Aux victimes passées et à venir. Car nous savions que des temps durs nous attendaient. Et qui pouvait savoir qui serait le prochain ?

-----oOo-----

27 août - 27 octobre 1940

Je ne veux pas de carnage

Dehors, dans la cour, on entendait un bruit inhabituel. Cris à tue-tête, rires, sifflets. Je descendis pour voir ce qu'il y avait. Dans le crépuscule, une sorte de cortège de carnaval traversait la cour avec des bourrades et des cris stridents. Une bande de jeunes gens amenaient promener un homme sur un brancard dont se servaient d'habitude les gens de l'Intendance pour transporter le pain. En regardant de plus près, je reconnus Pedro, le cinglé de la 8^{ème}. Le visage barbouillé de charbon, il ressemblait à un chef de tribu nègre que les sauvages entourent lors des danses de fête. Sur la tête, il portait une couronne de papier multicolore, et à la main, il tenait un gourdin. Pedro était, au quartier, l'idiot du village. Il ne se lavait jamais et, comme il n'avait pas de famille, il vivait des déchets de la cuisine. Pour l'instant, il paraissait éméché. « Je veux faire un discours, braillait-il, je suis le délégué ». Ceux qui l'entouraient criaient : « Silence pour son Excellence monsieur le délégué ». L'un d'eux tira de côté, avec une secousse, la chaise à porteurs, après quoi Pedro, ivre, roula dans la saleté de la cour, incapable de se relever. Les jeunes gens semblaient éclater de rire. Ils se précipitèrent sur le malheureux, le frappèrent du pied et hurlèrent à gorge déployée : « Le délégué, le délégué ! » La lune, sortie des nuages, éclairait le spectacle. Attirés par le bruit, des curieux, venus des baraques, étaient réunis en groupes.

Il n'était pas difficile de deviner qui avait saoulé Pedro et avait encouragé les jeunes à cette triste plaisanterie. Ce qui était menaçant, c'est que le commandant Poulain et ses amis, dans leur lutte contre le colonel Praxtz, pouvaient s'appuyer sur certains groupes d'internés : sur une partie des anarchistes, sur les trotskistes et sur les criminels. Ces éléments étaient en minorité, mais dans quelques baraques, comme la 7^{ème}, la 18^{ème} et la 17^{ème}, ils vivaient en groupes compacts.

Le commandant avait nommé de nouveaux « délégués » ; leur liste était affichée au tableau noir. « Maintenant nous avons des chefs de baraque, dit le Saxon Paul en « rouspétant », des hommes de confiance élus et des délégués nommés, c'est « pouilleusement » suffisant ». C'était l'avis de tous. Cela ne pouvait pas rester ainsi. Tandis que quelques-uns étaient partisans de boycotter les délégués nommés, Gallo trouva une autre issue. Les hommes se *rassemblèrent à nouveau dans la pénombre des couloirs* empestés de fumée, sous la lampe centrale. Le délégué élu commenta l'état de guerre : « Ils essaient de nous diviser, il ne faut pas qu'ils réussissent. Ils essaient de

nous provoquer, ils doivent réussir encore moins. Peu importe la personne du délégué, l'essentiel est qu'il exécute la mission dont l'a chargé la baraque. »

Ensuite le « délégué » nommé vint sous la lampe centrale. « Comment te figures-tu cela, eh ? » De tous côtés les questions tombaient dru comme grêle : « Qu'en est-il des couvertures promises ? Quand placera-t-on les fenêtres ? Et ne pas oublier le chauffage ! » Le « délégué » nommé promit d'exposer fidèlement au commandant les désirs de la baraque, de représenter les intérêts des camarades.

Dans notre baraque, c'était Putzi que le commandant avait nommé « délégué ». Pâle et tremblant, le jeune homme était debout devant la foule et il promit tout ce que l'on exigeait de lui. Visiblement, il ne se sentait pas à l'aise. Il avait maintenant vécu beaucoup de mois parmi ces hommes et il savait qu'ils prenaient la chose fichtrement au sérieux, et qu'il ne serait pas facile de vaincre leur méfiance.

Dès avant que les nouveaux « délégués » eussent pu entrer en fonction, la nouvelle arriva que le quartier A était occupé par un détachement de la Garde Mobile. Bientôt filtra ce qui se passait de l'autre côté. Quarante-deux prétendus « meneurs » de la grève de la faim furent arrêtés dans leur loge. Le commandant avait réalisé ses menaces et envoyé les hommes en forteresse. Entourés de soldats lourdement armés, on les emmena vers un destin inconnu.

Nous savions que, si le quartier B s'était laissé entraîner à des manifestations bruyantes, le commandant Poulain aurait vu la situation d'un bien bon œil pour empêcher ce qu'il n'était pas possible d'empêcher. Une guerre des nerfs avait éclaté entre lui et nous. Qui aurait le souffle le plus long ?

Ces jours-là apparut à la planche noire une affiche dont le contenu relégua provisoirement à l'arrière-plan la lutte pour les délégués. Pour la première fois, on faisait savoir qu'une commission interministérielle, à Vichy, devait se prononcer sur la mise en liberté et le départ des internés. Les conditions de la mise en liberté étaient résumées dans des paragraphes et sous-paragraphes. Le soir, au cours de la promenade, ces paragraphes étaient pesés et tirés au clair. Qui serait mis en liberté ? Il fallait que la Sûreté attestât que le requérant n'était pas dangereux pour la sécurité nationale et l'ordre public. Mais c'était justement à cause d'un tel « danger » que la Sûreté nous retenait prisonniers. Pouvait-on espérer qu'elle annulerait ses propres dispositions ? Pour

décrocher le visa de départ, Allemands, Autrichiens et Italiens, outre la justification des papiers et de l'argent nécessaires au voyage, devaient obtenir l'accord de la commission Kundt, mise en place par la commission d'armistice de Wiesbaden. Nous apprîmes ainsi comment s'appelait la commission allemande qui nous avait rendu visite. Un bateau viendrait-il jamais et nous conduirait-il au pays de la liberté, sans Garde Mobile, sans commandant Poulain, sans Gestapo, sans famine ?

Beaucoup étaient d'avis que tout cela n'était que duperie, imaginée seulement pour nous détourner du combat pour les délégués et la ration de pain, et afin de nous faire oublier que le deuxième hiver au Vernet était devant la porte.

Optimistes et pessimistes étaient d'accord pour penser que les visions roses qu'avait déclenchées le mot magique « visa de départ », ne devaient pas nous faire oublier la grisaille d'aujourd'hui. On ne savait toujours pas qui était mandaté pour parler au nom des internés : les hommes de confiance élus, reçus deux fois en audience par le commandant ou les nouveaux délégués nommés par le commandant Poulain.

« Qui avait intérêt à créer des désordres et à troubler les rapports confiants qui s'étaient établis entre le commandant et les représentants des baraques ? » C'est ce que les anciens délégués écrivirent au colonel Praxtz. Ils réclamaient une nouvelle discussion. Ils mettaient en garde contre les provocations. Ils adjuraient le commandant de tenir ses promesses. On ne pouvait pas savoir comment le colonel réagirait à cette lettre. Il fallait attendre. Il fallait réfréner les impatients. Il fallait tenir en éveil les fatigués.

———oOo———

L'oreille était habituée à de grossières injures et à des jurons rauques, au pas cadencé des sections, au martèlement et au limage des fabricants de souvenirs qui transformaient en bagues les os de la soupe, aux beuglements des gendarmes, aux claquements métalliques des tinettes des latrines et des marmites de la cuisine, au grincement des scies à bois, au hurlement du vent, au crépitement de la pluie, aux nocturnes et furtifs frôlements des rats. Mais tout à coup, dans le concert infernal des bruits du camp, on entendit un bruit nouveau : des cris d'enfant. Je courus à la grille, où l'on était le plus près des nouvelles baraques des visiteurs. Des femmes étaient debout,

là, de l'autre côté de l'enclos. Robes multicolores, messagères d'un autre monde, presque oublié. Dans la grisaille du camp, cette tache colorée était quelque chose d'insolite, d'effrayant, de magnifique. Une jeune femme tenait dans ses bras un enfant qui criait. Les gendarmes qui entouraient les femmes semblaient, eux aussi, étonnés de leur nouvelle mission. Ils souriaient d'un air embarrassé. Devant *la palissade*, des *camarades se rassemblaient de plus en plus* nombreux. Muets, nous fixions le spectacle émouvant des robes multicolores et, tandis que le petit criait désespérément dans les bras de sa mère, les gendarmes ouvraient la porte grillée qui menait à la nouvelle baraque des visiteurs.

Le commandant Poulain fit jouer l'orchestre pour l'inauguration de la baraque des visiteurs. Les quatre musiciens internés de la « baraque des pourboires » - qui devaient normalement se produire au mess des officiers - jouaient devant les femmes qui étaient venues, après un an de séparation, rendre visite à leur mari. Quelques couples s'étaient déjà reconnus par-dessus le grillage et s'étaient salués. Alors un sergent venait avec une liste. Rayonnants de bonheur, les appelés sortaient, mais ce n'était pas, cette fois-ci, pour le service ou l'interrogatoire.



Le colonel Praxtz fit savoir que le 4 septembre, à onze heures du matin, il recevrait les délégués, les anciens hommes de confiance que les baraques avaient élus, et non les marionnettes nommées par le commandant. Le colonel avait tout simplement passé outre aux dispositions du commandant. Victoire des optimistes. Le plus heureux, c'était Putzi, car maintenant il n'avait plus besoin d'accomplir la mission solennelle de la baraque. Le visage ridé du vieux Ponz se fripa davantage encore. « Qu'est-ce que cela va donner ? Quién sabe ? Qui peut savoir ? »

Le colonel était d'humeur douce. Il salua les délégués d'une voix aimable, presque paternelle. Il fallait bien en finir avec l'agitation. Le camp avait besoin de calme, de calme, non d'agitation et de menées subversives. Les quarante-deux de A avaient maintenant le temps, derrière les murs de la forteresse, de méditer sur la discipline qui doit régner dans un camp disciplinaire. Quelques-uns de B avaient peut-être également envie d'être envoyés en forteresse ?

Luigi demanda la parole. Pourquoi le colonel avait-il toujours à la bouche le mot de « meneurs » ? Qui donc menait ? Le colonel n'avait-il pas lui-même avoué que les conditions de vie étaient intenables ? Les internés ne demandaient rien d'injuste ; ils voulaient savoir si la fin de la captivité était en perspective. Et ils voulaient vivre. Ils se refusaient à périr dans la saleté, le froid et la faim. Que le colonel veuille bien dire quel avenir attend les internés. L'affiche sur le panneau d'affichage, avec ses nombreux paragraphes, n'apporte aucune clarté. « La majorité des internés, répliqua le colonel, passera l'hiver prochain au Vernet. Ça c'est certain. » Il ferait son possible pour accélérer le processus de criblage, mais il ne voudrait pas éveiller des illusions. Il s'agit de se préparer *au deuxième hiver*.

« Voilà ce qui excite les internés, ce ne sont pas les " meneurs " » Je prononçai ces paroles lentement pour ne pas tout gâcher par un ton cassant et irrité. « Les baraques sont toujours sans fenêtres. Les parois ont des trous béants et le vent souffle par les fentes. Où en est le chauffage ? Les malades seront-ils mieux pourvus ? N'est-il pas possible d'occuper à l'hôpital les médecins internés ? Où en est la nourriture ? Les prix exorbitants de la cantine ne peuvent-ils pas être baissés ? Où en est le bois de chauffage ? Où en est la distribution de savon ? Y a-t-il du linge et des habits pour ceux qui rôdent en haillons ? Y a-t-il des couvertures pour ceux qui grelottent ? Les tuberculeux ne peuvent-ils pas être envoyés dans un sana ? Monsieur le colonel, est-il besoin de meneurs pour rappeler aux internés leur détresse ? » - « L'essentiel c'est l'autorité ». Le colonel s'était levé. Sa voix devenait véhémence. « J'ai des rapports, signalant que vous excitez les internés dans des réunions nocturnes. Je procéderai sans ménagement contre les meneurs. »

Alors s'avança un vieil espagnol aux cheveux blancs. Il était délégué de la baraque 20. Ses yeux étincelaient. « Qui excite ? dit-il. La faim est le pire des meneurs, Monsieur le colonel. Si les prisonniers à demi-affamés attendent patiemment, c'est à nous, les délégués, que vous le devez. Pourquoi attendent-ils ? Parce que nous, les délégués, nous le leur prêchons chaque jour, à chaque heure : Attendez, prenez patience, ne vous laissez pas provoquer. Mais vos officiers provoquent, Monsieur le colonel ; cela finira mal. »

Le visage de l'Espagnol était pâle, encore plus pâle à cause de ses cheveux d'argent. Le visage du colonel aussi était blafard et ses yeux pétillaient dans son visage tourmenté. Le silence régnait dans la pièce.

Luigi s'avança de nouveau. Sa voix calme imposait l'objectivité. Il s'agit de savoir qui est habilité à parler au nom des internés. Le colonel devrait bien enfin apporter la clarté. Les représentants des baraques, librement élus, sont-ils reconnus ou non ? Par de vastes transferts, le commandant de quartier avait commencé à créer, dans les baraques, des majorités artificielles. Ces mesures-là avaient fait naître des désordres dans le camp. Le commandant excitait des internés contre les internés. Plusieurs chefs de baraque jouissent de la confiance particulière des officiers. Malheureusement, ce sont ceux qui ne jouissent pas de la confiance de leurs hommes. On provoque ainsi des incidents, dont les délégués ne portent pas la responsabilité. S'il y a des meneurs, ce ne sont pas eux.

Les yeux du commandant, qui se tenait près du colonel, étincelaient méchamment. *Il se mordait les lèvres, mais il ne disait rien.* Le colonel regardait, perplexe : « J'examinerai avec M. le commandant la question des transferts et celle des hommes de confiance des baraques, qui en dépend, et puis je déciderai. Remettez par écrit vos propositions pour améliorer les conditions de vie en hiver. » Nous étions congédiés.

Rien n'était décidé. Tout restait en suspens. Chaque jour, au tableau d'affichage, paraissaient des listes d'internés qui devaient immédiatement quitter leur baraque. Une migration générale commença. La moitié de la baraque 7 fut déplacée dans la baraque 8. Ainsi, la baraque 7 fut nettoyée d'éléments, amis des délégués. Le délégué de la 7 lui-même dut quitter sa baraque. Parallèlement, les internés hostiles aux délégués furent déplacés de diverses baraques dans la 7. Ainsi fut artificiellement créé un effectif de baraque, où les éléments hostiles avaient la majorité. Pareille chose se produisit dans la baraque 18. Ainsi nos adversaires avaient acquis deux bastions. D'où le lieutenant avait-il tiré les noms ? Deux camps se dressaient, hostiles, l'un en face de l'autre, une majorité pour les délégués élus et une minorité pour le commandant Poulain et le lieutenant Clerc.

Un nouvel incident survint. C'était le 23 septembre, un jour, au Vernet, comme tous les autres. Au tableau d'affichage avait paru la liste des hommes qui devaient immédiatement déménager de la baraque 19. C'était 5 heures de l'après-midi et on ne pouvait voir dans le quartier aucun officier. Le délégué de la baraque était Boris, un

Bulgare. On le vit courir à la porte du camp. D'un pas lourd, la sentinelle faisait les cent pas...

- « Conduisez-moi aussitôt chez le commandant. »

- « Mais je ne puis pas, je suis de garde. »

- « Appelez un de vos camarades, c'est très urgent. La tranquillité du camp exige que vous me conduisiez aussitôt chez le commandant. »

La sentinelle porta à ses lèvres un sifflet avertisseur. Du poste vint un sergent : « Qu'y a-t-il ? » Boris renouvela sa demande. Cinq minutes plus tard, il était devant le colonel.

« Vous avez promis de trancher la question des transferts. Mais, entre temps, on les exécute. À l'instant, on a ordonné pour ma baraque le transfert d'un tiers de l'effectif. Mes gens se refusent à déménager. Voulez-vous les y contraindre ? »

Le colonel parut surpris. « Je n'en savais rien », bredouilla-t-il.

- « Oui, mais que voulez-vous faire ? » insista le délégué.

- « Pourquoi vos gens ne veulent-ils pas sortir de la baraque ? »

- « Parce qu'ils sont d'accord avec leur délégué et n'ont confiance qu'en lui. Mais le lieutenant, sur la foi de rapports mensongers établis par le chef de baraque, s' imagine que seuls des « meneurs » sont pour le délégué. »

- « Comment voulez-vous prouver cela ? »

- « Très simple : par le vote. »

Le colonel parut interloqué. « Par le vote ? » répéta-t-il.

- « Comment donc autrement ? répondit vivement Boris. La majorité de la baraque doit décider si elle est pour le délégué ou pour le chef de baraque. »

Il n'y avait plus moyen de reculer. Le colonel ordonna le vote dans la baraque 19.

Quand Boris rapporta son intervention auprès du colonel, les casquettes volèrent en l'air. C'était vraiment une victoire. Le lendemain, le lieutenant Clerc, commandant du quartier, parut à la porte de la baraque 19. À son poignet, son stick pendait mollement. Son visage encore jeune était creusé de rides. Ses yeux étincelaient méchamment, mais sa voix résonnait calmement, presque amicalement, comme si tout cela n'était qu'une plaisanterie sans importance. Selon les ordres du colonel, les occupants de la baraque 19 devaient décider par vote libre s'ils avaient confiance en l'actuel chef de baraque (comme le lieutenant voulait bien le croire) ou s'ils désiraient voir devenir chef de baraque celui qui, jusqu'ici s'était prétendu leur délégué. Toutefois c'était la volonté du colonel, dit-il en élevant alors un peu la voix, qu'il ne subsistât qu'une seule autorité dans chaque baraque. Il serait inutile de désigner des hommes de confiance particuliers dès lors que le chef de baraque jouirait de la confiance de son personnel.

Tous avaient-ils compris ?

- « Parfaitement, monsieur le lieutenant », dit une voix venant du sombre couloir en forme de boyau.

Rien n'y fit ; il dut s'accommoder lui-même de la chose et procéder au vote, malgré les mauvaises odeurs qui incommodaient son nez. Accompagné d'un gendarme et de l'actuel chef de baraque, le lieutenant Clerc passa de loge en loge et consigna les voix sur un bloc-notes. On vota ouvertement sous les yeux de la sentinelle du camp. Nous nous étions représenté le vote autrement. Mais à cela on ne pouvait plus rien changer maintenant. Chacun devait donner sa voix en présence de la triple autorité : lieutenant, gendarme et chef de baraque. C'était là une triple menace de vengeance qu'on brandissait et qu'on garantissait pour le cas où le vote ne changerait rien au rapport de forces existant jusqu'ici.

La quête des voix avait duré une heure et demie.

Le lieutenant s'était mordu les lèvres. « *Je ferai connaître le résultat dans l'après-midi après avoir parlé au colonel.*

Mais nous aussi, nous connaissions le résultat. Nous avons compté en même temps. Des cent soixante occupants, vingt-quatre étaient pour l'actuel chef de baraque. Boris fut chef de la 19^{ème}.

L'attaque était repoussée avec des moyens démocratiques. Et pourtant, nous nous trouvions dans un camp disciplinaire de Vichy. Le même résultat, obtenu de force n'importe où au dehors, dans une entreprise, aurait sans doute mené les responsables à l'internement.

Le commandant Poulain et le lieutenant Clerc n'avaient pas du tout renoncé à la lutte. Fin septembre, le Préfet du département de l'Ariège était venu pour l'inspection. Ce jour-là, les gendarmes avaient sifflé quatre fois pour le rassemblement. Mais chaque fois il était dit et répété que la séance au bureau n'était pas terminée. Se disputaient-ils à cause des délégués ? Ou s'agissait-il de la liste des desiderata pour l'hiver ? Ou s'entretenait-on des attaques parues dans la presse étrangère ? La Gazette de Lausanne avait publié un article où un Suisse rapatrié révélait les conditions de vie qui sévissaient au camp du Vernet. Cet article circula dans le camp peu de jours après sa publication. Si c'était cela, nous aurions bien pu fournir à Monsieur le Préfet d'autres détails encore. Depuis lors, la famine était devenue pire encore. Les nuées d'hirondelles qui, dans leur vol vers le Sud, passaient au-dessus du camp étaient reçues par des colonnes de chasseurs affamés. Les pauvres oiseaux qui avaient l'imprudence de se reposer sur le toit des baraques étaient attrapés et mangés. La soupe d'hirondelles était la dernière nouveauté sur le menu des cuisines secrètes, que l'on entretenait en faisant brûler peu à peu les poutres et les planches des baraques vides, la clôture de la pissotière, les parois des latrines, les piquets des réseaux de barbelés.

La visite du Préfet n'avait pas apporté de soulagement. Il semblait qu'il avait donné raison aux sectaires. Le lieutenant Clerc interdit toute visite dans les baraques étrangères. Une affiche interdisait toute sorte de pétitions collectives. Les internés ripostaient par un assaut de lettres au bureau du quartier. Elles s'entassaient par centaines sur le bureau du lieutenant. Nous présentâmes sous forme de demande individuelle chaque point particulier de notre longue liste de réclamations, qui attendait chez le Préfet son règlement. L'un écrivait qu'il avait faim, il voulait une ration plus importante, l'autre réclamait une couverture, un troisième souhaitait que l'on diminuât les tarifs de la cantine, un quatrième désirait être mis en liberté, un cinquième réclamait des fenêtres que l'on pût fermer : ainsi, chacun avait une idée, et toutes ces idées formaient dans leur entassement un cri unique pour des conditions de vie dignes d'un être humain.

Le lieutenant Clerc ne comprenait que trop bien le sens de cette action épistolaire. Il fit retourner toutes les lettres à leur expéditeur, la plupart avec une observation manuscrite. À l'Espagnol qui se plaignait de la faim, il répondit : « moi aussi ». Ce méchant mot passa de bouche en bouche et l'exaspération grandit.

Le lieutenant Clerc commit alors une bêtise. Il fit afficher l'interdiction de chanter collectivement. Ce qui, jusqu'ici, n'était un plaisir pour personne devint désormais une action de combat. Il n'y avait pas de soirée sans concert collectif. L'interdiction n'était pas seulement transgressée, elle fut tournée en dérision. Chanter devint un mouvement de masse. Toutes les nations chantèrent. Toutes les baraques chantèrent. Tout le quartier chanta. Contre cela, le lieutenant était impuissant. Il fut obligé de supprimer de nouveau l'interdiction.

Lors d'une promenade, le grand August manifesta une intention : « Bientôt, nous ferons une semaine de fête en souvenir de la création des Brigades Internationales, en octobre 1936. »

- « Et que dira de cela le commandant Poulain ? » demandai-je, incrédule.

- « Nous lui demanderons plus tard si cela lui a plu », répliqua le grand August.

Les chants des Brigades Internationales montèrent dans la nuit claire d'étoiles, comme dans les tranchées devant Madrid où ils étaient nés quand les Maures avaient donné l'assaut. Leurs accents éveillèrent le courage des hommes qui se sentaient de nouveau soldats et pleins d'espoir, comme si les grilles de la captivité pouvaient sauter sous l'effet de ce chant collectif.

-----oOo-----

Une délégation de la baraque 9 se présenta chez le lieutenant et réclama que dans sa baraque également un vote fût institué sur la révocation du chef de baraque. Le lieutenant Clerc se mit en rage. « Le scandale du vote est terminé. Dans ce quartier, je suis Louis XIV. Je commande et vous obéissez. »

C'était là une nouvelle variété de ton. Avec elle vint aussi une nouvelle troupe. Nous vîmes la main lourde du Préfet se poser sur le camp.

Le 12 octobre, il y avait exactement un an que nous étions arrivés, on lut devant les baraques de nouvelles prescriptions pour la discipline. Il se produisit de nouveau de légers incidents, car beaucoup ne pouvaient s'empêcher de crier : « Nous avons besoin de pain, non de prescriptions pour saluer ! Deux jours plus tard, vers six heures du soir, eut lieu une deuxième explosion.

Nous étions juste en train de vider à la cuiller la soupe du soir quand les cris commencèrent. Je me précipitai en plein air. De toutes les baraques affluaient les internés, comme les ouvriers affluent de la porte de la fabrique lorsque la sirène a sifflé la pause. Tout le monde courait vers la baraque 20, d'où venaient les exclamations : « Dehors la garde ! La garde dehors ! » Les cris étaient de plus en plus fort. Un polonais excité ne cessait de hurler follement : « Ça y va ! » On apprit que deux gendarmes se trouvaient à l'intérieur de la baraque. Dans la demi-obscurité on ne pouvait pas les voir tout de suite. C'était une situation dangereuse. Si n'importe qui, par énervement ou dans une intention provocatrice, donnait le signal de l'attaque ? Je cherchais le délégué de la baraque. C'était le vieil Espagnol qui, devant le colonel, s'était distingué par son discours énergique. Il refoulait quelques surexcités qui, en poussant, cherchaient à s'approcher des hommes en uniforme. « Vous voyez que l'arrestation est maintenant impossible », disait-il aux hommes armés ; il vaut mieux que vous vous retiriez. » Les cris s'amplifiaient, de plus en plus menaçants. Les deux gendarmes se regardaient. Finalement ils se retirèrent, le dos vers la porte, le visage dirigé vers les internés. À peine furent-ils en plein air que le chœur recommença : « Dehors la garde ! Dehors la garde ! » De nouveau, comme ce jour tumultueux d'août, des centaines d'internés talonnaient les gendarmes, hurlant toujours plus fort : « Dehors la garde ! Dehors la garde ! » Puis la porte grillagée se ferma derrière eux.

Le lieutenant avait donné l'ordre de mettre en prison un homme de la baraque 20 qui avait enfreint l'une quelconque des innombrables interdictions du camp ; peut-être avait-il causé par-dessus la clôture avec un camarade de C ou n'avait-il pas ôté sa casquette devant un officier, conformément au règlement.

Mais l'ordre d'arrestation s'avéra inexécutable. L'homme s'accrocha à sa place, cria, refusa de suivre les gendarmes qui devaient l'emmener en prison, et lorsqu'ils essayèrent de l'entraîner de force, il alarma par ses cris tout le quartier.

C'était là la réponse au commandant Poulain, au lieutenant Clerc et aux officiers sectaires.

Mais qu'allait dire le colonel de ce nouveau cas de révolte ouverte ? Paradoxalement il n'arriva rien du tout. On eût dit que l'incident n'avait pas été officiellement remarqué. Aucune menace de violence ne suivit la rébellion. Les préparatifs pour la fête des Brigades Internationales se poursuivirent.

De l'autre côté, en C, des *dessinateurs* composèrent *un recueil*. Il était *confectionné avec art en l'honneur des combattants d'Espagne*. *Le cahier passa de main en main* ; en se cachant dans un coin, chacun l'avait lu.

Entre le commandement et les internés régnait un état de guerre non déclaré. Les internés étaient en train d'organiser une manifestation antifasciste derrière les barbelés. La fête des Brigades Internationales n'était rien de moins. Plusieurs centaines d'hommes en avaient connaissance. On ne pouvait pas supposer que le commandement n'en eût pas eu vent. Probablement, une riposte était en préparation.

Le matin, le candidat à la prison se pointa volontairement pour commencer la punition qui le frappait. Pendant qu'à l'État-major les officiers du camp, contents de leur victoire, interrogeaient l'homme par le menu dans l'intention de lui extorquer le nom des « meneurs », plusieurs centaines d'internés se réunissaient pour un meeting dans l'une des baraques vides. Des murs nus formaient la toile de fond, dépourvue de solennité. Avec des tables, on avait construit une scène. Le fronton était recouvert de draps ; au milieu de chiffons multicolores resplendissaient les lettres B.I.

Il se mit à pleuvoir et, glacial, le vent d'automne sifflait par les trous des fenêtres, dont les cadres étaient depuis longtemps brûlés. Le chœur entonna Ciel d'Espagne. Les hommes chantaient avec ferveur. Puis ce fut Partisans. Une petite allocution. Chansons des Brigades. Nation après nation, Autrichiens, Allemands, Polonais, Hongrois, Italiens. Pour terminer, de Schiller : La puissance des tyrans a une limite...⁽³¹⁾

Mes joues étaient en feu. Je regardai vers l'extérieur. Viendront-ils ?

Quinze minutes s'étaient écoulées. Alors ils vinrent. Non par surprise. On avait fait en sorte que leur arrivée fût connue à temps. Dès avant l'entrée du lieutenant et de la troupe dans la baraque en fête, le chef de la réunion (c'était un Allemand qui avait combattu en Espagne) avait lu une lettre du colonel : « À votre demande de célébrer une fête artistique en l'honneur des Brigades Internationales qui ont combattu en Espagne, je réponds que cette fête est interdite. » Nous battions follement des mains, mais nos cœurs battaient encore plus fort. « Se séparer calmement », nous commanda-t-on. Quand le lieutenant entra dans la salle, quelques hommes encore étaient juste en conversation, tandis que dans la cour les camarades se hâtaient vers leur baraque. Sans trop de hâte.

« Que se passe-t-il ici ? » cria le lieutenant Clerc.

« Rien de particulier, Monsieur le lieutenant, nous répétons ce chant. »

-----oOo-----

Un matin de la semaine de fête, le grand August me dit, ainsi qu'au Saxon Paul : « Venez. » Nous pensions que nous allions à une séance quelconque. August dirigea ses pas déhanchés de marin vers la baraque 20. Sans un mot. À l'entrée, un Espagnol se chargea de nous. Sans dire un seul mot, il nous conduisit à une échelle de poulailier au milieu de la baraque. En haut, si j'étais bien renseigné, logeaient des Espagnols. « Montez ! » L'espace était fermé par un rideau en toile de sac. Ainsi donc, une séance, pensai-je. Mais pourquoi ce mutisme suspect ? Dès que j'eus écarté le rideau, je me trouvai dans une pièce qui frappait par ses dimensions inaccoutumées. Le premier objet que j'aperçus fut un drapeau rouge avec faucille et marteau. De la place où pouvaient dormir trois personnes on avait fait, à l'aide de rideaux, un espace clos. Une exposition. Aux parois, des drapeaux aux couleurs de la République Espagnole et de l'Union Soviétique, des calicots rouges aux lettres blanches, la photo des héros et chefs de la guerre, José Díaz, la Pasionaria, en face d'eux Thälmann, Hans Beimler, les chefs des Brigades et, dans le coin, Lénine et Staline. Parmi tout cela, étalés sur des tables, des souvenirs de la guerre civile, des livres et des brochures, des journaux et des affiches. La raison se refusait à admettre ce que percevaient les sens : une exposition sur la guerre d'Espagne au camp du Vernet, organisée illégalement, sous les yeux de la police de Pétain, en l'honneur des Brigades Internationales. Devant les reliques de la guerre civile

se tenait une garde d'honneur. En l'espace de quatorze heures, plus de cent camarades dignes de confiance visitèrent l'exposition, parfois deux par deux, aucun ne sachant rien de l'autre. Personne ne dit mot.

Un « banquet » en l'honneur des membres des Brigades Internationales vint clore les festivités. Cette fois-ci, tout à fait public. Les hommes les plus méritants siégeaient à la Présidence. Ils reçurent les cadeaux des unités militaires qui continuaient à vivre malgré les barbelés et la Sûreté. Elles continuaient à vivre avec leurs traditions, avec leurs chefs, avec leur discipline, avec leur amitié, avec leur esprit combattif.

——oOo——

Le commandant Poulain n'avait rien oublié. Il avait envoyé à Vichy ses rapports sur les étranges conditions de vie dans ce camp qui, selon la volonté du gouvernement, devait être soumis à une discipline particulière, mais où des délégués dirigeaient invisiblement, où avaient lieu des votes, où des démonstrations faisaient du vacarme et où des mandats d'arrêt étaient contrecarrés. Il n'omit pas de parler du commandant du camp, qui engageait des pourparlers avec les délégués, au lieu de les citer devant le conseil de guerre pour cause de désordre. Il exigeait des instructions.

Chez les officiers, on se préparait à l'explication définitive. Le colonel avait repoussé la proposition de la baraque 9 sur la question de voter pour le chef de baraque ou le délégué. La demande était signée par cent neuf occupants. Seuls les amis du chef de baraque n'avaient pas signé. Malgré tout, le colonel confirma le chef dans sa fonction. Menaçant, il ajouta : celui qui refusera au chef de baraque l'obéissance qui lui est due sera puni selon le règlement du camp pour violation de discipline.

Il semblait que la question du chef dans la 9^{ème} dût aboutir à une nouvelle épreuve de force.

Devant le bureau du lieutenant s'étaient rassemblés des centaines d'internés qui voulaient donner du poids à la visite d'une délégation de la baraque 9. Le lieutenant Clerc refusa de recevoir les délégués, tant qu'il y aurait rassemblement devant son bureau. Seuls les occupants de la baraque 9 étaient autorisés à rester. Entre temps, était

venue la troupe qui avait fait évacuer la place devant le bureau. Nous observions les événements de loin, maintenus par le cordon de garde.

Le lieutenant parla. Nous entendions les mots « discipline » et « menée communiste ». Puis il invita à se présenter ceux qui n'étaient pas d'accord avec le chef de baraque. Les « meneurs communistes » devaient maintenant jouer cartes sur table. Cent neuf hommes s'avancèrent, tous ceux qui avaient signé la demande. Il ne resta dans les rangs que le chef de baraque et ses amis.

Le lieutenant se mordit les lèvres. « Attention ! Au pas ! En avant marche ! » Il se plaça en tête des hommes qui avançaient et les ramena au quartier. Devant la baraque 9, il commanda « dislocation ».

Le lieutenant avait perdu, mais la baraque n'avait pas gagné. Le chef de baraque fut maintenu.

Sa vie ne fut pas gaie. Entouré de ses fidèles, il était assis dans sa loge comme en pays ennemi. Personne ne lui parlait. Seuls ses ordres concernant le service étaient exécutés. Mais la nuit, des mains invisibles faisaient couler de l'eau sur sa place, et les barreaux de son échelle de poulailler disparaissaient, au fur et à mesure qu'on les remplaçait. Mais lui faisait preuve d'une patience de fer.

-----oOo-----

Le jour qui suivit le banquet en l'honneur des Brigades Internationales, Putzi m'appela dans la cour. Dehors, des équipes de l'Intendance se tenaient à côté de leurs brancards. Ils venaient juste de prendre *livraison de l'ordinaire* et devaient l'apporter à la cuisine. Les brancards étaient chargés de carottes pourries.

Devant chaque baraque, les hommes de service de l'Intendance étaient là, près des brancards en bois. Autour d'eux, la foule protestait. Que disent les délégués ?

Avant tout, pas de démonstration bruyante. La provoquer était depuis longtemps l'intention des officiers fascistes. Ces carottes étaient de la nourriture pour cochons, mais un carnage dans ces conditions serait pire.

Quelques-uns contestaient. C'était de la lâcheté. Les délégués avaient oublié que le camp était prêt au combat. Beaucoup criaient : « Les serre-freins ! » Quelques-uns, furieux : « Trahison ! »

Les délégués proposèrent d'envoyer une délégation au commandant pour le prier de venir personnellement au quartier.

Mais il était déjà là. Qui l'avait mis au courant ? Entouré du commandant Poulain, du lieutenant Clerc et de l'officier d'Intendance, il avait franchi la porte grillagée sans se faire remarquer. Devant la porte avait surgi une section d'assaut de la garde avec des carabines et une mitrailleuse.

Quand les internés aperçurent les officiers, le silence se fit pendant une seconde. Mais aussitôt les cris recommencèrent. La foule se pressait, se pressait toujours davantage vers les trois officiers. Le colonel était de nouveau sans casquette. Ses yeux jaillissaient maladivement, son visage était jaune et ridé, ses cheveux gris-argent, coupés court, brillaient au soleil. « Je désire parler seulement aux hommes de confiance des baraques », cria le colonel. Mais la masse poussait en avant, faisant du vacarme et cherchant querelle. Quelques délégués criaient de toutes leurs forces : « Le colonel reçoit les délégués. Tous en arrière ! » Mais la discipline avait disparu. Les hommes, excités, n'écoutaient plus les consignes des délégués. D'une seconde à l'autre, on pouvait se livrer à des voies de fait sur les officiers. À vingt mètres de distance, la troupe était prête à tirer.

Les gens raisonnables se prirent par la main. Vite fut formée une chaîne, les visages tournés vers la masse humaine qui criait et poussait. Quelques rudes coups tombèrent sur les plus déchaînés. L'assaut s'arrêta. Entre les officiers et la masse, assez d'espace s'était dégagé, de sorte que les délégués purent avancer. « Monsieur le colonel, dis-je, vous nous avez promis une amélioration de la nourriture. Les rations ordonnées par vous ne sont pas respectées par l'Intendance. Examinez la substance distribuée aujourd'hui. De cela, des hommes ne peuvent pas vivre. »

Le colonel survola d'un œil indifférent les carottes puantes. Il échangea quelques mots avec l'officier d'Intendance. « Si les gens entendent raison et que le calme s'établisse aussitôt, je ferai distribuer aujourd'hui, à titre exceptionnel, un supplément de nouilles. »

Je vis que Poulain et Clerc se jetaient l'un à l'autre des regards.

Le colonel passa la porte, suivi des officiers.

À ce moment-là, tout près de la porte, se produisit une mêlée. Je ne pus pas, sur-le-champ, me rendre compte de ce qui s'était passé au juste. Je ne vis que le chef de la baraque chanceler sur le seuil. *Des coups s'abattaient sur lui tels de la grêle. La seconde suivante sous l'effet des coups il fut sorti par la porte que venaient de franchir le colonel et ses officiers et qui était encore entrouverte.*

La scène déclencha de nouveaux cris. Dans la poussée, la masse était maintenant tout près de la grille.

Le colonel, qui était déjà dehors, s'était retourné. Nous vîmes de nouveau sa figure maladivement jaunâtre. Lui aussi perdit alors tout contrôle de soi. Il cria par-dessus la clôture : « Vous ne méritez pas mieux ! » L'officier qui avait le commandement fit mettre en joue. De nouveau, les hommes aux cris sauvages furent repoussés loin de la grille par des gens raisonnables qui disaient : « Cela n'a pas de sens ; laissez négocier les délégués. »

Je me trouvais tout contre la grille quand le colonel, de l'autre côté de la barrière en fil de fer, criait de toutes ses forces : « Nos prisonniers en Allemagne sont plus mal que vous. »

- « Monsieur le colonel, criai-je en retour, les prisonniers de guerre ont été capturés selon le droit international, tandis que nous...

- « Vous, hurla le colonel hors de lui, vous êtes des suspects ! »

Je criais aussi fort que je pouvais : « Si nous sommes des suspects, pourquoi ne nous traduisez-vous pas en justice ? »

- « Nous traduirons en justice les meneurs de la rébellion. Vous, je vous retiendrai. Comment vous appelez-vous ? »

- « Délégué de la baraque 6, Monsieur le colonel. »

Le colonel avait crié, pesté, menacé, mais n'avait pas, cette fois non plus, donné l'ordre de faire feu.

Quelques jours plus tard (j'attendais devant le bureau de l'État-major un interrogatoire) le colonel passa. Il sortait de son bureau et traversait la vaste cour, toute poussiéreuse au soleil. Quand je me fus acquitté de la marque de respect requise, « laissez », fit-il d'un signe nonchalant.

- « Je vous connais, vous êtes la tête grise qui réclame justice à cor et à cri. Il est bon que je vous voie. Je voudrais m'entretenir d'un fait avec vous. Sans formalités. Je suis français. Je comprends que vous avez la vie dure, mais c'est la guerre. Les nôtres aussi souffrent. À vrai dire, que voulez-vous ?

- « Les délégués exécutent ce que les camarades leur ont commandé. »

- « Que veulent les délégués ou, ma foi, que veut celui qui est derrière eux ? »

- « Nous n'avons cessé de vous le dire : les délégués veulent obtenir le calme et la discipline dans le camp. Nous comprenons fort bien que des actes de violence ne mènent à rien. Mais nous ne pouvons garantir le calme que si les internés ne sont pas sans cesse provoqués. »

Le colonel se mit à énumérer tout ce qu'il avait fait pour améliorer la situation matérielle des prisonniers. Il avait mis au point un projet de grand style pour modifier la construction des baraques et les rendre habitables. Il n'y aurait plus que quatre-vingt-six hommes par baraque. Les plans étaient déjà acceptés. La première baraque d'habitation selon le nouveau plan serait construite les jours prochains à l'endroit de l'incendie. L'hiver serait rigoureux mais il espérait que les délégués aideraient à maintenir le calme et l'ordre.

- « Monsieur le colonel, nous ne pouvons assumer aucune responsabilité, si en même temps elle nous est imputée comme un crime. Jusqu'à aujourd'hui, vous n'avez pas légalisé les délégués. Somme toute, vous ne les avez plus reçus. Et voilà finalement le cas de la baraque 9 ».

Il m’interrompit : « Je sais tout. Mais je suis soldat et je dois exécuter les ordres de mes supérieurs. C’est l’ordre écrit de Monsieur le Préfet que le chef de la baraque 9 doit être protégé à son poste dans tous les cas et par tous les moyens. Savez-vous ce que cela signifie : par tous les moyens ? » Il poursuivit à voix basse : « M o i, j e l e s a i s, mais je ne veux pas de tuerie. » Son regard alla vers le lointain. « J’ai un fils au front ». Sa voix se fit encore plus basse. « Nous devons tous faire des sacrifices. » C’était comme s’il se parlait à lui-même. « J’ai fait dormir, pour quelques jours, le chef de la 9^{ème} là-dehors. Cette après-midi il sera ramené au quartier. Il doit reprendre son poste. Comprenez-vous ? Il le faut. Il ne faut pas qu’il y ait de manifestations. Je ne veux pas de tuerie. Je ne veux pas. »

Ses cheveux gris-blanc, tondus court, brillaient au soleil d’automne.

-----oOo-----

31 octobre 1940- 7 janvier 1941

Nouvel hiver

Quand le brouillard matinal se fut dissipé, le blanc des sommets couverts de neige était descendu jusque dans la vallée. Du givre recouvrait les prairies de la colline, où verdoyaient en été les saules. Le toit des baraques brillait également d’un blanc propre. Le soleil avait encore assez de force pour faire disparaître les témoignages scintillants de la gelée nocturne. De l’autre côté de la grille en fil de fer, les peupliers étiraient tristement leurs branches presque chauves dans la vapeur humide du matin. Les derniers tourbillons de feuilles d’un jaune lumineux balayaient les saletés sur la route du camp.

Il faisait trop froid pour rester assis en plein air. Les petites tables estivales, tout autour des baraques, avaient disparu. Rudolf avait sorti de sa valise sweater et châle, et revêtu la première couche de laine. « Cette fois-ci, dit-il, je suis pourvu ». Il riait. « Pour mon anniversaire, j’ai reçu trois bonnets de neige. » - « C’est trop tôt pour geler, pensa Gerhart, de la gelée pour le jour des Morts, ce sera un long hiver. »

Le souci de manger était plus proche que la peur de geler. Tout n'avait servi à rien. Ni les protestations, ni les négociations. Le colonel avait, par le détail, montré aux délégués que l'État dépensait quotidiennement onze francs cinquante pour chaque interné. Ce qui nous parvenait de cela ne valait pas un franc rond. Qui donc s'enrichissait de la famine des prisonniers ? L'officier d'Intendance refusait tout contrôle. Il voulait nous faire passer l'hiver avec des topinambours, plante à tubercules utilisée comme nourriture à bestiaux. Sur le devant, dans les baraques à provisions étaient entassés des chargements de wagons de cette nourriture indescriptiblement dégoûtante. Ce mot effrayant, personne, jamais auparavant, ne l'avait même entendu. Cette substance gluante se délayait dans l'eau bouillante et les internés ne recevaient comme nourriture que de l'eau sale. À Paris, on mangeait cela comme entrée délicieuse, selon l'officier d'Intendance. Bientôt ces topinambours commencèrent à pourrir, mais ceux qui avaient pourri étaient mis au compte de la ration. Il n'y avait plus qu'à les enfouir dans le fossé. Nous restâmes un jour sans manger. Le soir, le colonel fit de nouveau distribuer des nouilles ; il ne voulait pas de manifestation. Mais les topinambours qui s'amoncelaient dans les baraques à provisions devaient être liquidés dans les semaines à venir. Pedro, l'idiot du village, avait déterré et dévoré les topinambours pourris qui avaient été enfouis, après intervention des délégués.

Chaque jour, il y avait de nouveaux incidents au sujet de la nourriture. S'ils servaient des petits pois, ils étaient véreux. S'ils servaient de la viande, elle était pourrie. S'ils donnaient des légumes frais, c'étaient des radis ou des choux-navets, pires que la mangeaille à bestiaux. Un Espagnol, furieux, jeta le contenu de son écuelle en fer blanc dans le fossé du canal. « Cette saleté, vous pouvez la manger vous-mêmes », cria-t-il en plein visage du sergent de service qui, à part soi, bougonna son « je m'en fous » et disparut.

Ceux qui avaient de l'argent achetaient à la cantine de la semoule, des nouilles, du riz. Dehors il était impossible d'obtenir toutes ces marchandises sans tickets. Quant à la cantine du camp, on y vendait les denrées rationnées, mais à des prix de marché noir. Jaune de rage, le Saxon Paul sifflait : « Ils vendent nos pouilleuses rations. » Otto le Hongrois disait : « La cantinière s'est achetée une auto. Que doit s'être acheté l'officier d'Intendance ? » Dans des foyers de l'âge de pierre, dans des trous de terre à l'abri du vent, les hommes des cavernes du Vernet faisaient bouillir, rôtir, griller leur nourriture. Ceux qui n'avaient pas d'argent se glissaient autour de la cuisine et ramassaient les

déchets. Puis on se mit à attraper les chiens, qu'on transformait en rôtis. Pedro, le cinglé du camp, couvert de crasse, fut le premier à raconter que la chair des rats n'avait pas trop mauvais goût.

Dans chaque baraque se formèrent des communautés alimentaires. De Suisse, des U.S.A. venaient des paquets collectés, et il venait aussi de l'argent. Après de longues hésitations, le colonel admit que les acheteurs, accompagnés de gendarmes, auraient la permission de sortir pour faire des achats de gros : pommes de terre, farine, légumes secs et ce qu'on pouvait trouver.

Maintenant, il s'avérait que le pays n'avait pas cessé d'être la France - la France que nous connaissions. Le peuple français, malgré la capitulation et la trahison, était resté ce qu'il avait été. Paysans et petits commerçants, quand ils apprenaient que les prisonniers du Vernet enduraient la faim, aidaient à transgresser les lois de Vichy. Le mur de calomnie que la Sûreté avait dressé autour de ce camp semblait ne pas exister.

Julio, notre intendant, revenait lourdement chargé de ses expéditions dans les villages environnants. Tout d'abord les paysans méfiants se taisaient ; le gendarme qui l'accompagnait n'incitait pas à la franchise. Mais un verre de vin rouge le rendait aveugle et sourd. Le colonel, disait-il, n'avait rien contre, si les prisonniers se nourrissaient eux-mêmes ; tout le reste ne le regardait pas. Bientôt les sacs tyroliens dont Julio se munissait le matin ne suffisaient plus à contenir les quantités de haricots, de lentilles, de pommes de terre, de semoule, de maïs que donnaient les paysans. C'était leur protestation contre les nazis qui pillaient le pays et contre Vichy. Mieux vaut, disaient-ils, que les prisonniers mangent, plutôt que les brigands, étrangers au pays.

Maintenant, il était devenu possible, une fois par semaine, de se rassasier d'un plat unique. À dix et plus, nous nous rassemblions autour d'une table dans la loge faiblement éclairée. Chacun avait devant lui son écuelle de fer blanc. Le cuisinier du groupe servait, ramassant avec soin chaque petit reste. Les hommes mangeaient maladroitement ; ils prenaient à la cuiller leur semoule de maïs ou leur riz avec recueillement. Pendant une longue semaine, ils avaient attendu cet instant. Leurs pensées étaient solennelles. Ce n'était pas là un repas ordinaire, c'était le « repas de solidarité » ; beaucoup de mains devaient entrer en action avant que cela fût possible. Des subsides devaient être collectés dans des pays étrangers. On devait l'emporter en ruse sur des fonctionnaires récalcitrants. Julio devait aller acheter chez les paysans. Paul

devait préparer le repas sur le foyer primitif, tout au fond, près de la baraque de la cuisine, par tous les temps. Tous devaient, à longueur de semaine, voler du bois. Willy, esprit particulièrement ingénieux, avait fabriqué un soufflet, merveille qu'on regardait avec beaucoup d'étonnement, qui attisait la maigre flamme de brindilles et portait la marmite à rapide ébullition. Dur labeur dehors comme dedans, et beaucoup de ruse. Mais maintenant, on était assis ensemble et l'on ressentait de la chaleur par la proximité de l'autre, par la similitude des pensées et des sentiments. Le responsable du groupe répartissait ce qui, dans les paquets, était destiné à la consommation particulière : chocolat, biscuits, cigarettes. Comme quand on distribue les étrennes de Noël, les dons s'entassaient devant chacun. Puis il arrivait que l'un tirât de son sac son harmonica, et en chœur s'élevaient les chants de la patrie, les chants du combat.

Les repas collectifs créaient des sentiments communs. Sentiments de la communauté. Comme si l'on était assis à la table familiale. Le repas collectif était notre dimanche.

-----oOo-----

Le jour des Morts la petite cloche de l'église du camp tinta pour la première fois. Depuis quelque temps était apparu dans le camp un nouveau capitaine qui, à cause de son nez juif, reçut le surnom de « Schlesinger⁽³²⁾ ». Au plus grand étonnement de tous, « Schlesinger » était un catholique plein de zèle. Sa mission particulière était d'élever la morale du camp. Quelqu'un à Vichy s'était imaginé que l'esprit d'insubordination qui régnait dans ce camp pourrait être chassé par l'Église et la prière. Jusqu'à présent, le dimanche, les croyants étaient conduits à l'église du village. De temps à autre, un pasteur protestant venait, quelques fois aussi un rabbin. Il y avait alors service religieux et quelques paquets de cigarettes consolants. Quant à « Schlesinger », il édifia une église dans le camp. Encore et toujours les baraques étaient sans fenêtres et sans chauffage. Encore et toujours les malades, à l'hôpital, étaient sans soins, sans médicaments, sans lait. Mais l'église fut construite et elle eut une fenêtre gothique en verre multicolore.

Le jour des Morts, la petite cloche de l'église carillonnait pour la première fois. Ayant formé des rangs, les hommes du Vernet étaient debout, le visage tourné vers le cimetière du camp. Le « Garde à vous » du capitaine retentit aigu. Les têtes se

découvrirent tandis que la petite cloche sonnait rapidement. C'est ainsi que les internés participèrent à l'hommage militaire aux morts.

Des délégués de baraque avaient été conduits dehors pour orner les tombes. Dans le vent glacial de novembre, nous nous tenions devant les tertres. Je lus les noms des morts, parmi lesquels j'avais beaucoup d'amis. Sur la tombe du jeune Polonais se trouvait encore la couronne de perles de verre multicolores que Luigi avait portée seul, par la grand-route poussiéreuse. Maintenant, la garde se tenait raide devant le monticule de terre.

Cela ne dura pas longtemps, et la cérémonie de l'hommage aux morts devait se répéter d'une façon que personne ne pouvait prévoir.

-----oOo-----

Le 7 novembre, les quartiers politiques célébrèrent la naissance de l'Union Soviétique. Le programme était déjà prescrit par la tradition des jours de manifestation. Appel du matin en habit de fête, banquet de fête dans la baraque 23 restée vide, discours qui ne devaient pas en être, chant collectif, festivités intimes dans les loges. Tout se déroulait conformément au programme. Je pensais au rendez-vous secret, à cinq, dans un coin écarté du quartier A, cérémonie de novembre d'il y avait un an. À cette époque-là, les maîtres du camp se sentaient encore forts ; aujourd'hui, leur puissance était seulement celle que le vainqueur avait jugé bon de leur laisser.

Deux incidents s'étaient produits la veille du 7 novembre. Au quartier C, des membres des Brigades Internationales avaient observé qu'un gendarme se rendait clandestinement dans une de leurs baraques. Une fouille méticuleuse fit découvrir un revolver. Il n'y avait aucun doute que l'arme avait été introduite frauduleusement dans la baraque. Les *internés* dressèrent un procès verbal, le firent signer par les témoins de l'incident, et livrèrent au commandant du quartier l'arme trouvée.

Le même soir, au quartier A, dans les baraques des criminels, le 7 novembre était fêté d'une singulière façon. Après un banquet où l'on but abondamment du vin rouge, des inconnus entonnèrent L'Internationale. Lorsque le chant interdit eut atteint sa plus grande intensité, une patrouille de la garde apparut, qui arrêta les chanteurs et les

emmena dans la prison du camp. Dans la nuit, les habitants de la baraque 9 entendirent des coups et des cris : « Camarades, au secours, au secours, on nous rosse ! »

C'était clair : le commandant et sa clique voulaient de nouveau provoquer des incidents. Il était évident que dans la tête des officiers de Vichy un plan précis avait pris forme. Ils ne cherchaient plus à mettre en scène des chahuts de famine, mais un complot politique ; ils voulaient avoir « leur conjuration communiste », leur incendie du Reichstag.

C'est ce que montrait l'authentique « découverte d'armes ». C'est ce qu'indiquaient les faux chanteurs. Ces manœuvres, si grossières qu'elles fussent, montraient bien la volonté de provocation. Le personnel du camp étant diversement composé, il y avait grand danger de voir tôt ou tard cette intention suivie d'effet.

-----oOo-----

Peu de jours après, vers sept heures du soir, je fus subitement secoué par des coups de feu, tirés rapidement les uns après les autres. Trois coups suivirent, à de plus longs intervalles. Il avait plu toute la journée et il s'était levé un épais brouillard à travers lequel apparaissait la lueur laiteuse des faibles ampoules électriques fixées au sommet du mât. Les coups étaient venus du côté de la route, à la hauteur du quartier C, non loin de l'endroit où il jouxte le quartier B. De l'autre côté, en C, des ombres avaient surgi qui couraient vers le grillage en fil de fer bordant la route. On entendait des cris, mais à cause du brouillard épais, on ne pouvait rien distinguer nettement. Sur la route du camp, plusieurs patrouilles s'étaient lancées au pas de course.

Nous regardions fixement dans la nuit en essayant de déchiffrer ses secrets. Le grand August s'approcha de la grille qui séparait notre quartier du quartier C. « Allo, vous, de l'autre côté, qu'est-il arrivé ? » Bientôt la nouvelle passa de bouche en bouche. « Ils ont tué Dallinger. Abattu comme un lapin au clapier. Les coups lui ont déchiqueté les poumons tellement le chien a visé de près. »

Du brouillard surgirent des hommes avec une civière, mais ils n'arrivèrent pas jusqu'à la grille. Ils durent s'arrêter dix mètres avant la clôture. Les factionnaires

dirigeaient leur carabine sur les camarades venus porter secours à l'homme grièvement blessé, qui se trouvait pris dans la clôture en fil de fer.

« Celui qui avance est tué », cria le factionnaire. C'est ainsi que Leo Dallinger, âgé de trente-deux ans, perdit tout son sang en face de ses camarades.

Il était de Mannheim ; là-bas une femme attendait son mari et un enfant son père. Son histoire est celle de beaucoup. En l'année 1928, dans une réunion de masse, Dallinger avait interrompu Adolf Hitler par des interpellations. Il avait pensé que l'on pouvait discuter avec les nazis. Alors, les brunes sections d'assaut l'avaient rossé et laissé à demi-mort. À partir de ce moment, le jeune ouvrier devint, à l'égard des nazis, un ennemi plein de haine. Assommer les chiens bruns devint sa devise. Il adhéra à la ligue de combat antifasciste et se battit contre les Bruns tant que cela fut possible. Dans l'illégalité, il ne renonça pas au combat. Puis il alla en Espagne et poursuivit sur le sol espagnol sa lutte contre les nazis. En mai 1938, quand les fascistes percèrent le front et que les Internationaux, à Belchite, furent contraints à la retraite dans des conditions difficiles, beaucoup d'hommes grièvement blessés restèrent étendus devant les lignes ; il était amer de les abandonner. C'est alors que Dallinger, à quatre reprises, alla dans le terrain avancé qui se trouvait sous le feu des mitrailleuses ennemies et sauva d'une mort certaine des camarades sérieusement atteints.

Maintenant, ils voulaient rendre ce service à l'homme durement touché et le ramener de la ligne de feu du Vernet. Les assauts des Maures devant Madrid, il les avait surmontés vivant, mais la vie au camp du Vernet, il ne la supporta pas. Il voulait parvenir à réintégrer sa petite patrie et rejoindre les combattants de l'ombre.

Maintenant, il était mort. Il n'avait pas traversé le treillis de fils de fer large de deux mètres cinquante. Ses jambes étaient encore dans la cour du camp, la tête et la poitrine dans les barbelés. C'est dans cette position qu'il reçut les premiers coups. Il ne pouvait plus fuir puisqu'il était découvert et blessé. Mais ensuite, le gendarme de Vichy tira à bout portant, sur le blessé sans défense, trois autres coups qui lui déchiquetèrent la poitrine.

Maintenant, il était neuf heures. On était allé chercher à l'hôpital le médecin du camp et il avait constaté la mort de Dallinger. Des gendarmes tirèrent le corps du treillis de fil de fer, le soulevèrent dans une civière et l'emportèrent à la morgue. Derrière la

civière marchaient douze chefs de baraque. Les internés, en longue file, comme des ombres dans le brouillard, saluèrent le mort en levant le poing.

Le lendemain, le colonel reçut une délégation des délégués du quartier C. Il était de mauvaise humeur. Le factionnaire, pensait-il, avait fait feu par peur. Sur l'ordre du ministre de la Guerre, les autorités du camp avaient pour devoir de faire rigoureusement usage de l'arme à feu en cas de tentative de fuite. Même sans sommations. Mais les coups sur le blessé avaient été inutiles ; ça, il devait l'avouer. Puis il ajouta, à voix basse, en hésitant : « Seule une délégation de la baraque est autorisée à participer à l'enterrement. Toutes manifestations seront réprimées. »

Comme le premier novembre, jour de la fête des morts, la petite cloche de l'église du camp sonna de nouveau. Ils avaient chargé le cadavre de la victime sur un camion. Lentement, le véhicule roula sur la route du camp. Une douzaine de camarades marchaient derrière le cercueil, suivi et entouré d'un grand nombre de gendarmes.

Alors, subitement, un mot d'ordre traversa le quartier, de bouche en bouche, sans que personne ne pût dire d'où il venait : « Comme le premier novembre »

Le soleil était haut dans le ciel, mais cependant un vent froid soufflait des montagnes qui, dans l'air léger, semblaient s'être rapprochées. Les dernières feuilles des peupliers luisaient jaunes et brunes. Les branches dénudées bruissaient au vent et chantaient l'éternelle chanson de la mort et de la décomposition.

Les hommes se tenaient debout, tel un mur. Ils parlaient en beaucoup de langues mais n'avaient qu'une idée.

La petite cloche du glas tintait rauque et leste. Quant aux hommes, ils se tenaient immobiles, le visage dirigé vers le cimetière éloigné, que personne ne pouvait voir, car les baraques du quartier C se dressaient entre nous et le dernier lieu de repos de notre camarade.

Mais de l'autre côté, au quartier C, il était possible de s'approcher jusqu'à la grille extérieure entourant le camp, où le cortège funèbre devait passer. Alors les Brigades Internationales se formèrent en unités, avec leurs propres chefs et leur propre État-major. De l'autre côté de la grille de séparation, ils défilèrent au pas devant nos rangs figés, une troupe et non un tas de prisonniers.

C'est ainsi qu'ils avaient défilé dans les rues de Madrid, quand ils avaient transporté Hans Beimler à sa dernière demeure. Le Vernet non plus ne les avait pas brisés.

Alors une voix cria « Garde à vous ! » ; elle venait des derniers rangs. Nous *ôtâmes nos bérets et nous étions debout immobiles*. Jusqu'à ce que la voix inconnue, ordonne par-dessus nos têtes : « Rompez les rangs ! »

C'est avec les honneurs militaires que les membres des Brigades Internationales avaient conduit à sa tombe leur camarade mort, comme s'ils avaient encore été au front et non derrière les barbelés.

Le commandant ne se fit pas voir.

Nous étions plus forts que le commandant.

-----oOo-----

La nuit, je me roulais sur ma paille dans une insomnie torturante. Les bruits de la baraque étaient déjà devenus habitude. Les poumons s'étaient habitués à l'air empesté. Le sac de couchage protégeait du froid. J'avais depuis longtemps renoncé à lutter contre la vermine. Le chatouillement des rats, quand ils glissaient rapidement sur ma figure, n'avait en soi plus rien d'impressionnant.

Une carte postale, imprimée d'avance sur carton rose, telle qu'elle était prescrite depuis l'occupation pour la correspondance par-dessus la ligne de démarcation, m'avait apporté la nouvelle que les enfants se trouvaient dans un hôpital de Paris. La Gestapo avait vidé mon logement et emporté ce que la police française y avait laissé. Les enfants n'avaient pas le droit de quitter l'asile où on les avait menés après la mort de leur mère. Les nazis les garderaient-ils comme otages pour leur père ? Jour et nuit, je me cassais la tête pour trouver un moyen de faire sortir les enfants de Paris, occupé par les nazis.

C'est à la mi-novembre que les officiers coururent de nouveau de baraque en baraque pour faire disparaître ce que des yeux étrangers ne devaient pas voir. Chaque

fois qu'arrivait l'ordre de nettoyer les baraques, on savait que des visites étaient annoncées.

Cette fois-ci, c'était une délégation de la Croix Rouge Internationale. Pour la première fois, des hôtes de l'étranger. Ma décision était prise.

Le portail grillagé s'ouvrit largement et les officiers du camp affluèrent sous la conduite du colonel. Entourés de capitaines et de lieutenants de tous les services, les trois civils de la délégation avaient l'air de prisonniers. Mes regards s'attachèrent à un homme. Les cheveux sombres, les traits énergiques, il boitait d'une jambe. Il semblait être le président de la délégation. Le groupe se déploya dans la cour et on eut dit que se répétait la comédie de l'inspection générale. Mais le civil sombre, médecin suisse, comme cela se révéla plus tard, dirigeait directement ses pas vers la baraque 6. Je me plaçai contre la porte étroite. Ils devaient passer par là.

« Monsieur je dois vous... » J'avais adressé la parole au délégué aux cheveux sombres. Au même instant, le colonel me tira en arrière par l'épaule. « Ici vous n'avez rien à dire ; cette manie, nous vous la ferons bien passer. » - « Monsieur le colonel, dis-je, je ne parle pas à ces messieurs en qualité de délégué, mais pour une affaire personnelle. » L'homme aux cheveux sombres s'était arrêté. « Monsieur, répétai-je sans regarder le colonel, je dois vous demander votre aide. Tenez, lisez ceci. » J'avais tout noté sur une feuille de papier à lettre et je tendis ouvertement la requête au boiteux. Il jeta un regard sur l'écrit. « Vous serez appelé dans l'après-midi, tranquillisez-vous. »

L'attaque brusquée avait réussi. Le Suisse tint parole. Devant la délégation de la Croix Rouge Internationale, j'avais eu l'occasion d'exposer oralement ma sollicitation de faire sortir mes enfants de Paris occupé.

Pour la première fois, on voyait une lueur. Des U.S.A. étaient arrivées des lettres, pliées longitudinalement et couvertes d'un nombre impressionnant de timbres et de tampons. Les écrivains américains n'avaient pas oublié leurs collègues du Vernet. Leurs lettres parlaient de collecte d'argent, de visas, du Mexique. Il y avait donc des amis, des amis qui se souciaient des hommes du Vernet. Cela réchauffait bien le cœur. L'hiver qui venait se dépouillait de ses effrois. Il y avait en Amérique des amis qui envoyaient de l'argent, du lait en poudre, des paroles chaleureuses, aimables et encourageantes.

Ils n'oublieraient pas non plus les enfants, écrivaient-ils.

L'amitié n'était pas un mot vide. La solidarité n'était pas une phrase. Il existait une force plus forte que la volonté des fascistes. Elle jetait un pont par-dessus les océans et brisait les chaînes des cachots. Nous devions tenir ferme jusqu'à ce que serait à notre portée la corde salvatrice que nous pourrions saisir. Tenir contre le froid, la faim, la saleté et les provocations.

———oOo———

C'était samedi, novembre tirait à sa fin, alors le colonel nous fit prendre. Nous étions deux ; un Italien, le Dr R. et moi. Médecin, écrivain antifasciste, aimant la vie et la gaieté. Le Dr R. était aimé et considéré. Il avait été délégué de la baraque 7 avant qu'on eût procédé aux transferts.

Le colonel était plus pâle que d'habitude. Ses yeux pétillaient plus sauvagement que d'ordinaire. Plus nerveusement que d'ordinaire ses doigts tambourinaient sur le plateau de la table.

Il y avait là une feuille de papier.

- « Vous voulez donc faire éclater une révolte », cria-t-il après que le gendarme qui nous accompagnait eût quitté la pièce.

L'Italien se fit entendre, très calmement : « Je ne comprends pas de quoi vous parlez, Monsieur le colonel. »

- « Ne jouez pas à l'innocence persécutée ; cela n'a pas du tout de sens, cria le colonel. Vous voyez, je sais tout. Vous et celui-là, (ce disant, il faisait signe vers moi), vous êtes les chefs de la révolte. Demain dimanche, cela doit éclater. Vous voulez mettre le feu aux baraques. Ce doit être le signal. Ensuite, les membres des Brigades Internationales doivent s'évader. Dehors, vos amis politiques attendront. Et je dois étouffer tout cela dans le sang. Je sais, je sais, tous mes efforts ont été vains. »

Il pleurait presque.

D'une voix calme, l'Italien répondit : « Vous n'aurez nul besoin d'étouffer quoi que ce soit dans le sang, car il n'y aura pas de révolte. Ceux qui vous ont débité ce conte vous ont menti. »

Le colonel fit signe vers le papier qui était sur le bureau, d'habitude vide. « Ici, tout est exactement indiqué. Vous avez été trahis par vos propres gens. Vous ne pouvez pas nier. »

L'Italien répéta, cette fois-ci d'un ton aigu : « Il n'y a rien à trahir. Je sais positivement qu'il n'existe aucun projet de révolte chez les délégués. »

- « Mais c'est là l'incendie du Reichstag, Monsieur le Colonel, dis-je en me mêlant à la conversation sans avoir été questionné. Ne voyez-vous donc pas qu'on veut vous attirer dans le malheur ? »

- « Vous garantissez donc qu'il n'y aura aucune révolte, ni aucun acte de violence ? »

- « Nous ne pouvons rien garantir, étant donné que nous ne pouvons pas empêcher un quelconque provocateur de commettre un crime ; nous pouvons seulement assurer que nous - mon camarade accentua le mot « nous » - n'avons rien à voir avec ces terrifiantes histoires qui font dresser les cheveux sur la tête. La pleine responsabilité de l'effusion de sang qui résultera de telles provocations, c'est vous et vous seul, le commandant du camp, qui la porterez. »

J'avais pitié de cet homme aux cheveux blancs comme neige. Il vieillissait d'une rencontre à l'autre. On voyait sur lui qu'il souffrait. Les Poulain creusaient sa tombe. Nous pouvions voir cela plus nettement qu'il ne le voyait lui-même.

Le dimanche était passé comme chaque dimanche au camp. Quelques-uns avaient joué à la balle, d'autres aux échecs. Aucune baraque n'avait brûlé. Aucune révolte n'avait éclaté.

Il semblait que le colonel lui-même n'avait pas cru à cette histoire de révolte. Il savait pertinemment que la dénonciation anonyme était une provocation de ses collègues, qui voulaient le contraindre à une effusion de sang. Mais la provocation avait avorté dès l'instant que le colonel s'était entretenu avec nous de cette dénonciation.

Ainsi avait été rendu impossible « l'incendie du Reichstag du Vernet ». Celui qui avait écarté la provocation, c'était donc le colonel.

Quatre jours après cet incident, sans tambour ni trompette, le colonel Prartz fut révoqué. Il ne put même pas faire un discours d'adieu. Le matin de ce jour, on annonça qu'à la place du colonel Prartz, Monsieur Pinot, directeur de la Sûreté, prendrait le commandement du camp.

Pinot était un civil et relevait directement du Ministère de l'Intérieur de Vichy.

-----oOo-----

Le nouveau directeur aimait se promener à travers le camp, le col de sa veste relevé. Un homme dans la cinquantaine, au visage de pleine lune, moustache coupée court, yeux hypocrites. Monsieur Pinot avait l'air d'un commissaire spécial qui a réussi, après avoir fait carrière sur une douzaine d'amis trahis.

Le colonel était remplacé par un directeur civil. Mais le commandant Poulain lui aussi, commandant en chef de la garde du camp, avait disparu de l'écran. Au tableau d'affichage pendait un avis, que désormais toutes les demandes devaient être adressées à Monsieur le directeur du camp. Un lieutenant était monté en grade comme nouveau commandant du camp, un escogriffe aux jambes écartées, avec des yeux à fleur de tête dans une figure cramoisie. Par l'intermédiaire du « Taureau » (c'était là le surnom du nouveau commandant), le directeur fit transmettre au camp que les mots de délégués ou de représentants ne se trouvaient pas dans son vocabulaire. Toute tentative de manifestation collective ou de déclaration de vœu serait réprimée en tant que rébellion. En même temps, il se voyait malheureusement contraint de faire savoir que la ration de pain devrait être réduite à 350 grammes, celle de matière grasse à 13 grammes et celle de café à 3 grammes. Le maintien d'avantages tels que la baraque de visites et la réception de paquets dépendait du comportement ultérieur des internés. Pour donner du poids à ses paroles, le nouveau commandant fit de nouveau entourer le camp de mitrailleuses.

Les dernières feuilles étaient tombées des branches. Le vent des Pyrénées soufflait glacial. Le soleil n'avait plus la force de réchauffer ; la plupart du temps il restait invisible derrière un ciel de plomb. La première neige était tombée.

Ce combat inégal avait duré maintenant depuis tout un an. Presque aucun jour ne s'était écoulé sans un mouvement de résistance. Que réclamaient donc les internés ? Un traitement humain, des conditions de vie supportables. Était-ce là vraiment de l'excitation, de l'indocilité ? Les internés étaient-ils dans leur tort quand ils exigeaient qu'au deuxième hiver les baraques fussent équipées de volets fermants et de poêles chauffants. Était-ce de la révolte s'ils réclamaient à manger ? Ce combat avait duré toute une année ; en cours de route, il y avait eu des morts, mais qu'avaient-ils obtenu les hommes du Vernet ?

Un nouveau danger était devenu visible.

Les premières lettres du consulat du Mexique à Marseille étaient arrivées avec l'invitation d'aller retirer le visa, ardemment désiré. Mais les internés n'obtenaient qu'isolément la permission de donner suite à l'invitation. Il fallait attendre, disait-on. Qu'avions-nous donc à attendre ? Dans chaque cas particulier, la décision viendrait de Vichy, nous répondait-on. Et de quoi dépendait la décision de Vichy ? Cela dura longtemps, jusqu'à ce que nous apprîmes que la décision ne dépendait pas de Vichy, mais de Wiesbaden. C'est à Wiesbaden que siégeait la commission allemande d'armistice et elle se réservait le droit d'accorder ou de refuser l'autorisation de départ. Comme un fantôme, la sensation d'être livré aux Allemands parcourut de nouveau le camp.

Au bureau de service de renseignements, il y avait quelques officiers qui ne faisaient aucun mystère du dégoût que leur inspirait leur métier. Ils portaient l'uniforme de l'armée française, mais n'étaient-ils pas beaucoup plus que des organes exécutant la volonté des Allemands ? Si tout n'allait pas selon le désir des nazis, cela tenait au patriotisme de nombreux fonctionnaires de Vichy. Car tous n'étaient pas des Poulain.

Il semblait que le service du ravitaillement ne fonctionnait pas bien. La ration de pain diminuée n'arrivait qu'irrégulièrement. Souvent le pain arrivait le soir, de sorte que les hommes souffraient de la faim toute une journée. Dix hommes devaient se partager

un pain. Avec de la ficelle et des petits bâtons, un affamé construisit une minuscule balance pour que les tranches fussent égales.

Au-dessus de la cour, le vent dispersait, en coups de fouet, des flocons de neige fondue. Tremblant de froid, les hommes, debout dans leurs nippes déchirées, beaucoup sans souliers, attendaient la soupe.

Dans la première semaine de décembre, la garde tua à nouveau un interné qui se livrait à une tentative de fuite-suicide. Cette fois-ci, c'était un homme du quartier A.

Et de nouveau la petite cloche sonna le glas dans le brouillard gris du matin.

Au cours de ces semaines, la petite cloche funèbre sonna souvent. Les hommes du Vernet murmuraient chaque fois, les lèvres blêmes : « Encore un ». Un matin, la petite cloche du glas appela aux obsèques d'un malheureux qui était mort de froid au quartier A. La semaine suivante, il y eut cinq morts au quartier C. On commença par dire qu'une épidémie s'était déclarée, mais bientôt ce bruit fut démenti. La vérité était plus effrayante : tous les cinq étaient morts d'épuisement.

Les délégués collectèrent des signatures afin d'appeler le Préfet au secours. C'était une nouvelle tentative pour mettre les autorités devant leurs responsabilités. La lettre au Préfet, datée du 19 décembre, signée par plusieurs centaines d'internés, contenait une description de la situation intenable et se terminait par les paroles suivantes :

« Ces deux derniers jours, nous n'avons reçu rien d'autre qu'un peu de pain et une quantité insignifiante de carottes cuites à l'eau. Si cette situation persiste, ne serait-ce que deux ou trois jours, elle doit aboutir à une nouvelle explosion de désespoir. »

Nous savions que le directeur n'oserait pas intercepter cette lettre. Il avait interdit les actions collectives. Voulait-il enfermer ou fusiller la moitié du camp ?

Le crépuscule était déjà tombé quand le Préfet vint au camp, accompagné du directeur. Sans formalités cette fois, sans rassemblement et sans cris de commandement. Il fit venir Franz⁽³³⁾, « le vieux ». Sous les yeux de tous les internés, le Préfet discutait avec l'homme qui possédait la confiance de tous, parce *qu'il avait fait*

preuve de courage et de clairvoyance en Espagne. Nous l'appelions « le vieux », bien qu'il ne fût pas vieux du tout. C'était un surnom. Ce nom exprimait la confiance et l'amitié.

Les deux hommes se tenaient là les yeux dans les yeux et ils se disaient ce qu'ils pensaient. Il était question de la responsabilité.

« Je sais qui vous êtes et ce que vous pensez » commença le préfet, « je lis vos lettres. Cela m'est très instructif. Vous avez entrepris une dangereuse épreuve de force avec l'état. »

- « Vous faites erreur, disait l'autre ; je sais exactement et mes camarades savent qu'une épreuve de force entre l'appareil de l'État et quelques centaines de prisonniers serait de la folie. »

- « Alors que voulez- vous ? »

- « Nous voulons, autant que c'est possible dans le cadre des lois, être libres et, autant que possible, vivre. »

- « Vous organisez des émeutes ; vous brisez la discipline du camp. Vous m'obligez, en tant que représentant de l'État, à faire respecter la loi par la force. »

- « Est-ce pour cette raison que vous avez maintenu dans son office le chef de baraque de la 9 contre la volonté de ses hommes ? »

« C'est pour cette raison. Et pour cette raison, je dois avertir du danger qu'il y a à persévérer dans les actions de masse, car les conséquences seront sanglantes, et vous en porterez la responsabilité. »

- « Je suis un simple prisonnier et ne porte aucune espèce de responsabilité, sauf à l'égard de mes camarades. La pleine responsabilité de tout ce qui arrive ici, c'est vous qui la portez. Car vous devez donner à ces hommes la possibilité matérielle de vivre ; sinon, vous n'obtiendrez rien par des menaces. Ces hommes ne veulent pas passer un deuxième hiver à végéter comme des animaux, plus mal encore que des animaux, car eux, du moins, on les nourrit et on les protège du froid. »

Le préfet cessa de répondre. Pendant un moment, il resta muet, regardant son ennemi dans les yeux. « Pourquoi faut-il que tout cela se passe dans mon département ?

soupira-t-il. Il y a tant de camps ! Mais en Amérique, aucun ne fait parler autant que celui du Vernet. Se peut-il que cela ne soit qu'un hasard ? Avouez que vous excitez l'étranger contre la France. »

L'autre ne put réprimer un sourire. L'ambiance était presque à la gaîté quand il dit : « Nous sommes derrière les barbelés ; l'Amérique est loin. La censure est entre nous et l'étranger. Nous prenez-vous pour des magiciens ? Non, il est bien plus facile de répondre à votre question. Il y a au Vernet des hommes qui sont connus à l'étranger, des écrivains, des députés, des médecins, des savants, des journalistes, des ingénieurs, mais avant tout, des combattants d'Espagne. Tous ces hommes ont des amis à l'étranger. Si vous voulez voir votre département moins souvent attaqué dans la presse étrangère, il existe un moyen bien simple d'atteindre ce but : vous n'avez qu'à relâcher les hommes du Vernet. Dans tous les pays libres, on parlera du département de l'Ariège aussi longtemps que des antifascistes y seront maintenus prisonniers et maltraités. Vous ne pourrez pas empêcher qu'on parlera du Vernet comme du Dachau français. »

Cette conversation se termina aussi singulièrement qu'elle s'était déroulée. Le Préfet ne semblait pas irrité des paroles du « vieux ». Peut-être attendait-il une explosion encore plus violente. « Si vous avez quelque chose d'urgent à dire, vous pouvez m'atteindre directement, M. le directeur est au courant de ma décision. »

Quelques-uns seulement apprirent ce que les deux hommes avaient dit. Cet entretien laissa une impression semblable à celle que les autorités françaises avaient toujours laissée depuis la défaite : insécurité intérieure, indécision entre menace de violence et prudente retraite. Comme si l'on exerçait son office torturé par la mauvaise conscience. L'ordre devait être maintenu, mais l'ordre de qui ? L'ordre du vainqueur.

Que peuvent avoir ressenti ces Français en apprenant que les meilleurs des hommes du Vernet, parmi eux aussi ce « vieux », avaient été livrés à Hitler par le gouvernement de Vichy ? Le colonel Duin, qui avait donné sa parole d'honneur d'officier que rien n'arriverait aux ennemis de Hitler ; l'intelligent capitaine Nougayrol, qui aimait tellement s'entretenir avec l'écrivain allemand Rudolf Leonhard, qui fut également livré, lequel Nougayrol encore en août, refusait avec indignation de prendre au sérieux ce danger ; le colonel Praxtz, qui mena contre les provocateurs de la Sûreté une lutte où il succomba ; le Préfet du département de l'Ariège, qui discutait de responsabilité avec un prisonnier au sujet de la tranquillité du camp, se consoleront-ils à la pensée que le chef

de l'État français, le maréchal Pétain, avait donné sa parole que la convention d'armistice ne contenait rien qui fût incompatible avec l'honneur de la France ?

La violation du droit d'asile, consacré par tous les peuples à travers les siècles de l'histoire de la civilisation humaine comme la plus impérative de toutes les obligations du Droit des peuples, déshonore à jamais les hommes de Vichy.

———oOo———

La baraque 9 avait commencé. Dans l'intention de manifester l'amitié qui liait les occupants de la baraque et de rendre visible l'isolement du chef, les hommes, sur le conseil de leur délégué, organisèrent un repas d'amitié. Dans une baraque inutilisée, ils étaient assis à de petites tables qui semblaient appartenir à une chambre de poupées et ils prenaient collectivement « un repas de fête » qu'ils avaient eux-mêmes préparé. La bouillie de semoule froide que les achats de Julio avaient rendue possible fut baptisée « gâteau à la Vernet ».

Ainsi, également, avait paru le premier journal mural. Pour l'annonce du « banquet », les hommes de la 9 avaient affiché une grande feuille qui contenait les dernières nouvelles du front de fête. La rédaction sut exprimer sous une forme spirituelle maintes choses de valeur universelle. Également maintes critiques. Les gendarmes qui baguenaudaient dans la cour, attirés par la foule qui s'était entassée devant le journal mural, accoururent et rirent avec les prisonniers des légères insinuations visant la direction du camp. D'autres baraques suivirent l'exemple de la 9. Bientôt chacune eut son repas collectif et son journal mural. Une sorte de compétition s'était déclenchée entre les baraques : qui dépasserait qui ?

Ainsi était née l'idée de faire en commun le banquet de Noël.

À cette époque, il y avait, en gros, neuf cents hommes au quartier ; une partie était hostile à toute action collective. La nuit, dans des réunions de baraques, on discuta le projet, on envisagea toutes les possibilités. Le directeur flairait là-dessous une tentative de rébellion, mais l'officier d'Intendance flairait affaires. De la haute diplomatie était nécessaire pour faire jouer les uns contre les autres les divers intérêts et obtenir ainsi l'autorisation de faire les achats en vue du grand repas. Les journaux muraux

invitaient à l'émulation, expliquaient sens et valeur de la cérémonie, qui ne devait pas être une distribution de cadeaux, mais une fête de fraternisation, une fête de défi, une fête de solidarité.

Tout le camp travaillait. Les uns rassemblaient du combustible ; les autres aidaient à la cuisine ; d'autres encore collectaient de l'argent, décoraient les baraques, dessinaient des affiches et des mots d'ordre, rédigeaient les journaux muraux. Aux publications des baraques s'ajoutait un organe central de quartier. Il s'intitulait : Le haut-parleur du quartier B. Dans la préparation de la fête, le camp devint une unité qui enrôlait, qui travaillait. Le but commun uniformisait les pensées, les sentiments, les attentes, les craintes. Seuls très peu se tenaient à l'écart, les irréconciliables, les ennemis.

Mais leurs suiveurs vinrent à la fête.

La baraque avait la décoration de Noël. Des guirlandes vertes s'allongeaient à travers le couloir central. De petites tables n'étaient placées qu'à l'étage supérieur, les habitants des loges inférieures étaient les hôtes de celles d'en haut. Les places avaient été auparavant réparties avec soin. Tout avait été méticuleusement envisagé : amitiés nationales, hostilités personnelles. Au milieu, il y avait la tribune d'honneur : le chef de baraque, le délégué, aboli mais qui continuait à fonctionner, les chefs des groupes nationaux. Le délégué fit le discours de fête. Il respecta fidèlement la solennité de l'heure. En quoi consistait-elle : des prisonniers dont on veut briser l'esprit par tous les moyens de pression physique et morale se sont rassemblés pour cette fête de fraternisation, interdite mais impossible à interdire. Que la force qui a rendu tout cela possible ne soit jamais oubliée : c'est la solidarité.

Le succès était trop net pour être calmement accepté par l'ennemi. Il considéra la joie des internés comme une provocation et ne fit pas attendre longtemps sa réponse.

-----oOo-----

Le 31 décembre, un peu après l'appel du matin, le « vieux » fut arrêté. « Rappelez-vous la veille du 7 novembre », chuchota notre ami quand les gendarmes l'emmenèrent en prison. Ce qu'il voulait dire était clair : cette provocation non plus ne doit pas réussir !

Dans leurs allocutions de la Saint- Sylvestre les délégués illégaux mais cependant en activité évoquèrent le camarade dans la froide cellule de son cachot. Les auditeurs comprenaient. La fête n'était pas un cadeau de nos geôliers, mais une action de combat. En tant que victime de ce combat contre l'arbitraire et la brutalité, le prisonnier qui se trouvait en compagnie des rats était l'invité d'honneur à chaque cérémonie de baraque, à chaque table de fête. Ses pensées étaient près de nous et nos pensées étaient près de lui.

-----oOo-----

Pendant ces jours-là, les effrois du deuxième hiver nous assaillirent avec un redoublement de violence. Il n'y avait pas d'abri contre le froid meurtrier. Les hommes disloquaient les parois de bois des latrines pour les brûler. La tempête de neige avait, disait-on rendu impraticables les voies de communication : ni pain ni bois de chauffage ne pouvaient être livrés pour la cuisine. Presque tous les internés restaient couchés « au lit ». De quoi demain serait-il fait ? Sans bois, sans pain ?

On ne pouvait presque pas quitter la baraque, tellement la tempête de neige, dehors, faisait rage. Cent soixante hommes parqués dans la fumée et l'humidité, toussant et jurant, couverts de poux et mourant de faim, - voilà ce qu'était la baraque.

La garde vint. Elle avait mission d'arrêter deux hommes qui avaient cassé et emporté les poutres d'une baraque vide pour les brûler. Les gendarmes furent de nouveau sifflés et durent partir sans prisonniers. Une nouvelle explosion s'annonçait.

Le directeur fit connaître les punitions pour les incidents du jour précédent : interdiction d'écrire pour la baraque B, dont les hommes avaient empêché l'arrestation ; interdiction de cuisine privée pour tout le quartier.

Les nerfs, alors, se brisèrent. Le mince fil auquel, durant ces dernières semaines, était suspendu le calme se rompit. Le moment était venu où tout devait être tenté, puisqu'il n'y avait rien à perdre.

-----oOo-----

Ce furent les Brigades Internationales du quartier C qui prirent sur elles le dernier risque. Les délégués de ce quartier avaient élaboré un mémoire sur la situation intenable. Dans les premières heures de l'après-midi du 7 janvier, une délégation composée des représentants de toutes les baraques alla déposer les feuilles au bureau du directeur. Mais la délégation ne revint pas. Les derniers qui les virent racontèrent que les délégués avaient été conduits au poste de garde par « le Taureau ».

Vers quatre heures de l'après-midi, alors que le soir d'hiver tombait déjà sur les baraques, on entendit des cris affreux au poste de garde. Ce fut, à travers le camp, comme une traînée de poudre : « on rosse les délégués de C. » Du poste de garde, qui était proche, les hurlements retentissaient, inhumains. Puis la porte s'ouvrit et nos camarades sortirent en titubant, poussés en avant par les crosses des gardiens. Le visage inondé de sang, les habits déchirés, ils se traînèrent jusqu'à la prison. La porte se ferma derrière eux. « Le Taureau », la tête cramoisie, se dirigea vers le bureau du directeur. Les heures qui suivirent furent pleines d'une tension insupportable.

Les Brigades Internationales se mirent en ligne. En ordre militaire, formation après formation, sous le commandement de leurs officiers, elles constituaient une puissante colonne qui se posta sur la place devant le portail de leur quartier. Tout s'accomplit dans le calme, comme s'il s'agissait d'un exercice sur le terrain. Derrière les unités des Brigades s'assemblèrent, par baraque, les autres internés. Il y avait ainsi, en tout, mille deux cents hommes réunis sur la place, devant le portail, quand le chœur commença puissamment : « Libérez les délégués, libérez les délégués ! » Au loin retentissaient les cris, qui sonnaient comme une inflexible provocation et ébranlaient les nerfs : « Libérez les délégués, libérez les délégués ! » Et cela comme un cri de guerre, à intervalles réguliers, sans cesse, sans cesse, pendant une demi-heure.

D'en face vinrent au pas de course plusieurs colonnes de gendarmes, la carabine prête à tirer. Ils s'arrêtèrent devant le portail du quartier C. Seul ce faible portail de bois les séparait des combattants d'Espagne. À pas lents, le directeur s'approcha. À ses côtés, « le Taureau » et le commandant de quartier. Le portail s'ouvrit devant les trois hommes.

Le chef des Brigades aborda le directeur. « Si nos délégués n'arrivent pas dans leur quartier à neuf heures du soir, au plus tard, nous sommes décidés à sortir tout droit d'ici.

- « Alors un ultimatum ? »

- « Un ultimatum ! »

Était-ce le hasard, était-ce un plan ? Tandis que le directeur discutait avec le porte-parole des Brigades, la foule se pressa tellement en avant que les trois officiers se trouvaient de plus en plus en arrière. Le directeur menaça de donner l'ordre de faire feu, mais il eut bientôt conscience qu'entre la troupe et lui se dressaient plus de mille hommes résolus.

Au moment où le directeur avait pénétré dans le quartier, les chœurs s'étaient arrêtés. Le calme s'était établi, un calme inquiétant.

Le représentant de la puissance de l'État fit une nouvelle tentative de compromis. Il allait recevoir la délégation et puis on verrait. Jusqu'au lendemain tout pouvait s'éclaircir. Évidemment, les délégués auraient été insolents et auraient agacé le commandant. C'est du moins ce qu'il aurait prétendu.

De nouveau les chœurs reprirent : « Libérez les délégués, libérez les délégués ! »

- « Vous voyez, dit le porte-parole, même si je le voulais, je serais impuissant en face de la foule. Les gens réclament la libération des délégués.

- « Mais la troupe tirera. »

- « Et nous nous défendrons. Tout nous est égal, cela ne peut devenir pire. »

Nous, au quartier B, nous nous tenions près de la clôture et attendions la décision, décidés à participer.

Une pause s'était produite. Le directeur et ceux qui l'accompagnaient avaient quitté le quartier.

Les cris s'étaient tus. Tel un mur, les membres des Brigades Internationales restaient debout dans l'obscurité.

Tout à coup, « le vieux » parut chez nous. On venait à l'instant de le lâcher. Étant donné les sept jours de punition qu'on avait annoncés, il n'aurait dû sortir que le lendemain, mais on le renvoya au quartier sans autre explication.

Il se fit faire un compte-rendu de la situation. Puis il conclut : « Parfait ! Le directeur cédera. »

D'où « le vieux » tirait-il la certitude qui lui inspirait une telle affirmation ?

Après huit heures du soir, un gendarme ramena la délégation à son quartier.

- « Aucune manifestation de joie bruyante », tel fut le mot d'ordre qui passa de bouche en bouche.

Le silence s'étendait sur les cours sombres et vides. La troupe s'était retirée. De mauvaise humeur, les gendarmes allaient leur petit train à travers l'obscurité, dépités de cette stupide déambulation de plusieurs heures dans le froid.

Ce soir-là, nous étions assis ensemble dans une loge à demi-obscur et nous fêtions le retour de l'ami.

Pendant les sept jours qu'il avait passés au cachot, il avait jeté un profond regard dans les coulisses de la direction du camp. D'abord, « le Taureau » lui avait rendu visite. Les jambes écartées, il se planta devant le prisonnier, le fit mettre plusieurs fois au garde à vous et, quand il en eut assez de ce jeu, il cria sarcastiquement : « Nous vous montrerons comment nous traitons les Boches ». Le prisonnier rétorqua : « Je suis un ennemi allemand de Hitler et je combats l'ennemi qui humilie votre patrie. »

- « Vous êtes aussi un Allemand. »

- « Mais Hitler réclame ma tête. »

La porte de la cellule était ouverte. Le factionnaire dehors, entendait chaque mot de la conversation. « Le Taureau » voulait encourager les soldats à décharger sur le prisonnier de tardifs sentiments patriotiques, mais les soldats ne bougèrent pas.

La nuit suivante, la porte de la cellule s'ouvrit une fois de plus. Entra le nouveau lieutenant qui, depuis quelque temps, remplaçait Clerc. C'était un homme encore jeune, professeur dans le civil. « Vous vous étonnez que je vienne ici, mais je dois vous dire

quelque chose à vous justement. Je ne connais pas depuis longtemps le mode de vie du camp, mais je sais une chose : beaucoup d'officiers et de soldats sont de cœur avec les internés qui luttent pour leurs droits. Le colonel Praxt n'était pas seul. Nous haïssons les Allemands qui nous asservissent, mais nous savons que des Français aussi sont responsables de la défaite. »

C'est ce qui faisait que « le vieux » pouvait prédire que le directeur Pinot, lui non plus, n'oserait pas donner l'ordre de tirer.

Une semaine plus tard, le directeur Pinot était destitué. Exactement comme l'avait été le colonel Praxt.

Le civil fut remplacé par un nouveau colonel, qui fut faible alors que la situation se durcissait de plus en plus.

-----oOo-----

8 janvier-26 février 1941

Assaut

Vers l'Allemagne ou vers l'Afrique ? Tel était le dilemme devant lequel se trouvaient placés les internés quand, pour la deuxième fois, parut la commission allemande. Ces messieurs aux uniformes verts avaient beaucoup changé depuis l'été. Maintenant, ils n'attachaient plus d'importance à être flattés en tant que libérateurs. Ils voulaient des travailleurs. Quiconque n'était pas prêt à travailler en Allemagne devait aller en Afrique ! Les Allemands avaient besoin d'une route stratégique qui relierait Oran à Dakar, à travers le désert. Cette route ne devait pas coûter beaucoup d'argent. Dix-mille internés qui, oisifs, pourrissaient dans les camps coûtaient de l'argent. En Afrique ils construiraient gratuitement la chaussée dont Hitler avait besoin pour atteindre Dakar par voie de terre, et pendant qu'on la verrait naître dans le sable, ses constructeurs mourraient. Ils auraient un litre d'eau par jour et quatre-vingts pour cent n'en reviendraient pas.

Un projet allemand ? Un projet français ? En tout cas, un projet fasciste. Par centaines se proposèrent des Hongrois, des Tchèques, des Yougoslaves, des Roumains et aussi des Allemands pour le travail en Allemagne. Du camp de concentration d'Argelès, situé au bord de la mer, le Saxon Paul reçut une lettre, des lignes confuses d'où il ressortait que, là-bas, des troupes avaient voulu entraîner de force les membres des Brigades Internationales ainsi que les Espagnols pour les embarquer vers l'Afrique. Dans ce camp vivaient des milliers de familles espagnoles qui étaient venues à travers les Pyrénées lors de la retraite de l'armée républicaine. Les femmes s'étaient précipitées sur les soldats et avaient arraché leurs hommes. Les combats avaient été sanglants. Finalement, les Français avaient envoyé un bateau de guerre qui avait débarqué des troupes. Pris entre deux feux, les hommes d'Argelès avaient dû renoncer à la résistance. La victoire de l'armée et de la flotte françaises sur le camp de concentration d'Argelès avait fait de nombreux morts et blessés. Maintenant, les camarades étaient déjà embarqués pour l'Afrique.

Il émanait des bureaux une grande quantité de listes diverses qui toutes, causaient une agitation fébrile. Le consul du Mexique à Marseille en envoya une. Ah ! Le Mexique, pays de rêve ensoleillé, qui accueille des fugitifs et accorde généreusement des visas à des hommes qui ne peuvent se prévaloir de rien d'autre que d'avoir lutté contre le fascisme.

Qui savait quelque chose du Mexique ?

À cet espoir qui germait se mêlait une nouvelle inquiétude. Il y avait là des hommes que, depuis longtemps, le consul mexicain à Marseille avait invités à venir chercher leur visa. Cependant, la direction du camp ne les laissait pas partir pour Les Milles. Les officiers de renseignements haussaient les épaules. Vichy n'avait envoyé aucune réponse. Vichy, c'était Wiesbaden. Qui serait sauvé ? Qui serait livré ?

Des lettres portaient pour les USA. Aidez-nous, pressez-vous, agissez avant qu'il ne soit trop tard. Ceci n'est plus un camp français. C'est, sous surveillance française, un réservoir d'hommes pour la Gestapo. Chaque jour, le propriétaire peut réclamer en retour son dépôt.

Sous des formes diverses, l'ombre de la mort se penchait de nouveau sur le Vernet. L'Afrique, c'était la perspective de dépérir dans le sable du désert. Les

compagnies de travail, c'était le camp de rééducation de la Gestapo. Être livré, c'était avoir affaire au peloton d'exécution.

Heureux celui que l'on priait de boucler sa valise pour Les Milles. C'est par Les Milles que passait la route vers l'étranger.

Les forces progressistes de nombreux pays œuvraient pour notre libération : que la bonne volonté était donc encore grande dans le monde ! L'espérance me fit voir la vie en rose quand je fus introduit pour être soumis à l'interrogatoire ; les écrivains américains étaient intervenus auprès du gouvernement français pour ma libération. L'officier qui me montra le document agissait en dépit des instructions qu'il avait reçues. Quant au « réservoir d'hommes », le nouveau commandant, encore un colonel de la Garde Mobile, n'en était pas seulement responsable auprès du gouvernement français de Vichy, mais aussi auprès de la récente délégation de la commission d'armistice, qui avait son siège à Aix-en-Provence. Les nazis avaient pris le contrôle des camps français. La Gestapo avait des fonctionnaires qui siégeaient à la préfecture de Marseille et vérifiaient les autorisations de départ. Ses troupes de choc contrôlaient tous les camps du Midi de la France. Darlan, le nouveau chef, livrait les fugitifs aux nazis.

L'esprit des hommes du Vernet était resté intact. Le 9 février, pour le deuxième anniversaire de leur internement, les Brigades Internationales du quartier C organisèrent un appel militaire. Elles se déployèrent de nouveau dans leur vieille formation, avec leurs anciens officiers. Leur chef lut en langue espagnole l'ordre du jour en souvenir des glorieux combats des Brigades pour la liberté - comme si aucune mitrailleuse ni aucun barbelé ne les entourait.

Le Vernet devait-il rester un îlot de la Résistance ? Ou cet esprit de défi serait-il abattu et noyé dans le sang comme à Argelès ?

Le matin du 22 février - c'était un samedi -, l'équipe de l'Intendance du quartier C allait comme d'habitude aux baraques-magasins prendre la ration du jour. Alors se produisit l'un des incidents quotidiens.

Les responsables de l'Intendance des baraques 47 et 48 réclamèrent la vérification du poids des victuailles livrées. Ils pensaient pouvoir répondre plus fermement aux faméliques qui allaient les questionner, si eux-mêmes se persuadaient de l'exactitude du poids. L'officier de ravitaillement, un capitaine, sourit sarcastiquement. Il

réfléchit un instant. Après avoir fait plusieurs fois tourbillonner son stick en l'air, il prit la parole : « Bien, vous pouvez vérifier le poids. Mais s'il est exact, les deux internés qui ont si ouvertement manifesté leur défiance à l'égard de l'Intendance iront en prison. »

Le poids fut exact.

L'après-midi, une patrouille apparut au quartier C et arrêta les deux responsables d'Intendance qui, le matin, avaient réclamé la vérification du poids. Déjà lorsque les hommes en uniforme avaient franchi le portail, les internés avaient afflué de tous côtés. Mais les deux hommes furent emmenés. Les cris s'élevèrent de nouveau : « Libérez nos camarades, libérez nos camarades ! » Tout semblait devoir se passer de nouveau comme le 7 janvier. Mais cela ne dura pas longtemps et les deux hommes qu'on avait arrêtés revinrent. On les avait relâchés.

Le dimanche s'écoula sans incidents, comme si rien ne s'était passé. En ce début de printemps, les baraques-bureaux baillaient, comme mortes, aux rayons du soleil. On eût dit que le camp était complètement abandonné à lui-même.

Le lundi matin, les internés étaient debout, çà et là, comme toujours. L'appel était passé. Ceux qui étaient allés à l'Intendance revenaient de la visite matinale qu'ils avaient faite aux baraques-magasins. Ils traînaient les brancards chargés de pain et de fruits secs. Chose étrange : déjà de loin, beaucoup faisaient des signes. Qu'était-il arrivé ? Les porteurs des baraques 47 et 48 rentraient, de leur petit train, les mains vides. Aux deux baraques, la direction du camp refusait le manger. Ni pain, ni victuailles. L'ultimatum disait : les deux baraques seront privées de nourriture aussi longtemps que les deux responsables que le capitaine d'Intendance a condamnés à la prison ne se présenteront pas pour commencer leur peine.

Dans les deux baraques affamées vivaient deux cent soixante hommes.

C'était là une nouveauté, quelque chose qui n'était pas encore arrivé dans l'histoire agitée du camp. Les chefs de baraque du quartier C demandèrent à parler au commandant. Ils furent aussitôt reçus. « Oui certes, c'est ainsi », dit le nouveau colonel. « Peut-être que l'arrestation des deux internés qui voulaient aider leurs camarades est une injustice. Mais nous sommes des militaires. Nous n'avons pas le temps de rechercher ce qu'est la justice. Nous devons faire respecter les ordres en toute

circonstance. C'est là seulement ce qui importe. Cette fois-ci, nous en finirons avec la résistance au Vernet. »

L'un des chefs de baraque, un homme assez âgé, calme, trouva le mot juste : « Vous êtes des militaires, Monsieur le colonel, assurément, mais vous oubliez que nous ne sommes pas des militaires. Nous sommes des prisonniers civils, et ce que vous faites là viole tous les droits. Vous ne pouvez pas rendre deux cent soixante internés collectivement responsables et les réduire par la famine. »

- « Vous vous en étonnerez, mais je le puis », répondit l'autre avec nonchalance.

À deux heures de l'après-midi fut affiché un papier du commandant. Si les deux responsables sont livrés avant dix-sept heures, la ration quotidienne peut encore être servie. Entre temps, les baraques voisines avaient partagé avec leurs camarades leur portion congrue.

L'émotion était plus grande que la faim, lorsque le soir, dans toutes les baraques, les hommes se rassemblèrent sous la faible ampoule électrique pour décider ce qu'on allait faire. Malgré l'épaisse fumée de tabac, le froid était sensible.

L'homme qui parla le premier était le chef des Brigades Internationales. Le conflit, dit-il, a été cherché par le commandement. C'est la réponse à la défaite du 7 janvier. Nous ne pouvons pas capituler délibérément, car notre vie alors, deviendrait complètement insupportable, mais nous ne voulons pas, non plus, par une attitude intransigeante, donner le prétexte de tirer.

« Les Brigades Internationales proposent qu'à partir du prochain jour tout le quartier se déclare solidaire des baraques réduites à la famine. Le quartier n'acceptera les victuailles de l'Intendance que si elles sont remises à tous les internés sans exception, y compris aux baraques 47 et 48.

L'assentiment des hommes qui, sombres, étaient assis à leur banc laissait espérer que la proposition serait unanimement acceptée. Quelques-uns parlèrent encore en sa faveur. La décision finale pesait lourdement. On sentait que, cette fois, deux volontés fermes se heurtaient. Les intentions du commandant restaient une obscure énigme. On savait que vingt fusils étaient suspendus au poste, avec munitions. La garde avait abandonné ses armes à feu, comme on laisse de vieux journaux. Dans les réunions

de baraques, des voix s'étaient élevées contre la proposition des Brigades Internationales, qu'on ne trouvait pas assez radicale. Ces voix, qui réclamaient à grands cris des « actions » ne purent pas s'imposer. C'est la proposition des Brigades Internationales qui passa partout à une forte majorité. Partout, sauf à la baraque 36, dont le chef était un homme du B.I.M.

Le mardi matin, les porteurs de l'Intendance de toutes les baraques se présentèrent au portail pour être conduits aux magasins. Les hommes de la 47 et de la 48 étaient parmi eux. Les factionnaires s'agitèrent et l'adjudant hurla : « L'ordre dit que 47 et 48 n'accèdent pas à l'Intendance ». Les hommes répondirent calmement : « Eh bien, personne n'y accède. »

Les portes se fermèrent derrière le sergent au regard hébété. Le quartier C resta sans pain, sans victuailles, sans bois.

Les feux des cuisines étaient éteints. Le café matinal était le dernier repas des hommes. Ils étaient prisonniers depuis deux ans. Avant leur internement, beaucoup d'entre eux avaient servi pendant trois ans comme soldats dans la guerre civile ¹d'Espagne. Ils se tenaient debout, avec la volonté d'hommes qui savent qu'ils luttent pour une bonne cause.

Mais une volonté de fer ne dispense pas de nourriture. Il y a une limite à la résistance physique. Affaiblis, les débilés s'étaient déjà effondrés à midi. L'un après l'autre, on les emmena, sur des civières, à l'hôpital.

Comment cela pouvait-il durer ?

Encore une fois, les chefs de baraque s'adressèrent au commandant. Il fit dire qu'il avait déjà téléphoné au Préfet, qu'avant le lendemain la situation s'éclaircirait.

Le soir, les feux de cuisine brûlèrent de nouveau. Les internés avaient rassemblé tout ce qu'il y avait encore comme réserves dans les baraques. Chaises et tables servaient de combustible. Une fois de plus, on réussit à fabriquer une petite soupe maigre. Demain, a dit le commandant, la situation s'éclaircira. Peut-être ces messieurs

1

reconnaîtront-ils donc enfin que les internés veulent vivre, mais non au prix de leur dignité humaine.

Ainsi approchait le mercredi 26 février.

Depuis les premières heures de la matinée, les hommes de subsistance étaient à la porte du camp. Ils attendaient qu'on les appelât, que l'excommunication de la faim fût levée, qu'ils eussent tous la possibilité de manger. Ils restèrent plantés là jusqu'au soir.

Mais le portail resta fermé. Personne ne vint, comme si le quartier avec ses quatorze cents hommes n'existait pas.

À onze heures le lieutenant parut. Accompagné de gendarmes, il traversa la vaste cour bordée de baraques. Un cercle se forma autour de lui. Il apportait sûrement un message du commandant.

Le Préfet avait décidé que la direction du camp ne devait pas céder : il y allait de l'autorité de l'État. C'est ce que raconta le commandant de quartier. Il jeta un regard scrutateur à la ronde, observant l'effet de ses paroles.

Pendant ce temps, des conversations s'étaient nouées entre les gendarmes et les internés qui les entouraient. Pourquoi les internés défendaient-ils des voleurs ? demandaient les gendarmes. Ils furent très étonnés quand ils apprirent que ce n'étaient pas des voleurs - comme il leur avait été dit - qui devaient être arrêtés, mais des hommes qui avaient pris parti pour leurs camarades.

Entre temps, midi était de nouveau arrivé. Des cris s'élevèrent : « Nous avons faim ! » Au bout d'une heure, ces cris isolés s'étaient, une fois de plus, transformés en manifestations de cris.

Par centaines, les hommes étaient serrés contre le portail et ils criaient : « Nous avons faim ! Nous voulons manger ! » Visages pâles, grimaçants. L'homme qui lutte pour sa vie.

- « Nous ne voulons pas mourir de faim ! Nous réclamons notre manger ! » Un océan de voix s'enflait, de plus en plus bruyant.

Les gendarmes s'étaient retirés du quartier. Au poste, leurs fusils pendaient, attirants, provocants, Les Brigades Internationales avaient bien compris ce que cela voulait signifier. Mais une garde d'internés à qui nous pouvions nous fier mettait à l'abri de toute saisie interdite cet appât dangereux.

Sur ces entrefaites parvint la nouvelle que dans les quartiers limitrophes une action d'entraide était en cours. « Le quartier B partage la totalité de sa ration avec le quartier C », telle est la décision qu'ont prise les hommes de B.

À l'heure de midi, alors que les gendarmes étaient au loin, ils traînèrent des sacs pleins de légumes, de fruits secs, de pain et de fruits jusqu'à la clôture de séparation. Des poings vigoureux avaient arraché les pieux et maintenant, à travers la brèche, les camarades faisaient passer les sacs aux affamés, qui étaient de l'autre côté, à ceux qui avaient enduré la faim. Beaucoup avaient apporté leur écuelle et offraient aux autres leur soupe ; ils avaient soupé hier, tandis que, de l'autre côté on jeûnait depuis deux jours. Du quartier A également vinrent des victuailles ; même les malades de l'hôpital avaient entendu parler du combat désespéré que livrait le quartier C et ils avaient envoyé un sac de vivres collectés.

Pendant ces événements, en dehors des factionnaires extérieurs qui faisaient leur ronde, on ne voyait aucun gendarme. C'était une heure d'oubli, la dernière, pendant laquelle la force morale semblait être supérieure à celle des mitrailleuses.

Mais les mitrailleuses étaient là.

À deux heures et demie, une colonne d'autos, sur la grand- route, approcha en pétaradant. En longue file, les voitures blindées se rangèrent devant le portail extérieur du camp. Pleines de troupes armées jusqu'aux dents. Convoi l'un après l'autre. Casqués d'acier. Carabine à l'épaule. Au milieu d'un État-major d'officiers supérieurs, on apercevait la figure de civil du Préfet. Huit cents hommes de la Garde Mobile étaient descendus des véhicules, sans compter les officiers et les officiers de police judiciaire. Au pas de course, une colonne avança par le chemin central jusqu'à la grille du quartier C qui s'était ouverte. La troupe, sans s'arrêter, passa, carabine abaissée, à travers la foule des internés qui, sans résistance, s'écartait à droite et à gauche. Dans le dos de la foule compacte, la troupe opéra un virage et dirigea les fusils vers les internés.

Sur ces entrefaites, d'autres colonnes étaient accourues à marche forcée. Quelques-uns se joignirent à la troupe déjà postée dans la cour, d'autres s'arrêtèrent à l'entrée. Le résultat de la manœuvre fut que les internés du quartier C se trouvèrent entre deux feux, encerclés par les détachements de la Garde Mobile. Encore et toujours ils croyaient qu'il leur suffisait de rester tranquilles pour échapper au pire. Mais sur l'ordre d'un officier, une patrouille se détacha de la troupe postée à l'intérieur du quartier et se rua directement vers la baraque 39, où se trouvait le commandant des Brigades Internationales. Un violent coup de crosse abattit l'homme.

Ce fut le signal de l'assaut. Des deux côtés, les soldats, crosses levées, se jetèrent sur les internés sans défense. Les coups de crosse craquaient sur les crânes, et les hommes, inondés de sang, tombaient à terre. Un officier était monté sur le toit en tôle ondulée de la baraque de la cuisine et, de là, il dirigeait ses hommes, qui frappaient follement autour d'eux. « Celui-là », disait-il en montrant du doigt un camarade, et déjà le malheureux était empoigné, piétiné au sol et frappé jusqu'au sang à coups de crosse.

Soixante et onze hommes furent, de cette façon, projetés par des coups hors du portail. Mais la masse des internés fut rejetée dans les baraques à coups de crosse de fusil. Des hommes grièvement blessés gisaient sur le sol. L'un deux, sous l'effet de l'émotion, avait perdu l'usage de la parole.

Les internés ne s'étaient pas défendus. Tout était arrivé si vite qu'ils étaient incapables de s'y retrouver. Ils étaient pris au dépourvu, écrasés par les forces supérieures, surpris par la brutalité de l'assaut. Leurs chefs, hommes de confiance, délégués, avaient été les premiers à être abattus et emmenés.

Pendant ces événements, un détachement de la troupe était entré au quartier B. « Tout le monde dans les baraques ! » commanda-t-on. Devant chaque baraque se tenaient les gendarmes, crosses levées. Un officier de police judiciaire, une liste à la main, criait les noms dans la baraque et lorsque l'appelé était visible dans l'encadrement de la porte, il recevait un coup de crosse sur la tête. Puis on le traînait en prison. Vingt-sept hommes de B y compris tous les délégués, furent de cette façon convoqués dehors à coups de sifflet. Il y avait aussi parmi eux celui que nous appelions « le vieux ».

La prison était une petite pièce où il était impossible de compresser plus de vingt détenus. Les autres durent rester debout toute la nuit dans la cour, les bras levés, le

visage contre la paroi, éclairés par des projecteurs. Personne ne pansa leurs blessures. Personne ne leur donna à manger ni même seulement une gorgée d'eau.

Dans l'antichambre de la prison qui servait de poste de garde furent organisés les « interrogatoires ». Les cris des gens que l'on battait retentissaient à travers la nuit. Ils furent appelés l'un après l'autre. À une table étaient assis les officiers et des officiers de police judiciaire. « Là, signe, chien ! » Le papier était une fausse attestation où le prisonnier avouait avoir pris part à une rébellion contre la direction du camp. Pas un des quatre-vingt-dix-huit prisonniers ne voulut signer. Transportés de rage, excités par l'ivresse du sang et par leurs supérieurs, les gardes mobiles frappaient les récalcitrants avec matraques et crosses en pleine figure et sur le crâne, leur marchaient sur le ventre, leur crachaient au visage. Jusqu'au matin, on entendit les cris des victimes. Six internés furent emmenés à l'hôpital sans connaissance, inondés de sang.

En face, dans l'un des bureaux du commandant, étaient assis le colonel et le Préfet. Avaient-ils remporté la victoire ? Toute résistance était certainement brisée pour longtemps. Les internés étaient abattus, privés de leurs chefs, en majeure partie découragés. Mais « la révolte » si ardemment désirée n'avait pas réussi. Les fusils de la garde, si soigneusement oubliés, restèrent inutilisés. Introduire une action en justice pour émeute et révolte fomentées par les communistes - voilà quel était le projet. Mais pas une seule fausse attestation ne fut signée ; en dehors des officiers de police judiciaire, des hommes de la Garde Mobile et des mouchards, il n'y avait pas de témoins de la révolte. Par contre, quelque chose de tout à fait inattendu se produisit : les prisonniers demandèrent à passer en justice. Maltraités, affamés, provoqués, les internés réclamèrent à cor et à cri un procès public. Les accusés se transformèrent en accusateurs.

Dans les premières heures de la matinée, le « vieux » fut conduit devant le Préfet. Ils s'étaient déjà rencontrés une fois. À cette époque-là, on avait encore sauvé les apparences ; c'était encore l'heure de la manœuvre. Maintenant, il s'agissait de connaître le responsable de ce qui était déjà projeté à cette époque-là : c'était l'heure de l'accomplissement.

- « Vous avez là le résultat de votre travail d'excitation », hurla le Préfet lorsque le prisonnier fut introduit. Les ampoules électriques brillaient d'une lueur mate au plafond badigeonné de blanc. Assis tout autour, les officiers transpiraient d'irritation.

Le visage blême, le prisonnier s'approcha de la table. « Tant que vous n'ordonnerez pas que ces coups répugnants cessent dehors, je ne dirai pas un mot. »

Le Préfet regarda le colonel, qui dit : « Les gens sont excités, que voulez-vous ? Personne n'a été maltraité. »

- « Là, n'entendez-vous pas gémir les torturés ? s'écria « le vieux » à pleine gorge. Croyez-vous donner ainsi l'impression que vous niez les faits ? Vous rendrez compte de ce que vous avez fait ici aujourd'hui ? Car vous portez la responsabilité de tout ce qui arrive ici. »

Le colonel fit signe à un lieutenant et lui chuchota quelque chose à l'oreille. Le jeune officier disparut par la porte.

- « J'ai donné l'ordre d'interrompre les interrogatoires. Voulez-vous parler maintenant ? »

- « Que voulez-vous savoir de moi ? »

- « Avouez que les internés du quartier C, sur l'ordre des trois têtes communistes, se sont rebellés ? »

- « Vous parlez de rébellion. Je parle de provocation. C'est vous qui l'avez voulu. C'est depuis longtemps que vous l'avez voulu. Les internés ne pensaient pas à la rébellion, ils ne voulaient rien d'autre que vivre. Mais vous, aviez besoin de votre « rébellion ». Maintenant, vous y êtes parvenus. »

Les interrogatoires se poursuivirent le lendemain. Mais les rossées avaient cessé. Finalement quarante-deux des détenus furent emmenés à la prison de Pamiers, ville voisine. L'accusation de rébellion s'effondra ; seules des peines relativement légères furent prononcées.

Les internés pansèrent leurs blessures et écrivirent des lettres. Des lettres visibles et d'autres invisibles.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés que les journaux paraissant à l'étranger publiaient sous des manchettes en caractères gris, des comptes-rendus de l'assaut

sanglant du Vernet. C'est avec une force double, triple, que travaillèrent nos bienfaiteurs volontaires, les femmes et les hommes engagés dans la grande œuvre de solidarité.

L'heure des adieux était venue. Le matin, le sergent avait cité mon nom. J'étais sur la liste de ceux qui étaient dirigés vers le camp d'émigration des Milles.

Il me restait quelques heures pour emballer mes affaires et prendre congé. Le transport était prévu pour le soir.

Une dernière fois, la soupe. Une dernière fois le coin à côté de Cesare et d'Otto, où j'avais vécu plus d'un an. L'un après l'autre, les hommes de la baraque vinrent. Une poignée de main, un regard profond. Comme je suis riche !

Les heures passent à une allure folle. Mario et une douzaine d'amis s'en vont par le même transport. Du camp C, on nous appelle à la clôture. Encore une fois, nos chansons.

Un télégramme m'apporte encore un message de joie. La Croix Rouge a fait franchir à mes enfants la ligne de démarcation. Une vie nouvelle va commencer. Nouveaux devoirs, nouveaux combats.

Une dernière promenade avec les amis tout autour des baraques. Qu'était-ce donc, ce pour quoi luttaient les hommes du Vernet ? Ce camp avait été un minuscule secteur du combat qui est mené par tous les peuples et ne s'arrête pas du tout à des frontières. Un secteur du front à l'écart, mais ne reflétait-il pas tous les arrière-plans du grand combat ? « Le Vernet enseigne qu'il n'est jamais impossible de lutter. Le Vernet prêche la leçon du courage. » Ainsi parlait « le vieux ».

Le crépuscule tombait déjà sur le camp et nous étions absorbés par notre conversation au sujet du courage. Qu'est-ce que le courage ? Est-ce la réaction de l'homme devant le danger de mort ? Les soldats vont-ils courageusement à la mort parce qu'il n'y a pas d'issue ? L'homme est-il courageux uniquement parce qu'il n'a plus rien à perdre ?

Ce serait offenser le courage que d'en faire une réaction physique devant une situation sans issue ; ce serait mettre au même niveau l'acte courageux et l'acte de désespoir.

« Non, dit « le vieux », le courage c'est quelque chose qui vient de la tête. Le courage, c'est le discernement dans la nécessité. Le moi se réduit à sa taille minuscule quand tu embrasses du regard le grand, le tout. C'est une affaire de rapport exact. Il faut voir petit ce qui est petit et grand ce qui est grand, de même qu'il faut commencer par le commencement et non par la fin. »

Les lampes électriques s'étaient allumées. Dans ma baraque une fête était en cours, la fête des adieux. Encore une fois, le délégué, de sa place désormais vide sous la lampe centrale, devait parler aux hommes qui se poussaient en bas, dans le long boyau. Et quand arriva l'heure fixée, un cortège se forma, comme si le plus important était de montrer à ceux qui partaient que l'esprit du Vernet continuait à vivre malgré tout. En tête, les luths qui battaient la mesure. Puis des chants retentirent au-dessus de la cour, qu'un épais brouillard recouvrait, comme s'il voulait protéger les chanteurs rebelles contre les regards scrutateurs des gendarmes, incapables de comprendre l'émotion qui troublait le cœur des hommes du Vernet quand ils se disaient « au revoir ».

-----oOo-----

Post-scriptum

L'auteur a décrit les événements du 22 au 26 février d'après des comptes-rendus de témoins oculaires. Lui-même quitta le camp du Vernet peu de jours avant ces événements.

-----oOo-----

LES HOMMES DU VERNET

Bruno FREI

Notes de Georges DIMON (traducteur)

(1) Il s'agit de Gustav Regler, écrivain allemand.

(2) Gerhart est le prénom de Eisler, dirigeant du Parti communiste allemand

(3) Anna Seghers, écrivain notoire de la R.D.A. après l'interdiction de ses livres, elle se réfugia en France, prit part à la guerre civile espagnole, émigra au Mexique lorsque la France fut envahie par les Allemands. Elle revint à Berlin-Est en 1947. Ses romans, de tendance « progressiste » sont consacrés aux problèmes sociaux et à l'univers concentrationnaire : *Das siebte Kreuz* (La septième croix).

(4) Le romancier et poète Rudolf Leonhard a écrit en allemand et en français. Il a publié à Paris le *Schutzverband deutscher Schriftsteller im Ausland* (Association des écrivains allemands).

(5) Il s'agit de Mario Montagna, dirigeant du Parti communiste italien.

(6) Mot à mot : « soldats du marais ». C'était là le titre d'une chanson des prisonniers politiques dans le camp de concentration de Börgermoor. Cette chanson fut reproduite dans le livre de Wolfgang Langhoff, célèbre acteur allemand, lui-même prisonnier dans ce camp. « Die Moorsoldaten » est le titre de son ouvrage, l'un des premiers sur les camps de concentration, publié en Suisse en 1935. Cette chanson est devenue l'une des plus populaires dans le mouvement antifasciste allemand.

(7) Otto Flatter est un ancien officier des Brigades Internationales. Après la libération de la Hongrie, il fut Premier Ministre sous son véritable nom, Ferenc Münnich.

(8) Paul Richter, communiste allemand, membre des Brigades Internationales.

(9) Cesare Colombo, communiste italien, membre des Brigades Internationales, speaker italien à la Radio de Barcelone pendant la Guerre civile.

(10) Le B.I.M. (Bureau International de Mouchardage était, dans le langage des internés, le groupe des faux-jetons.

Le « Rat », qui en était le chef, se nommait en réalité Berthold Jacob. C'était un publiciste allemand, qui fut lui-même, plus tard, victime de la Gestapo.

(11) L'écrivain Friedrich Wolf (1888-1953) a publié des drames et des récits de tendance radicale de gauche. Il a notamment décrit la persécution des Juifs dans Professeur Mamlock.

(12) Il s'agit de la fameuse bataille qui se déroula aux environs de Leipzig les 16, 18 et 19 octobre 1813. Napoléon y fut vaincu par les armées coalisées de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie. Cette « Völkerschlacht », en français « Bataille des Nations », mit aux prises 500 000 hommes et fit 60 000 morts.

(13) Ce chant de la liberté date de 1812 (guerre de libération contre l'occupation napoléonienne)

(14) C'est là un chant de la jeunesse socialiste autrichienne.

(15) Note manquante.

(16) Note manquante.

(17) Note manquante.

(18) Note manquante.

(19) Manzanares : petite rivière de Madrid, où fut brisée, en novembre 1936, la première offensive franquiste pour la prise de Madrid.

(20) Le Gauleiter (Chef de district) était, en langage hitlérien, un dirigeant régional du Parti National Socialiste. (N du T)

(21) N.S.D.A.P. est le sigle du Parti Ouvrier National Socialiste Allemand (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei). Ce parti, dont l'organe central était le Völkischer Beobachter (L'Observateur populaire, ici, c'est M qui rajoute), fut présidé par Hitler dès le 20-7-1921.

(22) Ce terme, propre au langage hitlérien, n'a pas d'équivalent dans la langue française : il désigne un Allemand vivant à l'étranger, non isolément, mais intégré dans un groupe ethnique. La traduction exacte serait : Allemand de souche, vivant à l'étranger et faisant partie d'un groupe de minorité allemande.

(23) Volksdeutsche : voir note précédente.

(24) Note manquante.

(25) Note manquante.

(26) Note manquante.

(27) En 1918, les marins de la flotte austro-hongroise se mutinèrent dans le port de Cattaro. Bruno Frei a écrit l'histoire de ces événements dans Die Matrosen von Cattaro (Les marins de Cattaro), porté au théâtre par Friedrich Wolf.

(28) Il s'agit du célèbre chant républicain : El paso del Ebro, dont les paroles sont adaptées à la musique d'une vieille rengaine populaire, aux versions multiples et variées. Un chant sur cet air existait déjà lorsque les partisans espagnols se battaient contre les armées de Napoléon. On trouve une version du Paso del Ebro dans le disque LDX-S-4279, collection « Le chant du monde, Chants de la guerre d'Espagne. »

(29) Note manquante.

(30) *Hans Beimler : Né le 2 juillet 1895 à Munich. Tué par balle le 1er décembre à Madrid. Membre fondateur du Parti Communiste allemand. Il participa à la révolution allemande de 1918-19 et fut député au Reichstag. Dans l'illégalité, après 1933, il fut membre du Comité Central du PCA. Arrêté et torturé par la Gestapo, il fut interné au camp de Dachau, d'où il s'évada pour gagner l'Espagne en 1936. Le PCA le chargea d'organiser le Bataillon Thälmann dans les Brigades Internationales.*

(31) Extrait du Guillaume Tell de Schiller, acte II, sc. 2 (la conjuration sur le Rütli)

(32) Schlesinger est un nom propre, typiquement israélite. Il s'agit là uniquement d'un sobriquet, comme si nous disions Abraham, Isaac ou Jacob.

(33) Franz Dahlem est né le 14/01 1892 à Rohrbach-lès-Bitche (Moselle). Ce Lorrain a choisi la nationalité allemande alors que le reste de sa famille est français. Député communiste au Reichstag, réélu en mars 1933, il doit s'exiler. Responsable du Parti communiste allemand pour l'Europe occidentale, il est, en Espagne, l'un des responsables des Brigades Internationales en 1937. Après la mort de Hans Beimler, il lui succéda en qualité de commissaire politique du bataillon Thälmann. Arrêté à Paris en 1939, envoyé au Vernet où il resta jusqu'en novembre 1941, il fut livré aux Allemands et déporté. Il devait jouer un rôle important en R.D.A. comme membre du bureau politique du S.E.D. (Parti Unitaire socialiste). Il était récemment Vice-ministre de l'Éducation Nationale.